

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

10 JUILLET 1980

BUDGET

du Ministère des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur
et de la Coopération au Développement
pour l'année budgétaire 1980

(Crédits afférents à la Coopération au Développement)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ETRANGERES (1)
PAR Mme DEMEESTER-DE MEYER

SOMMAIRE

Pages

Introduction du Rapporteur	3
I. — Exposé du Ministre de la Coopération au Développement	5
A. Introduction	5
1. Un monde déstabilisé	5
2. Le dialogue Nord-Sud	6
B. Pacte de croissance solidaire	9
1. Introduction	9
2. Justification	9

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Grootjans.

A. — Membres : Mme Demeester-De Meyer, MM. Deschamps, le Hardy de Beaulieu, Otte, Peeters, Mme Smet, MM. Steverlynck, Swaelen, van de Put, Van Elslande. — MM. Biefnot, André Cools, Dejardin, Simonet, Vanderheyden, Van Elewyck, Vanvelthoven. — MM. Cornet d'Elzius, Damseaux, Grootjans, Sprockels. — M. Risopoulos. — M. Van Grembergen.

B. — Suppléants : MM. Bourgeois, d'Alcantara, De Keersmaeker, De Vlies, Henckens, Mme Ryckmans-Corin, MM. Schyns, Thys, Tindemans, Verhaegen, Verroken. — MM. Burgeon, Danschutter, Denison, Gondry, Mangelschots, Nyffels, Sleenckx, Yllef. — MM. Buchmann, Colla, Gol, Knoops, Pans. — MM. Gendebien, Havelange. — MM. Baert, Kuypers.

Voir :

4-VIII (1979-1980) :

- No 1 : Budget.
- No 2 : Rapport (Crédits afférents aux Affaires étrangères).
- No 3 : Rapport (Crédits afférents au Commerce extérieur).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

10 JULI 1980

BEGROTING

van het Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel
en Ontwikkelingssamenwerking
voor het begrotingsjaar 1980

(Kredieten betreffende de Ontwikkelingssamenwerking)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR BUITENLANDSE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR Mevr. DEMEESTER-DE MEYER

Pages

INHOUD

Blz.

Inleiding van de Rapporteur	3
I. — Uiteenzetting van de Minister voor Ontwikkelingssamenwerking	5
A. Inleiding	5
1. Een gedestabiliseerde wereld	5
2. De Noord-Zuid-Dialoog	6
B. Pact voor solidaire groei	9
1. Inleiding	9
2. Motivering	9

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Grootjans.

A. — Leden : Mevr. Demeester-De Meyer, de heren Deschamps, le Hardy de Beaulieu, Otte, Peeters, Mme Smet, de heren Steverlynck, Swaelen, van de Put, Van Elslande. — de heren Biefnot, André Cools, Dejardin, Simonet, Vanderheyden, Van Elewyck, Vanvelthoven. — de heren Cornet d'Elzius, Damseaux, Grootjans, Sprockels. — de heer Risopoulos. — de heer Van Grembergen.

B. — Plaatsvervangers : de heren Bourgeois, d'Alcantara, De Keersmaeker, De Vlies, Henckens, Mme Ryckmans-Corin, de heren Schyns, Thys, Tindemans, Verhaegen, Verroken. — de heren Burgeon, Danschutter, Denison, Gondry, Mangelschots, Nyffels, Sleenckx, Yllef. — de heren Buchmann, Colla, Gol, Knoops, Pans. — de heren Gendebien, Havelange. — de heren Baert, Kuypers.

Zie :

4-VIII (1979-1980) :

- Nr 1 : Begroting.
- Nr 2 : Verslag (Kredieten betreffende de Buitenlandse Zaken).
- Nr 3 : Verslag (Kredieten betreffende de Buitenlandse Handel).

	Pages	Blz.
3. Pacte de croissance solidaire ...	11	11
4. Travaux de l'Association pour l'étude de la division internationale du travail (Commission Vandeputte) ...	13	13
C. Répartition géographique de l'aide belge au développement dans les années 70 ...	14	14
D. Aide bilatérale au développement dans les années 1980 ...	19	19
E. Situation budgétaire ...	34	34
F. Coopération au développement (Exécution de la déclaration gouvernementale) ...	37	37
G. Programme d'action pour les années 1980 ...	38	38
 II. — Discussion ...	 40	 40
A. Principes fondamentaux de la coopération belge au développement pour la troisième décennie de la politique en matière de développement ...	40	40
1. La norme de 0,7 % du P. N. B. ...	40	40
2. Rôle des organisations non gouvernementales ...	43	43
3. Droits de l'homme ...	43	43
4. Concentration de l'aide — Classement ...	44	44
5. Coopération multilatérale ou bilatérale ? ...	45	45
B. Pacte de croissance solidaire ...	46	46
1. Mécanismes de redistribution ...	46	46
2. Association pour l'étude de la division internationale du travail (Commission Vandeputte) ...	47	47
C. Aide multilatérale au développement ...	48	48
1. Flow-back ...	48	48
2. Crédits U. N. I. C. E. F. pour le Sahel ...	51	51
D. Aide bilatérale au développement ...	51	51
1. Interférence entre le Commerce extérieur et la Coopération au développement ...	51	51
2. Coopération Belgique-Equateur ...	51	51
3. Indonésie : — projet de construction d'une usine pour la fabrication de tours ... — projets relatifs à l'enseignement spécial ...	53 53	53 53
4. Vietnam — problème des réfugiés ...	54	54
5. Projets destinés à permettre le retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine ...	55	55
6. Contradiction entre la politique en matière de développement et celle en matière de livraisons d'armes ...	55	55
E. Situation budgétaire ...	55	55
1. Réduction du budget : — incidence sur les projets O. N. G. ... — comment la réduction de 300 millions sera-t-elle opérée ? ...	55 56	55 56
2. Dépenses effectuées par le Département de la Défense nationale ...	56	56
F. Communautarisation de la politique en matière de développement ...	56	56
1. Réforme de l'A. G. C. D. — cadre linguistique ...	56	56
2. Fonds de Coopération au développement ...	57	57
3. Coopération universitaire ...	58	58
G. Programme d'action pour les années quatre-vingt ...	61	61
1. Politique en matière de développement pour les années quatre-vingt ...	61	61
2. Plan quinquennal et annualité du budget ...	63	63
3. Enseignement ...	63	63
4. O. N. G. : cofinancement ...	64	64
5. Mesures destinées à promouvoir les projets P. M. E. ...	64	64
H. Autres problèmes ...	64	64
1. Non-recrutement de jeunes diplômés ...	64	64
2. Conférence mondiale de la décennie de l'ONU pour la Femme ...	65	65
3. Rapport numérique entre le personnel de l'A. G. C. D. et le personnel de coopération d'outre-mer ...	66	66
I. Zaïre ...	66	66
1. Coopération avec l'I. N. E. R. A. ...	67	67
2. Infrastructure ...	67	67
3. Production agricole ...	68	68
4. Section de coopération au développement ...	68	68
5. Commissions d'évaluation ...	68	68
 III. — Votes ...	 70	 70
		70
III. — Stemmingen ...		70

Annexes :	Pages	Blz.	
I. Dépenses réelles pour 1979 au titre de l'A. P. D. (aide publique au développement)	71	I. Reële uitgaven voor 1979 uit hoofde van O. O. H. (overheidsontwikkelingshulp)	71
II. Dépenses A. G. C. D. 1979 par capita	78	II. A. B. O. S.-uitgaven 1979 per capita	78
III. Enveloppe globale de la coopération au développement pour 1980	80	III. Globale enveloppe ontwikkelingssamenwerking 1980 ...	80
IV. Pays les moins développés	82	IV. M. O. L.-landen	82
V. Pays en voie de développement dont les étudiants dans les universités belges ont été pris en considération pour l'octroi du subside de fonctionnement pour 1979-1980 ...	83	V. Ontwikkelingslanden waarvan de studenten in de Belgische universiteiten in aanmerking genomen werden voor de werkingstoelage 1979-1980 ...	83
VI. Inspection et évaluation de la coopération au développement au Zaïre depuis 1976	84	VI. Inspectie en evaluatie van de ontwikkelingssamenwerking in Zaïre sinds 1976 ...	84
VII. Avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique	90	VII. Advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht ...	90

MESDAMES, MESSIEURS,

INTRODUCTION DU RAPPORTEUR

Au moment où les tensions s'intensifient dans le monde et où le dialogue Nord-Sud est coupé par différents axes tels que celui des tensions Est-Ouest et celui des tensions Sud-Sud, il faudrait que nous puissions consacrer toute notre attention à la politique que nous menons en matière de développement à l'égard du tiers-monde.

La demande d'une politique fondamentale en matière de développement est toutefois dominée entre autres par les tensions que cette politique suscite dans notre propre pays. A titre d'exemple, la limitation à 800 millions des crédits destinés aux étudiants étrangers dans les universités francophones engendre le mécontentement des francophones. Les avantages « naturels » dont jouissent les francophones ne facilitent pas la tâche des Flamands. Et, pendant ce temps, on continue de parler d'une réforme de l'A. G. C. D., sans que celle-ci se réalise.

Nous constatons que divers problèmes se posent dans le domaine de la coopération au développement :

1) l'objectif de 0,7 % qui avait été fixé antérieurement n'a pas été atteint et le budget de la Coopération au Développement se trouve amputé comme tous les autres budgets;

2) une partie importante des sommes investies reflue dans notre pays, de sorte qu'il est permis de se demander si ces sommes parviennent effectivement à la population des pays du tiers-monde et si elles contribuent réellement à satisfaire leurs besoins prioritaires;

3) il n'est guère aisément de déterminer ni de contrôler le montant qui a été investi de manière effective; des sommes considérables restent en effet inemployées, notamment à cause de la structure actuelle de l'A. G. C. D.;

4) la misère ne cesse de s'étendre et les besoins des populations ainsi que la pénurie de denrées alimentaires deviennent plus aigus de jour en jour, ce qui contraste violemment avec la course aux armements et la hausse du prix de l'énergie;

5) les conférences internationales et les formes de concertation se trouvent sérieusement dans l'impasse et démontrent combien il est difficile de procéder à des modifications structurelles;

6) plusieurs problèmes sont bien connus et les moyens pour y remédier disponibles, mais il manque souvent la volonté politique de prendre des décisions.

Ces considérations peuvent peut-être servir de base à l'élaboration d'une politique de développement dynamique.

Bijlagen :

Bijlagen :	Blz.
I. Reële uitgaven voor 1979 uit hoofde van O. O. H. (overheidsontwikkelingshulp)	71
II. A. B. O. S.-uitgaven 1979 per capita	78
III. Globale enveloppe ontwikkelingssamenwerking 1980 ...	80
IV. M. O. L.-landen	82
V. Ontwikkelingslanden waarvan de studenten in de Belgische universiteiten in aanmerking genomen werden voor de werkingstoelage 1979-1980 ...	83
VI. Inspectie en evaluatie van de ontwikkelingssamenwerking in Zaïre sinds 1976 ...	84
VII. Advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht ...	90

DAMES EN HEREN,

INLEIDING VAN DE RAPPORTEUR

Op het ogenblik dat de spanningen in de wereld groter en groter worden en dat de Noord-Zuid-dialoog doorkruist wordt door verschillende assen als de Oost-West spanningen en de Zuid-Zuid spanningen, zouden wij onze aandacht ten volle moeten kunnen wijden aan het ontwikkelingsbeleid dat wij ten aanzien van de derde landen moeten voeren.

De vraag naar een fundamenteel ontwikkelingsbeleid wordt echter beheerst o.m. door spanningen rond het ontwikkelingsbeleid in eigen land. De beperking tot 800 miljoen voor buitenlandse studenten aan de Franstalige universiteiten bijvoorbeeld zet kwaad bloed op bij de Franstaligen. De zogenaamde « natuurlijke voordeelen » van de Franstaligen maken het voor de Vlamingen niet makkelijker. En intussen blijft men maar praten over een hervorming in A. B. O. S., zonder dat deze hervorming werkelijkheid wordt.

Op het terrein van de ontwikkelingssamenwerking stellen we verscheidene problemen vast :

1) het eerder vooropgestelde objectief van 0,7 % werd niet bereikt en de begroting van Ontwikkelingssamenwerking wordt zoals alle begrotingen verminderd;

2) heel wat van het geïnvesteerde geld vloeit terug naar eigen land waarbij meteen de vraag rijst of het kapitaal wel terecht komt bij de bevolking en de prioritaire noden van de bevolking van de derde wereldlanden;

3) het bedrag van het werkelijk geïnvesteerde geld is niet zo duidelijk vast te stellen en te controleren; heel wat geld zit en blijft in de pipe-line mede door de huidige structuur van het A. B. O. S.;

4) de armoede grijpt steeds verder om zich heen en de noden en het voedseltekort wordt steeds nijpender in schrille tegenstelling o.m. tot de huidige wapenwedloop en de stijgende energieprijzen;

5) de internationale conferenties en vormen van overleg zitten vast en tonen aan dat het moeilijk is om structurele wijzigingen door te voeren;

6) inzichten en middelen zijn vorhanden om verscheidene problemen te verhelpen maar vaak ontbreekt de politieke wil om beslissingen te nemen.

Deze bedenkingen kunnen wellicht de basis vormen voor de uitbouw van een dynamisch ontwikkelingsbeleid.

1. Le fonctionnement de l'A. G. C. D. doit être mis au point :

- la comptabilité de l'administration et des projets doit être complètement transparente;
- les deux communautés doivent être associées d'une façon équivalente à la gestion et à l'élaboration;
- l'information directe de la population doit être effectivement assurée par l'A. G. C. D.;
- les objectifs fixés et leur incidence sur les projets doivent faire l'objet de recherches en vue de poursuivre la planification de la politique.

2. Il importe de poursuivre le développement de la politique des projets :

- les critères d'octroi de l'aide doivent être mis au point;
- l'aide doit profiter à la population même, pour la motiver et lui donner des possibilités de travail lui permettant de satisfaire ses besoins fondamentaux;
- les liens entre la Coopération au Développement, les Affaires étrangères et le Commerce extérieur doivent être examinés;
- l'aide et l'assistance doivent s'orienter vers des secteurs vitaux tels que l'alimentation, la santé, la formation et l'emploi dans un esprit de « self-reliance » (auto-suffisance);
- lorsque l'Etat se trouve dans l'impossibilité d'intervenir, les organisations non-gouvernementales doivent se voir accorder des possibilités optimales d'intervention.

3. Il convient de mettre sur pied une campagne intensive d'information et de motivation de la population adaptée aux circonstances; cette campagne doit porter sur les thèmes suivants :

- dans quelle mesure la population est-elle associée à la coopération au développement belge ?
- quelle est la relation entre les moyens financiers, le confort, les possibilités de déplacement, l'alimentation, bref, la situation de notre propre population, d'une part, et celle de la population des pays du tiers-monde, d'autre part ?
- quel intérêt une politique de développement bien organisée présente-t-elle pour la population ?
- comment devons-nous tenter de coopérer en vue de mieux structurer l'action mondiale ?

4. Notre pays peut également continuer à assumer son rôle spécifique en vue d'entamer et de poursuivre la conciliation relative aux problèmes du développement. Les contrastes dans le monde deviennent énormes. Les moyens et les structures que nous mettons en œuvre manquent souvent d'efficacité ou d'équité.

5. Souvent, la population n'est pas ou insuffisamment intéressée à cette action. La solution résiderait dans une information réelle et fiable, une motivation valable et une politique claire et contrôlable. Il convient de dénoncer, avec toujours plus de vigueur, les structures qui sont à l'origine de la pauvreté et du sous-développement. Alors seulement, la coopération au développement pourra devenir une action soutenue par la culture et la valeur de groupes d'hommes et de communautés. La politique, alors, puisera, davantage qu'actuellement, sa force dans ce dynamisme.

1. De werking van A. B. O. S. moet worden aangepast :

- de administratie- en projectenboekhouding moet volledig doorzichtig worden;
- de beide volksgemeenschappen moeten op evenwaardige wijze aan bod komen in het beheer en de uitwerking;
- de directe informatie van de bevolking moet een effectieve taak uitmaken van A. B. O. S.;
- de beoogde doelstellingen en de daaruit voortvloeiende effecten omtrent projecten moeten aan onderzoekswerk worden onderworpen met het oog op een verdere planning van het beleid.

2. Er is nood aan een verdere ontwikkeling van het projectenbeleid :

- de criteria voor het verlenen van hulp moeten bijgewerkt worden;
- de hulp moet ten goede komen aan de bevolking zelf, om de bevolking te motiveren en ze werkansen te geven om hun basisbehoeften te voldoen;
- de banden tussen Ontwikkelingssamenwerking en Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel moeten onderzocht worden;
- de hulp en de bijstand moet gericht zijn op vitale sectoren als voedsel, gezondheid, opleiding en tewerkstelling in een geest van self-reliance;
- daar waar de Staat in de onmogelijkheid verkeert op te treden moeten niet-gouvernementele organisaties optimale kansen krijgen.

3. Het opzetten van een doorgedreven en aangepaste informatie- en motivatiecampagne voor de bevolking; dit moet gebeuren rond volgende thema's :

- wat is de betrokkenheid van de bevolking in de Belgische ontwikkelingssamenwerking;
- welk is de verhouding tussen de geldmiddelen, het confort, de verplaatsingsmogelijkheden, de voeding, m.a.w. de situatie van onze bevolking en de situatie van de bevolking in de derde wereldlanden;
- welke belangen heeft de bevolking bij een goed uitgebouwd ontwikkelingsbeleid;
- hoe moeten wij pogingen samen te werken om meer vorm te geven aan het wereldgebeuren.

4. Ons land kan ook zijn specifieke rol blijven opnemen om het overleg rond de ontwikkelingsproblematiek op gang te krijgen en te houden. De tegenstellingen in de wereld worden enorm groot. De middelen en structuren die wij inzetten zijn dikwijls niet voldoende efficiënt of rechtvaardig.

5. De bevolking is bij dit gebeuren dikwijls niet of onvoldoende betrokken. Dit veronderstelt degelijke inlichtingen en goede informatie, goede motivatie en een doorzichtig en controleerbaar beleid. Meer en meer moeten structuren die armoede en onderontwikkeling veroorzaken worden blootgelegd. Dan zal ontwikkelingssamenwerking iets kunnen worden, dat gedragen wordt door de cultuur en de waarde van mensengroepen en gemeenschappen. Het beleid zal dan, meer dan nu, vorm krijgen vanuit dit dynamisme.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

A. Introduction

1. Un monde déstabilisé

Jamais la situation mondiale n'a été aussi instable ni aussi complexe qu'elle ne l'est aujourd'hui. Plusieurs pays et groupes de pays cherchent à assurer leur approvisionnement en matières premières et en produits de base. Abstraction faite des aspects politiques et militaires de la situation, les aspects économiques se manifestent davantage dans l'augmentation des factures que payent pour le pétrole les pays importateurs et dans le caractère déficitaire des balances de paiements. Ainsi l'économie mondiale se trouve menacée par une crise de déflation potentielle, que l'on croyait repoussée définitivement dans le passé.

Si la crise ne s'est pas manifestée, c'est en partie grâce au recyclage des pétrodollars, à une ouverture massive de crédits en faveur des pays déficitaires par diverses institutions internationales et nationales et au fonctionnement des marchés financiers et des marchés de capitaux. Toutefois, il y a des limites à ce financement du déficit des balances de paiements là où la reprise de la concurrence des pays déficitaires ne se réalise pas à temps.

La déstabilisation du monde a plusieurs conséquences néfastes sur le plan des relations Est-Ouest et du dialogue Nord-Sud.

L'interdépendance est un élément essentiel de la politique du développement.

L'interdépendance signifie que les économies des pays industrialisés et des pays en voie de développement présentent des complémentarités et deviennent ainsi dépendantes les unes des autres. Toutefois, il faut éviter tout simplisme. Dans plusieurs cas, cette interdépendance n'est pas équilibrée; elle est asymétrique. Cela signifie que, malgré le fait que les pays industrialisés dépendent en certains domaines d'un nombre toujours plus important de pays en voie de développement — notamment en ce qui concerne les matières premières — plusieurs pays en voie de développement sont plus dépendants encore des pays industrialisés. Ainsi, on ne peut guère parler d'interdépendance à propos des relations entre la Belgique et des pays comme le Rwanda et le Burundi. Ces derniers se trouvent dans une situation de dépendance pure et simple. En tant que norme des relations internationales, l'interdépendance est sans aucun doute beaucoup plus positive que la thèse de la confrontation et de la constitution des blocs d'un protectionnisme stérile.

En organisant les complémentarités entre les économies des pays industrialisés et des pays en voie de développement, il faut toutefois veiller à ce que, par le biais de changements structurels dans l'ordre économique mondial, les pays en voie de développement ne soient pas opprimés.

L'interdépendance peut mener aussi à la mise en place de groupes de pays qui élaborent une politique protectionniste commune. Cela correspondrait au modèle de fragmentation de l'économie mondiale que l'O. C. D. E. a examiné dans son étude « Facing the future ». Les conclusions de cette étude ne laissent aucun doute sur le fait que la fragmentation serait, en toute hypothèse, plus désavantageuse que le maintien d'une économie mondiale ouverte à toutes formes d'échanges internationaux de biens et de services.

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

A. Inleiding

1. Een gedestabiliseerde wereld

Zelden was de wereldsituatie zo beweeglijk en zo complex als vandaag. Vele landen en landengroepen pogen de bevoorrading van de voor hen vitale grondstoffen en basisprodukten veilig te stellen. Afgezien van de politieke en militaire aspecten van deze situatie, zijn er ook de economische, die zich voornamelijk veruiterlijken in het steil oplopen van de olierekeningen van alle importerende landen en het deficitair worden van de betalingsbalansen. Daardoor wordt de wereld-economie bedreigd door een potentiële deflatiecrisis, waarvan men dacht dat ze definitief tot de tragedie van het verleden behoorde.

Indien de deflatiecrisis niet is uitgebroken, dan is het voor een deel dank zij de recycling van de petrodollars, de massale kredietverlening aan de deficitlanden door allerlei internationale en nationale instellingen en door de working van de geld- en kapitaalmarkten. Er zijn echter grenzen aan deze deficitfinanciering van de betalingsbalansen, als het concurrentieherstel van de deficitlanden niet tijdig optreedt.

De destabilisering van de wereld heeft talrijke nefaste gevolgen op het vlak van de Oost-West verhoudingen en de Noord-Zuid dialoog.

De interdependentie is een van de voornaamste krachtlijnen van het ontwikkelingsbeleid.

In feite wordt met interdependentie bedoeld dat de economieën van de industrielanden en van de ontwikkelingslanden grote complementariteiten vertonen en daardoor van elkaar wederzijds afhankelijk zijn. Toch mag men terzake niet in simplismen vervallen. In vele gevallen is de zgn. interdependentie niet evenwichtig; zij is asymetrisch. Dit betekent dat, ofschoon de industrielanden op een aantal gebieden duidelijk afhankelijk zijn van een groeiend aantal ontwikkelingslanden — o.m. wat de grondstoffen betreft — vele ontwikkelingslanden desalniettemin veel afhankelijker blijven van de industriestaten. Zo heeft het maar weinig zin de thesis van de interdependentie te willen toepassen op de relaties tussen bijvoorbeeld België en landen als Rwanda en Burundi. Deze laatsten bevinden zich in een duidelijke toestand van dependentie. Interdependentie, als norm van de internationale relaties, is ongetwijfeld veel positiever dan de thesis van de confrontatie of het zich opsluiten in steriele protectionistische blokken.

Maar bij het organiseren van de complementariteiten tussen de economieën van de industrielanden en van de ontwikkelingslanden moet er zorg voor gedragen worden dat, o.m. via structurele wijzigingen in de economische wereldorde, de ontwikkelingslanden niet in de verdrukking zouden komen.

De interdependentie kan ook leiden tot het zich opstellen in landengroepen, die gezamenlijk dan een protectionistische politiek uitbouwen. Dit zou beantwoorden aan het model van de fragmentarisering van de wereldeconomie, dat werd onderzocht door de merkwaardige studie van de O. E. S. O. « Facing the future ». De conclusies van deze studie laten er geen twijfel over bestaan dat de fragmentarisering in alle hypothesen nadeler zou zijn, dan het behoud van een wereldeconomie, steunend op alle vormen van internationale uitwisseling, inclusief deze van goederen en diensten. *

2. Le dialogue Nord-Sud

Fin août 1980, une session spéciale des Nations Unies tentera de lancer une négociation mondiale concernant la problématique Nord-Sud. Cinq thèmes majeurs ont été retenus : l'alimentation, le commerce, les problèmes d'argent, de capitaux, de crédit et la stratégie de développement.

Le Ministre de la Coopération au Développement attache une très grande importance à l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement. Voici quelques-uns des principaux défis auxquels la communauté internationale se trouve confrontée :

- trouver des emplois productifs pour les 250 millions de personnes qui arriveront sur le marché du travail;
- accroître la production alimentaire;
- mettre en place l'infrastructure économique et sociale indispensable;
- accroître les exportations;
- mettre en valeur les ressources énergétiques classiques, nouvelles ou renouvelables;
- prendre des mesures en vue de freiner l'accroissement catastrophique de la population;
- protéger l'environnement;
- assurer le respect des droits de l'homme;
- freiner la course aux armements;
- réduire l'endettement du tiers-monde;
- favoriser le transfert de technologie.

Résultats de la deuxième décennie et perspectives

La stratégie des Nations Unies pour la deuxième décennie de la coopération au développement avait les allures d'un véritable plan mondial et fixait un certain nombre d'objectifs à atteindre pour l'ensemble des pays en voie de développement avant 1980.

Dans le chef des pays en voie de développement, on constate notamment :

- 1° un renforcement de la position financière des pays de l'O. P. E. P.;
- 2° l'émergence d'un petit nombre de pays nouvellement industrialisés;
- 3° l'aggravation de la situation alimentaire mondiale, la stagnation des termes des échanges en ce qui concerne les matières premières autres que le pétrole et enfin l'accélération de l'endettement de la plupart des pays en voie de développement.

En bref, on assiste à une diversification et à une disparité croissante entre les pays en voie de développement eux-mêmes, avec aggravation de la situation des pays les plus pauvres. Ces derniers, qui regroupent 1,3 milliard d'hommes n'ont réalisé en moyenne qu'un taux de croissance par tête d'à peine 1,5 %. Pour l'Afrique ce taux n'est que de 0,2 %. Le Tiers-Monde n'est donc plus une réalité homogène mais au contraire constitué de pays aux potentiels, cultures et niveaux de développement les plus divers :

a) Si l'on se base par exemple sur le niveau et le potentiel du développement, on peut distinguer au moins cinq groupes de P. V. D. :

1° les P. V. D. structurellement très pauvres, c'est-à-dire démunis de ressources naturelles ou humaines suffisantes,

2. De Noord-Zuid-dialoog

Eind augustus 1980, heeft een bijzondere zittijd van de Verenigde Naties plaats, die beoogt een wereldwijde negociatie op gang te brengen in verband met de Noord-Zuid-problematiek. Vijf hoofdthema's werden weerhouden : voeding, handel, geld-kapitaal- en kredietproblemen en ontwikkelingsstrategie.

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking hecht een zeer groot belang aan het uitwerken van een nieuwe ontwikkelingsstrategie. Een greep uit onderstaande uitdagingen geeft een idee van de taak waarvoor men geplaatst is :

- productief werk vinden voor 250 miljoen mensen die op de arbeidsmarkt zullen verschijnen;
- de voedselproductie vermeerderen;
- de economische en sociale infrastructuur verbeteren;
- de uitvoer verhogen;
- de klassieke, nieuwe of hernieuwbare energiebronnen valoriseren;
- de catastrofale bevolkingsaangroei remmen;
- milieubescherming;
- de rechten van de mens verzekeren;
- de wapenwedloop remmen;
- de schuldenlast van de derde wereld afremmen;
- de technologieoverdracht bevorderen.

Resultaten van het tweede decennium en perspectieven

De strategie van de Verenigde Naties voor het tweede decennium van de ontwikkelingssamenwerking had de allure van een waarachtig wereldplan en legde een zeker aantal doelstellingen vast, die door het geheel van de ontwikkelingslanden voor 1980 moesten bereikt zijn.

In hoofde van de ontwikkelingslanden, stelt men namelijk vast :

- 1° een versteviging van de financiële positie van de landen van de O. P. E. C.;
- 2° het ontplooien van een klein aantal nieuw geïndustrialiseerde landen;
- 3° de verslechtering van de voedseltoestand in de wereld, de stremming van de uitruilingstermen voor wat betreft de grondstoffen anderen dan de olie en ten laatste de versnelling van de groei van de schuldenlast van het merendeel van de ontwikkelingslanden.

Samengevat, staat men voor een groeiende diversificering en dispariteit tussen de ontwikkelingslanden zelf met een verslechtering van de toestand van de armste landen. Deze laatste die 1,3 miljard mensen tellen hebben slechts een gemiddelde groei bereikt van nauwelijks 1,5 % per capita. Voor Afrika is deze groei slechts 0,2 %. De Derde Wereld is dus geen samenhangende werkelijkheid meer, maar is in tegendeel gevormd door landen met de meest uiteenlopende mogelijkheden, culturen en ontwikkelingsniveaus :

a) indien men zich bijvoorbeeld baseert op het niveau en de ontwikkelingsmogelijkheden, kan men ten minste vijf groepen van ontwikkelingslanden onderscheiden :

1° de ontwikkelingslanden met een zeer arme structuur; d.w.z. zonder voldoende natuurlijke of menselijke hulpbron-

pour lesquels une aide sous forme de don orientée vers la satisfaction des besoins de base est la plus indiquée;

2° les pays très pauvres mais potentiellement bien pourvus de ressources pour lesquels les efforts doivent porter conjointement sur le développement agricole, le développement minier, l'industrie et sur les réformes de structures économiques et sociales internes;

3° les pays partiellement en voie de décollage économique pour lesquels des projets d'aide aux zones déshéritées ou marginales peuvent coexister avec une coopération commerciale et industrielle classique;

4° les pays nouvellement industrialisés avec lesquels la coopération devrait être, avant tout, commerciale et financière;

5° les pays producteurs de pétrole à hauts revenus qui, ensemble avec les pays industrialisés de l'Est et de l'Ouest, devraient, dans le cadre d'opérations triangulaires, coopérer au développement des pays en voie de développement les plus pauvres.

Bien que le dialogue Nord-Sud soit bloqué à plusieurs niveaux, le tableau n'est cependant pas uniformément sombre et des progrès et évolutions positives sont à relever. Il en va notamment ainsi :

1° des accords de Lomé, véritable contrat d'association et de coopération économique entre les 9 de la Communauté européenne et les 59 pays A. C. P.,

2° de l'accord réalisé en mars 1978 à Genève dans le cadre de la C. N. U. C. E. D. pour la mise sur pied d'un fonds commun de stabilisation du prix des matières premières;

3° des « codes » marchandises issus du « Tokyo round », qui a été clôturé récemment au sein du G. A. T. T.;

4° la perspective de négociations globales et universelles dans le cadre des Nations Unies sur les matières premières, l'énergie, le commerce, la monnaie et le développement.

La perspective des négociations globales dans le cadre universel des Nations Unies

Les conditions de réussite des négociations globales peuvent être résumées comme suit :

1° les problèmes de la prévisibilité et de la sécurité des prix de l'énergie;

2° le recyclage des pétrodollars dans le cadre d'un système financier international rénové;

3° l'organisation de la transition de l'économie mondiale vers une moindre dépendance énergétique vis-à-vis du pétrole;

4° parer les menaces de récession économique généralisée et faire reculer la faim dans le monde.

Le moment est venu de faire preuve d'imagination si l'on ne veut pas que le désordre s'installe à tous les niveaux de la société internationale et compromettre finalement la paix et la sécurité de la planète.

A ce propos, il pourrait être utile de s'inspirer de certaines propositions contenues dans le rapport de la Commission Brandt qui est le fruit du compromis entre les vues d'éminentes personnalités du Nord et du Sud.

nen waarvoor hulp onder de vorm van gift georiënteerd op het voldoen van de basisbehoeften de meest aangewezen is;

2° de zeer arme landen maar potentieel goed voorzien van hulpbronnen waarvoor gezamenlijke inspanningen moeten geleverd worden voor de ontwikkeling van de landbouw, de mijnontginning, de industrie en de hervormingen van de economische en de sociale interne structuur;

3° de landen die economisch gedeeltelijk van de grond gaan en waarvoor bijstandprojekten aan de minst bevorrechte en marginale streken kunnen gepaard gaan met een klassieke samenwerking op het vlak van handel en de industrie;

4° de nieuwe geïndustrialiseerde landen waarmee de samenwerking hoofdzakelijk commercieel en financieel zou moeten zijn;

5° de olieproducerende landen met een hoog inkomen die in het kader van de triangulaire samenwerking, samen met de Westerse en Oosterse geïndustrialiseerde landen zouden moeten samenwerken aan de ontwikkeling van de armste ontwikkelingslanden.

• Alhoewel de Noord-Zuid dialoog op verschillende vlakken geblokkeerd is, is het uitzicht echter niet eenvormig duister. Positieve vooruitgang en ontwikkelingen kunnen genoteerd worden. Het gaat hier namelijk over :

1° de overeenkomsten van Lomé, een werkelijk contract inzake samenhorigheid en economische samenwerking onder de 9 van de Europese Gemeenschap en de 59 A. C. P.-landen;

2° het akkoord dat in maart 1978 te Genève tot stand kwam in het raam van U. N. C. T. A. D. inzake het oprichten van een gemeenschappelijk fonds voor de stabilisatie van de prijs der grondstoffen;

3° goederen- « codes » voortvloeiend uit de « Tokyo round », die recent besloten werd in de schoot van de G. A. T. T.;

4° het perspectief van globale en universele onderhandelingen in het raam van de Verenigde Naties over de grondstoffen, de energie, de handel, de munt en de ontwikkeling.

Perspectief der globale onderhandelingen in het wereldkader van de Verenigde Naties

De voorwaarden van succes van globale onderhandelingen kunnen als volgt samengevat :

1° de problemen van de voorspelbaarheid en de zekerheid van de energieprijs;

2° de recyclage der petrodollars in het raam van een hernieuwd internationaal financieel stelsel;

3° de organisatie en de overgang van de wereld-economie naar meer onafhankelijkheid van de petroleum-energie;

4° de dreigende algemene economische achteruitgang tegengaan en de honger in de wereld doen verminderen.

Het ogenblik is gekomen dat alle verbeeldingskracht opgeroepen wordt indien men niet wil dat op alle vlakken van de internationale samenleving wanorde ontstaat en uitstindelijk de vrede en de veiligheid van de planeet in gevaar wordt gebracht.

Te dien einde zou men nuttige inspiratie kunnen zoeken in zekere voorstellen die vervat zijn in het verslag van de Commissie Brandt, dat het resultaat is van het compromis tussen de oogpunten van vooraanstaande persoonlijkheden uit het Noorden en het Zuiden.

Ce rapport a notamment le mérite :

- 1° de proposer un programme d'urgence pour la période 1980-1985 fondé sur un assortiment de mesures qui comprennent :
 - un transfert de ressources de grande ampleur;
 - une stratégie énergétique internationale;
 - un programme alimentaire global;
 - la préparation d'un certain nombre de vastes réformes internationales;
- 2° de prévoir des mécanismes de transferts automatiques de ressource et de nombreuses adaptations et améliorations du système monétaire international.

*Propositions concrètes relatives
au dialogue Nord-Sud*

1) Le trialogue : pays industrialisés occidentaux, pays en voie de développement et pays producteurs de pétrole.

Une telle conception répond à une analyse logique de la situation mondiale.

Les pays en voie de développement ont des besoins énormes, qu'ils ne peuvent toutefois transformer en demande effective sur les marchés mondiaux à défaut de pouvoir d'achat; les pays industrialisés occidentaux ont un large potentiel de production, qui est actuellement sous-employé, ce qui provoque un chômage considérable; les pays producteurs de pétrole ont d'importants surplus de balances de paiement et d'énormes avoirs en devises. Le trialogue envisage d'ajuster ces trois situations différentes dans un système qui serait bénéfique aux trois parties.

Il y a déjà quelques expériences partielles de cette coopération dite triangulaire. Par exemple du côté belge, notre coopération réalise conjointement avec un Fonds saoudi-arabe, un projet au Rwanda. Des négociations sont actuellement en cours entre la Belgique et le Venezuela afin de réaliser conjointement un projet aux Caraïbes.

Une telle coopération à grande échelle n'est toutefois possible que si les mécanismes de recyclage des pétrodollars peuvent être améliorés, aussi bien sur le plan des marchés monétaires et financiers que par des interventions nationales. La Belgique pourrait par exemple financer en partie ses prêts d'Etat à Etat en faisant appel à des pétrodollars. Ce faisant, la Belgique supporterait d'une façon ou d'une autre une partie ou la totalité de la différence entre les taux d'intérêt très bas que nous portons en compte aux pays en voie de développement et les taux d'intérêt que nous payons nous-mêmes aux pays producteurs de pétrole. En fait, ce procédé pourrait prendre la forme de bonifications d'intérêts, à financer par le canal du budget de l'Etat. Ce système serait de toute façon plus avantageux que le système actuel, qui implique le financement intégral par notre budget national des prêts d'Etat à Etat.

2) Modification des mécanismes d'octroi de crédits de la Banque Mondiale

Diverses propositions ont été faites en ce sens, e.a. la modification du coefficient de couverture des prêts. La Banque Mondiale ne peut actuellement octroyer de prêts qu'à concurrence de son propre capital. Si l'on portait cette proportion, qui est pour le moment de 1/1 — 1/2, on obtiendrait une grande marge de manœuvre et de crédit. Il va de soi qu'il s'agit là d'une forme de création internationale d'argent, ce qui peut contribuer à stimuler l'in-

Dit verslag heeft namelijk de verdienste :

- 1° een noodprogramma voor de periode 1980-1985 voor te stellen, gegrond op een aantal maatregelen die omvatten :
 - een omvangrijk transfert van financiële middelen;
 - een internationaal energiebeleid;
 - een globaal voedselprogramma;
 - de voorbereiding van een zeker aantal grootscheepse internationale hervormingen.
- 2° automatische mechanismen van financiële middelentransferten te voorzien evenals talrijke aanpassingen en verbeteringen van het internationaal munstelsel.

*Concrete voorstellen in verband
met de Noord-Zuid-dialoog*

1) De trialoog : Westerse industrielanden, ontwikkelingslanden en olieproducerende landen.

Een dergelijke conceptie beantwoordt aan een logische analyse van de wereldsituatie.

De ontwikkelingslanden hebben oneindige behoeften, die ze echter niet in een effectieve vraag op de wereldmarkten kunnen omzetten bij gebrek aan koopkracht; de Westerse industrielanden hebben een enorm produktie-potentieel, dat thans evenwel onderbezet is, wat o.m. ook blijkt uit de grote werkloosheid; de olieproducerende landen hebben grote boni's op hun betalingsbalans en enorme deviezenoverschotten. De trialoog beoogt deze drie verschillende situaties in elkaar te doen passen in een systeem dat voor de drie partijen voordelig is.

Er zijn reeds een aantal beperkte ervaringen met deze zgn. triangulaire samenwerking, ook wat België betrifft. Aldus realiseert de Belgische coöperatie, samen met een Saoedi-Arabisch Fonds een project in Rwanda; momenteel zijn er onderhandelingen gaande tussen België en Venezuela om gezamenlijk een project te realiseren in de Caraïben.

Dergelijke samenwerking op een grootscheepse schaal is echter maar mogelijk mits de mechanismen in verband met de recyclage van de petrodollars kunnen worden verbeterd, en dit zowel langs de geld- en kapitaalmarkten als via het optreden van de overheid. Zo is het denkbaar dat België de leningen van Staat tot Staat voor een deel zou financieren door beroep te doen op petrodollars, waarbij dan België het geheel of een deel van het verschil tussen de lage interestvoet, die wij aanrekenen aan het ontwikkelingsland, en de bedragen interestvoet, die wij betalen aan het olieproducerend land, op een andere wijze zou dragen. In concreto zou dit de vorm kunnen aannemen van een rentesubsidie, te financieren via de Rijksbegroting. Alvast zou dit systeem goedkoper uitvallen dan het huidige systeem van leningen van Staat tot Staat, die integraal door de begroting worden gefinancierd.

2) Wijziging van de kredietverleningsmechanismen van de Wereldbank

Allerlei voorstellen in die zin zijn gedaan, o.m. het wijzigen van de dekkingscoëfficiënt. Momenteel kan de Wereldbank niet méér leningen toestaan dan haar eigen kapitaal. Indien men deze verhouding, die thans 1/1 is, zou brengen op 1/2, dan zou men een grote kredietmarge bekomen. Het spreekt vanzelf dat dit een vorm van internationale geldschepping is, wat kan bijdragen tot het stimuleren van de wereldinflatie, indien men dit niet op een stringente wijze

flation mondiale si l'on n'organise pas les choses de manière impérative. De manière analogue, des propositions ont été faites tendant à autoriser le système monétaire mondial à créer un instrument spécifique de crédit et de paiement en faveur des pays en voie de développement.

3) Le modèle de Lomé pourrait être appliqué de façon analogue sur une plus grande échelle et à d'autres groupes de pays. La C. E. E. négocie actuellement un nouvel accord de groupe avec les pays de l'ASEAN et avec les pays du Pacte Andin. Il serait intéressant d'examiner si le modèle de coopération contenu dans la Convention de Lomé ne pourrait être appliquée à une échelle mondiale.

B. Un pacte pour une croissance solidaire

1. Introduction

Le dialogue Nord-Sud est pratiquement bloqué, pour le moment. Si l'on veut éviter une confrontation et promouvoir la coopération, il faudra miser avant tout sur le maintien et même sur l'accroissement du niveau de l'aide publique aux pays en voie de développement. La proposition de conclure un « Pacte pour une croissance solidaire » entre pays industrialisés ou pays riches, à quelque bloc politique ou idéologique qu'ils appartiennent, a pour but de donner une impulsion nouvelle au transfert de pouvoir d'achat vers le tiers-monde.

1. Cette impulsion est d'autant plus nécessaire qu'il s'est avéré que l'aide publique aux pays en développement reste, dans la moyenne, très inférieure à l'objectif fixé par les Nations Unies (0,7 % du P. N. B.). Et ce qui est plus grave : l'aide publique accuse une diminution relative.

2. En ce qui concerne les transferts de ressources privées des pays industrialisés vers le tiers-monde, le schéma est très différent. Ces courants sont effectivement liés aux conditions du marché en matière d'intérêts, de garanties et de remboursements et, dans bon nombre de cas, ils alourdissent considérablement les charges de l'endettement des pays en développement et grèvent leur balance de paiements. Il s'avère en outre que les pays les plus pauvres ne bénéficient guère d'apports de capitaux privés et sont, à peu de choses près, entièrement tributaires de l'aide publique.

Il importe de noter que les transferts financiers aux conditions du marché marquent une tendance croissante à converger vers les pays en développement disposant déjà de revenus moyens ou qui sont en voie de se transformer en pays nouvellement industrialisés. En 1971, 45,6 % de l'ensemble des transferts financiers, tant privés que publics, allaient aux pays dont le revenu dépassait 1 000 \$ et en 1978, ce chiffre avait atteint 60,3 %. Dans les pays ayant un revenu inférieur à 400 \$ par tête d'habitant, les transferts financiers privés intervenaient pour 24,9 % en 1971 et pour 26,4 % en 1978. Mais pour les pays ayant un revenu situé entre 400 \$ et 1 000 \$, la part des transferts privés, qui n'était que de 43,3 % en 1971, se montait déjà à 68,1 % en 1978. Cette situation eut pour effet d'accroître considérablement l'endettement de ces pays et démontre une fois de plus les lacunes de l'aide publique.

2. Les arguments en faveur du pacte

1) L'interdépendance

L'hypothèse de travail, sertie dans l'idée du « Pacte pour une croissance solidaire », est celle de l'interdépendance

organiseert. Op een analoge wijze zijn er voorstellen om het internationaal muntstelsel toe te laten een specifiek krediet- en zelfs betalingsinstrument te creëren ten bate van de ontwikkelingslanden.

3) Het Lomé-model zou op analoge wijze kunnen worden toegepast op bredere schaal en met andere landengroepen. De E. E. G. onderhandelt thans een nieuw groepsakkoord met de Asean-landen en met de landen van het Andes-Pact. Het loont de moeite de stelling te onderzoeken of het Lomé-verdrag niet op een meer wereldwijde schaal zou kunnen worden toegepast.

B. Pact voor solidaire groei

1. Inleiding:

De Noord-Zuid-dialoog is momenteel grotelijks geblokkeerd. Pogingen om een confrontatie te vermijden en coöperatie te bevorderen zullen in grote mate moeten steunen op het in stand houden en het verhogen van de overheids-hulp aan de ontwikkelingslanden. Het voorstel om een Pact van solidaire groei af te sluiten tussen de industrielanden of rijke landen, tot welk politiek of ideologisch blok ze ook mogen behoren, beoogt de overdracht van koopkracht naar de derde wereld een nieuwe impuls te geven.

1. Deze impuls is des te noodzakelijker nu blijkt dat de overheids-hulp aan ontwikkelingslanden gemiddeld ver beneden de door de Verenigde Naties gestelde norm — 0,7 % van het B. N. P. — blijft. Erger is dat de overheids-hulp relatief afneemt.

2. Wat de privé-geldstromen van de industrielanden naar de derde wereld betreft, is het beeld heel anders. Deze stromen zijn echter gebonden aan marktvoorwaarden inzake intrest, waarborgen en terugbetalingen en dragen in vele gevallen bij tot een enorme verzwarening van de schuldenlast van de ontwikkelingslanden en verhogen hun betalingsbalansproblemen. Bovendien blijkt dat de armste landen slechts weinig genieten van privé-geldstromen, zodat zij bijna uitsluitend zijn aangewezen op overheids-hulp.

Zeer belangrijk is te noteren dat de financiële transferen tegen marktvoorwaarden zich in toenemende mate concentreren op die ontwikkelingslanden die reeds middelhoge inkomens hebben of die bezig zijn nieuwe industrielanden te worden. In 1971 ging 45,6 % van de financiële overdrachten, zowel de private als de publieke, naar landen met een inkomen hoger dan 1 000 \$, en in 1978 was dit reeds 60,3 %. De landen met een inkomen per hoofd lager dan 400 \$ waren in 1971 voor 24,9 % afgestemd op privé-financiële overdrachten; in 1978 was dit 26,4 %. Maar landen met een inkomen per hoofd gelegen tussen 400 \$ en 1 000 \$ waren in 1978 reeds voor 68,1 % aangewezen op privé-transferen tegenover slechts 43,3 % in 1971. Dit verhoogt aanzienlijk de schuldbetrekking van deze landen en bewijst nogmaals het in gebreke blijven van de overheids-hulp.

2. Motivering

1) Interdependentie

De werkhypothese die schuilt achter het idee van een Pact voor solidaire groei, is deze van de interdependentie

ou de la dépendance réciproque qui lie les pays industriels aux pays du tiers-monde.

Dans bien des cas, la dépendance réciproque des pays industrialisés et des pays en développement est déséquilibrée au bénéfice des pays industrialisés. Il s'agit d'une interdépendance asymétrique. Mais l'inverse se produit aussi, cette fois au détriment des pays industrialisés, si l'on considère, par exemple, les relations entre les pays producteurs de pétrole et les pays consommateurs de produits pétroliers.

C'est pourquoi il est important de poser clairement le principe que, partant d'une situation réelle d'interdépendance inégale, il est nécessaire que nous construisions une situation d'interdépendance équilibrée. L'interdépendance équilibrée devient donc un but, ce qui a pour effet de démontrer les positions dominantes globales et d'utiliser plutôt, au maximum, les complémentarités entre pays, à la lumière d'une nouvelle division du travail dans le monde.

Une interdépendance plus équilibrée est donc un concept volontariste, qui s'inscrit dans une optique de coopération et ne peut se concilier avec une idée de confrontation.

— L'évolution sur la voie d'une interdépendance plus équilibrée n'est possible que s'il y a croissance économique de part et d'autre. Les pays en développement feraient erreur s'ils partaient du principe que leur croissance doit se faire au détriment de celle des pays industrialisés. Et inversement, ceux-ci feraient preuve d'un conservatisme débouchant sur une attitude régressive, s'ils attribuaient la stagnation de leurs propres économies à la croissance des pays en développement. Il faut donc veiller à ce que la croissance économique des pays industrialisés soit solidaire de celle des pays en développement.

— Une condition nécessaire à cette évolution, c'est d'organiser un important transfert global du pouvoir d'achat des pays industrialisés vers les pays en développement. Cette redistribution mondiale du pouvoir d'achat devrait avoir pour effet de stimuler la demande mondiale et plus particulièrement la demande des pays en développement pour toutes sortes de biens de consommation.

— Si le transfert du pouvoir d'achat est une condition indispensable, il ne constitue toutefois pas une condition suffisante. Il n'aurait qu'un effet unique, si les pays en développement s'en servaient pour financer l'achat de biens de consommation dans les pays industrialisés. Pour avoir un effet multiplicateur sur place, le transfert du pouvoir d'achat doit être canalisé vers des investissements productifs et des améliorations au niveau de la productivité, à commencer par les plus élémentaires, du moins dans les pays les plus pauvres, à savoir le développement rural et agricole. En d'autres termes, il est inutile de stimuler la demande des pays en développement, en transférant du pouvoir d'achat, si on n'apporte simultanément une série de modifications aux structures de l'offre.

Mais pour pouvoir tirer profit de la complémentarité avec les pays en développement, il faut également procéder à des modifications structurelles dans les pays industrialisés. Le financement d'un accroissement de la capacité de production du Tiers-Monde ne peut avoir des effets multiplicateurs durables que si les pays industrialisés ne ferment pas leurs marchés. Il est indispensable d'exclure toute mesure protectionniste directe ou indirecte, mais cela implique par ailleurs que les pays industrialisés mènent une politique de reconversion et d'innovation industrielles.

2) La différenciation

La politique de développement doit de plus en plus tenir compte du fait que le Tiers-Monde est en train de devenir un ensemble extrêmement hétérogène.

of wederzijdse afhankelijkheid tussen de industrielanden enerzijds en de landen van de derde wereld anderzijds.

In vele gevallen is de wederzijdse afhankelijkheid tussen industrielanden en ontwikkelingslanden ongelijk, in het voordeel van de industrielanden. Het is de asymetrische interdependentie. Maar het omgekeerde doet zich ook voor, dit keer in het nadeel van de industrielanden, wanneer men b.v. de relaties beschouwt tussen de petroleumproducerende landen en de olieverbruikende landen.

Daarom is het belangrijk te stellen dat, uitgaande van de realiteit van de ongelijke interdependentie, het noodzakelijk is een evenwichtige interdependentie uit te bouwen. De evenwichtige interdependentie wordt aldus een streefobject, waarbij globale dominante posities worden afgebouwd en veeleer, in het licht van een nieuwe arbeidsverdeling in de wereld, de complementariteiten tussen de landen maximaal worden benut.

Een meer evenwichtige interdependentie is derhalve een voluntaristisch begrip, dat kadert met een coöperatie-optiek en onverenigbaar is met een confrontatieperspectief.

— De evolutie naar een meer evenwichtige interdependentie is maar mogelijk mits wederzijdse economische groei. De ontwikkelingslanden zijn fout wanneer zij zouden stellen dat hun groei moet gebeuren ten koste van de groei van de industriestaten. Omgekeerd ontwikkelen de industriestaten een conservatief en uiteindelijk regressief complex wanneer zij de groei van de ontwikkelingslanden zouden verantwoordelijk stellen voor de minder-groei van hun eigen economieën. Het komt er dus op aan de economische groei van de industrielanden en van de ontwikkelingslanden wederkerig ondersteunend te maken.

— Een noodzakelijke voorwaarde hiertoe is een globaal en belangrijk transfert van koopkracht van de industrielanden naar de ontwikkelingslanden te organiseren. Deze wereldverspreiding van koopkracht zou dan de wereldvraag en meer bepaald de vraag van de ontwikkelingslanden naar allerlei goederen moeten aanzwengelen.

— Derhalve, hoezeer het transfert van koopkracht ook een noodzakelijke voorwaarde is, is het toch geen voldoende voorwaarde. De overgedragen koopkracht zou slechts een eenmalig effect hebben indien zij door het ontwikkelingsland zou gebruikt worden om de aankoop van consumptiegoederen in de industrielanden te financieren. Opdat de koopkracht-overdracht ter plaatse een multiplicator-effect zou hebben, moet zij worden gekanaliseerd naar produktieve investeringen, produktiviteitsverbeteringen, en ditzelfde beginnen met het meest elementaire, althans in de armste landen : de plattelandsontwikkeling en de bevordering van de landbouw. Of anders uitgedrukt : de vraagstimulatie in hoofde van ontwikkelingslanden, dank zij koopkracht-overdracht, is een maat voor niets, indien niet gelijktijdig aan de aanbodzijde een reeks structurele veranderingen wordt op gang gebracht.

Maar ook in de industrielanden zijn structurele veranderingen vereist, opdat de complementariteit met de ontwikkelingswereld zou kunnen worden uitgebaat. De financiering van de verhoogde produktiecapaciteit van de Derde Wereld kan maar een voorgetrokken multiplicator-effect hebben indien de industrielanden hun afzetmarkten hiervoor niet sluiten. De uitbanning van alle maatregelen van direct en indirect protectionisme is absoluut vereist, maar dit veronderstelt dan weer dat in de industrielanden een industrieel reconversie- en innovatiebeleid wordt gevoerd.

2) Differentiatie

Het ontwikkelingsbeleid moet meer en meer rekening houden met het feit dat de Derde Wereld een zeer heterogene samenstelling krijgt.

Quoique cela semble quelque peu paradoxal, on pourrait dire que le Tiers-Monde n'existe plus en tant que groupe de pays en développement, mais qu'il faut chercher ces derniers dans un Quatrième, un Cinquième ou un Sixième Monde.

La différenciation survenue dans le Tiers-Monde est le résultat de l'évolution de l'économie mondiale, qui a eu des effets tant positifs que négatifs. La crise de l'énergie et la crise économique qui sévissent dans les pays occidentaux contribuent également à cette différenciation de plus en plus marquée entre les pays en développement.

3) *La tactique*

Le Pacte pour une croissance solidaire serait un pacte ouvert, s'adressant à tous les pays qui ont atteint un niveau suffisant de bien-être. Ceux-ci s'engageraient à dégager annuellement un montant déterminé au titre d'aide publique au développement (O. D. A. — Official Development Aid), suivant les modalités décrites ci-dessous. La proposition viserait tous les pays dont le revenu national par habitant atteint un niveau donné, qu'il s'agisse de pays occidentaux, de pays du Bloc de l'Est, de pays exportateurs de pétrole ou de pays nouvellement industrialisés. C'est aussi une tentative en vue de dépolitiser l'aide au développement et de l'arracher au jeu d'influences des grandes puissances. La proposition placerait en outre les pays du Bloc de l'Est devant leurs responsabilités : il peut en effet bien constater que leur contribution à l'aide au développement est particulièrement modeste mais qu'ils ne cherchent pas moins constamment à discréditer les pays occidentaux aux yeux des pays en voie de développement.

4) *La stratégie*

Le dialogue Nord-Sud se trouve pratiquement dans l'impasse. Une proposition comme celle-ci permettrait aux pays industrialisés de restaurer la crédibilité de leurs intentions vis-à-vis des pays en voie de développement. Si les pays du Bloc de l'Est refusaient de coopérer, les pays de l'O. C. D. E. tireraient un avantage psychologique non négligeable d'une telle proposition. En tout état de cause, elle contribuerait largement à relancer le dialogue Nord-Sud. Concrètement, le Pacte signifierait :

— que les pays participants ne prennent pas à la légère leur promesse d'augmenter l'aide publique au développement;

— que cette aide au développement stimulerait dans les pays en voie de développement une demande adaptée à leurs besoins spécifiques (différenciation). Cela aurait pour effet d'orienter la demande vers les marchés des pays industrialisés qui auraient souscrit au Pacte;

— que de par les conditions mêmes auxquelles serait lié son octroi, l'aide au développement deviendrait de surcroît un instrument susceptible de modifier les structures de production, tant chez les pays en voie de développement que dans les pays occidentaux. L'aide publique au développement deviendrait le moteur de changements de structure et jouerait un rôle important dans la mise sur pied d'un nouvel ordre économique mondial.

3. *Le Pacte pour une croissance solidaire*

1. Le principe de base consiste à lier l'aide à la croissance économique des Etats industrialisés et à moduler leurs

Enigszins paradoxaal uitgedrukt zou men kunnen zeggen dat de Derde Wereld niet meer bestaat als groep van ontwikkelingslanden, maar dat we deze moeten gaan zoeken in een Vierde, een Vijfde of een Zesde Wereld.

De differentiatie in de Derde Wereld is het resultaat van de ontwikkeling van de wereldeconomie, die zowel positieve als negatieve effecten heeft gehad. Ook de energiekrisis en de economische krisis in de Westerse landen dragen bij tot een toenemende differentiatie in de ontwikkelingslanden.

3) *Taktiek*

Het Pact voor Solidaire Groei zou een open pact zijn. Het zou zich richten tot alle landen die een voldoend hoog peil van welvaart hebben bereikt. Zij zouden er zich toe verbinden jaarlijks een bepaald volume O. D. A. (Official Development Aid) ter beschikking te stellen volgens de modaliteiten waarover infra wordt uitgeweid. Het voorstel zou zich richten tot alle landen, vanaf een bepaald peil van nationaal inkomen per hoofd, of ze nu tot het Westen, tot het Oostblok, tot de groep van de petroleumproducerende landen of tot de groep van new industrial countries zouden behoren. Dit is meteen een poging om de ontwikkelingshulp te depolitiseren en te ontrukken aan het schaakspel van de grote mogendheden. Het voorstel zou ook de Oostbloklanden voor hun verantwoordelijkheid plaatsen, aangezien blijkt dat zij bijzonder weinig bijdragen tot de ontwikkelingshulp, maar desalniettemin bestendig proberen het Westen te discrediteren in de ogen van de ontwikkelingslanden.

4) *Strategie*

De Noord-Zuid dialoog is nu in grote mate geblokkeerd. Met een dergelijk voorstel zouden de industrielanden de geloofwaardigheid van hun bedoelingen ten aanzien van de ontwikkelingswereld kunnen herstellen. Bij gebrek aan medewerking vanwege de Oostbloklanden, zouden de O. E. S. O.-landen een niet te verwaarlozen psychologisch voordeel halen uit een dergelijk voorstel. Het zou in elk geval aanzienlijk bijdragen tot het op gang brengen van de Noord-Zuid dialoog. Inhoudelijk zou het Pact betekenen :

— dat de deelnemende landen ernst maken van hun verplichting om hun openbare ontwikkelingshulp op te voeren;

— dat die ontwikkelingshulp vraagstimulerend zou zijn in de ontwikkelingslanden, op een wijze die aangepast is aan hun specifieke behoeften (differentiatie). Het vraag-effect zou zich in grote mate oriënteren op de markten van de industrielanden die aan het Pact zouden deelnemen;

— dat gelijktijdig de ontwikkelingshulp, door de voorwaarden waaronder ze zou worden verleend, een instrument zou zijn van structuurveranderingen aan de productiezijde, zowel in de ontwikkelingslanden als in de Westerse landen. Zodoende zou de overheidsonontwikkelingshulp een hefboom worden van structurele veranderingen en een belangrijk element in het uitbouwen van een nieuwe economische wereldorde.

3. *Pact voor solidaire groei*

1. Het basisprincipe is de openbare ontwikkelingshulp te verbinden aan de economische groei van de industrie-

contributions en fonction du niveau de bien-être atteint, du rythme de croissance économique pour l'année envisagée et du niveau déjà atteint par l'aide publique au développement (O. D. A.), calculé en pourcentage du P. N. B.

2. Modalités éventuelles.

a) Les pays riches seraient tenus de verser leur quote-part au titre de la solidarité dès que leur revenu national par habitant atteindrait par exemple 3 000 \$. Le calcul du revenu national minimum par habitant à partir duquel l'obligation de solidarité joue devrait s'appuyer sur des statistiques incontestées et faire l'objet d'une révision annuelle tenant compte de l'inflation, des disparités du pouvoir d'achat et des fluctuations des taux de change.

b) L'objectif prioritaire du Pacte est que les pays riches consacrent dans les plus brefs délais 0,7 % de leur P. N. B. à l'aide publique au développement, conformément à l'objectif fixé par l'O. N. U. Les pays adhérents s'engageraient à affecter 0,7 % de leur P. N. B. à l'O. D. A. dans un délai de trois ans. Les pays qui n'auraient pas réussi ou qui se refuseraient à réaliser l'objectif des 0,7 % seraient exclus du mécanisme de flow-back dont bénéficiaient les pays donateurs ayant adhéré au Pacte. En effet, le transfert du pouvoir d'achat vers les pays en voie de développement serait subordonné à un schéma d'affectation des crédits qui tiendrait compte des besoins fondamentaux de chaque pays concerné et viserait l'amélioration de ses structures économiques. Ces données conditionneraient l'élaboration d'un programme prioritaire de dépenses. Les pays en voie de développement s'engageraient à effectuer les importations qui y sont liées auprès des seuls pays membres du Pacte. Ainsi, la réalisation de l'objectif des 0,7 % serait en quelque sorte le droit d'entrée à payer pour pouvoir être membre du Pacte, qui comporte ses obligations et ses avantages.

c) La liaison de l'aide publique au développement (O. D. A.) à la croissance économique.

Sous réserve des remarques formulées au point b), le transfert de fonds publics serait calculé en fonction de la croissance économique réelle par année.

— Une première méthode consiste à affecter un pourcentage fixe de la croissance économique au transfert en question. En tout cas, ce pourcentage devrait atteindre 0,7 % de la croissance annuelle, si on veut respecter l'objectif des 0,7 %. Comme le taux de croissance du P. N. B. ne peut être calculé qu'avec un certain décalage, la contribution au titre de la solidarité pourrait être estimée sur la base de la croissance du P. N. B. pour l'année précédente.

Toutefois, il ne paraît pas indiqué d'appliquer un pourcentage fixe à la croissance économique. Il faut pouvoir le moduler suivant l'importance de la croissance économique annuelle. Un pays dont l'économie a connu une croissance de 7 % devrait en principe pouvoir apporter une contribution plus importante qu'un pays dont la croissance économique ne dépasse pas 1 %. En outre, la capacité contributive des pays est aussi déterminée par le niveau absolu de bien-être et par le revenu national par tête d'habitant qu'ils ont atteint.

— C'est pourquoi il serait préférable de choisir un système basé sur des contributions progressives, qui tiendrait compte à la fois du niveau de bien-être atteint et de la croissance économique annuelle.

staten en hun bijdragen te modaliseren in functie van het bereikte welvaartspeil, van het ritme van economische groei in een gegeven jaar en van het reeds bereikte niveau van overheidsonwikkelingshulp (O. D. A.) in procent van het B. N. P.

2. Mogelijke modaliteiten.

a) De solidaire bijdrageverplichting van de ontwikkelde landen zou effectief worden b.v. vanaf een nationaal inkomen per hoofd van 3 000 \$. De bepaling van het nationaal inkomen per capita, dat als drempel zou fungeren vanaf welke de solidariteitsverplichting effectief wordt, zou dienen te steunen op onbetwiste statistieken en zou van jaar tot jaar moeten worden herzien om rekening te houden met de inflatie, de koopkrachtdispariteiten en de wisselkoersschommelingen.

b) Het Pact moet er prioritair voor zorgen dat de rijke landen zo vlug mogelijk de U. N. O.-norm van 0,7 % openbare ontwikkelingshulp ten opzichte van hun B. N. P. zouden verwezenlijken. De landen die zich aansluiten bij het Pact zouden er zich toe verbinden binnen een tijdspanne van drie jaar 0,7 % van hun eigen B. N. P. aan O. D. A. te besteden. De landen die er niet zouden in slagen deze doelstelling te verwezenlijken of die zouden weigeren de 0,7 %-norm te bereiken, zouden worden uitgesloten van het flow back-mechanisme waarvan de donor-landen, die tot het Pact toetreden, zouden kunnen genieten. Immers, het transfert van koopkracht naar de ontwikkelingslanden zou worden afhankelijk gemaakt van een bestedingspatroon dat rekening houdt met de basisbehoeften van het land en het verbeteren van zijn economische structuren. In het licht hiervan zou een prioritair bestedingsprogramma worden uitgewerkt. De ontwikkelingslanden zouden er zich toe verbinden de importbestedingen die hiermede gepaard gaan exclusief te richten tot de Pact-leden. Zodoende zou het bereiken van de 0,7 %-norm een toegangsticket worden tot het Pact met zijn verplichtingen en zijn voordeelen.

c) De koppeling van de O. D. A. (overheidsonwikkelingshulp) aan de economische groei.

Onder voorbehoud van wat sub b) werd gezegd, zou het transfert van overheidsmiddelen worden berekend in functie van de reële jaarlijkse economische groei.

— Een eerste methode bestaat erin een vast percentage van de economische groei aan het transfert te besteden. In elk geval zou dit percentage 0,7 % van de jaarlijkse groei moeten bereiken indien men de 0,7 %-norm in stand wil houden. Aangezien het B. N. P.-groeicijfer slechts met vertraging kan worden berekend, kan de jaarlijkse solidariteitsbijdrage worden gebaseerd op de B. N. P.-groei van vorig jaar.

Evenwel lijkt het niet aangewezen een vast percentage op de economische groei toe te passen. Men moet kunnen diversificeren alnaargelang de jaarlijkse economische groei groot of klein is. Een land waarvan de economie met 7 % groeit, zou in principe meer moeten kunnen bijdragen dan een land waarvan de economische groei beperkt blijft tot 1 %. Bovendien wordt het draagvermogen van de landen ook gedetermineerd door hun absoluut welvaartspeil en door het nationaal inkomen per hoofd, dat zij hebben bereikt.

— Om die reden is een systeem verkiegbaar dat de bijdrage progressief maakt, rekening houdend én met het bereikte welvaartspeil én met de jaarlijkse economische groei.

Exemple : Un pays qui a un revenu de 3 000 \$ par tête d'habitant et dont le P. N. B. connaît un taux de croissance de 2 % affecterait 1 % de cette croissance à l'O. D. A.

Un pays qui a un revenu de 5 000 \$ par tête d'habitant et dont le P. N. B. connaît un taux de croissance de 2 % affecterait 1,5 % de cette croissance à l'O. D. A.

Un pays qui a un revenu de 10 000 \$ par tête d'habitant et dont le P. N. B. connaît un taux de croissance de 2 % affecterait 2,5 % de cette croissance à l'O. D. A.

Un pays qui a un revenu de 3 000 \$ par tête d'habitant et dont le P. N. B. connaît un taux de croissance de 4 % affecterait 2 % de cette croissance à l'O. D. A.

Un pays qui a un revenu de 5 000 \$ par tête d'habitant et dont le P. N. B. connaît un taux de croissance de 4 % affecterait 3 % de cette croissance à l'O. D. A.

Un pays qui a un revenu de 10 000 \$ par tête d'habitant et dont le P. N. B. connaît un taux de croissance de 4 % affecterait 5 % de cette croissance à l'O. D. A., etc.

— On peut encore affiner cette formule en utilisant par exemple une échelle progressive, suivant les catégories de revenus auxquelles appartiendraient les différents pays.

d) Comment organiser en pratique le transfert du pouvoir d'achat ? Faut-il opter pour l'aide bilatérale ou pour l'aide multilatérale ? Ou faut-il créer un fonds spécial dans le cadre du Pacte ?

Il est hors de doute que les pays occidentaux sont de plus en plus opposés à la prolifération des fonds multilatéraux. On peut concevoir une formule dans laquelle les pays du Pacte investiraient les sommes dégagées dans le cadre d'une aide bilatérale, mais sous contrôle multilatéral. Ce contrôle est absolument nécessaire si on veut respecter les normes imposées, tenir compte des programmes de priorité des pays en voie de développement et bénéficier du flow-back. Il va de soi que les pays en voie de développement, qui adhéreraient au Pacte, seraient associés aux procédures de contrôle.

4. Les travaux de l'Association pour l'Etude de la Répartition Internationale du Travail (Commission Vandepitte)

À cours des mois écoulés, différentes études partielles ont été réalisées. Celles-ci seront synthétisées et les conclusions sur la politique à suivre, qui peuvent en être déduites, seront, comme convenu, discutées conjointement avec les représentants du Conseil central de l'Economie.

Il est impossible de résumer les études partielles réalisées. Une d'entre elles concerne les critères se rapportant à la politique de développement. Il a été admis que les critères humanitaires doivent primer, mais que l'on ne peut se passer des critères économiques et politiques.

Differentes études partielles ont trait à la nouvelle répartition internationale du travail et au déplacement des courants commerciaux, par suite des modifications des conditions de concurrence entre les pays. Les conclusions sont en général convergentes. Ce ne sont certainement pas les pays en voie de développement qui sont devenus les principaux et les plus dangereux concurrents des pays industrialisés occidentaux, dont la Belgique. Tout démontre que la concurrence intensifiée provient d'autres pays européens, des Etats-Unis ou du Japon. La balance commerciale globale entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés

Voorbeeld : Een land met een inkomen per hoofd van 3 000 \$ en een B. N. P.-groei van 2 % zou hiervan 1 % beschikbaar stellen voor O. D. A.

Een land met een inkomen van 5 000 \$ per hoofd en een B. N. P.-groei van 2 % zou hiervan 1,5 % beschikbaar stellen voor O. D. A.

Een land met een inkomen per hoofd van 10 000 \$ en een B. N. P.-groei van 2 % zou hiervan 2,5 % beschikbaar stellen voor O. D. A.

Een land met een inkomen per hoofd van 3 000 \$ en een B. N. P.-groei van 4 % zou hiervan 2 % beschikbaar stellen voor O. D. A.

Een land met een inkomen van 5 000 \$ per hoofd en een B. N. P.-groei van 4 % zou hiervan 3 % beschikbaar stellen voor O. D. A.

Een land met een inkomen van 10 000 \$ per hoofd en een B. N. P.-groei van 4 % zou hiervan 5 % beschikbaar stellen voor O. D. A., enz.

— Men kan bovenstaande formule nog verfijnen en b.v. werken met een progressieve schaal, naargelang van de inkomenscategorie waartoe de verschillende landen zouden behoren.

d) Hoe moet het transfert van koopkracht in concreto worden georganiseerd ? Moet de voorkeur gaan naar bilaterale hulpverlening of multilaterale ? Of moet een speciaal fonds worden opgericht in het raam van het Pact ?

Ongetwijfeld ontstaat er bij de Westerse landen een toenemende tegenstand tegen de vermenigvuldiging van de multilaterale fondsen. Een formule is denkbaar waarbij de Pact-landen de vrijgemaakte bedragen bilateraal zouden besteden, maar onder multilaterale controle. Deze controle is absoluut noodzakelijk met het oog op het eerbiedigen van de opgelegde normen, het inspelen op de behoeftenprogramma's van de ontwikkelingslanden en het deelhebben in de flow-back. Het spreekt vanzelf dat de ontwikkelingslanden, die tot het Pact zouden toetreden, eveneens deel zouden hebben in de controletaak.

4. Werkzaamheden van de vereniging voor de studie van de internationale arbeidsverdeling (Commissie Vandepitte)

Tijdens de afgelopen maanden zijn verschillende deelstudies klaargekomen. Zij zullen worden gesynthetiseerd en de beleidsconclusies, die er kunnen uit getrokken worden, zullen zoals is overeengekomen, besproken worden met de vertegenwoordigers van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

Het is onmogelijk de klaargekomen deelstudies samen te vatten. Eén betreft de criteria in verband met het ontwikkelingsbeleid. Gesteld wordt dat de humanitaire criteria moeten primeren, maar dat ook aan economische en politieke criteria niet kan worden voorbijgegaan.

Verschillende deelstudies hebben het over de nieuwe internationale arbeidsverdeling en het zich verplaatsen van de handelsstromen, ingevolge de gewijzigde concurrentievoorraarden tussen de landen. De conclusies zijn algemeen convergerend. Het zijn zeker niet de ontwikkelingslanden die de grootste en gevaarlijkste concurrenten zijn geworden van de Westerse industrielanden, inclusief België. Alles bewijst dat de verhevigde concurrentie voortkomt van andere Europese landen, de Verenigde Staten of Japan. De globale handelsbalans tussen de ontwikkelingslanden en de geïndustrialiseerde landen vertoont nog steeds een zeer groot deficit

indique encore toujours un important déficit au détriment du Tiers-Monde. L'Occident exporte quatre à cinq fois plus vers les pays en voie de développement qu'il n'importe de ces pays. Après le déclenchement de la crise pétrolière de 1973, les exportations de la C. E. E. vers les Etats-Unis ont diminué de 17 % et celles vers les pays de l'E. F. T. A. de 3 %, tandis que les exportations de la C. E. E. vers les pays en voie de développement ont augmenté de 25 % pour la période 1973-1975 et de 33 % uniquement pour les pays de l'A. C. P.

D'après une étude effectuée par l'O. C. D. E., il s'avère que, si les pays en voie de développement, en dehors des pays de l'O. P. E. C., avaient réduit leurs importations de produits finis à la suite de la crise pétrolière, en vue de rééquilibrer quelque peu leurs balances des paiements, 3 millions d'emplois supplémentaires auraient été perdus dans les pays de l'O. C. D. E. Par contre, en maintenant leurs importations de produits finis en provenance des pays de l'O. C. D. E. et même en les augmentant, les pays en voie de développement ont pu conserver l'équivalent de 900 000 emplois par an.

Il y a évidemment certains secteurs bien précis de l'économie occidentale qui souffrent de la concurrence aiguë, provenant non pas tellement des pays en voie de développement, mais bien des pays dits « nouvellement industrialisés », plus précisément dans les secteurs du textile, du cuir et de l'acier.

Une autre conclusion qui découle d'une étude partielle est que « les importations de textiles favorisent indirectement les exportations de machines et de biens d'équipement vers les pays du Tiers-Monde ».

D'après une autre étude partielle, c'est la révolution technologique et l'accroissement de la productivité qui en découle qui, en premier lieu, influence négativement l'emploi dans notre pays. Selon les calculs effectués dans le cadre de cette étude partielle, il y aurait eu une perte de 74 000 emplois entre 1965 et 1970 et de 133 000 emplois entre 1970 et 1975 par suite des augmentations de productivité. Dans ces deux phases, ce nombre est cinq fois supérieur aux conséquences de la substitution d'importations sur l'emploi.

C. La répartition géographique de l'aide belge au développement durant les années 70

Le budget de la coopération au développement est l'instrument privilégié de la gestion à mener. Une analyse du budget doit faire une distinction entre les deux composantes suivantes :

— l'enveloppe globale, telle qu'elle est prise en considération par le D. A. C. pour le calcul de l'effort de coopération qui est fait par la Belgique;

— le budget de l'A. G. C. D., tel qu'il est exécuté et géré par le Ministre de la Coopération au Développement.

La comparaison des pourcentages d'accroissement des deux composantes entre 1968 et 1978 fait apparaître les tendances suivantes :

a) L'enveloppe globale est passée de l'indice 100 en 1963 à l'indice 550 en 1978. L'évolution est toutefois très différente selon qu'il s'agit de la coopération bilatérale ou de la coopération multilatérale. La coopération bilatérale est passée de l'indice 100 en 1968 à l'indice 450 en 1978. La coopération multilatérale est passée de l'indice 100 en 1968 à l'indice 1128 en 1978. Cette tendance est clairement illustrée par le tableau ci-après :

in het nadeel van de Derde Wereld. Het Westen voert vier à vijfmaal meer uit naar de ontwikkelingslanden dan het uit de ontwikkelingslanden invoert. Na het uitbreken van de oliecrisis in 1973, is de export van de E. E. G. naar de Verenigde Staten met 17 % gedaald en naar de E. F. T. A.-landen met 3 %, terwijl de uitvoer van de E. E. G. naar de ontwikkelingslanden voor de periode 1973-1975 met 25 % is gestegen en naar de A. C. P.-landen alleen met 33 %.

Uit een O. E. S. O.-studie volgt dat, indien de ontwikkelingslanden, buiten de O. P. E. C.-landen, hun invoer van afgewerkte produkten zouden hebben afgebouwd als gevolg van de oliecrisis, teneinde hun betalingsbalansen minder onevenwichtig te maken, dan zouden hierdoor 3 miljoen meer arbeidsplaatsen in de O. E. S. O.-landen zijn teloorgegaan. Daarentegen, door hun invoer van afgewerkte produkten uit de O. E. S. O.-landen op peil te houden en zelfs te laten toenemen, hebben de ontwikkelingslanden het equivalent van 900 000 arbeidsplaatsen per jaar in stand gehouden.

Er zijn natuurlijk wel bepaalde sectoren van de Westerse economie die lijden onder verscherpte concurrentie, uitgaande, niet zozeer van ontwikkelingslanden, dan wel van de zgn. nieuwe industriële landen, en meer bepaald in de sectoren van de textiel, het leder, het staal.

Fen andere conclusie, die uit een deelstudie volgt, is « dat de invoer van textiel onrechtstreeks de export van machines en uitrustingsgoederen naar landen van de Derde Wereld bevordert ».

Een andere deelstudie stelt dat het de technologische revolutie is en de daaruit voortvloeiende productiviteitsstename die in eerste instantie de tewerkstelling in ons land negatief beïnvloedt. Volgens de in het raam van deze deelstudie uitgevoerde berekeningen zouden tussen 1965 en 1970 174 000 arbeidsplaatsen en tussen 1970 en 1975 133 000 arbeidsplaatsen zijn verloren gegaan ingevolge productiviteitsstijgingen. In beide deelperioden ligt dit aantal vijf keer hoger dan de gevolgen van de invoersubstitutie op de tewerkstelling.

C. Geografische spreiding van de Belgische ontwikkelingshulp in de jaren 70

De begroting van Ontwikkelingssamenwerking is het bevoordeerde instrument om het beleid door te voeren. Bij een analyse van de begroting dient een onderscheid gemaakt tussen twee volgende komponenten :

— de globale enveloppe, zoals ze door de D. A. C. in aanmerking genomen wordt voor de berekening van de samenwerkingsinspanning, welke door België gedaan wordt;

— de A. B. O. S.-begroting, zoals ze door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking in eigen beheer wordt uitgevoerd.

Uit een vergelijking van de groeipercentages van beide komponenten tussen 1968 en 1978 blijken volgende trends :

a) De globale enveloppe is van index 100 in 1963 geëvolueerd naar index 550 in 1978. De evolutie is sterk verschillend voor de bilaterale en de multilaterale samenwerking. De bilaterale samenwerking is van index 100 in 1968 gestegen tot index 450 in 1978. De multilaterale samenwerking is gegroeid van index 100 in 1968 tot index 1128 in 1978. De bijgevoegde tabel illustreert duidelijk deze denzens :

*Tableau de l'accroissement des versements O. D. A.
pour quelques rubriques (données D. A. C. 1979)*

*Tabel met de aangroei van de stortingen ODA
met enkele rubrieken (D. A. C.-gegevens 1979)*

1967-1969 = 100	1967-1969	1970	1976	1978	1967-1969 = 100
O. D. A.	100	122,54	348,46	549,28	O. D. A.
bilatéral	100	118,66	249,85	399,48	bilateraal.
multilatéral	100	138,50	555,00	1 128,50	multilateraal.
dont					
— Nations Unies	100	120,69	844,83	1 851,72	— Verenigde Naties.
— C. E. E.	100	182,72	619,75	432,10	— E. E. G.
— souscript. en cap.	100	105,80	453,62	1 908,69	— onderschr. in kap.
— A. I. D.	100	106,25	382,81	1 520,31	— A. I. D.
— Banque asiatique	100	100,00	138,00	2 100,00	— Aziat. Bank.
Ces données font ressortir l'accroissement spectaculaire de la coopération multilaterale, plus spécialement sur le plan des contributions aux Nations Unies et des augmentations de capital des banques de développement.					
b) L'accroissement du budget de l'A. G. C. D., calculé selon les mêmes critères, est le suivant : de l'indice 100 en 1968, ces crédits sont passés à l'indice 442 en 1978. De ces données, il ressort clairement que la part relative de l'A. G. C. D. dans l'enveloppe de développement totale est en baisse.					
c) En outre, une tendance analogue se manifeste dans le budget de l'A. G. C. D. même. La part de la coopération bilatérale est de 72,45 % du budget en 1980 contre 75,2 % en 1979. Une comparaison selon les mêmes critères que ceux indiqués ci-dessus montre qu'à l'indice 100 en 1968, la coopération bilatérale est passée à l'indice 471 en 1978, tandis que l'indice est 511 pour la coopération multilaterale.					
Afin de mieux cerner l'évolution effective de la coopération belge globale par pays (A. G. C. D. et non-A. G. C. D. : prêts d'Etat à Etat), une étude a été faite où les données statistiques ont été interprétées sur une période de 11 ans. Ces statistiques sont basées sur les dépenses effectives de coopération au développement et couvrent la période 1968-1978.					
<i>Aide bilatérale totale (A. G. C. D. et non-A. G. C. D.) aux « pays à convention » en pourcentage du total bilatéral général (1)</i>					
	1968 - 1972	1973 - 1978			
Zaïre	56,57	43,92			
Rwanda	11,38	9,82			
Burundi	9,94	6,16			
Total	(77,89)	(59,90)			
Algérie	0,23	0,66			
Cameroun	0,25	0,55			
Chili (2)	1,16	0,47			
Colombie	0,26	0,72			
Indonésie	3,32	5,43			
	1968 - 1972	1973 - 1978			
Zaïre	56,57	43,92			
Rwanda	11,38	9,82			
Burundi	9,94	6,16			
(Totaal)	(77,89)	(59,90)			
Algerië	0,23	0,66			
Cameroon	0,25	0,55			
Chili (2)	1,16	0,47			
Columbië	0,26	0,72			
Indonesië	3,32	5,43			

Uit deze gegevens blijkt de spectaculaire groei van de multilaterale samenwerking, meer speciaal op het vlak van de bijdragen aan de Verenigde-Naties, en de kapitaalverhogingen van de banken.

b) De aangroei van de A. B. O. S.-begroting, berekend volgens dezelfde criteria, is de volgende : van index 100 in 1968, stegen deze kredieten tot 442 in 1978. Uit deze gegevens blijkt duidelijk dat het relatief aandeel van A. B. O. S. in de totale ontwikkelingsenveloppe daalt.

c) In de A. B. O. S.-begroting zelf is boven dien eenzelfde trend waar te nemen. Het aandeel van de bilaterale samenwerking bedraagt in 1980 72,45 % van de begroting t.o.v. 75,2 % in 1979. Een vergelijking volgens dezelfde criteria als hierboven duidt aan dat aan index 100 in 1968, de bilaterale samenwerking in 1978 471 bedraagt, terwijl dit voor de multilaterale samenwerking 511 is.

Teneinde een beter inzicht te krijgen in het daadwerkelijk verloop van de globale Belgische ontwikkelingssamenwerking per land (A. B. O. S. en niet-A. B. O. S. : staatsleningen) werd een studie verricht waarin de statistische gegevens over een periode van 11 jaar werden verwerkt. Deze statistieken zijn gebaseerd op de effectieve bestedingen aan ontwikkelingssamenwerking en beslaan de periode 1968-1978.

*Totale bilaterale hulp (A. B. O. S. + niet-A. B. O. S.)
naar de « conventie-landen »
als percentage van het algemeen bilateraal totaal (1)*

	1968-1972	1973-1978
Côte d'Ivoire	0,23	1,06
Malaisie	0,11	0,63
Maroc	1,58	3,62
Niger	0,11	1,03
Pérou	0,61	1,35
Sénégal	0,33	1,00
Seychelles	0,00	0,00
Tunisie	2,87	3,81
Vietnam	0,07	1,26

(1) Moyenne des pourcentages annuels pour les périodes 1968-1972 et 1973-1978.

(2) Ne fait plus partie des « pays à convention ».

Part des pays en voie de développement dans l'ensemble de l'aide au développement bilatérale

Pays	1968	1978
Zaïre	67,89 %	41,55 %
Rwanda	11,54 %	11,70 %
Burundi	11,25 %	6,73 %
Algérie	0,22 %	0,72 %
Cameroun	0,15 %	0,80 %
Colombie	0,32 %	0,23 %
Indonésie	0,02 %	1,59 %
Côte d'Ivoire	0,16 %	1,36 %
Malésie	0,13 %	0,39 %
	(en 1977 : encore 0,82 %)	
Maroc	1,75 %	4,59 %
Niger	0,05 %	1,21 %
Pérou	0,44 %	1,21 %
Sénégal	0,15 %	1,59 %
Tunisie	1,81 %	3,88 %
Vietnam	0,08 %	0,98 %

Répartition de l'aide par continent

	1968	1978
Afrique (Nord du Sahara)	3,66 %	9,30 %
Zaïre - Rwanda - Burundi	90,67 %	59,98 %
Afrique (Sud du Sahara) (y compris Zaïre, Rwanda et Burundi)	92,10 %	70,46 %
Amérique Latine	3,19 %	4,95 %
Asie	0,93 %	10,59 %

En complément des tableaux par pays, les tableaux annexés donnent des renseignements par région : Afrique au Nord du Sahara, Afrique au Sud du Sahara, Zaïre, Rwanda et Burundi (faisait partie de la région précédente), Amérique Latine et Asie.

De ces données se dégagent les conclusions suivantes :

a) entre 1968 et 1978, les crédits A. G. C. D. pour l'Afrique au nord du Sahara ont proportionnellement doublé (de 5,50 % à 11,44 %), tandis que la masse totale de crédits (y compris les prêts d'Etat à Etat) est passée pour cette région de 3,66 % à 9,3 % en 1978;

b) pour la même période, les crédits A. G. C. D. pour l'Afrique au sud du Sahara (y compris le Zaïre, le Rwanda et le Burundi) sont passés de 88,69 % à 74,53 %, tandis que la masse totale des crédits passait de 92,1 % à 70,46 %;

	1968-1972	1973-1978
Ivoorkust	0,23	1,06
Maleisië	0,11	0,63
Marokko	1,58	3,62
Niger	0,11	1,03
Peru	0,61	1,35
Senegal	0,33	1,00
Seychellen	0,00	0,00
Tunesië	2,87	3,81
Viëtnam	0,07	1,26

(1) Gemiddelde van de jaarlijkse percentages voor de periodes 1968-1972 en 1973-1978.

(2) Op dit moment geen « conventieland » meer.

Aandeel van ontwikkelingslanden in de totale bilaterale ontwikkelingshulp

Landen	1968	1978
Zaïre	67,89 %	41,55 %
Rwanda	11,54 %	11,70 %
Burundi	11,25 %	6,73 %
Algerije	0,22 %	0,72 %
Cameroon	0,15 %	0,80 %
Colombie	0,32 %	0,23 %
Indonesië	0,02 %	1,59 %
Côte d'Ivoire	0,16 %	1,36 %
Maleisië	0,13 %	0,39 %
	(in 1977 nog 0,82 %)	
Marokko	1,75 %	4,59 %
Niger	0,05 %	1,21 %
Pérou	0,44 %	1,21 %
Sénégal	0,15 %	1,59 %
Tunisie	1,81 %	3,88 %
Viëtnam	0,08 %	0,98 %

Opsplitsing van de ontwikkelingshulp per continent

	1968	1978
Afrika (ten noorden van de Sahara)	3,66 %	9,30 %
Zaïre - Rwanda - Burundi	90,67 %	59,98 %
Afrika (ten zuiden van de Sahara) (inclusief Zaïre, Rwanda en Burundi)	92,10 %	70,46 %
Latijns-Amerika	3,19 %	4,95 %
Azië	0,93 %	10,59 %

Als aanvulling op de landentabellen werden in bijgevoegde tabellen gegevens per regio verzameld : Afrika, ten noorden van de Sahara, Afrika ten zuiden ervan, Zaïre, Rwanda en Burundi (als onderdeel van voornoemd tal), Latijns-Amerika en Azië.

Uit deze gegevens kunnen volgende conclusies getrokken worden :

a) tussen 1968-1978 zijn de A. B. O. S.-kredieten voor Afrika ten Noorden van de Sahara proportioneel verdubbeld (van 5,50 naar 11,44 %) terwijl de totale kredietmassa (met inbegrip van leningen van Staat tot Staat) van 3,66 % naar 9,3 % steeg in 1978 voor deze regio;

b) voor dezelfde periode evolueerden de A. B. O. S.-kredieten voor Afrika ten Zuiden van de Sahara (met inbegrip van Zaïre, Rwanda en Burundi) van 88,69 % naar 74,53 %, terwijl de totale kredietmassa daalde van 92,1 % naar 70,46 %.

c) pour le Zaïre, le Rwanda et le Burundi, ces pourcentages sont respectivement :

— A. G. C. D. ...	86,59 % (1968)	63,2 % (1978)
— Total	90,67 % (1968)	59,98 % (1978)

d) pour l'Amérique Latine, les chiffres sont les suivants :

— A. G. C. D. ...	4,58 % (1968)	4,38 % (1978)
— Total	3,19 % (1968)	4,95 % (1978)

e) enfin, les données pour l'Asie sont les suivants :

— A. G. C. D. ...	1,05 % (1968)	6,74 % (1978)
— Total	0,93 % (1968)	10,59 % (1978)

5. Pour compléter ce tableau global, on peut ajouter qu'en 1978 les versements A. G. C. D. bilatéraux ont profité à 95 pays en voie de développement.

Répartition par pays

La Belgique entretient des relations de coopération bilatérale avec de nombreux pays du Tiers-Monde. Si l'on tient compte des pays auxquels des bourses d'études ou de stage ont été attribuées, il y a 95 pays au monde qui sont en rapport avec la coopération belge, sous l'une ou l'autre forme. Ce chiffre pourrait donner une image biaisée de la réalité, car, en fait, il n'y a que 30 pays auxquels une aide de plus de 20 millions de FB est octroyée.

Pays auxquels plus de 20 millions de FB d'aide publique ont été octroyés en 1978

1. Zaïre	3 245,3
2. Rwanda	1 081,3
3. Burundi	656,0
4. Maroc	447,7
5. Tunisie	378,7
6. Indonésie	158,8
7. Sénégal	154,3
8. Côte d'Ivoire	132,1
9. Niger	118,4
10. Corée	99,4
11. Vietnam	94,9
12. Cameroun	78,2
13. Algérie	67,9
14. Pérou	66,9
15. Haïti	48,9
16. Mali	46,3
17. Bolivie	44,7
18. Zambie	38,2
19. Malaisie	37,8
20. Iles du Cap vert ...	36,7
21. Équateur	33,5
22. Haute Volta	32,4
23. Philippines	29,4
24. Inde	29,1
25. Mauritanie	28,5
26. Brésil	26,1
27. Tanzanie	25,6
28. Ethiopie	23,9
29. Colombie	21,7
30. Syrie	20,9

c) voor Zaïre, Rwanda en Burundi, is dit respectievelijk :

— A. B. O. S.	86,59 % (1968)	63,2 % (1978)
— Totaal	90,67 % (1968)	59,98 % (1978)

d) voor Latijns-Amerika liggen deze cijfers als volgt :

— A. B. O. S.	4,58 % (1968)	4,38 % (1978)
— Totaal	3,19 % (1968)	4,95 % (1978)

e) de gegevens voor Azië zijn tenslotte de volgende :

— A. B. O. S.	1,05 % (1968)	6,74 % (1978)
— Totaal	0,93 % (1968)	10,59 % (1978)

5. Om dit globaal beeld te vervolledigen kan tenslotte nog gezegd dat in 1978 de bilaterale A. B. O. S.-betalingen ten goede kwamen van 95 ontwikkelingslanden.

Verdeling per land

België onderhoudt met heel wat landen uit de Derde Wereld bilaterale samenwerkingsrelaties. Als men rekening houdt met de landen waaraan studie- of stagebeurzen worden toegekend, zijn er 95 landen in de wereld die onder een of andere vorm met de Belgische coöperatie te maken hebben. Evenwel geeft dit een overtrokken beeld. In feite zijn er slechts 30 landen waaraan een ontwikkelingshulp van meer dan 20 miljoen BF wordt besteed.

Landen waaraan meer dan 20 miljoen BF overheidshulp wordt besteed in 1978

1. Zaïre	3 245,3
2. Rwanda	1 081,3
3. Burundi	656,0
4. Marokko	447,7
5. Tunesië	378,7
6. Indonesië	158,8
7. Senegal	154,3
8. Ivoorkust	132,1
9. Niger	118,4
10. Korea	99,4
11. Viëtnam	94,9
12. Cameroun	78,2
13. Algerije	67,9
14. Peru	66,9
15. Haïti	48,9
16. Mali	46,3
17. Bolivië	44,7
18. Zambië	38,2
19. Maleisië	37,8
20. Kaapverdische eilanden ...	36,7
21. Ecuador	33,5
22. Opper Volta	32,4
23. Filippijnen	29,2
24. Indië	29,1
25. Mauretanie	28,5
26. Brazilië	26,1
27. Tanzanië	25,6
28. Ethiopië	23,9
29. Colombia	21,7
30. Syrië	20,9

Viennent ensuite :

— 13 pays bénéficiant d'une aide publique dont le montant se situe entre 10 et 20 millions :

Chili	...	19,9
Nigéria	...	17,3
Vénézuéla	...	16,4
Soudan	...	16,2
Bénin	...	16,2
Angola	...	15,7
Rép. Centrafr.	...	15,4
Thaïlande	...	15,0
Tchad	...	13,7
Congo	...	12,6
Liban	...	11,2
Kenya	...	10,8
Argentine	...	10,4

— 13 pays bénéficiant d'une aide entre 5 et 10 millions :

Guatémala	Mexique	Togo
Gabon	Madagascar	Lesotho
Mozambique	Jordanie	Pakistan
Egypte	Gambie	
Bangladesh	Paraguay	

— 13 pays qui bénéficient d'une aide entre 2 et 5 millions :

Costa Rica	Salvador	Rép. Dominicaine
Uruguay	Honduras	Guinée-Bissau
Ghana	Mauritanie	Iran
Sri Lanka	Irak	
Portugal	Panama	

— 26 pays qui bénéficient d'une aide inférieure à 2 millions :

Seychelles	Somalie	Malawi
Sierra Leone	Guinée	Ouganda
Libéria	Comores	Swaziland
Djibouti	Lybie	Afghanistan
Népal	Israël	Laos
Taiwan	Kampuchea	Singapour
Samoa (Ouest)	Antigua	Guyane
Cuba	Jamaïque	Trinidad/Tobago
Suriname	Hong-Kong	

Cet éventail géographique est à première vue très vaste. Mais il n'y a que 30 pays qui, cette année, ont bénéficié de plus de 20 millions de FB.

Ensuite viennent 13 pays qui bénéficient d'une aide dont le montant oscille entre 10 et 20 millions, 13 pays qui bénéficient d'une aide entre 5 et 10 millions et 13 pays qui reçoivent 2 à 5 millions.

Finalement, il y a 26 pays qui reçoivent une aide inférieure à 2 millions.

Afin d'obtenir une vue d'ensemble suffisamment claire et complète de l'assistance bilatérale octroyée par l'A. G. C. D., il faut pousser plus loin l'analyse que nous venons de faire.

Les pays bénéficiaires ont été classés en 4 groupes selon le nombre de formes d'intervention directe dont ils font l'objet. A l'intérieur de chaque groupe, le classement est fait en ordre croissant du P. N. B.

Les 17 pays du groupe I sont de toute évidence des pays privilégiés. Ils jouissent de trois formes d'intervention directe (personnel, projets, bourses) et absorbent à eux seuls à peu près 88 % des contributions bilatérales de l'A. G. C. D.

Komen vervolgens :

— 13 landen die een overheidshulp genieten, waarvan het bedrag gelegen is tussen 10 en 20 miljoen :

Chili	...	19,9
Nigeria	...	17,3
Venezuela	...	16,4
Soedan	...	16,2
Benin	...	16,2
Angola	...	15,7
C. Afrik. Rijk	...	15,4
Thailand	...	15,0
Tschaad	...	13,7
Kongo	...	12,6
Libanon	...	11,2
Kenia	...	10,8
Argentinië	...	10,4

— 13 landen die een hulp genieten tussen 5 en 10 miljoen :

Guatemala	Mexico	Togo
Gabon	Madagascar	Lesotho
Mozambique	Jordanie	Pakistan
Egypte	Gambie	
Bangladesh	Paraguay	

— 13 landen die een hulp genieten tussen 2 en 5 miljoen :

Costa Rica	Salvador	Dominikaanse Rep.
Uruguay	Honduras	Guinée-Bissau
Ghana	Mauritanie	Iran
Sri Lanka	Irak	
Portugal	Panama	

— 26 landen die een hulp genieten van minder dan 2 miljoen :

Seychellen	Somalië	Malawi
Sierra Leone	Guinée	Oeganda
Libéria	Comores	Swaziland
Djibouti	Lybie	Afghanistan
Népal	Israël	Laos
Taiwan	Kampuchea	Singapore
West-Samoa	Antigua	Guyana
Cuba	Jamaïque	Trinidad/Tobago
Suriname	Hong-Kong	

Deze geografische waaijer is op het eerste gezicht erg breed. Maar slechts 30 landen hebben dit jaar bijdragen genoten van meer dan 20 miljoen BF.

Daarna volgen 13 landen die een bijstand genieten waarvan het bedrag schommelt tussen de 10 en 20 miljoen, 13 landen die een bijstand genieten van 5 à 10 miljoen en 13 landen die 2 à 5 miljoen ontvangen.

Tenslotte volgen 26 landen die een hulp hebben ontvangen van minder dan 2 miljoen.

Om een duidelijk en volledig overzicht te hebben van de bilaterale bijstand van A. B. O. S., moet de analyse verder worden doorgedreven.

De begunstigde landen werden in 4 groepen gerangschikt volgens het aantal wijzen van rechtstreekse tussenkomst die ze genieten. In iedere groep worden ze dan nog eens gerangschikt in stijgende orde van het B. N. P.

De 17 landen van groep I zijn duidelijk bevoordeerde landen. Ze genieten 3 wijzen van rechtstreekse tussenkomst (personeel, projecten en beurzen) en slorpen zowat 88 % op van de bilaterale A. B. O. S.-bijdragen.

Les 11 pays du groupe II sont « des pays à coopération moyenne » dans la mesure où ils profitent de deux des trois formes d'intervention directe : bourses (dans tous les cas) et personnel ou projets. Ces pays totalisent environ 3,3 % des apports bilatéraux de l'A. G. C. D.

Les 43 pays du groupe III, pour lesquels l'intervention directe se limite en général aux bourses et les 24 pays du groupe IV, qui ne reçoivent aucune aide directe, peuvent être considérés comme des pays dans lesquels nous ne sommes que « présents ».

Le cofinancement s'adresse à 44 pays et seulement 33 % des dépenses ont été réalisées au bénéfice de 11 des 17 pays favorisés.

En ce qui concerne le choix des pays, la Belgique n'est nullement en mauvaise position, car la plus grande partie de notre aide (76 %) est orientée vers les pays les plus pauvres avec un revenu par tête d'habitant de moins de 400 dollars par an.

Les pays, dont le P. N. B. dépasse les 1 000 dollars, n'ont reçu que 2,5 % des apports bilatéraux de l'A. G. C. D. La plupart des dépenses couvrent des interventions indirectes.

Une conclusion importante peut être tirée de cette image de l'assistance bilatérale de l'A. G. C. D., à savoir qu'il existe une certaine concentration au niveau des projets, de l'assistance en personnel et de la coopération universitaire, mais il y a trois programmes soutenus financièrement par l'A. G. C. D. et nés suite à des initiatives prises par des tiers : une répartition presque mondiale au niveau des bourses, une dispersion au niveau du volontariat, le co-financement avec les experts associés.

De 11 landen van groep II zijn « landen van middelmatige samenwerking » in de mate dat zij 2 van de 3 wijzen van rechtstreekse tussenkomst genieten : beurzen (in alle gevallen) en personeel of projecten. Deze 11 landen slopen zowat 3,3 % op van de bilaterale A. B. O. S.-bijdragen.

De 43 landen van groep III, waar de rechtstreekse tussenkomst zich in het algemeen beperkt tot de beurzen, en de 24 landen van groep IV die geen enkele rechtstreekse tussenkomst genieten, kunnen aanzien worden als landen waar we slechts « aanwezig » zijn.

De co-financiering gaat naar 44 landen en slechts 33 % van de uitgaven werden verricht ten voordele van 11 van de 17 bevoordeerde landen.

Wat de landenkeuze betreft kan men constateren dat België geen slechte positie bekleedt, en dat het grootste deel van onze hulp (76 %) wel degelijk gaat naar de meest behoeftige landen, met een capita-inkomen van minder dan 400 dollar per jaar.

De landen waarvan het B. N. P. 1 000 dollar overschrijdt, hebben amper 2,5 % van de bilaterale bijdragen van A. B. O. S. opgesloopt. Het merendeel van de uitgaven dekt onrechtstreekse tussenkomsten.

De belangrijkste conclusie uit deze foto van de bilaterale bijdragen van A. B. O. S. in 1978, is dat er een zekere concentratie bestaat op het vlak van de projecten, de personeelsbijstand en de universitaire samenwerking, maar een relatief wereldwijde verspreiding op het gebied van de beurzen en een versnippering op het vlak van het voluntariaat, de co-financiering en de assistant-deskundigen; dit zijn drie programma's, waarin het A. B. O. S. financieel tussenkomt en die ontstaan ten gevolge van initiatieven, genomen door derden.

Ventilation sectorielle des dépenses bilatérales A. G. C. D. 1979

(en pourcentage)

1. Planification économique et administrative ...	2,46
2. Services d'utilité publique	6,19
3. Développement agricole	11,78
4. Développement industriel	3,37
5. Commerce et tourisme	1,79
6. Enseignement	45,49
7. Santé publique	10,73
8. Développement social	2,90
9. Plurisectoriel	1,66
10. Non-ventilable	13,63
	<hr/>
	100,00

D. Aide bilatérale durant les années 80

1. Lorsque l'on analyse les formes d'aide émanant des pays occidentaux, l'on est frappé par la variété des critères appliqués.

Il est évident que bon nombre de ces critères et objectifs sont complémentaires, font double emploi ou sont incompatibles. La Belgique est pour la formulation de critères et objectifs qui visent en priorité le développement du Tiers-Monde qui doit se traduire par l'élévation du niveau de vie des groupes pauvres de la population. C'est là assurément le critère prépondérant mais comme la Belgique n'est qu'un petit pays et qu'elle n'est pas en mesure d'aider les populations les plus pauvres dans le monde entier, il faut faire un choix.

L'octroi géographique de l'aide au développement peut être envisagé en fonction de différentes appréciations.

Sectoriële uitsplitsing van de bilaterale uitgaven 1979

(in percentage)

1. Economische en administratieve planning ...	2,46
2. Diensten van openbaar nut	6,19
3. Ontwikkeling van de landbouw	11,78
4. Industriële ontwikkeling	3,37
5. Handel en toerisme	1,79
6. Onderwijs	45,49
7. Volksgezondheid	10,73
8. Sociale ontwikkeling	2,90
9. Sectoriële pluri	1,66
10. Niet te ventileren	13,63
	<hr/>
	100,00

D. Bilaterale ontwikkelingshulp in de jaren 80

1. Bij een analyse van de ontwikkelingshulp door de Westerse landen, wordt men getroffen door de variëteit van criteria die kunnen worden gehanteerd.

Het is evident dat een aantal van deze criteria en doelstellingen ofwel complementair zijn ofwel elkaar overlappen ofwel onderling onverenigbaar zijn. Vanuit een Belgisch standpunt moet gepleit worden voor het formuleren van criteria en doelstellingen die prioriteren de ontwikkeling van de Derde Wereld viseren in de zin van de verhoging van de levensstandaard van de arme bevolkingsgroepen. Dit is ongetwijfeld het overwegend criterium, maar, aangezien België een klein land is en niet in de hele wereld de armste bevolkingsgroepen kan steunen, moet ook gekozen worden.

De geografische allocatie van de ontwikkelingshulp kan vanuit verschillende waarderingen worden benaderd.

L'indicateur le plus usuel de la pauvreté d'un pays reste le Produit National Brut par tête d'habitant. Cet indicateur simple, qui n'est pas parfait, suscite de plus en plus de critiques. En premier lieu, il ne donne aucune indication quant à la répartition réelle des revenus dans les pays; en second lieu, comme les comparaisons sont généralement en \$, le cours de change du \$ a son importance, ce qui provoque des glissements qui ne reposent sur aucune base réelle. De plus, toutes les comparaisons établies sur la base de sommes exprimées en devises (converties ou non en \$) reflètent les rapports de parités et non les relations ayant trait au pouvoir d'achat.

Dans son « International Comparison Project » la Banque Mondiale a essayé de transposer le P. N. B. des divers pays en prix internationaux. Il en résulte qu'en prenant en considération les cours de change du marché, on en arrive à sur-estimer l'écart qui existe entre les pays pauvres et les pays riches. En se basant sur des prix internationaux identiques, on constate que la différence semble moins grande, ce qui ne diminue en rien le caractère dramatique du problème du développement, ainsi que le montre le tableau figurant ci-dessous.

De meest gebruikte indicator van de behoeftigheid van een land blijft het Bruto Nationaal Product per hoofd van bevolking. Er is toenemende kritiek merkbaar op deze enkvoudige indicator, die inderdaad niet perfect is. Vooreerst geeft hij geen enkel inzicht in de feitelijke verdeling van de inkomens binnen de landen; ten tweede, vermits de vergelijkingen meestal in \$ worden uitgedrukt, intervenieert de wisselkoers van de \$, waardoor verschuivingen ontstaan die elke reële basis missen. Daarbij komt dat alle vergelijkingen op basis van waardesommen in valuta uitgedrukt, al dan niet omgerekend in \$, beantwoorden aan wisselkoersverhoudingen, maar nog niet aan koopkrachtverhoudingen.

Het International Comparison Project van de Wereldbank heeft gepoogd het B. N. P. van de verschillende landen om te rekenen in dezelfde internationale prijzen. Daaruit blijkt dat het gebruik van marktwisselkoersen de kloof tussen arme en rijke landen overschat. Met hantering van identieke internationale prijzen blijkt dus de kloof minder groot te zijn, wat natuurlijk niets afdoet van het dramatisch karakter van het ontwikkelingsprobleem. Dit wordt geïllustreerd door volgende tabel.

Pays	P. N. B./tête (1973) au cours du change/marché		P. N. B./tête (1973) calculs I. C. P.		Cours du change Indice de variation Wisselkoers afwijkings- index	Land		
	B. N. P./cap (1973) aan marktwisselkoers		B. N. P./cap (1973) I. C. P.-berekeningen					
	\$	Indice (Etats-Unis = 100)	\$	Indice (Etats-Unis = 100)				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)			
Kenya	184	3,0	379	6,1	2,06	Kenya.		
Inde	129	2,1	394	6,4	3,06	Indië.		
Philippines	259	4,2	755	12,2	2,91	Filippijnen.		
Corée du Sud	366	5,9	904	14,6	2,47	Zuid-Korea.		
Colombie	440	7,1	1 106	17,9	2,51	Columbië.		
Malaisie	633	10,2	1 180	19,1	1,86	Maleisië.		
Iran	914	14,8	1 809	29,2	1,98	Iran.		
Hongrie	1 619	26,1	2 793	45,1	1,72	Hongarije.		
Italie	2 525	40,8	2 913	47,0	1,15	Italië.		
Grande-Bretagne	3 136	50,6	3 751	60,6	1,20	Verenigd Koninkrijk.		
Japon	3 738	60,4	3 962	64,0	1,06	Japan.		
Pays-Bas	4 402	71,1	4 234	68,4	0,96	Nederland.		
Belgique	4 618	74,6	4 663	75,3	1,01	België.		
France	4 777	77,1	4 709	76,1	0,99	Frankrijk.		
Allemagne	5 535	89,4	4 791	77,4	0,87	West-Duitsland.		
Etats-Unis	6 192	100,0	6 192	100,0	1,00	Verenigde Staten.		

Il est important de noter que les corrections I. C. P., apportées au P. N. B. par tête d'habitant ne modifient guère la classification des pays selon leur degré de pauvreté.

2. La coopération internationale belge gardera pendant les années 1980 ses liens privilégiés avec le Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

a) Zaïre

Comme il est précisé dans la déclaration gouvernementale, le Zaïre reste classé prioritairement dans les pays avec lesquels la Belgique entretient des relations de coopération bilatérales privilégiées.

Dans le cadre de la poursuite du plan Mobutu, on mentionnera également pour 1980 les travaux d'infrastructure déjà annoncées par le passé, qui doivent contribuer au redressement économique du Zaïre comme par ex. ONATRA, J. M. C. Z. et SNEL.

La part belge dans le plan Mobutu peut être évaluée, pour l'exercice 1980, à 1 260 millions. Elle se répartit entre les rubriques suivantes :

— prêts d'Etat à Etat	400 millions FB
— matériel d'équipement	363 millions FB
— aide technique (Transurb, Douane etc.)	497 millions FB
	<hr/>
	1 260 millions FB

Un crédit de 88 millions est inscrit au budget pour le secteur de l'agriculture.

Il faut également signaler la création d'un fonds de remplacement destiné à remédier aux pénuries temporaires dans le circuit d'approvisionnement alimentaire et dans les campagnes agricoles, et à offrir des possibilités de crédit aux petites entreprises rurales.

Il résulte de ce qui précède qu'une attention toute spéciale est portée au développement et à la promotion du développement rural, afin d'aider le petit fermier à atteindre ses objectifs.

Les subsides accordés aux organisations non gouvernementales constituent une aide non négligeable pour la population rurale. En résumé, on peut dire que le développement rural représente environ 32 % de notre aide globale au Zaïre.

De plus, un projet global concernant l'agriculture et le développement rural au Zaïre est en voie d'élaboration.

L'aide médicale comporte principalement un programme d'urgence de 40 millions de FB, qui sera réalisé en partie par les O. N. G. et par les canaux ordinaires.

Le système d'enseignement, basé depuis des années sur des doctrines classiques, sera complètement remanié afin d'atteindre un degré maximum d'efficacité.

Malgré les énormes difficultés de recrutement en Belgique, on a pu trouver les 32 unités nécessaires à la mise en œuvre du projet douanier, ce qui permettra de remettre de l'ordre dans les services zaïrois des douanes et d'accroître les recettes provenant des droits de douane.

b) Rwanda et Burundi

Pour l'année 1980, des programmes portant respectivement sur 1 200 000 000 FB et 800 000 000 FB ont été mis au point en faveur du Rwanda et du Burundi .

Belangrijk is te noteren dat de I. C. P.-correcties, aangebracht aan het B. N. P. per capita, weinig veranderen aan de rangschikking van de landen volgens de graad van hun behoeftigheid.

2. De Belgische internationale samenwerking behoudt in de jaren tachtig haar geprivilegieerde banden met Zaïre, Rwanda en Burundi.

a) Zaïre

Zoals voorzien in de regeringsverklaring blijft Zaïre prioritair gerangschikt tussen de landen waarmee bilaterale betrekkingen worden onderhouden in het raam van de ontwikkelingssamenwerking.

In het raam van de voortzetting van het Mobutuplan mag men voor 1980 nog gewag maken van reeds in het verleden aangekondigde infrastructuurwerken die moeten bijdragen tot de economische heropstanding van Zaïre, zoals ONATRA, J. M. C. Z. en SNEL.

De Belgische bijdrage in het Mobutuplan voor 1980 kan op 1 260 miljoen geschat worden en is bestemd voor volgende rubrieken :

— leningen Staat tot Staat	400 miljoen BF
— uitrustingsgoederen	363 miljoen BF
— technische bijstand (Transurb, douane, enz.)	497 miljoen BF
	<hr/>
	1 260 miljoen BF

Voor de sector landbouw wordt een krediet uitgetrokken van 88 miljoen.

Ook mag de oprichting van het wederaanwendingsfonds niet vergeten worden, waardoor kan tegemoet gekomen worden aan tijdelijke tekortkomingen in het voedselbevoorradingscircuit en in de landbouwcampagnes, terwijl ook creditmogelijkheden verleend worden aan de kleine ondernemingen op het platteland.

Zoals blijkt uit wat voorafgaat, bestaat er een meer bijzondere belangstelling voor de ontwikkeling en het wederopvoeren van de plattelandsontwikkeling waar de kleine boer aan zijn trekken komt.

De bijdragen aan niet-gouvernementele organisaties hebben ook een niet te onderschatten invloed op de rurale bevolking. Beknopt kan gezegd worden dat de plattelandsontwikkeling ongeveer 32 % van onze globale Zaïre-hulp vertegenwoordigt.

Bovendien wordt er gewerkt aan een algemeen plan voor landbouw en rurale ontwikkeling in Zaïre.

De hulp inzake geneeskunde wordt speciaal gekenmerkt door een urgentieprogramma van 40 miljoen BF dat gedeeltelijk via de N. G. O.'s en de klassieke kanalen zal uitgevoerd worden.

Het onderwijs, dat jaren stoepte op klassieke doctrines, zal aan een volledige evaluatie onderworpen worden ten einde de efficaciteit ervan maximaal te verzekeren.

Ondanks de enorme aanwervingsmoeilijkheden in België, kan het douaneproject toch starten met de 32 eenheden. Hierdoor wordt het mogelijk deze ontredderde diensten in Zaïre terug nieuw leven in te blazen en de inkomsten voortvloeiend uit de geïnde tolrechten te verhogen.

b) Rwanda en Burundi

Voor het jaar 1980 werd voor Rwanda een programma uitgewerkt van circa 1,200 miljard en voor Burundi van circa 800 miljoen BF.

Ces programmes sont principalement axés sur les projets agricoles et le développement rural, de telle sorte que quelque 5 % des dépenses prévues iront à ces secteurs.

Le Rwanda et le Burundi doivent tous deux faire face à d'énormes difficultés dans le secteur de l'énergie, lesquelles sont encore aggravées par l'enclavement de ces pays.

Nous avons conçu notre politique de façon à concentrer nos efforts sur l'étude de toutes les sources d'énergie existantes et de leur exploitation éventuelle.

Outre les interventions mentionnées ci-dessus, il convient de signaler la stabilisation opérée dans le secteur de l'enseignement au Burundi, tandis qu'au Rwanda — du moins en ce qui concerne le personnel — on a enregistré une légère diminution.

A noter enfin que dans le cadre du désenclavement du Rwanda, un effort financier de quelque 50 millions de FB a été consenti dans le secteur des communications.

2.2 A l'avenir, on s'emploiera en outre plus particulièrement à promouvoir la coopération internationale avec les pays du Sud-Est asiatique et d'Amérique latine. Compte tenu des critères susvisés, la coopération avec des pays comme le Bangladesh et Sri Lanka (deux pays LLDC), la Thaïlande et les Philippines (pays de l'ASEAN) sera poursuivie. En Europe et notamment dans la C. E. E., un regain d'intérêt se manifeste pour les régions du Sud-Est asiatique.

En Asie, l'Indonésie reste par excellence le pays sur lequel se concentrent les efforts. Il a été décidé au cours de la dernière réunion de la commission mixte que la coopération avec l'Indonésie serait sensiblement accrue. En dehors des secteurs traditionnels de concentration, comme le développement industriel et les communications (navigation), de nouveaux secteurs, tels que l'agriculture, l'enseignement et l'administration publique, ont été ouverts à la coopération.

Dans le cadre de la coopération avec le Bangladesh et Sri Lanka, une part importante des moyens financiers doit être affectée à des projets agricoles.

En dehors des perspectives concrètes de la coopération universitaire et des projets de P. M. E., d'autres projets de coopération économique seront examinés.

La coopération avec la Thaïlande suit le modèle traditionnel de la coopération avec un certain nombre de pays asiatiques; ce modèle comprend des secteurs comme l'agriculture et la pêche, la prospection minière et les communications.

Nous envisageons également de mettre sur pied un programme de coopération, dont deux lignes de force ont été arrêtées jusqu'à présent : la coopération technique universitaire et les communications.

2.3 Un effort analogue a été fait en faveur de l'Amérique latine.

La coopération bilatérale avec l'Amérique latine représente environ 3,5 % de la coopération bilatérale totale en 1978 et 1979. Un certain nombre de mesures concrètes sont néanmoins élaborées actuellement afin de renforcer la coopération avec l'Amérique latine et plus spécialement avec quelques pays du Pacte Andin, comme l'Équateur, le Pérou et la Bolivie. Ici aussi, la politique belge est parallèle à celle de la Communauté européenne. Ces pays souffrent d'un dualisme socio-économique, à la suite duquel 50 % de leur population doivent vivre dans des conditions marginales. La répartition sectorielle de la coopération est con-

De voornaamste belangstelling van deze programma's ging uiteraard naar de landbouwprojecten en de plattelandsontwikkeling, derwijze dat circa 50 % van de hogergenoemde uitgaven aan deze sector worden besteedt.

Rwanda en Burundi hebben echter beide een geweldig energieprobleem, dat nog sterker geaccentueerd wordt door de enclavering.

We hebben onze politiek ernaar gericht om alle bestaande energiebronnen zoveel mogelijk te onderzoeken en voor exploitatie vatbaar te maken.

Buiten genoemde interventies kan men spreken over de onderwijssector waarvoor in Burundi een stabilisatie werd tot stand gebracht, terwijl men in Rwanda, althans wat het personeel betreft, tot een lichte afbouw is overgegaan.

Tenslotte kan nog vermeld worden dat, mede in het raam van de desenclavering van Rwanda, een inspanning wordt gedaan op het vlak van het verkeerswezen (circa 50 miljoen BF).

2.2 Daarnaast zal in de toekomst meer speciaal aandacht gegeven worden aan de internationale samenwerking met de landen van Zuid-Oost Azië en met Latijns-Amerika. Rekening houdend met de hogervermelde criteria, zal de samenwerking met landen als Bangladesj en Sri Lanka (twee LLDC landen) en Thaïland en de Filippijnen (ASEAN-landen) verder doorgedragen worden. Voor de Zuid-Oost-Aziatische regio bestaat een vernieuwde belangstelling vanwege Europa, ook op het vlak van de E. E. G.

In Azië blijft Indonesië het concentratieland bij uitstek. Gedurende de laatste vergadering van de gemengde commissie werd beslist de samenwerking met Indonesië gevoelig op te trekken. Naast de traditionele concentratiesectoren, zoals industriële ontwikkeling en verkeerswezen (binnenvaart), werden nieuwe sectoren, zoals landbouw, onderwijs en publieke administratie, geopend voor de samenwerking.

De samenwerking met Bangladesj en Sri Lanka dient een belangrijk gedeelte van de financiële middelen te weerhouden voor landbouwprojecten.

Naast concrete perspectieven van universitaire samenwerking en projecten van K. M. O.'s, zal ook gedacht worden aan projecten van economische samenwerking.

De samenwerking met Thailand volgt het traditioneel patroon van de samenwerking met een aantal Aziatische landen. Hierbij wordt aandacht gegeven aan sectoren als landbouw en visserij, mijnprospecties en verkeerswezen.

Bovendien wordt gedacht aan een samenwerkingsprogramma waarbij tot nu toe twee krachtrijnen bepaald worden : universitaire technische samenwerking en verkeerswezen.

2.3 Een analoge inspanning werd gedaan ten voordele van Latijns-Amerika.

De bilaterale samenwerking met Latijns-Amerika maakte ongeveer 3,5 % van de totale bilaterale samenwerking uit in 1978 en 1979. Nochtans wordt een aantal uitvoeringsmaatregelen voorbereid teneinde de samenwerking met Latijns-Amerika te verstevigen en dit meer speciaal met een aantal landen van het Andes-Pact zoals Ecuador, Peru en Bolivië. De Belgische politiek loopt ook hier parallel met de strategie van de Europese Gemeenschap. Deze landen lijden onder een sociaal-economisch dualisme, waarbij 50 % van de bevolking in marginale omstandigheden leeft. De sectoriële verdeling van de samenwerking is prioritair ge-

centrée par priorité sur la satisfaction des besoins de base de la population et sur une contribution équilibrée au développement social et économique.

Les lignes de force de cette stratégie sont les suivantes :

- le développement rural auquel sont affectés 80 % des moyens;
- l'enseignement technique;
- la prospection minière;
- la formation.

En ce qui concerne plus spécialement la coopération avec l'Equateur, un accord de coopération de 5 ans a été conclu; il comprend les lignes de force sectorielles suivantes : le développement rural, la prospection minière et l'enseignement professionnel.

La coopération avec le Pérou suit les mêmes lignes. Elle est basée sur le reboisement (Cajamarca), le développement rural intégré (Pucallpa et Huancavelica), l'enseignement professionnel (Senati et Chiclayo) et l'octroi de bourses.

Les deux secteurs prioritaires en Bolivie sont la santé publique (Centre de Médecine Tropicale à Santa Cruz et formation professionnelle pour le personnel paramédical) et l'infrastructure (étude de navigabilité).

Un accord de coopération a été conclu avec le Surinam et une commission mixte se réunira sous peu afin de donner une forme concrète à notre coopération, qui est déjà importante, e.a. dans le secteur de la santé publique.

Un autre pays qui suscite l'intérêt de la Belgique est le Costa Rica. Un programme de coopération tenant compte du degré de développement de ce pays sera élaboré.

Nous coopérerons également au niveau régional avec les pays du Pacte Andin et plus spécialement en ce qui concerne un projet trilatéral, se rapportant aux métaux non-ferreux et à un atelier de transfert de technologie dans le secteur agricole.

Enfin, je voudrais encore attirer l'attention sur l'activité des organisations non gouvernementales qui jouent un rôle important en Amérique Latine, dans le domaine de l'aide de base aux communautés, et qui absorbent 25 % des crédits globaux de cofinancement.

3. Au niveau sectoriel, une politique spécifique de développement doit être définie et réalisée et la stratégie axée sur la satisfaction des besoins essentiels doit être mise en œuvre par priorité.

a) Agriculture

L'objectif qui consiste à assurer une alimentation équilibrée en quantité suffisante aux populations doit figurer en première place sur la liste des priorités. Un effort spécial doit être fait en vue d'augmenter et de diversifier les cultures d'aliments de consommation locale. Par ailleurs, il faudra s'attacher à réaliser un meilleur équilibre sur le marché.

Il convient d'être tout particulièrement attentif à la promotion d'activités dans les secteurs de la production animale (élevage, pêche) et à celle des industries agricoles légères. La volonté de réaliser de « vraies » actions agricoles est néanmoins difficile à traduire en actes, en raison des différences de conditions dans lesquelles s'exercent les activités agricoles (stricto sensu). Les implications politiques ne doivent pas être sous-estimées dans ce contexte. L'échec d'un certain nombre de projets agricoles fait d'ailleurs hésiter plusieurs donneurs.

concentreerd op de voldoening van de basisbehoeften van de bevolking en een evenwichtige bijdrage tot de sociale en economische ontwikkeling.

De krachtlijnen van dit beleid zijn :

- 80 % gaat naar plattelandsontwikkeling;
- technisch onderwijs;
- mijnprospectie;
- vorming.

Wat meer speciaal de samenwerking met Ecuador betreft, werd een samenwerkingsakkoord met een looptijd van 5 jaar ondertekend, met als sectoriële krachtlijnen : plattelandsontwikkeling (Pucallpa en Huancavelica) beroepsopleiding (Senati en Chiclayo) en beurzen.

De samenwerking met Peru volgt hetzelfde model en is geaccentueerd op herbebossing (Cajamarca), geïntegreerde plattelandsontwikkeling (Pucallpa en Huancavelica), beroepsopleiding (Senati en Chiclayo) en beurzen.

De twee krachtvelden van Bolivië zijn de volksgezondheid (Centrum voor Tropische Geneeskunde te Santa Cruz en beroepsopleiding paramedisch personeel) en de infrastructuur (bevaarbaarheidsstudie).

Met Suriname werd een samenwerkingsakkoord ondertekend; er zal eerstdaags een Gemengde Commissie bijeenkomen teneinde een concrete vorm te geven aan onze samenwerking die reeds actief is, o.m. in de sector volksgezondheid.

Een ander land dat de Belgische belangstelling wegdraagt is Costa Rica. Rekening houdend met de ontwikkelingsgraad van dit land zal een samenwerkingsprogramma met dit land uitgewerkt worden.

Er zal ook regionaal samengewerkt worden met de Andes-pactlanden, meer speciaal voor een trilateraal project op het vlak van non-ferro metalen en een atelier voor transfert van technologie in de landelijke sector.

Tenslotte wil ik nog de rol benadrukken van de Niet-Gouvernementele Organisaties die in Latijns-Amerika zeer aktief zijn op het vlak van projecten aan de basis, en die ± 25 % van de globale medefinancieringskredieten opslorpen.

3. Op sectorieel gebied moet een specifiek ontwikkelingsbeleid verder worden afgelijnd en ten uitvoer gelegd, waarbij de strategie gericht op de bevrediging van de essentiële behoeften prioritaire aandacht moet krijgen.

a) Landbouw

Voldoende en evenwichtige voeding van de bevolkingen moet bovenaan aan de prioriteitenlijst staan. Een bijzondere inspanning moet geleverd worden om voedselteeltën voor plaatselijk gebruik op te voeren en te diversifiëren. Tevens dient een inspanning geleverd te worden om een beter marktevenwicht tot stand te brengen.

Aan de promotie van activiteiten in de dierlijke productie (veeteelt, visvangst) en van lichte landbouwindustrieën moet in het Belgisch beleid terzake veel aandacht gehecht worden. Bereidheid om « echte » landbouw-acties uit te voeren is echter moeilijk in daden om te zetten omwille van de verscheidenheid van de met landbouw (stricto sensu) samenhangende voorwaarden. De politieke implicaties zijn daarbij niet te verwaarlozen. Het mislukken van een aantal opgezette landbouwprojecten doet overigens menig donor aarzelen.

Les moyens utilisés pour la coopération agricole seront répartis sur un plus grand nombre de projets de faible ou moyenne importance, plutôt que de les concentrer sur quelques projets de très grande envergure, ceci afin de répartir les risques et de faciliter une gestion plus souple.

Le rôle que les O. N. G. peuvent jouer sur place du point de vue du développement rural mérite d'être souligné. Ces projets d'agriculture de base créent des possibilités directes de croissance économique et de bien-être social, étant donné que les populations prennent en mains leur propre sort et sont fortement stimulées dans un sens d'évolution et de développement global.

Dans les négociations de la Belgique avec les pays qu'elle aide, l'accent est mis de plus en plus sur le développement du secteur agricole et sur le développement rural en général. Les délégations belges ont reçu pour mandat de défendre le point de vue que la priorité doit être accordée au secteur agricole. Ce fut le cas avec des pays comme le Sri Lanka, le Niger, le Rwanda, le Cameroun et le Sénégal.

Sur le plan de la coopération multilatérale, plus de 32 % du budget de 3,7 milliards sont destinés à l'agriculture et au développement rural, sous forme de co-financement de projets spécifiques en collaboration avec des organismes internationaux, et sous forme de bourses d'études et de recherche agronomique.

Dans le cadre de la coopération avec des banques de développement régionales, la Belgique peut affirmer que 33 % de ses contributions sont destinés au secteur rural du développement de l'agriculture.

b) *L'industrie*

De tous les documents et conférences sur le nouvel ordre économique international, il appert que les pays en voie de développement désirent également stimuler leur rythme de croissance par des plans d'industrialisation puissante.

La coopération au plan industriel se cherche encore dans notre pays.

Notre pays devra se doter d'une stratégie d'investissements et renforcer l'outil existant en vue de favoriser l'épanouissement du bien-être, aussi bien ici que là. Une meilleure adaptation de notre politique économique générale aux changements mondiaux doit également être soutenue au départ de nos programmes de coopération au développement.

Parmi ces initiatives, l'on peut citer quelques actions qui sont orientées vers des transferts de technologie de qualité, par exemple, dans le domaine de l'industrie métallurgique de transformation et de traitement des matières premières, ainsi que dans le secteur agro-industriel. Il faut aussi, avant tout, développer des actions orientées vers une coopération entre petites et moyennes entreprises, ici et outre-mer. La coopération orientée vers et réalisée par de petites entreprises offre l'avantage d'un développement économique décentralisé, où les technologies de base peuvent être mises en application au bénéfice de l'économie des pays en voie de développement.

Le rôle de l'A. G. C. D. en la matière doit être fondamentalement orienté vers :

- des études préliminaires concernant la factibilité des projets qui cadrent avec les plans de développement nationaux et qui bénéficient d'une priorité clairement justifiée;

- la réalisation d'entreprises pilotes;

De middelen die voor landbouwsamenwerking uitgetrokken worden zullen over een groter aantal klein- en middelgrote projecten gespreid worden, liever dan ze te concentreren in enkele reuzeprojecten, om de risico's te spreiden en een soepeler beheer mogelijk te maken.

De rol die de N. G. O. inzake plattelandsontwikkeling ter plaatse kunnen spelen verdient onderlijst te worden. Die basislandbouwprojecten scheppen directe kansen tot groei en sociale welvaart, daar de bevolkingen daarbij hun eigen lot in handen nemen en op termijn sterke aansporingen krijgen tot evolutie en globale ontwikkeling.

In de onderhandelingen van België met de landen aan wie zij hulp verleent, wordt meer en meer de nadruk gelegd op de ontwikkeling van de landbouwsector en op de plattelandsontwikkeling in het algemeen. De Belgische delegaties hebben als mandaat gekregen het standpunt te verdedigen dat prioriteit gegeven moet worden aan de landbouwsector. Dit gebeurde met landen als Sri Lanka, Niger, Rwanda, Kamerun en Senegal.

Op het vlak van de multilaterale samenwerking wordt meér dan 32 % van het budget van 3,7 miljard F besteed aan landbouw en landelijke ontwikkeling onder de vorm van mede-financiering van specifieke projecten tesamen met internationale organismen, onder de vorm van studiebeurzen en landbouwkundig onderzoek.

In het kader van de samenwerking met regionale ontwikkelingsbanken kan België eveneens stellen dat 33 % van zijn bijdragen besteed worden aan de landelijkssector in de landbouwontwikkeling.

b) *Industrie*

Uit alle documenten en vergaderingen over een nieuwe internationale economische orde blijkt dat de ontwikkelingslanden hun welvaartsgroei ook willen stimuleren met krachtige industrialisatieplannen.

De ontwikkelingscoöperatie op industrieel vlak is in ons land nog onvoldoende uitgebouwd.

Het land zal een investeringsstrategie moeten opzetten en het bestaand instrumentarium verstevigen dat de welvaartsontplooiing ginds en hier beter ten goede komt. Het beter afstemmen van ons algemeen economisch beleid op de wereldverschuivingen moet ook vanuit onze programma's van ontwikkelingssamenwerking worden ondersteund.

Bij deze initiatieven kan men acties vermelden die gericht zijn op transfert van kwaliteitstechnologie, b.v. op het vlak van de metaal- en grondstoffenverwerkende nijverheid, alsmede van de agro-industriële sector. Ook en vooral dienen acties te worden ontplooid die gericht zijn op samenwerking tussen K. M. O.'s hier en overzee. De samenwerking gericht op en gerealiseerd door kleinere bedrijven biedt het voordeel van een gedeconcentreerde economische ontwikkeling, waarbij basistechnologieën kunnen vertaald worden naar toepassing voor de economie van de ontwikkelingslanden.

De rol van A. B. O. S. terzake moet in hoofdzaak afgestemd zijn op :

- voorafgaande studies inzake de uitvoerbaarheid van de projecten die passen in de nationale ontwikkelingsplannen en die een duidelijk gerechtvaardigde prioriteitsrang hebben;

- de verwezenlijking van pilootbedrijven;

— le transfert et la recherche de technologies adéquates qui valorisent les moyens en matériel et en personnel disponibles sur place;

— des initiatives d'aide complémentaire pour les projets d'industrialisation;

— la stimulation des conditions de croissance des petites et moyennes entreprises.

c) *Santé publique*

Dans ce secteur, l'accent doit être mis sur les aspects de la santé publique et de l'hygiène, plutôt que sur la pratique médicale. Les pays en voie de développement disposent d'ailleurs eux-mêmes d'un nombre toujours croissant de médecins. En outre, l'envoi de personnel de remplacement n'encourage pas, en général, les gouvernements des pays concernés à prendre leur responsabilité dans le domaine des soins de santé.

C'est pourquoi, les actions devront être orientées vers l'étude, l'organisation et l'animation de l'infrastructure, en vue de lutter contre les endémies et les épidémies. De même, les notions élémentaires concernant les soins de santé et l'alimentation devront être inculquées aux populations concernées et aux cadres responsables.

d) *Enseignement*

La prise de conscience culturelle des pays en voie de développement, leur ambition de se suffire à eux-mêmes et la formation de leur propres cadres nous contraignent à une nette réorientation de notre coopération en ce qui concerne l'enseignement et la formation. L'envoie d'enseignants doit être fonction du nombre toujours croissant de personnel propre dont disposent nos partenaires. Pour ce qui est de l'assistance au planning de l'enseignement chez nos partenaires, il convient de veiller à ce qu'il soit fait le meilleur usage possible des collaborateurs compétents déjà disponibles sur place.

Dans l'enseignement général, l'assistance devrait se préoccuper de plus en plus du perfectionnement et du recyclage du personnel enseignant.

Les modalités d'envoi de personnel pour l'enseignement général, à charge ou non du Ministère de la Coopération au Développement, doivent être revues.

Les instituts de formation pour adultes méritent aussi notre coopération. La contribution de ces instituts au développement est souvent plus directe que celle des institutions classiques d'enseignement pour les jeunes. Ceci est dû au fait que le curriculum des premiers répond très souvent à des lacunes laissées par l'enseignement général.

De plus, l'accent sera mis sur la formation du personnel dirigeant, sur l'adaptation des structures de l'enseignement et des méthodes pédagogiques, sur les différentes formations techniques et professionnelles.

Afin de permettre aux deux communautés de participer de façon égale aux actions de coopération, il a été décidé d'octroyer aux universités flamandes un crédit de rattrapage de 300 millions, destiné aux projets de coopération universitaire et à des études post-universitaires en Belgique. Le crédit prévu sera utilisé conformément aux procédures administratives et réglementaires de l'A. G. C. D.

Afin d'arriver à une coopération plus efficace avec les universités, l'on pense à adapter la structure de concertation avec ces instances, à la suite de la création du C. I. U. F. et

— de overdracht en navorsing van aangepaste technologieën, die de plaatselijk beschikbare menselijke en materiële hulpmiddelen valoriseren;

— bijkomende steunacties voor industrialiseringoprojecten;

— de stimulering van de voorwaarden die vereist zijn om kleine en middelgrote bedrijven tot bloei te brengen.

c) *Volksgezondheid*

In deze sector dient de klemtouw gelegd te worden op de aspecten van openbare gezondheid en hygiëne, eerder dan op de medische praktijk. De ontwikkelingslanden beschikken immers zelf over een steeds stijgend aantal geneesheren. Bovendien spoort het zenden van vervangingspersoneel de regering van de betrokken landen er doorgaans niet toe aan hun verantwoordelijkheden op het gebied van de gezondheidszorg op te nemen.

Daarom zullen de acties op dit vlak gericht worden op de studie, organisatie en animatie van de infrastructuur, met het oog op de bestrijding van endemieën en epidemieën, alsmede op het bijbrengen van de nodige begrippen over gezondheids- en voedingsleer aan de betrokken bevolkingen en hun verantwoordelijke kaders.

d) *Onderwijs*

De culturele bewustwording van de ontwikkelingslanden, de drang naar self-reliance en het aantraden van eigen kaders nopen ons tot een duidelijke heroriëntering van onze samenwerking op het stuk van onderwijs en vorming. Het uitzenden van onderwijzend personeel, vooral in de niveaus waar onze partnerlanden meer en meer over eigen personeel beschikken, moet worden gerelateerd. Door middel van bijstand voor de onderwijsplanning in de partnerlanden, dient men er voor te zorgen dat het best mogelijk gebruik wordt gemaakt van de reeds beschikbare plaatselijke bevoegde medewerkers.

In het algemeen onderwijs zou de bijstand er moeten op gericht zijn zich meer in te laten met verdere opleiding en hercyclering van het onderwijzend personeel.

De modaliteiten ter uitzending van vervangingspersoneel in het algemeen onderwijs, of dit nu al dan niet rechtstreeks ten laste valt van het Ministerie van Ontwikkelingssamenwerking, moet herzien worden.

Ook de vormingsinstituten voor volwassenen verdienen onze samenwerking. Vormingsinstituten voor volwassenen hebben veelal een directer ontwikkelingseffect dan de klassieke instellingen van onderwijs voor de jeugd, daar het curriculum van eerstgenoemde vaak beantwoordt aan leemten gelaten door het algemeen onderwijs.

Bovendien zal de klemtouw worden gelegd op de vorming van leidinggevend personeel, op de aanpassing van de onderwijsstructuren en pedagogische methodes, op de verschillende technische en beroepsopleidingen.

Teneinde beide gemeenschappen toe te laten op een evenwijdige wijze deel te nemen aan het ontwikkelingsbeuren werd besloten aan de Vlaamse universiteiten een inhaalkrediet van 300 miljoen toe te staan voor universitaire ontwikkelingsprojecten en voor post-graduate cycli in België. Het voorziene krediet zal gebruikt worden volgens de administratieve en reglementaire procedures die eigen zijn aan A. B. O. S.

Teneinde te komen tot een efficiëntere samenwerking met de universiteiten wordt gedacht de overlegstructuur met deze instanties aan te passen ingevolge de oprichting van de

du V. L. I. R. Ainsi, on s'efforcera e.a. d'accorder à ces instances plus d'autonomie afin de réaliser avec davantage de souplesse les projets universitaires.

e) Au niveau de l'infrastructure collective, ce sont surtout les transports, les communications, l'énergie et l'approvisionnement en eau potable qui méritent l'attention.

Transports et communications

Il n'est guère nécessaire de souligner l'importance des transports pour les pays en voie de développement. En effet, ce secteur est très souvent directement lié à d'autres éléments vitaux pour le développement.

Dans une autre optique et vue sous un angle régional, pour les nombreux pays qui se trouvent enclavés, un système de transports est la condition sine qua non pour le maintien de leur développement, pour la stabilité de leur économie et, dans certains cas, pour leur existence.

Vu les immenses besoins dans ce secteur et la présence chez nous du know-how nécessaire, nous avons l'intention de consacrer durant les années prochaines, une grande partie de nos moyens et de nos activités au développement des transports et des communications.

Energie

Il nous faut, plus que jamais, une politique de coopération en matière d'énergie. Cette nouvelle politique sera forcément un travail de longue haleine et devra se réaliser tant au niveau bilatéral que dans le cadre de la Communauté (dialogue euro-arabe, accords de Lomé) et au niveau mondial (négociations globales).

Depuis la crise de l'énergie de 1973, il est plus que jamais souhaitable de valoriser les ressources hydro-électriques, afin de rendre les pays en voie de développement moins dépendants de l'importation de pétrole, qui devient de plus en plus cher.

L'A. G. C. D. aura, dans la mesure du possible, recours à notre know-how et à notre expérience en ce qui concerne le gaz naturel et le charbon, afin de les mettre à la disposition des pays en voie de développement qui ont besoin d'une aide externe pour la mise en valeur de leurs ressources énergétiques.

Les sources d'énergie de remplacement (énergie solaire, énergie éolienne, énergie d'origine biologique, méthanol, etc.) ouvrent des perspectives d'avenir qui ne peuvent toutefois pas être surévaluées. Dans le bilan énergétique des pays en voie de développement, ces formes d'énergie représenteraient à peine 4 % en l'an 2000.

L'A. G. C. D. continuera le financement d'activités de recherche appliquée afin de promouvoir les énergies « propres », notamment dans les milieux ruraux, tout en prêtant une plus grande attention aux projets de reboisement et de stabilisation du sol.

4. Afin de pouvoir réaliser plus efficacement les objectifs géographiques et sectoriels mentionnés ci-dessus, il serait indiqué de revoir certaines modalités de coopération et d'en envisager de nouvelles :

a) Les nouveaux accords de coopération seront conclus pour une période déterminée, éventuellement prorogeable. Ainsi, pour l'Équateur et Sri Lanka, il a été convenu d'un accord de coopération pour 5 ans.

b) Afin que nos programmes de coopération puissent se dérouler d'une façon plus efficace, il est envisagé des programmes quinquennaux en vue d'une meilleure intégration de la coopération au plan de développement des pays concernés du Tiers-Monde. Pour chaque période de 5 ans, il sera prévu une enveloppe financière qui devra permettre le financement des projets de développement retenus. Ce plan quinquennal aura un caractère indicatif et pourra être adapté pour autant que les priorités sectorielles soient ga-

V. L. I. R. en de C. I. U. F. Zo zal onder meer getracht worden om aan deze instanties meer autonomie te geven teneinde de universitaire projecten op een soepeler wijze te realiseren.

e) Op het vlak van de « collectieve infrastructuur » verdienen vooral vervoer en communicatie, energie en drinkwater, speciale aandacht.

Vervoer en communicatie

Het belang van het transportwezen in de ontwikkelingslanden dient nauwelijks onderlijnd te worden. Deze sector is immers veelal rechtstreeks verbonden met andere vitale elementen van de ontwikkeling.

Vanuit een regionaal oogpunt, is een degelijk transportwezen voor vele landen die ingesloten liggen, een conditio sine qua non voor de ontwikkeling van het op peil houden van hun economie in het algemeen en zelfs, in bepaalde gevallen, voor hun bestaansmogelijkheden.

Gezien de grote behoeften die zich in deze sector voordoen en de aanwezigheid van de know-how in ons land, is het de bedoeling in de eerstvolgende jaren aan het transport- en verkeerswezen een relatief belangrijk deel van de ontwikkelingsmiddelen en -activiteiten te besteden.

Energie

Meer dan ooit is een samenwerkingsbeleid nodig op het stuk van de energie. Dit nieuwe beleid is een werk van lange adem en moet toegepast worden op bilateraal vlak, in het kader van de Gemeenschap (Euro-Arabische dialoog, Lomé) en op wereldwijd vlak (Globale Onderhandelingen).

Sedert de energiecrisis van 1973 is het meer dan ooit gewenst de hydro-electrische hulpbronnen te valoriseren teneinde de ontwikkelingslanden minder afhankelijk te maken van steeds duurder wordende olie-import.

Zowel voor wat aardgas betreft als inzake kolen zal A. B. O. S., waar mogelijk, ons kennis- en ervaringspotentieel aanboren en ter beschikking stellen van ontwikkelingslanden die behoefté hebben aan externe hulp bij de ontwikkeling van deze energiebronnen.

De alternatieve energiebronnen (zonnestroom, wind-energie, biogas, methanol enz...) bieden perspectieven voor de toekomst, die evenwel niet mogen worden overschat. In de energiebalans van de ontwikkelingslanden zouden deze energievormen in het jaar 2000 slechts 4 % vertegenwoordigen.

Het A. B. O. S. zal de financiering van toegepaste onderzoeksactiviteiten verder zetten teneinde de « eigen » energie in rurale midden te bevorderen, terwijl tegelijk meer en meer aandacht zal worden geschonken aan projecten van herbebossing en bodemstabilisatie.

4. Teneinde hogervermelde geografische en sectoriële objectieven efficiënter te kunnen realiseren, is het aangewezen dat een aantal samenwerkingsmodaliteiten worden herzien en dat gedacht wordt aan nieuwe vormen van samenwerking :

a) De nieuwe samenwerkingsakkoorden zullen afgesloten worden voor een bepaalde periode, eventueel verlengbaar. Zo werd met Ecuador en Sri Lanka onderhandeld over een samenwerkingsakkoord voor 5 jaar.

b) Teneinde onze samenwerkingsprogramma's efficiënter te laten verlopen, wordt gedacht aan een vijfjarenprogramma waardoor de samenwerking beter kan inspelen op het ontwikkelingsplan van het betrokken Derde Wereldland. Voor elke periode van 5 jaar wordt een financiële enveloppe voorzien, waarbinnen de aanvaarde ontwikkelingsprojecten dienen gefinancierd te worden. Dit vijfjarenplan is indicatief en kan aangepast worden voor zover de sectoriële prioriteiten in het globaal financieel plafond ge-

Ventilation sectorielle du budget bilatéral de l'A.G.C.D. 1980

(0 = 1 000 FB)

Sectoriële verdeling van de bilaterale begroting van A.B.O.S. 1980

(0 = 1 000 BF)

Désignation	53.01 ou 66.57.D 53.01 of 66.57.D	34.07	44.01	34.12		34.19	34.32	53.06	Total — Totaal	%	Omschrijving
				études — studies	stages						
1. Secteur enseignement et formation	606 675	516 610	421 869	430 678	185 779	620 000	800 000	222 561	3 804 172	41,2	1. Sector onderwijs en op-leiding.
2. Secteur développement et infrastructure sociale	99 350	111 602	—	10 652	2 118	—	—	93 706	317 428	3,4	2. Sector ontwikkeling en sociale infrastructuur.
3. Secteur développement agricole et rural	766 000	425 666	—	148	3 986	—	—	176 422	1 372 222	14,9	3. Sector landbouw en plattelandsonderwijs.
4. Secteur santé publique ...	436 940	519 034	—	—	5 426	—	—	137 418	1 098 818	11,9	4. Sector volksgezondheid.
5. Secteur développement industriel	266 915	42 397	—	—	1 001	—	—	34 895	345 208	3,7	5. Sector industriële ontwikkeling.
6. Secteur d'utilité publique .	(1 457 500)	(199 521)	—	—	(17 056)	—	—	—	(1 674 077)	(10,1)	6. Sector openbaar nut.
a) transports et communications	924 000	115 400	—	—	15 429	—	—	—	1 054 829	11,1	a) transport en communicatie.
b) énergie	231 500	11 000	—	—	—	—	—	—	242 500	2,6	b) energie.
c) eau potable	292 000	52 121	—	—	1 387	—	—	—	345 508	3,7	c) drinkbaar water.
d) autres	10 000	21 000	—	—	240	—	—	—	31 240	0,4	d) andere.
7. Secteur planification économique et administration publique	31 500	136 384	—	—	6 093	—	—	11 912	185 889	2,0	7. Sector economische planning en publieke administratie.
8. Secteur banque, commerce et tourisme	54 000	32 340	—	—	706	—	—	9 952	96 998	1,1	8. Sector banken, handel en toerisme.
9. Plurisectoriel et divers ...	(52 770)	(214 029)	—	—	(360)	—	—	(74 926)	(342 085)	3,7	9. Plurisectoriel en diversen.
a) promotion de la femme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	a) promotie van de vrouw.
b) développement intégré	—	1 750	—	—	—	—	—	73 973	75 723	0,1	b) geïntegreerde ontwikkeling.
c) alimentation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	c) voeding.
d) aide d'urgence	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	d) spoedhulp.
e) autres non spécifiés ...	52 770	212 279	—	—	360	—	—	953	266 362	2,7	e) anderen niet gespecificeerd.
Total	3 771 650	2 197 583	421 869	441 478	222 525	620 000	800 000	761 792	9 236 897	100,0	Totaal.

rantes dans le cadre de l'enveloppe financière globale. Jusqu'à présent, de tels accords ont été conclus avec les cinq pays suivants : Zaïre, Rwanda, Burundi, Equateur et Cameroun. Cette méthode ne doit pas uniquement garantir un déroulement plus rapide des projets, elle a également pour but de faciliter le travail de l'A. G. C. D.

c) Afin de mieux orienter la coopération dans le cadre des lignes de force déterminées, le plan quinquennal indiquera les secteurs pour lesquels la Belgique entend faire un effort prioritaire. En conséquence, un pourcentage des crédits du plan quinquennal sera réservé par secteur. Lors des travaux de la Commission Mixte constituée avec le Cameroun, cette technique a été utilisée; dès lors, pour la période 1980-1984, les priorités suivantes ont été fixées :

— agriculture	34,0 %
— formation agricole	27,5 %
— santé publique	10,0 %
— infrastructure	7,5 %
— bourses	8,0 %
— divers	12,5 %

A l'avenir, cette technique de programmation sera généralisée afin d'améliorer notre effort de coopération.

d) Collaboration avec les banques de développement dans le cadre de nouvelles formules de coopération trilatérale.

Plus encore que par le passé, l'A. G. C. D. suivra les activités des banques de développement et tendra à une coopération directe avec celles-ci, suivant des modalités appropriées. Les contrats, au niveau opérationnel, se multiplieront et devront aboutir, à terme, à une meilleure intégration de nos propres programmes bilatéraux et multilatéraux à ceux des organismes visés, sans qu'ils perdent pour autant leur caractère spécifiquement belge.

C'est ainsi que l'on tend à participer le plus tôt possible à l'identification, la formulation et la préparation des projets retenus pour un financement par les banques de développement multilatéral. En même temps, nous serons attentifs à la possibilité de participer à l'exécution de ces mêmes projets, le cas échéant en co-financement. Cette politique pourra s'appliquer également à la collaboration avec les banques de développement dites sous-régionales, principalement celles d'Afrique.

e) Coopération trilatérale avec les pays exportateurs de pétrole.

L'A. G. C. D. a également entamé la coopération trilatérale avec des organismes financiers nationaux et multilatéraux de pays arabes et d'autres pays exportateurs de pétrole. Les premiers projets ont débuté au Rwanda et au Burundi où notre pays a une bonne connaissance du terrain, mais aussi dans d'autres pays où notre collaboration bilatérale s'avère fructueuse, par exemple au Bangladesh. L'A. G. C. D. tient à adopter une attitude souple et n'exclura a priori aucun type de coopération trilatérale et multilatérale. Cependant, une approche systématique a été élaborée qui devrait, à terme, permettre une valorisation de l'apport belge.

5. La répartition sectorielle de la coopération multilatérale en 1980 peut être considérée sous deux aspects :

— cotisations de la Belgique aux banques de développement multilatéral, telles que celles-ci figurent au budget du Ministère des Finances et à celui de l'A. G. C. D.;

— répartition sectorielle de l'aide multilatérale au développement du budget 1980 de l'A. G. C. D.

waarborgd worden. Tot nu toe werd met een vijftal landen een dergelijk akkoord afgesloten; het betreft : Zaïre, Rwanda, Burundi, Ecuador en Cameroun. Deze werkwijze moet niet alleen een vlotter verloop van de projecten waarborgen, maar heeft eveneens tot doel de werkzaamheden van A. B. O. S. te vergemakkelijken.

c) Teneinde de samenwerking beter te oriënteren naar de vastgelegde krachtlijnen, wordt in het vijfjarenplan aangeduid voor welke sectoren België prioritair een inspanning wenst te doen. Daartoe wordt een percentage van het globale vijfjarenplan voorbehouden per sector. Tijdens de Gemengde Commissie met Cameroun werd deze techniek toegepast met als gevolg dat voor de periode 1980-1984 volgende prioriteiten zijn vastgesteld :

— landbouw	34,0 %
— landbouwopleiding	27,5 %
— volksgezondheid	10,0 %
— infrastructuur	7,5 %
— beurzen	8,0 %
— divers	12,5 %

Het ligt in de bedoeling om deze programmatechniek in de toekomst meer te veralgemenen, teneinde een kwalitatieve verbetering van de samenwerkingsinspanning na te streven.

d) Samenspel met ontwikkelingsbanken in nieuwe vormen van trilaterale samenwerking.

Nog meer dan voorheen volgt het A. B. O. S. de activiteiten van de ontwikkelingsbanken en streeft het ernaar tot directe samenwerking met hen te komen volgens modaliteiten die telkens het meest geschikt lijken. De contracten op het operationeel niveau worden vermenigvuldigd en moeten leiden, op termijn, naar een grotere integratie van onze eigen programma's, bilaterale en multilaterale, met deze van genoemde instellingen, zonder dat zij hun specifiek Belgisch karakter verliezen.

Zo wordt ernaar gestreefd zo vroeg mogelijk betrokken te worden bij de identificatie, de formulering en de voorbereiding van de projecten die voor de multilaterale ontwikkelingsbanken in aanmerking komen voor financiering. Terzelfdertijd gaat onze aandacht naar de mogelijkheid om mede te werken aan de uitvoering van deze zelfde projecten, desgevallend ook door medefinanciering. Dit beleid kan doorgetrokken worden naar de zgn. subregionale ontwikkelingsbanken, vnl. deze van Afrika.

e) Trilaterale samenwerking met olie-exporterende landen.

Het A. B. O. S. is ook concreet van start gegaan met trilaterale samenwerking met de nationale en multilaterale financiële ontwikkelingsinstellingen van de Arabische en andere olie-exporterende landen. De eerste projecten komen van de grond, voornamelijk in Rwanda en Burundi, waar ons land duidelijke comparatieve voordelen heeft, maar ook in andere landen waar onze bilaterale samenwerking vruchten afwerpt, zoals bv. Bangladesh. Het A. B. O. S. wil zich terzake soepel opstellen en geen enkel type van trilaterale en multidonorsamenwerking a priori uitsluiten. Toch werd een systematische aanpak van deze materie uitgewerkt die, op termijn, normaal de Belgische inbreng optimaal moet valoriseren.

5. De sectoriële spreiding van 1980 van de multilaterale samenwerking kan onder twee aspecten beschouwd worden :

— bijdragen van België tot de multilaterale ontwikkelingsbanken, zoals deze voorkomen op de begroting van het Ministerie van Financiën en op deze van het A. B. O. S.;

— sectoriële spreiding van de multilaterale ontwikkelingshulp van de A. B. O. S.-begroting 1980.

a) Au budget du Ministère des Finances sont prévues, d'une part, les participations de la Belgique au capital et aux augmentations de capital des banques et, d'autre part, les cotisations et compléments aux moyens de fonctionnement des fonds spéciaux de ces banques.

Au budget de l'A. G. C. D., il est prévu, d'une part, le financement d'un programme de coopération avec la Banque africaine de Développement (études de pré-investissement et de conseil; personnel mis à disposition de la banque) et, d'autre part, une contribution au Fonds spécial pour l'assistance technique de la Banque asiatique de Développement.

Au budget 1980 du Ministère des Finances sont inscrits les montants suivants :

Groupe Banque mondiale :

B. I. R. D.	—
A. I. D.	1 914 600 000 F
S. F. I.	78 700 000 F

Banque interaméricaine de Développement :

Augmentation de capital +	
F. O. S.	145 000 000 F

Banque africaine de Développement (*) :

B. A. D.	144 000 000 F
------------------	---------------

Banque asiatique de Développement :

B. A. D.	20 600 000 F
F. A. D.	141 700 000 F
Total	2 444 600 000 F

Au budget de l'A. G. C. D. sont inscrits :

Banque africaine de Développement ...	60 000 000 F
Banque asiatique de Développement ...	10 000 000 F
Total	70 000 000 F

(*) Il est aussi prévu que 4 membres du personnel de la coopération seront mis à la disposition de la Banque africaine de Développement (estimation du coût annuel total : 6 668 256 F).

Etant donné que les cotisations belges aux banques de développement multilatéral ne sont pas obligatoires (celles de l'A. G. C. D. sont liées aux bureaux d'études mais non de façon sectorielle), la répartition sectorielle correspond aux opérations des banques concernées.

Or, nous connaissons cette répartition sectorielle, du moins dans la forme établie par les banques elles-mêmes pour leurs activités des derniers exercices. Pour 1980, nous ne disposons que de données partielles qui se rapportent aux programmes et à la gestion des diverses banques.

Certaines banques donnent une présentation de la répartition sectorielle pour l'ensemble de leurs activités, telle la Banque interaméricaine de Développement. D'autres calculent la répartition sectorielle séparément, selon que les activités sont financées grâce aux moyens financiers ordinaires ou grâce aux fonds spéciaux.

Une des difficultés réside dans le fait que, d'une part, la répartition sectorielle diffère d'une banque à l'autre quant à la définition des secteurs et que, d'autre part, il s'agit d'identifier ces secteurs avec ceux de la répartition belge.

Le tableau ci-joint indique l'ordre de grandeur en ce qui concerne la répartition sectorielle.

a) Op de begroting van het Ministerie van Financiën worden voorzien : de participaties van België in het kapitaal van de banken en in de kapitaalsverhogingen enerzijds, en de bijdragen tot de werkmiddelen van de speciale fondsen van deze banken, alsmede de aanvullingen van deze werkmiddelen, anderzijds.

Op de begroting van het A. B. O. S. wordt voorzien, enerzijds, de financiering van het samenwerkingsprogramma met de Afrikaanse Ontwikkelingsbank (pre-investeringsstudies en consultancy; personeel ter beschikking gesteld van de bank), en anderzijds een contributie tot het Speciaal Fonds voor Technische Assistentie van de Aziatische Ontwikkelingsbank.

Op de begroting 1980 van het Ministerie van Financiën staan volgende bedragen ingeschreven :

Wereldbankgroep :

I. B. R. D.	—
I. D. A.	1 914 600 000 F
I. F. C.	78 700 000 F

Inter-Amerikaanse Ontwikkelingsbank :

Kapitaalsverhoging plus F. S. O.	145 000 000 F
--	---------------

Afrikaanse Ontwikkelingsbank (*) :

A. F. D. F.	144 000 000 F
---------------------	---------------

Aziatische Ontwikkelingsbank :

A. D. B.	20 600 000 F
A. D. F.	141 700 000 F
Totaal	2 444 600 000 F

Op de begroting van het A. B. O. S. staan ingeschreven :

Afrikaanse Ontwikkelingsbank	60 000 000 F
Aziatische Ontwikkelingsbank	10 000 000 F

Totaal	70 000 000 F
------------------	--------------

(*) Ook is voorzien dat 4 leden van het personeel van de coöperatie ter beschikking gesteld worden van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank (geraamde totale kostprijs per jaar : 6 668 256 F).

Vermits de Belgische bijdragen tot de multilaterale ontwikkelingsbanken ongebonden zijn (deze van het A. B. O. S. zijn gebonden aan Belgisch consultancy, maar niet sectorieel), komt hun sectoriële distributie overeen met deze van de operaties van de banken in kwestie.

Welnu, wij kennen deze sectoriële distributie, ten minste zoals zij door de banken zelf werd uitgemaakt voor hun activiteiten van de laatste werkjaren. Voor 1980 hebben wij alleen gedeeltelijke gegevens die betrekking hebben op de programma's en het beleid van de verschillende banken.

Sommige banken geven een voorstelling van de sectoriële distributie voor het geheel van hun activiteiten, zoals b.v. de Inter-Amerikaanse Ontwikkelingsbank. Andere berekenen de sectoriële distributie afzonderlijk al naargelang de activiteiten gefinancierd worden door de gewone kapitaalmiddelen of door de speciale fondsen.

Een moeilijkheid ligt in het feit dat enerzijds de sectoriële distributie verschilt van bank tot bank qua definitie van sectoren en anderzijds in de identificatie van deze sectoren met deze van de Belgische opdeling.

Bijgaande tabel geeft echter de orde van grootte weer op het stuk van sectoriële spreiding.

Répartition sectorielle de l'aide multilatérale — Banques de développement 1980

Contributions du Ministère des Finances

Sectoriële spreiding multilaterale bijstand — Ontwikkelingsbanken 1980

Bijdragen Ministerie van Financiën

	Groupe Banque Mondiale Wereldbankgroep		Banque Inter- américaine de Développement — Interamerican Development Bank	African Development Bank	Asian Development Bank		Total Ministère des Finances								
	IDA	IFC			ADB	ADF									
	%	millions FB miljoen BF	%	millions FB miljoen BF	%	millions FB miljoen BF	%	millions FB miljoen BF							
1. Enseignement	8	153,168	—	—	6	8,700	—	—	17	24,089	7,7	185,957	1. Onderwijs.		
2. Développement social et infrastructure	—	—	—	—	—	—	29	41,760	7	1,442	—	—	1,7	3,202	2. Sociale ontwikkeling en infrastructuur.
3. Agriculture et développement rural	32	612,672	—	—	33	47,850	38	54,720	19	3,914	61	86,437	33,0	805,593	3. Landbouw en plattelandsontwikkeling.
4. Santé publique	—	—	—	—	6	8,700	—	—	—	—	—	—	0,3	8,700	4. Volksgezondheid.
5. Développement industriel ...	6	114,876	90	70,830	14	20,300	—	—	2	0,412	1	1,417	8,5	207,800	5. Industriële ontwikkeling.
6. Infrastructure collective :															6. Collectieve infrastructuur :
a) transports et comm.	16	306,336	—	—	14	20,300	33	47,520	14	2,884	—	—	15,5	377,050	a) Vervoer en comm.
b) énergie	17	325,482	—	—	20	29,000	—	—	32	6,592	13	18,421	15,5	379,495	b) Energie.
c) eau potable	12	229,752	—	—	—	—	—	—	13	2,678	—	—	9,5	232,430	c) Drinkwater.
d) autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	d) Andere.
7. Planning écon. et services publics	1	19,146	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	19,146	7. Economische planning en overheidsdiensten.
8. Banques, commerce et tourisme	2	38,292	10	7,870	3	4,350	—	—	13	2,678	8	11,336	2,6	64,526	8. Banken, handel en toerisme.
9. Plurisectoriel et divers :															9. Plurisectoriel en varia :
a) promotion de la femme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	a) Promotie van de vrouw.
b) développement intégré ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	b) Geïntegreerde ontwikkeling.
c) alimentation	3	57,438	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,3	57,438	c) Voeding.
d) aide d'urgence	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	d) Spoedhulp.
e) autres	3	57,438	—	—	4	5,800	—	—	—	—	—	—	2,6	63,238	e) Andere.

Budget 1980 : Répartition sectorielle de l'aide multilatérale A. G. C. D.

(en millions de FB)

Begroting 1980 : sectoriële spreiding multilateraal samenwerking A. B. O. S.

(in miljoenen BF)

Secteur — Sector	Art. 13.13	Art. 34.06	Art. 53.02	Art. 53.04	Art. 53.08.01	Art. 53.08.02	Art. 53.08.03	Art. 53.08.04	Art. 53.08.05	Art. 53.08.06	Art. 53.08.07	Art. 53.08.08	Art. 53.08.09	Art. 53.10	Art. 53.13	Art. 53.15	Total — Totaal	
																	Absol.	Percent.
1. Enseignement. — Onderwijs	—	20,025	—	163,8	70,0	—	—	11,4	—	—	—	—	4,0	—	—	—	269,225	7,1
2. Dév. social et infrastructure. — Sociale ontwikkeling en infrastructuur	—	48,600	—	21,6	32,5	—	—	17,5	33	10	20,5	—	—	10	—	—	193,700	5,1
3. Agricult. et développement rural — Landbouw en plattelandsonderwikkeling	—	112,970	200	424,8	160,0	—	—	1,8	—	—	166	130	—	40,4	—	—	1 235,970	32,8
4. Santé publique. — Volksgezondheid	—	10,305	—	36,0	29,1	—	36	40,0	—	—	25	—	—	—	—	—	176,405	4,7
5. Dével. industriel. — Industriële Ontwikkeling	—	32,490	—	163,8	120,0	—	—	—	—	—	26	—	—	—	—	—	342,290	9,1
6. Infrastr. collective. — Collektieve infrastructuur	—	6,075	—	514,8	62,7	—	—	18,0	—	—	27	—	—	19	—	—	647,575	17,2
— trans. et commun. — vervoer en communicatie	—	(6,075)	—	(372,6)	(62,7)	—	—	(14)	—	—	(25)	—	—	(4)	—	—	—	—
— énergie. — energie	—	—	—	(95,4)	—	—	—	(4)	—	—	(2)	—	—	(15)	—	—	—	—
— eau potable. — drinkwater	—	—	—	(46,8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres. — andere	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Planning économ. et services publics — Economische planning en overheidsdiensten	—	55,890	—	—	74	—	—	—	—	—	3	—	—	7	—	—	139,890	3,7
8. Banques, commerce et tourisme. — Banken, handel en toerisme	5	3,645	—	277,2	10,6	—	—	19,5	—	—	23	—	—	50	70	458,945	12,2	
9. Plurisectoriel et divers. — Plurisectoriel en varia	—	—	—	198,0	1,1	55	—	13,0	—	—	4	—	—	23,0	—	—	294,700	7,8
— promotion de la femme. — promotie van de vrouw	—	—	—	—	—	—	—	(5)	—	—	(4)	—	—	—	—	—	—	—
— développ. intégré. — geïntegreerde ontwikkeling	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(23,0)	—	—	—	—
— alimentation. — voeding	—	—	—	—	—	(55)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— aide d'urgence. — spoedhulp ...	—	—	—	(91,8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres. — andere	—	—	—	(106,2)	(1,1)	—	—	(8)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total. — Totaal	5	290,000	200	1 800,0	560,0	55	36	121,2	33	10	294,5	130	4,0	100	50	70	3 758,700	—

Les secteurs qui bénéficient par priorité de ces contributions multilatérales fournies par les banques de développement sont respectivement :

- a) l'agriculture et le développement rural 33,0 %
- b) l'infrastructure collective :
 - les transports et les communications ... 15,5 %
 - l'énergie 25,5 %
 - l'approvisionnement en eau potable ... 9,5 %
- c) le développement industriel 8,5 %
- d) l'enseignement 7,7 %

b) La répartition de l'aide multilatérale au développement via les organisations internationales et les contributions volontaires aux projets internationaux sont reprises dans le tableau ci-après (1980).

Les secteurs prioritaires sont :

- a) l'agriculture et le développement rural 32,8 %
- b) l'infrastructure collective 17,2 %
- c) le développement industriel 9,1 %
- d) les banques, le commerce et les prêts 7,8 %
- e) l'enseignement 7,1 %

Les priorités de cette aide multilatérale sont très proches de celles qui sont d'application pour l'aide multilatérale au développement via la banque de développement et qui sont inscrites au budget du Ministère des Finances.

6. La coopération avec les organisations non-gouvernementales constitue un volet spécial de la coopération bilatérale en ce sens que l'initiative émane d'institutions privées et que les autorités belges se bornent à soutenir financièrement ces activités. Ce secteur comprend quatre domaines spécifiques : le volontariat, le cofinancement, les activités d'animation des O. N. G. et la mise sur pied d'un système de bourses cofinancé.

a) *Le volontariat*

C'est dans ce domaine que les relations se sont tout d'abord nouées avec les O. N. G. Actuellement, 900 volontaires travaillent dans les pays du Tiers-Monde. Des propositions tendant à adapter certaines modalités sont à l'étude, particulièrement en ce qui concerne :

- l'augmentation de l'indemnité mensuelle qui passerait de 3 000 BF à 5 000 BF (à 100 %);
- la révision des modalités de paiement de cette prime;
- l'adaptation de la rémunération des volontaires de manière à ce qu'ils bénéficient d'un revenu comparable à celui des cadres locaux.

Etant donné les restrictions budgétaires actuelles, ces mesures ne pourront entrer en application qu'à partir de 1981.

b) *Le cofinancement*

L'intérêt que la Belgique porte à la coopération au développement n'est pas seulement affaire des instances internationales ou nationales. Depuis longtemps, un certain nombre d'O. N. G. belges se sont engagées dans des actions qui répondent aux besoins des groupes les plus pauvres des populations du Tiers-Monde, et cela tant dans les pays les plus pauvres que dans des pays en voie de développement plus avancés où subsistent néanmoins des îlots de misère plus ou moins importants.

De prioritaire sectoren van deze multilaterale bijdragen in de ontwikkelingsbanken zijn respectievelijk :

- a) landbouw en plattelandsontwikkeling 33,0 %
- b) collectieve infrastructuur :
 - vervoer en communicatie 15,5 %
 - energie 25,5 %
 - drinkwatervoorziening 9,5 %
- c) industriële ontwikkeling 8,5 %
- d) onderwijs 7,7 %

b) De spreiding van de multilaterale ontwikkelingshulp via de internationale organisaties en de vrijwillige medewerking aan de internationale projecten worden weergegeven in bijgevoegde tabel (1980).

De prioritaire sectoren zijn hier :

- a) landbouw en plattelandsontwikkeling 32,8 %
- b) collectieve infrastructuur 17,2 %
- c) industriële ontwikkeling 9,1 %
- d) banken, handel en leningen 7,8 %
- e) onderwijs 7,1 %

De prioriteiten van deze multilaterale hulp volgen sterk deze van de multilaterale ontwikkelingshulp via de ontwikkelingsbank en die ingeschreven zijn op de begroting van het Ministerie van Financiën.

6. De samenwerking met de niet-gouvernementele organisaties maakt een bijzonder luik uit van de bilaterale samenwerking in die zin dat het initiatief genomen wordt door privé-instanties, terwijl de Belgische overheid deze activiteiten financieel steunt. In deze sector kunnen vier specifieke domeinen onderscheiden worden : het volontariaat, de medefinanciering, de animatieactiviteiten van de N. G. O.'s en het opzetten van een medegefincierd beurzenstelsel.

a) *Het volontariaat*

Het volontariaat is het oudste luik van de relaties met de niet-gouvernementele organisaties. Momenteel zijn er 900 vrijwilligers in ontwikkelingslanden werkzaam. Momenteel ook wordt een voorstel bestudeerd om bepaalde modaliteiten aan te passen, meer speciaal :

- optrekken van de maandelijkse vergoeding van 3 000 BF naar 5 000 BF (aan 100 %);
- herziening uitbetalingsmodaliteiten van deze premie;
- voorzien dat de vrijwilliger lokaal een gelijkwaardig loon zou krijgen als een autochtone kaderlid.

Gezien de budgettaire restricties zullen deze maatregelen alleen vanaf 1981 kunnen toegepast worden.

b) *Medefinanciering*

De belangstelling die in België leeft voor de ontwikkelingssamenwerking is niet alleen een zaak van de internationale en nationale instanties. Een aantal Belgische N.G.O.'s zetten zich sinds lang in voor de behoeftebevrediging van de armste bevolkingsgroepen in de Derde Wereld en dit zowel voor de armste landen als voor de doelgroepen van de reeds meer geëvalueerde ontwikkelingslanden waar nog min of meer belangrijke behoeftige kernen bestaan.

Compte tenu des conditions socio-économiques locales, les organisations non-gouvernementales paraissent souvent les mieux qualifiées pour répondre d'une manière efficace et souple aux besoins fondamentaux des groupes les plus pauvres des populations du Tiers-Monde. La Belgique a une longue tradition dans ce domaine, bien que l'aide aux organisations non gouvernementales n'ait été institutionnalisée qu'en 1976. La création d'un système de cofinancement a contribué dans une large mesure à promouvoir des actions orientées vers la base. L'expérience montre que la formule de cofinancement porte ses fruits en raison du sérieux de l'action des O. N. G. et de la souplesse avec laquelle elles réagissent à l'évolution des situations dans le Tiers-Monde. La confiance croissante entre les autorités et les O. N. G. explique pourquoi celles-ci sont étroitement associées aux programmes de coopération et pourquoi les moyens financiers nécessaires sont prévus à cet effet au budget de la Coopération au Développement.

c) *Le subventionnement des activités d'animation*

Le deuxième volet de la coopération avec les organisations non gouvernementales concerne le subventionnement des activités d'information et d'animation de ces organisations. Les sondages d'opinion font apparaître que l'opinion publique belge n'est pas toujours bien informée des changements politiques et socio-économiques inhérents au Nouvel Ordre Economique International. Étant donné l'interdépendance qui existe entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, il importe que la population belge soit rendue consciente de cette réalité qui sera déterminante pour notre système économique. Si les autorités font un effort particulier pour informer l'opinion belge à cet égard, il y a lieu de le compléter en stimulant les activités d'animation que les O. N. G., chacune en fonction de sa sensibilité et de sa spécificité propre, réalisent en vue de sensibiliser la population belge.

Dans cette perspective a été prévu le même volume de crédits qu'en 1979, année pour laquelle un nouveau projet de répartition de subsides a été soumis aux instances compétentes.

Parallèlement à cette procédure, un arrêté royal organique sera soumis aux instances financières et administratives compétentes, afin de mettre au point un régime définitif.

d) *Un système de bourses cofinancé*

Le troisième volet de la coopération avec les O. N. G. concerne la demande de celles-ci de voir créer un système de cofinancement en matière de bourses. Cette demande répond au vœu des O. N. G. de financer, outre leurs projets de développement, des bourses attribuées au personnel représentatif des groupes de base concernés par leurs actions. L'intention est d'organiser ce système par analogie avec le système du cofinancement. A cet effet, l'avis du Conseil Consultatif de la Coopération au Développement a été demandé. Cet avis est positif, de sorte qu'il a été décidé d'examiner les modalités de l'exécution pratique de cette initiative. Un groupe de travail mixte (O. N. G. - A. G. C. D. - Cabinet) se réunira prochainement en vue de formuler une proposition opérationnelle et concrète, afin que l'on puisse envisager en 1981 la réalisation d'un système de bourses cofinancé.

e) Enfin, il y a lieu de souligner le rôle joué par les organisations non gouvernementales dans la réalisation des projets d'aide d'urgence. Étant donné leur structure spéci-

Rekening houdend met de bijzondere sociaal-economische werkstandigheden blijken de niet-gouvernementale organisaties het best geschikt om op een efficiënte en soepele manier tegemoet te komen aan de basisbehoeften van de armste bevolkingsgroepen in de Derde Wereld. België heeft op dat vlak een lange traditie, ook al werd de hulp aan de niet-gouvernementele organisaties slechts geïnstitutionaliseerd in 1976. De oprichting van een medefinancieringssysteem heeft in een belangrijke mate bijgedragen tot het promoveren van basisgerichte acties. De ervaring leert dat de formule van de medefinanciering suksesvol is èn wegens de ernst van de N. G. O.'s èn wegens de soepele wijze waarop deze kunnen inspelen op de evoluerende toestanden in de Derde Wereld. Er bestaat dan ook een groeiend vertrouwen tussen de Overheid en de N. G. O.'s, waarbij deze instanties nauwer betrokken worden bij het ontwikkelingsgebeuren en waarbij de nodige financiële middelen voorzien worden in de begroting van Ontwikkelingssamenwerking.

c) *Betoelaging animatie-activiteiten*

Het tweede luik van de samenwerking met de Niet-Gouvernementele Organisaties betreft de subsidiëring van de informatie- en animatieactiviteiten van deze organisaties. Uit opiniepeilingen blijkt dat de Belgische openbare opinie niet altijd goed is ingelijst over de politieke en sociaal-economische verschuivingen welke inherent zijn aan de Nieuwe Internationale Economische Orde. Gezien de interdependentie tussen de industrielanden en de ontwikkelingslanden is het aangewezen dat de Belgische bevolking bewust gemaakt wordt van deze realiteit, die bepalend zal zijn voor ons economisch bestel. Indien de Overheid zich een bijzondere inspanning getroost om de Belgische openbare opinie hierover voor te lichten, dan dient complementair gedacht aan het stimuleren van de animatie-activiteiten welke de N. G. O.'s, elk vanuit hun eigen gevoeligheid en specificiteit realiseren om bepaalde strata van onze bevolking te sensibiliseren.

In dat perspectief werd hetzelfde kredietvolume voorzien als in 1979, jaar voor hetwelk een nieuw voorstel tot verdeling van de toelagen zal voorgelegd worden aan de bevoegde instanties.

Parallel aan deze procedure zal eveneens een organiek koninklijk besluit voorgelegd worden aan de bevoegde financiële en administratieve instanties, teneinde een definitief reglementair systeem uit te werken.

d) *Medegefinancierd beurzensysteem*

Het derde luik van de samenwerking met de N. G. O.'s betreft de vraag van de N. G. O.'s om een medefinancieringssysteem voor beurzen op te richten. Deze vraag komt tegemoet aan de wens van de N. G. O.'s om, complementair aan hun ontwikkelingsprojecten, ook beurzen te bekostigen voor personeelsleden die representatief zijn voor de basisgroepen. Het ligt in de bedoeling om dit systeem te organiseren per analogie aan het medefinancieringssysteem. Hiertoe werd het advies gevraagd aan de Adviesraad voor Ontwikkelingssamenwerking. Het geformuleerde advies was positief, zodat besloten werd na te gaan volgens welke modaliteiten dit initiatief in de praktijk kan omgezet worden. Eerstdaags zal een Gemengde Werkgroep (N. G. O.'s - ABOS - Kabinet) bijeenkomen teneinde een operationeel en concreet voorstel te formuleren, zodat in 1981 kan gedacht worden aan de realisatie van een medegefinancierd beurzensysteem.

e) Tenslotte dient de rol van de Niet-Gouvernementele Organisaties onderstreept bij de realisatie van de noodhulp-projecten. Gezien hun specifieke structuur en hun contacten

fique et les contacts qu'elles entretiennent avec des organisations locales, les organisations non gouvernementales s'avèrent souvent en mesure de renconter très efficacement des situations de détresse. Plus particulièrement, il convient de souligner le rôle joué par ces organisations en ce qui concerne l'aide aux réfugiés vietnamiens en Asie du Sud-Est ainsi que le programme d'accueil de 2 000 réfugiés en Belgique.

E. La situation budgétaire

§ 1^{er}. Le budget initial 1980

Du point de vue budgétaire, la politique belge de coopération se présente sous la forme d'une enveloppe globale qui permet de mesurer l'effort de la Belgique en ce domaine par rapport au Produit National Brut.

Dans cette enveloppe, le budget de la coopération au développement proprement dit occupe une place particulière, en raison notamment du volume des moyens financiers mis à la disposition du Département.

A. L'enveloppe globale.

Département	1980 initial (en mil- lions de F)
I. Finances	<u>6 765,7</u>
Défense nationale	468,8
Education nationale	166,5
Affaires Etrangères	186,5
Emploi et Travail	<u>—</u>
	7 587,5 (I)
II. C. E. E.	<u>1 312,0 (II)</u>
III. Coopération au Dévelop- pement (1)	
— dépenses courantes ...	7 447,3
— dépenses de capital ...	5 752,6
— Loterie nationale ...	<u>1 760,0</u>
	14 959,9
Moins les dépenses de fon- ctionnement de l'A. G. C. D.	<u>— 404,3</u>
	<u>14 555,6 (III)</u>
IV. Total I + II + III ...	<u>23 455,1</u>

(1) Crédits dissociés et crédits d'engagement.

1. En tenant compte des crédits non-dissociés et des crédits d'engagement, l'effort belge pour 1980 (budget initial) s'élève à 23 455,1 millions, soit 0,66 % du P. N. B. Si l'on y ajoute les frais de fonctionnement de l'A. G. C. D., l'effort belge atteint 23 859,4 millions. En crédits non-dissociés et en crédits d'ordonnancement, l'effort belge s'élève à 33 655,6 millions, soit 0,63 % du P. N. B.

2. Afin d'apprecier l'effort de l'aide publique au développement, il est utile de rappeler la progression récente de l'enveloppe budgétaire affectée à cette fin, ainsi que celle de ses principales composantes. Le tableau suivant indique la situation en 1980 (en prenant comme base de départ l'année 1975 = 100).

met lokale organisaties, blijken de Niet-Gouvernementele Organisaties dikwijls op een zeer efficiënte wijze te kunnen bijdragen tot het lenigen van noedsituaties. Meer speciaal dient de rol van deze organisaties onderlijnt voor wat de hulp aan de Viëtnamse vluchtelingen in Zuid-Oost Azië betreft, evenals het onthaalprogramma van de 2 000 vluchtingen in België.

E. Budgettaire toestand

§ 1. De oorspronkelijke begroting 1980

Vanuit budgettair standpunt komt de Belgische ontwikkelingspolitiek voor onder de vorm van een globale enveloppe die toelaat de inspanningen, door België, op dit domein geleverd, af te wegen ten opzichte van het B. N. P.

Binnen deze enveloppe neemt de eigenlijke begroting Ontwikkelingssamenwerking een bijzondere plaats in o.m. omwille van het volume van financiële middelen ter beschikking van het Departement.

A. De globale enveloppe

Departement	1980 oorspron- kelijk (in miljoe- nen F)
I. Financiën	<u>6 765,7</u>
Landsverdediging	468,8
Nationale Onderwijs	166,5
Buitenlandse Zaken	186,5
Tewerkstelling en Arbeid	<u>—</u>
	7 587,5 (I)
II. E. E. G.	<u>1 312,0 (II)</u>
III. Ontwikkelingssamen- werking (1)	
— lopende uitgaven	7 447,3
— kapitaalsuitgaven	5 752,6
— Nationale Loterij	<u>1 760,0</u>
	14 959,9
Min de werkingsuitgaven A. B. O. S.	<u>— 404,3</u>
	<u>14 555,6 (III)</u>
IV. Totaal I + II + III ...	<u>23 455,1</u>

(1) Gesplitste kredieten en vastleggingskredieten.

1. Rekening houdend met de niet-gesplitste kredieten en de vastleggingskredieten, bedraagt de Belgische inspanning voor 1980 (oorspronkelijk budget) 0,66 % van het B. N. P. of 23 455,1 miljoen. Indien men de werkingsuitgaven van het A. B.O. S. daarvan toekoegt, bedraagt de Belgische inspanning 23 859,4 miljoen. Wat de niet-gesplitste kredieten en ordonnanceringskredieten betreft, bedraagt de Belgische inspanning 33 655,6 miljoen of 0,63 % van het B. N. P.

2. De hiernavolgende tabel (basisjaar 1975 = 100) geeft de situatie weer voor 1980. Daaruit blijkt de recente toename van de openbare gelden voor ontwikkelingssamenwerking in het geheel van de budgettaire enveloppe evenals in de voornaamste composanten ervan.

*Aide publique au développement
Enveloppe budgétaire : 1975 = 100*

Finances	193 (1)
Défense nationale	199
Education Nationale 1977 = 100 (2)	98
Affaires étrangères	596
C. E. E.	105 (3)

Coopération au Développement :

Dépenses courantes	158)
Dépenses de capital	276 (4)) 190 (5)
Loterie Nationale	170)

3. La répartition de l'enveloppe globale entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale traduit un renforcement du secteur multilatéral en 1980 par rapport à 1979.

	1980	1979
Enveloppe globale (= 100 %) :	—	—
— Aide bilatérale	64,9 %	56,2 %
— Aide multilatérale	35,1 %	33,8 %
	<hr/> 100,0 %	<hr/> 100,0 %

(1) La rubrique « Prêts d'Etat à Etat » 1980 = 340.

(2) Avant 1977, les dépenses des universités belges au profit du Tiers-Monde étaient inscrites aux budgets de l'Education Nationale. Depuis 1977, elles le sont au budget de la Coopération au Développement (dépenses courantes).

(3) Le montant des actions C. E. E. subit de fortes fluctuations annuelles :

1975	2 200,0 millions
1976	1 273,0 millions
1977	1 156,0 millions
1978	1 635,0 millions
1979	1 503,0 millions
1980	1 312,0 millions

(4) Avec 1976 = 100, 1980 = 149.

(5) Au fil des ans, la structure des dépenses a pu connaître certaines modifications. D'où cet indice de croissance global.

§ 2. Le budget control de mars 1980

1. A l'occasion du budget control de mars 1980, le Gouvernement a ordonné une réduction de 2,2 % sur la plupart des budgets de l'Etat, parmi lesquels celui de la Coopération au Développement.

Cette réduction porte sur 164,0 millions répartis comme suit :

— frais de fonctionnement (art. 11 et 12)	16,5 millions	(10 %)
— aide bilatérale	116,0 millions	(70 %)
— aide multilatérale	31,5 millions	(20 %)
	<hr/> 164,0 millions	(100 %)

2. Dans le cadre de la compensation des mesures fiscales annoncées par le Gouvernement au début de l'année, 70,0 millions ont été prélevés sur l'article 53.01 projets (en engagements et en ordonnancements).

3. Au total, le budget de la Coopération au Développement a donc été diminué de 234,0 millions (164,0 + 70,0), soit 1,8 % des crédits des titres I et II.

§ 3. Les réductions supplémentaires

1. A l'issue de la formation du présent Gouvernement, celui-ci décida de compenser un montant de 13 milliards en crédits pour dépenses courantes et de 5 milliards en

*Overheidshulp aan Ontwikkelingssamenwerking
Budgettaire enveloppe : 1975 = 100*

Financiën	193 (1)
Landsverdediging	199
Nationale Opvoeding 1977 = 100 (2)	98
Buitenlandse Zaken	596
E. E. G.	105 (3)

Ontwikkelinssamenwerking :

Lopende uitgaven	158)
Kapitaalsuitgaven	276 (4)) 190 (5)
Nationale Loterij	170)

3. Uit de verdeling van de globale enveloppe tussen de bilaterale hulp en de multilaterale hulp blijkt dat in 1980 de multilaterale sector sterker benadrukt wordt dan in 1979.

	1980	1979
Globale enveloppe (= 100 %) :	—	—
— Bilaterale hulp	64,9 %	56,2 %
— Multilaterale hulp	35,1 %	33,8 %
	<hr/> 100,0 %	<hr/> 100,0 %

(1) De rubriek « Leningen van Staat tot Staat » 1980 = 340.

(2) Vóór 1977 waren de uitgaven van de Belgische universiteiten ten voordele van de Derde Wereld ingeschreven op de begrotingen van Nationale Opvoeding. Sinds 1977 ressorteren zij onder het budget van Ontwikkelingssamenwerking (lopende uitgaven).

(3) Het bedrag der E. E. G.-akties onderging forse jaarlijkse schommelingen :

1975	2 200,0 miljoen
1976	1 273,0 miljoen
1977	1 156,0 miljoen
1978	1 635,0 miljoen
1979	1 503,0 miljoen
1980	1 312,0 miljoen

(4) Met 1976 = 100, 1980 = 149.

(5) Met de jaren onderging de structuur van de uitgaven enkele wijzigingen. Vandaar deze globale groeivoet.

§ 2. Budget control van maart 1980

1. Ter gelegenheid van de budget-control van maart 1980, heeft de Regering een vermindering van 2,2 % opgelegd voor de meeste Staatsbegrotingen, waaronder dit van Ontwikkelingssamenwerking.

Ze vertegenwoordigt 164,0 miljoen, verdeeld als volgt :

— werkingskosten (art. 11 en 12)	16,5 miljoen	(10 %)
— bilaterale hulp	116,0 miljoen	(70 %)
— multilaterale hulp	31,5 miljoen	(20 %)
	<hr/> 164,0 miljoen	(100 %)

2. In het kader van de compensatie van de fiscale maatregelen, in het begin van dit jaar aangekondigd door de Regering, werden 70,0 miljoen afgenoem van artikel 53.01 projecten (vastleggings- en ordonnanceringskredieten).

3. In het totaal werd aldus de begroting Ontwikkelingssamenwerking verminderd met 234,0 miljoen (164,0 + 70,0), hetzij 1,8 % van de kredieten van titels I en II.

§ 3. De bijkomende verminderingen

1. Na de vorming van de huidige Regering, besliste deze een bedrag van 13 miljard te compenseren door lopende kredieten en 5 miljard door kapitaalkredieten, teneinde de

crédits pour dépenses de capital, afin d'assurer le respect des objectifs initialement assignés à l'impasse budgétaire pour 1980. La plupart des budgets sont concernés par cette mesure. Quoique le Gouvernement n'ait pas encore fixé les montants des réductions à opérer dans les budgets concernés, le budget de la Coopération au Développement s'est vu proposer une réduction de 300 millions en dépenses courantes et de 700 millions en dépenses de capital. Ces réductions font actuellement l'objet d'un examen approfondi par les services. D'ores et déjà, leur application modifierait profondément la présentation initiale du budget 1980, puisque :

— les crédits courants passeraient de :

budget initial ...	7 447,3
budget control	7 330,1
à 7 030,1 millions avec une provision index de 306,6 millions (budget control : + 46,6 millions) et à 6 723,5 millions sans provision index.	
budget initial ...	4 952,6
budget control	4 882,6

— les crédits de capital passeraient de :

budget initial ...	4 952,6
budget control	4 882,6
à 4 182,6 millions (crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement).	

Par rapport au budget de 1979 ajusté, ces modifications impliquent :

— pour les crédits courants 1980 ainsi ajustés (6 723,5 millions), une réduction de 2,7 % par rapport au budget ajusté 1979 (6 928,8 millions, aucune provision index n'étant prévue);

— pour les crédits de capital 1980 ainsi ajustés (4 182,6 millions) une réduction de 9,1 % par rapport au budget ajusté 1979 (4 590,8 millions).

2. Il n'est pas sans intérêt de souligner la part de l'effort du budget de la Coopération au Développement dans les réductions supplémentaires décidées :

a) 2,3 % des réductions en crédits courants (le budget courant de la Coopération représente 0,84 % du budget courant de l'Etat hors dette publique et Emploi et Travail);

b) 14 % des réductions en crédits de capital (le budget des crédits de capital de la Coopération représente 3,2 % du budget des crédits de capital de l'Etat hors dette publique et Emploi et Travail).

Total : 5,5 % des réductions (le budget total de la Coopération représente 1,2 % du budget total de l'Etat hors dette publique et Emploi et Travail).

§ 4. Conclusions en ce qui concerne les réductions

En additionnant les réductions dont question aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, on obtient le résultat suivant :

sur le titre I	464 millions
sur le titre II	770 millions
1 234 millions	

soit 10 % des crédits initiaux des titres I et II du budget et, si l'on fait abstraction de la provision index à laquelle il ne peut être touché, 10,2 % de ces crédits initiaux.

naleving van de objectieven oorspronkelijk toegekend aan het budgettaar deficit van 1980, te waarborgen. De meeste begrotingen zijn bij deze maatregel betrokken. Alhoewel de Regering de vermindering nog niet vastgelegd heeft voor de betrokken begrotingen werd voor de begroting Ontwikkelingssamenwerking een vermindering voorgesteld van 300 miljoen in lopende uitgaven en 700 miljoen in kapitaalsuitgaven. Deze verminderingen worden thans aan een grondig onderzoek door de diensten onderworpen. Hun toepassing zou de voorstelling van de oorspronkelijke begroting van 1980, grondig wijzigen daar :

— de lopende kredieten zouden verminderen ten opzichte van :

de oorspronkelijke begroting	7 447,3
de budget control	7 330,1
tot 7 030,1 miljoen, met een indexprovisie van 306,6 miljoen (budget control mln : + 46,6) tot 6 723,5 miljoen zonder indexprovisie.	
de oorspronkelijke begroting	4 952,6
de budget control	4 882,6

— de kapitaalskredieten zouden verminderen ten opzichte van :

de oorspronkelijke begroting	4 952,6
de budget control	4 882,6
tot 4 182,6 miljoen (niet gesplitste kredieten + ordonnancieringskredieten).	

Ten opzichte van de aangepaste begroting 1979 houden deze wijzigingen in :

— voor de aangepaste lopende kredieten 1980 (6 723,5 miljoen) een vermindering van — 2,7 % ten opzichte van de aangepaste begroting 1979 (6 928,8 miljoen, waarbij geen enkele indexprovisie voorzien is);

— voor de aangepaste kapitaalskredieten 1980 (4 182,6 miljoen), een vermindering van 9,1 % ten opzichte van de aangepaste begroting 1979 (4 590,8 miljoen).

2. Het is niet zonder belang het aandeel van de ontwikkelingssamenwerking te onderstrepen in deze bijkomende verminderingen :

a) 2,3 % van de verminderingen in de lopende kredieten (de huidige begroting Ontwikkelingssamenwerking vertegenwoordigt 0,84 % van de huidige Staatsbegroting, afgezien van de Rijksschuld en Tewerkstelling en Arbeid).

b) 14 % van de verminderingen in kapitaalskredieten (de kapitaalsbegroting van Ontwikkelingssamenwerking vertegenwoordigt 3,2 % van de kapitaalsbegroting van de Staat, afgezien van de Rijksschuld en Tewerkstelling en Arbeid).

Totaal 5,5 % van de verminderingen (de totale begroting Ontwikkelingssamenwerking vertegenwoordigt 1,2 % van de totale Staatsbegroting, zonder de Rijksschuld en Tewerkstelling en Arbeid).

§ 4. Besluiten inzake de verminderingen

Als men de verminderingen, vermeld in par. 2 en 3, optelt bekomt men :

onder titel I	464 miljoen
onder titel II	770 miljoen
1 234 miljoen	

of 10 % van de oorspronkelijke kredieten van de titels I en II van de begroting, en afgezien van de indexprovisie waaraan niet geraakt mag worden, 10,2 % van de oorspronkelijke kredieten.

F. Coopération au développement

(Exécution de la déclaration gouvernementale)

1. La déclaration gouvernementale mentionne à la page 15, § 4 : « Dans les domaines qui relèvent de la compétence nationale et, plus particulièrement, dans les matières suivantes : la coopération au développement, ..., des dispositions légales et réglementaires seront prises en vue d'assurer l'équilibre des influences et l'égalité de participation des deux communautés ainsi que d'empêcher toute discrimination ».

Afin de réaliser les principes ci-dessus, la déclaration gouvernementale annonce e.a. ce qui suit :

1) pour l'A. G. C. D. un cadre linguistique paritaire sera prévu incessamment par arrêté royal après qu'il ait été procédé à l'intégration du cadre transitoire du cadre organique;

2) les sections de coopération auprès de nos ambassades à l'étranger seront composées de façon paritaire, ce qui est d'ailleurs déjà le cas, et cette parité doit être maintenue;

3) en ce qui concerne le personnel de l'O. S. S. O. M., la législation linguistique sera appliquée. Un cadre linguistique est en préparation;

4) pour les coopérants, la législation linguistique sera également appliquée. Aussi bien le Conseil d'Etat que la Commission permanente de Contrôle linguistique se sont prononcés en faveur de la réalisation progressive de la parité linguistique;

5) en vue de concrétiser ce qui précède, un certain nombre de services de l'administration ont été réorganisés, afin que les tâches administratives puissent être confiées aux fonctionnaires conformément à la législation linguistique.

2. La déclaration gouvernementale prévoit en outre que « les deux communautés seront associées à la politique de Coopération au Développement. Un Fonds de Coopération au Développement sera créé. La concertation entre le Ministre de la Coopération au Développement et les communautés interviendra dans les organes de direction du Fonds. En attendant que ce Fonds soit créé, la concertation sera confiée à un comité ministériel ad hoc ».

— Le projet portant création du Fonds de Coopération au Développement est pratiquement prêt. Il sera encore soumis à l'avis du Conseil d'Etat avant les vacances. Le Ministre de la Coopération au Développement a l'intention de soumettre le projet à l'approbation du Gouvernement au mois de septembre, afin qu'il puisse être déposé au Parlement au début de la nouvelle session.

— Des négociations auront encore lieu entre les partis de la majorité afin de déterminer la façon dont les communautés seront associées au Fonds de Coopération au Développement à créer, les domaines dans lesquels elles seront associées et les conséquences budgétaires qui en découlent.

— En attendant que le Fonds soit créé, la concertation entre les deux communautés en matière de Coopération au développement sera confiée à un Comité ministériel ad hoc. Ce Comité sera créé incessamment.

3. Conformément à la déclaration gouvernementale, le statut des coopérants sera adapté. Le but est de promou-

F. Ontwikkelingssamenwerking

(Uitvoering van de Regeringsverklaring)

1. De Regeringsverklaring zegt op pagina 15, § 4 : « In de domeinen die onder de nationale bevoegdheden vallen en meer in het bijzonder in de volgende aangelegenheden : de ontwikkelingssamenwerking, ..., zullen wettelijke en verordenende bepalingen worden genomen, teneinde het evenwicht van de invloeden en de gelijkheid van inspraak van de twee gemeenschappen te bewaren, alsmede elke discriminatie te voorkomen ».

Teneinde bovenstaand beginsel te verwezenlijken, wordt o.m. door de regeringsverklaring het volgende aangekondigd :

1) voor het A. B. O. S. zal eerlang bij koninklijk besluit een paritair taalkader worden uitgevaardigd en dit na fusie van het vast en het overgangskader;

2) de secties van de ontwikkelingssamenwerking bij onze ambassades in het buitenland zullen paritair worden samengesteld — wat reeds het geval is — en deze pariteit moet worden bestendigd;

3) voor het personeel van de D. O. S. Z. zal de taalwetgeving worden toegepast. Een taalkader is in voorbereiding;

4) voor de coöperanten zal eveneens de taalwet worden toegepast. Zowel de Raad van State als de Vaste Commissie voor Taaltoezicht hebben zich uitgesproken voor een geleidelijke verwezenlijking van de taalpariteit.

5) Teneinde hieraan tegemoet te komen werden bij de administratie een aantal diensten gereorganiseerd zodat de ambtenaren overeenkomstig de taalwetgeving, ingeschakeld worden bij de administratieve afhandeling.

2. Bovendien zegt de regeringsverklaring dat « de beide gemeenschappen zullen betrokken worden bij het ontwikkelingsbeleid. Een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking zal worden opgericht. In de schoot van de beheersorganen van dit Fonds zal het overleg tussen de Minister van Ontwikkelingssamenwerking en de gemeenschappen worden ingebouwd. In afwachting dat dit Fonds wordt opgericht, zal dit overleg worden toevertrouwd aan een Ministerieel Comité ad hoc ».

— Een ontwerp houdende oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking is virtueel klaar. Het zal nog vóór het reces voor advies aan de Raad van State worden voorgelegd. De Minister van Ontwikkelingssamenwerking heeft de bedoeling het ontwerp voor goedkeuring aan de Regering voor te leggen in de maand september, zodat het in het Parlement kan worden ingediend bij het begin van de nieuwe parlementaire zittijd.

— Over de concrete wijze waarop de gemeenschappen, in de schoot van het op te richten Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking, inspraak zullen krijgen èn in verband met de domeinen van deze inspraak èn de budgettaire consequenties hiervan, zal nog tussen de meerderheidspartijen worden onderhandeld.

— In afwachting dat dit Fonds wordt opgericht, zal een Ministerieel Comité ad hoc het overleg tussen de gemeenschappen inzake ontwikkelingssamenwerking behartigen. Dit Ministerieel Comité zal eerlang worden opgericht.

3. Overeenkomstig de regeringsverklaring zal het statuut van de coöperanten aangepast worden. Het ligt in de bedoe-

voir la formule du détachement des membres du personnel des administrations belges ou d'organismes publics. Cette nouvelle approche implique :

- certaines modifications au statut de la Fonction publique afin de faciliter le détachement;
- une révision du statut des coopérants de 1967 afin de l'adapter à cette nouvelle optique;

Pour les coopérants qui sont actuellement en service, des mesures transitoires seront prises afin de préserver leurs droits, pour autant qu'ils n'aient pas l'intention d'être repris dans le nouveau statut. Cette réforme sera évidemment réalisée en étroite collaboration avec le Ministre de la Fonction publique et les associations représentatives du personnel.

G. Programme d'action pour les années 1980

1) La Belgique doit poursuivre ses efforts afin de débloquer le dialogue Nord-Sud et prendre des initiatives qui peuvent contribuer à la naissance progressive d'un nouvel ordre économique mondial. A ce propos, les expériences réalisées dans le cadre de la Convention de Lomé peuvent être utiles dans la mesure où elles pourraient s'appliquer sur une base plus large.

2) L'établissement d'un système automatique de transfert de pouvoir d'achat vers les pays en voie de développement est également essentiel. A ce propos, un Pacte de Croissance solidaire, associant les pays industrialisés occidentaux, les pays de l'Est, les pays producteurs de pétrole et les pays nouvellement industrialisés peut rétablir la crédibilité des pays riches, sortir les pays occidentaux de la défensive et contribuer aussi de manière positive, à la solution de la crise économique et du chômage dans les pays industrialisés.

3) Des actions triangulaires entre pays industrialisés occidentaux, pays en voie de développement et certains pays producteurs de pétrole peuvent également fournir des modèles intéressants de coopération.

4) La politique bilatérale belge de développement doit s'inscrire de manière plus consistante dans la nouvelle stratégie de développement, ce qui veut dire concrètement que la préoccupation prioritaire doit aller vers les pays les plus pauvres et tendre à la satisfaction des besoins de base. Cela veut dire aussi que notre aide doit viser principalement le développement rural et la promotion de l'agriculture.

5) La satisfaction des besoins de base des pays en voie de développement peut parfaitement aller de pair avec un flow-back important en faveur des économies des pays occidentaux et donc favoriser le niveau de l'emploi dans nos pays. L'apport des petites et moyennes entreprises aux pays en voie de développement pourrait également être très important, entre autres en tant qu'instrument de transfert de technologie adaptée. Pour l'exploitation des matières premières, il est par contre nécessaire de recourir à des entreprises de plus grande envergure, mais il faut, dans ce cas, s'assurer que la valeur ajoutée reste principalement dans les pays en voie de développement et profite aux populations locales.

6) Pour les pays en voie de développement qui disposent déjà d'un revenu moyen par tête d'habitant relativement élevé, l'attention doit aller aux zones résiduelles de pauvreté et les accords généraux de développement doivent céder la place à des projets de développement bien spécifiques. Parallèlement, des possibilités plus grandes doivent être créées dans ces pays les formes plus classiques de coopération commerciale, industrielle et financière.

ling de formule van de detachering van personeelsleden van Belgische administraties of publieke organismen te bevorderen. Deze nieuwe benadering impliceert :

- bepaalde wijzigingen aan het statuut van het Openbaar Ambt teneinde deze detachering te vergemakkelijken;
- een herziening van het statuut van de coöperanten van 1967 teneinde deze aan dit nieuwe uitgangspunt aan te passen.

Voor de coöperanten die momenteel in dienst zijn zullen overgangsmaatregelen genomen worden teneinde hun rechten te vrijwaren, voor zover ze niet de bedoeling hebben onder het nieuwe statuut geïntegreerd te worden. Deze herverging zal uiteraard gerealiseerd worden in nauwe samenwerking met de Minister van het Openbaar Ambt en de representatieve personeelsvereniging.

G. Actieprogramma voor de jaren tachtig

1) België moet zich blijven inspannen om de Noord-Zuid dialoog te deblokken en initiatieven nemen die kunnen bijdragen tot de geleidelijke uitbouw van een nieuwe economische wereldorde. Hierbij is een stapsgewijze aanpak de beste. De ervaringen met de Lomé-Convention, zowel de positieve als de minder positieve, kunnen zeer ten nutte worden gemaakt met het oog op een ruimere toepassing.

2) Essentieel is het tot stand brengen van een stelsel waardoor op een meer systematische wijze koopkracht naar de ontwikkelingslanden zou worden getransfereerd. Een Pact van Solidaire Groei, gericht tot de Westerse industrielanden, tot de landen van het Oostblok, tot de olieproducerende landen en tot de nieuwe industrielanden, kan de geloofwaardigheid van de rijkere landen herstellen, de Westerse landen uit het defensief halen en ook positief bijdragen tot het oplossen van de economische crisis en de werkloosheid in de industrielanden zelf.

3) Triangulaire acties tussen Westerse industrielanden, ontwikkelingslanden en bepaalde olieproducerende landen kunnen eveneens een interessant samenwerkingsmodel opleveren.

4) Het Belgisch bilateraal ontwikkelingsbeleid moet zich op een meer consistente wijze inschrijven in de nieuwe ontwikkelingsstrategie. Dit betekent in concreto dat de prioritaire zorg moet gaan naar de armste landen en dat, ten aanzien van alle ontwikkelingslanden, de bevrediging van de basisbehoeften vooraan moet worden geplaatst. Dit betekent ook dat vooral steun moet worden verleend aan de plattelandsontwikkeling en de promotie van de landbouw.

5) Het behartigen van de basisbehoeften in de ontwikkelingslanden kan perfect gepaard gaan met een belangrijke flow-back ten gunste van de Westerse economieën en dus ook van de werkgelegenheid in onze landen. Zeer belangrijk ook is de aanbreng van kleine en middelgrote ondernemingen in de ontwikkelingslanden, als instrument o.m. van overdracht van aangepaste technologie. Voor het exploiteren van de grondstoffenvoorraden is een bepaalde grootscaligheid onvermijdelijk, maar de waarborgen moeten worden gegeven opdat de toegevoegde waarde hoofdzakelijk in het ontwikkelingsland zelf zou blijven en ter beschikking zou gesteld worden van de lokale bevolkingen.

6) Voor ontwikkelingslanden met reeds middelmatige inkomen per hoofd moet de aandacht gaan naar de geografische of sociologische armoede-zones en moeten de algemene ontwikkelingsakkoorden worden vervangen door meer specifieke ontwikkelingsprojecten. In deze landen moet meer ruimte worden gecreëerd voor de meer klassieke commerciële, industriële en financiële samenwerkingsvormen.

7) En ce qui concerne le respect des droits de l'homme, il faut spécifier clairement qu'il s'agit là d'un critère essentiel pour la définition de la politique belge de développement. Notre coopération est, dans ce sens, toujours conditionnelle et susceptible d'être réexaminée. Cependant, la suspension ou l'arrêt de l'aide au développement ne peut être appliquée comme moyen de pression que s'il appert que la situation des populations locales ne s'en trouve pas aggravée.

8) Les organisations non gouvernementales jouent un rôle stratégique dans la politique de développement, parce qu'elles peuvent agir sans qu'il soit pour cela nécessaire de recourir à des négociations bilatérales entre gouvernements. Elles peuvent aussi s'adapter et répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins de base. Le Gouvernement belge a doublé en deux ans les crédits pour les O. N. G. et a porté ceux de 1980 à 800 millions. Les partenaires sociaux peuvent eux aussi être associés plus étroitement à la politique de développement par le biais de formules de sous-traitance. Cela vaut également pour la coopération au développement universitaire, qui, pour certains pays en voie de développement et pour certaines disciplines, est d'une importance capitale.

9) Les restrictions budgétaires, qui s'imposent dans tous les départements, doivent, pour ce qui est de la coopération au développement, être réalisées de façon à ne pas compromettre aussi la qualité des projets de développement dans les pays concernés.

10) Les prêts d'Etat à Etat doivent également être utilisables pour les projets de développement et ne doivent pas être considérés comme de purs instruments de promotion des exportations belges. Il faut également envisager de nouvelles méthodes de financement de ce type de prêt.

11) La politique belge de développement doit être réorientée tant en ce qui concerne son contenu que sur le plan géographique. En ce qui concerne son contenu, il faut mettre l'accent sur les besoins de base et le développement rural en évitant tous projets de prestige; sur le plan géographique, il faut prêter plus d'attention à certains pays d'Amérique latine et de l'Asie du Sud et du Sud-Est.

12) La politique en matière de gestion du personnel coopérant doit pouvoir tenir compte des objectifs nouveaux de la stratégie du développement. Les coopérants, volontaires, experts et techniciens auront de plus en plus de tâches à remplir dans le domaine des besoins de base. Parallèlement à l'importance accrue donnée au financement des projets, le personnel dans son ensemble devra également devenir plus mobile et, jusqu'à un certain point, plus polyvalent. En outre, certaines modifications statutaires doivent être apportées, qui faciliteront notamment les détachements et la réintégration des coopérants.

13) La politique de développement de la Belgique ne gardera sa crédibilité que si elle est endossée également par les deux communautés culturelles. C'est dans ce sens que les différents points repris dans la déclaration gouvernementale devront être exécutés. Dans ce contexte, la création d'un Fonds de la Coopération au Développement constitue certainement la modification structurelle la plus importante.

14) Il faut s'efforcer sans relâche de sensibiliser notre opinion publique aux problèmes du Tiers-Monde, en attirant l'attention sur le fait que la solution des problèmes structurels de notre économie dépend dans une large mesure de la façon dont la communauté internationale réussira à résoudre les difficultés de ce groupe de nations.

* * *

7) Wat de eerbiediging van de mensenrechten betreft, moet duidelijk worden gemaakt dat dit een essentiële waardestandaard is bij het uitstippelen van het Belgisch ontwikkelingsbeleid. In die zin is onze ontwikkelingssamenwerking, ondanks de bilaterale akkoorden, ook altijd voorwaardelijk en herzienbaar, ofschoon het opschorten of afbreken van de ontwikkelingshulp maar als drukkingsmiddel kan worden gehanteerd indien blijkt dat de toestand van de lokale bevolking hierdoor niet wordt verergerd.

8) De niet-gouvernementele organisaties vervullen een strategische rol in het ontwikkelingsbeleid omdat zij kunnen optreden zonder de onvermijdelijkheid van bilaterale onderhandelingen tussen de regeringen. Vaak kunnen zij zich ook vlugger en efficiënter afstemmen op de basisbehoeften. De Belgische regering heeft de kredieten voor de N. G. O.'s in twee jaar tijd verdubbeld en voor 1980 op 800 miljoen gebracht. Ook de organisaties van de sociale gesprekspartners kunnen eveneens nauwer worden betrokken bij het ontwikkelingsbeleid, ook via formules van onderaanname. Dit geldt ook voor de universitaire ontwikkelingssamenwerking, die voor bepaalde ontwikkelingslanden in wel uitgekozen disciplines, van vitaal belang is.

9) De begrotingsbesnoeiingen, die in alle departementen noodzakelijk zijn, moeten inzake ontwikkelingssamenwerking zo worden doorgevoerd dat zij essentieel de werkingskosten betreffen, maar zo weinig mogelijk de kwaliteit van de ontwikkelingsprojecten ter plaatse zouden in het gedrang brengen.

10) De leningen van Staat tot Staat moeten ook kunnen worden gebruikt voor ontwikkelingsprojecten en niet enkel worden gezien als instrument tot promotie van de Belgische export. Ook moet worden uitgekeken naar nieuwe financieringsmethoden voor de leningen van Staat tot Staat.

11) Het Belgisch ontwikkelingsbeleid moet inhoudelijk worden gerichtet en ook geografisch worden bijgestuurd. Inhoudelijk, door meer de klemtouw te leggen op basisbehoeften en plattelandsontwikkeling en alle prestige-projecten te vermijden. Geografisch, door ook aandacht te besteden aan bepaalde landen in Latijns-Amerika en Zuiden Zuid-Oost Azië.

12) Het personeelsbeleid inzake ontwikkelingssamenwerking moet rekening houden met de nieuwe grote objectieven van de ontwikkelingsstrategie. Coöperanten, vrijwilligers, experts, technici, zullen meer en meer taken te vervullen krijgen in het domein van de basisbehoeften. Door meer de klemtouw te leggen op projectfinanciering, zullen de ontwikkelingshelpers van allerlei slag ook meer mobiel moeten worden en tot op zekere hoogte meer polyvalent. Ook moet er een aantal statutaire wijzigingen worden doorgevoerd die o.m. de detachering en de reïntegratie vergemakkelijken.

13) Het ontwikkelingsbeleid kan in België slechts zijn geloofwaardigheid behouden indien het ook door de beide cultuurgemeenschappen wordt gedragen. Het is in deze zin dat de verschillende punten, opgenomen in de regeringsverklaring, moeten worden uitgevoerd. Hierbij is de oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking ongetwijfeld de belangrijkste structurele ingreep.

14) Er moet een blijvende inspanning gedaan worden om onze publieke opinie te sensibiliseren voor de problematiek van de Derde Wereld, erop wijzend dat de oplossing van onze eigen structurele problemen in grote mate afhangt van de wijze waarop de internationale gemeenschap er zal in slagen de problemen van de Derde Wereld een oplossing te geven.

* * *

Les signes des temps, que nous ne déchiffrons que péniblement, sont inquiétants, puisqu'ils révèlent une crise structurelle profonde ayant de nombreuses ramifications nationales et internationales. Mais ces signes sont aussi des signes d'espoir. Espérons que la crise aura au moins enseigné une chose : « l'abondance des biens ne compense nullement l'imperfection de l'existence ». Il se peut que notre société, sous certains aspects devienne un peu plus post-matérialiste. On consacre plus d'intérêt à la qualité de la vie et il y a aussi beaucoup d'engagement et de générosité de la part de beaucoup de gens. Cela est une bonne nouvelle qui, malheureusement, ne fait pas les manchettes de nos journaux. Mais cette nouvelle doit entretenir la flamme de notre espérance et de notre confiance, non parce que nous serions prêts à nous bercer d'illusions, mais parce que nous savons que c'est finalement l'homme qui détermine son propre avenir et parce que nous croyons que les hommes et les choses demeurent perfectibles.

II. — DISCUSSION

A. Principes fondamentaux de la coopération belge au développement pour la troisième décennie de la politique en matière de développement

1. La norme de 0,7 % du P. N. B.

La déclaration gouvernementale précise que « l'objectif de 0,7 % du P. N. B. en ce qui concerne l'aide publique au développement est maintenu ».

Contrairement à cette perspective — la norme de 0,7 % n'est toujours pas respectée — le budget de la Coopération au Développement subit en outre une réduction. Aux Pays-Bas, le budget de la Coopération au Développement n'a pas fait l'objet d'une compression.

Comment le Ministre exécutera-t-il fidèlement l'accord gouvernemental ?

Dans le budget de la Coopération au Développement bilatérale, on distingue deux éléments importants :

a) Coût des projets

A ventiler comme suit :

1. Budgets approuvés :

- non encore engagés;
- non encore ordonnancés.

2. Budgets non encore prévus et découlant de décisions intervenues et d'actions entreprises dans le passé.

b) Autres frais tels que les dépenses des coopérants, les bourses, les subsides aux universités

Une étude approfondie de ces données fait apparaître que, parallèlement aux fonds affectés, une grande partie des sommes prévues restent « en souffrance », notamment en raison des structures de l'A. G. C. D. qui n'est pas en mesure de réaliser effectivement le « planning ».

Il est particulièrement regrettable qu'au moment où la Belgique n'atteint pas encore les 0,7 % du P. N. B., une grande partie des budgets approuvés ne peuvent être affectés avec une rapidité suffisante.

Er zijn voor ons land een aantal tekens aan de wand (de economische krisis en haar gevolgen), die tevens de waarschuwend tekenen zijn des tijds. Maar er zijn ook tekens van hoop. De krisis heeft onze samenleving hopelijk deze wijsheid aangeleerd : dat de overvloed van het hebben geenszins de onvolkomenheid van ons zijn vermag te compenseren. Onder bepaalde aspecten wordt onze samenleving misschien wat meer post-materialistisch. Er is een groeiende aandacht voor de kwaliteit van het leven, en er is ook heel veel inzet en generositeit van heel veel mensen. Dat is goed nieuws, dat helaas niet de krantenkoppen haalt. Maar het moet de waakvlam van de hoop en het vertrouwen levendig houden, niet omdat wij ons willen sussen met illusies, maar omdat wij weten dat uiteindelijk de mens zijn eigen toekomst bepaalt en omdat wij blijven geloven dat mensen en dingen verbeterbaar zijn.

II. BESPREKING

A. Uitgangspunten van de Belgische ontwikkelingssamenwerking in het derde decennium van het ontwikkelingsbeleid

1. 0,7 % B. N. P.-norm

In de regeringsverklaring staat dat « het objectief van de 0,7 % van het B. N. P. inzake overheidshulp aan ontwikkelingssamenwerking zal worden gehandhaafd ».

In tegenstelling hiermee — 0,7 % is nog steeds niet bereikt — moet bovendien het budget van Ontwikkelingssamenwerking verminderd worden. In Nederland werd het budget van Ontwikkelingssamenwerking niet onderworpen aan inkrimping.

Hoe zal de Minister trouw het regeringsakkoord uitvoeren ?

In het budget van de bilaterale ontwikkelingssamenwerking worden twee grote delen onderscheiden :

a) Projectkosten

Op te splitsen in :

1. Goedgekeurde budgetten :

- nog te engageren;
- nog te ordonneren.

2. Nog te voorziene budgetten als gevolg van in het verleden genomen beslissingen en ondernomen acties.

b) Andere kosten als uitgaven voor coöperanten, buren, subsidies aan universiteiten

Bij grondige studie hiervan blijkt dat naast de bestede gelden een groot deel « in de pipeline » blijft steken, o.m. ten gevolge van de structuur van A. B. O. S. die niet in staat is de planning effectief te realiseren.

Het is bijzonder te betreuren dat — op een ogenblik dat België de 0,7 % van het B. N. P. niet bereikt — zelfs een groot deel van de goedgekeurde budgetten onvoldoende vlug kunnen aangewend worden.

Une étude de Renard (mars 1980) cite en détail un exemple des montants « en souffrance » destinés au Burundi.

Le montant total y afférent s'élève, selon Renard, à 2,613 milliards. Comme le Burundi représentait en 1978 quelque 6,73 % de l'aide au développement, cette étude permet de se rendre compte de l'ampleur effective de l'ensemble des fonds restés « en souffrance ».

La réponse du Ministre doit être scindée en deux parties : les projets en « pipeline » (en souffrance), d'une part, et l'affection des crédits « projets », d'autre part.

Projets en pipeline

Le tableau ci-après donne un aperçu, pour le Zaïre, le Rwanda et le Burundi, des prévisions en matière de programmes et de crédits ainsi que des dépenses réelles.

Ce tableau appelle quelques observations.

1) La notion même du pipeline est ambiguë.

Il est exact qu'il existe des différences entre les prévisions et les programmes, entre les programmes et les engagements et entre les engagements et les réalisations (paiements).

Il s'agit là d'un phénomène commun à tous les pays du C. A. D., auquel il ne peut être remédié qu'en partie. En effet, la mise en œuvre des programmes doit tenir compte d'un certain nombre d'éléments.

2) Les mesures suivantes ont été prises pour améliorer la situation :

— plan quinquennal dans un certain nombre de pays. Il s'agit d'une programmation indicative devant permettre de mieux suivre les projets;

— centralisation de l'informatique à l'A. G. C. D., de manière à augmenter l'efficacité;

— amélioration de la situation par la publication d'un cadre linguistique et l'élargissement du cadre d'informatique.

Ces mesures doivent contribuer à réaliser une exécution accélérée des problèmes.

Situations budgétaire et comptable des projets au 31 décembre 1979

In een studie van Renard (maart 1980) wordt een voorbeeld uitgewerkt waarin de bedragen in de « pipeline » worden berekend voor Burundi.

Het totaal van dit bedrag bedraagt, volgens Renard, 2,613 miljard. Rekening houdend met het feit dat Burundi in 1978 zo'n 6,73 % van de ontwikkelingshulp vertegenwoordigde, kan men nagaan welke de omvang van de globale gelden in de « pipeline » wel vertegenwoordigen.

Het antwoord van de Minister moet uitgesplitst worden in 2 delen, projecten in de pipe-line enerzijds en aanwendung van de kredieten « projecten » anderzijds.

Projecten in de pipe-line

In bijgevoegde tabel wordt een overzicht gegeven voor Zaïre, Rwanda en Burundi voor de voorziene programma's, voorziene kredieten en de reële uitgaven.

Volgende opmerkingen dienen hierbij gemaakt.

1) De notie zelf van pipe-line is dubbelzinnig.

Het is juist dat er verschillen bestaan tussen de voorzieningen en de programma's, tussen de programma's en de engagements en tussen de engagements en de réalisations (betalingen).

Dit is een gemeenschappelijk fenomeen voor alle landen van de D. A. C. dat slechts gedeeltelijk voor verbetering vatbaar is. Inderdaad bij de uitvoering van de programma's moet rekening gehouden worden met een aantal elementen.

2) Om deze situatie te verbeteren werden volgende maatregelen genomen :

— 5-jarenplan in een aantal landen. Het betreft een indicatieve programmatie die zal toelaten om de projecten beter te volgen;

— inbreng van de informatika op het A. B. O. S. zodat de efficiency kan verhoogd worden;

— verbeteren van de toestand door het uitbrengen van een taalkader en uitbreiding van het informaticakader.

Deze maatregelen moeten ertoe bijdragen om een versnelde uitvoering van de programma's te realiseren.

Budgettaire en boekhoudkundige stand van de projecten op 31 december 1979

	Articles Artikelen	Programmes	Engagements	Dépenses
		Programma's	Vastleggingen	Uitgaven
Burundi	53.01 66.57.B	596,7 702,2 <hr/> 1 298,9	295,6 581,6 <hr/> 877,2	85,1 317,3 <hr/> 402,4
Rwanda	53.01 66.57.B	1 127,0 822,0 <hr/> 1 949,0	854,0 568,8 <hr/> 1 422,8	425,3 364,3 <hr/> 789,6
Zaïre	53.01 66.57.B	1 088,4 2 086,3 <hr/> 3 174,7	664,1 1 366,5 <hr/> 2 030,6	308,1 766,5 <hr/> 1 074,6

Affectation des crédits « Projets »

Une distinction s'impose suivant l'affectation budgétaire des projets :

I. Article 66.57.B. = Loterie Nationale.

A) Recettes de 1964 à 1979	14 345 350 167 F
B) Programmes approuvés et non engagés au 31 décembre 1979 (1)	11 496 709 745 F
Programmes approuvés et non engagés au 31 décembre 1979 ...	1 991 774 181 F
(2)	13 488 483 926 F
C) Disponible non programmé sur recettes 1964-1979	14 345 350 167 F
— 13 488 483 926 F	
	856 866 241 F
D) Dépenses sur engagement au 31 décembre 1979	10 008 879 705 F

Il apparaît ainsi que le niveau de réalisation (ordonnancements) des projets :

- a) s'élève à 87 % des programmes engagés au plan comptable (1);
 - b) s'élève à 74 % de l'ensemble des programmes approuvés (2).
- Ce qui paraît satisfaisant.

II. Article 53.01

A) Budgets 1975-1979 :

Crédits d'engagement	6 481 000 000 F
Programmes approuvés	6 090 503 821 F
Programmes approuvés et engagés ...	3 307 491 576 F

B) Budgets 1975-1979 :

Crédits d'ordonnancement	3 252 000 000 F
Dépenses au 31 décembre 1979	1 471 733 369 F

Une distinction s'impose ici, s'agissant de crédits dissociés, crédits d'engagement et crédits d'ordonnancement se rapportant à des programmes ou des projets étalement sur plusieurs années.

Cet article budgétaire est en effet principalement destiné à la réalisation d'études et de projets d'investissement dans le domaine économique et l'infrastructure.

Il faut également souligner qu'en cas de recours à des tiers pour la réalisation de cette catégorie de projets, l'avis du Comité ministériel du Budget, la constitution du cahier spécial des charges, l'appel à la concurrence, bref toute la procédure découlant de la législation en matière de marchés de l'Etat, retarde forcément la réalisation de plusieurs de ces programmes.

Il n'en reste pas moins que par rapport aux crédits d'ordonnancement inscrits au budget, conformément au calendrier pluri-annuel de l'exécution de programmes, le degré de leur réalisation se situe à 45,2 % (dépenses 1 471 733 369 F) au 31 décembre 1979.

Les dépenses réelles pour 1979 au titre de l'A. P. D. (aide publique au développement) sont reprises à l'annexe I.

Aanwending van de kredieten « Projecten »

Een onderscheid moet worden gemaakt volgens de budgetaire bestemming van de projecten.

I. Artikel 66.57.B. = Nationale Loterij.

A) Ontvangsten van 1964 tot 1979 ...	14 345 350 167 F
B) Op 31 december 1979 goedgekeurde en vastgelegde programma's (1) ...	11 496 709 745 F
Op 31 december 1979 goedgekeurde en nog niet vastgelegde programma's ...	1 991 774 181 F
(2)	13 488 483 926 F
C) Gedeelte van de ontvangsten 1964-1979 dat niet aan programma's werd besteed ...	14 345 350 167 F
— 13 488 483 926 F	
	856 866 241 F
D) Uitgaven voor vastleggingen op 31 december 1979 ...	10 008 879 705 F

Aldus blijkt dat de projecten :

- a) voor 87 % werden uitgevoerd (geordonnceerd), wat de programma's betreft die boekhoudkundig werden vastgelegd (1);
 - b) voor 74 % werden uitgevoerd wat alle goedgekeurde programma's betreft (2).
- Zulks lijkt bevredigind.

II. Artikel 53.01

A) Begrotingen 1975-1979 :

Vastleggingskredieten ...	6 481 000 000 F
Goedgekeurde programma's ...	6 090 503 821 F
Goedgekeurde en vastgelegde programma's ...	3 307 491 576 F

B) Begrotingen 1975-1979 :

Ordonnanceringskredieten ...	3 252 000 000 F
Uitgaven op 31 december 1979 ...	1 471 733 369 F

Hier moet een onderscheid worden gemaakt met betrekking tot gesplitste kredieten, vastleggingskredieten en ordonnanceringskredieten die verband houden met programma's of projecten over verscheidene jaren.

Dat begrotingsartikel is immers hoofdzakelijk bedoeld voor studies en projecten inzake economische investeringen op het gebied van infrastructuur.

Ook moet worden onderstreept dat, wanneer men voor de uitvoering van die reeks projecten op derden een beroep doet, de uitvoering van vele van die programma's noodzakelijkerwijze wordt vertraagd door het verzoek om advies van het Ministerieel Begrotingscomité, de opstelling van het bijzonder lastenkohier, het beroep op de mededinging, kortom de hele procedure voortvloeiend uit de wetten op overeenkomsten met de Staat.

Niettemin is het zo dat ze, vergeleken met de op de begroting uitgetrokken ordonnanceringskredieten, overeenkomstig het meerjarenplan voor de uitvoering van de programma's, op 31 december 1979 voor 45,2 % zijn uitgevoerd (uitgaven 1 471 733 369 F).

De werkelijke uitgaven inzake ontwikkelingshulp voor 1979 (officiële ontwikkelingshulp) zijn vermeld in bijlage I.

2. Rôle des organisations non gouvernementales

Voir l'exposé du Ministre, p. 30, point 6.

3. Droits de l'homme

1) La coopération au développement est étroitement liée à la protection des droits de l'homme. Aixer une politique de coopération sur les besoins de base de la population locale, c'est se fixer un objectif conforme au droit primordial de l'homme : le droit à une existence humaine, et cela déjà dans ses composantes matérielles (lutte contre la faim, la maladie, la mort prématurée, etc.). Dans la mesure où la politique belge de coopération mettra, pendant les années à venir, davantage l'accent sur l'aide aux pays les plus pauvres et aux groupes les plus démunis dans des pays moins pauvres ainsi que sur les besoins de base, il y aura une conformité toujours plus évidente avec les droits de l'homme au sens élémentaire du terme. Ce qui veut dire, par conséquent, que la Belgique ne répondra plus aux demandes d'aide émanant des gouvernements des pays en voie de développement et visant des projets de prestige ou des projets industriels qui détruisent les structures existantes et dont les résultats sont « contre-productifs ».

2) Il est dès lors indispensable de préciser que, par rapport aux relations bilatérales avec les pays en voie de développement, l'aide belge ne sera octroyée que là où les garanties nécessaires seront données que la population locale sera bénéficiaire de cette aide, ou directement ou indirectement. Cette norme doit être reprise dans les accords tant généraux que spécifiques et dans les procès-verbaux des commissions mixtes. Ceci est d'ailleurs le cas des arrêtés qui ont été rédigés cette année. Il faut stipuler d'avance que la Belgique reverra son aide chaque fois que cette norme ne sera pas appliquée ou sera violée.

3) Un problème plus difficile est celui de la répartition équitable des revenus et la promotion des droits de l'homme considérés comme plus classiques (droits à la liberté). Cependant, il faut que ceux-ci aussi soient mis à l'avant-plan dans les négociations bilatérales et qu'ils soient formulés comme norme. Il faut que nous puissions suspendre ou arrêter notre coopération bilatérale dans les pays où ces droits de l'homme sont méconnus d'une façon flagrante. Toutefois, ce principe se heurte à des difficultés pratiques :

a) les pays en voie de développement sont des Etats souverains et interprètent toute référence aux droits de l'homme de notre part comme une interférence dans leurs problèmes d'ordre intérieur;

b) certains droits à la liberté classiques qui ont acquis droit de cité dans les démocraties occidentales, ne sont pas comme tels applicables à des pays et des peuples vivant dans un contexte historique et sociologique tout différent;

c) en aucun cas, la suspension de l'aide publique ne devrait agraver le sort de la population locale.

4) L'attitude de principe rigoureuse que prend notre pays par rapport aux droits de l'homme doit mener à adopter une position sans équivoque dans la pratique, malgré la casuistique dans laquelle on retombe nécessairement, si :

— les gouvernements des pays aidés ou à aider peuvent eux-mêmes être responsables de la violation des droits de l'homme fondamentaux tels que le droit à la vie, à la liberté et à l'inviolabilité de la personne (terrorisme de l'Etat, vio-

2. Rol van de niet-gouvernementele organisaties

Hiervoor zij verwezen naar de uiteenzetting van de Minister, blz. 30, punt 6.

3. Mensenrechten

1) Ontwikkelingssamenwerking en behartiging van de mensenrechten zijn onafscheidelijk verbonden. De afstemming van het ontwikkelingsbeleid op de basisbehoeften van de plaatselijke bevolking is een doelstelling die volkomen overeenstemt met het prioritair mensenrecht : recht op een menswaardig bestaan, te beginnen in zijn materiële componenten (strijd tegen honger, ziekte, voortijdige dood, enz.). In de mate dat het Belgisch ontwikkelingsbeleid tijdens de eerstvolgende jaren meer de klemtoon legt op de armste landen, op de doelgroepen in minder arme landen en op de basisbehoeften, is er dus een grotere conformiteit met de mensenrechten in deze elementaire betekenis. A contrario houdt dit in dat België niet mag ingaan op steunverzoeken vanwege regeringen van ontwikkelingslanden in verband met prestige-projecten of structurenvernietigende industriële projecten met contraproductieve resultaten.

2) In de bilaterale relaties met de ontwikkelingslanden moet dan ook duidelijk worden gesteld dat de Belgische steun maar wordt toegekend voor zover de nodige garanties worden geboden dat deze steun de lokale bevolking rechtstreeks of onrechtstreeks ten goede komt. Deze norm moet in akkoorden zowel algemene als specifieke, en in de notulen van de gemengde commissies worden opgenomen. Dit is trouwens het geval voor de bescheiden die het jongste jaar zijn tot stand gebracht. Bij niet-toepassing of overtreding van die norm moet op voorhand worden gesteld dat België zijn bilaterale hulp zal herzien.

3) Een moeilijker probleem rijst in verband met de rechtvaardige verdeling van de inkomens en de behartiging van de zgn. meer klassieke mensenrechten (de vrijheidsrechten). Toch moeten ook deze in bilaterale onderhandelingen aan de orde worden gesteld en als norm geformuleerd. In landen waar deze mensenrechten flagrant worden miskend, is het in principe noodzakelijk de bilaterale ontwikkelingssamenwerking op te schorten of af te bouwen. Dit principe stuit nochtans op praktische moeilijkheden :

a) de ontwikkelingslanden zijn soevereine staten en interpreteren een verwijzing naar de mensenrechten van onzettende wege als een inmenging in hun binnenlandse aangelegenheden;

b) sommige klassieke vrijheidsrechten, die in onze Westerse democratieën zijn ingeburgerd, zijn niet steeds ne varietur toepasselijk op landen en bevolkingen met een totaal andere historische en sociologische achtergrond;

c) in geen geval mag het onderbreken van de overheids-hulp voor gevolg hebben dat het lot van de lokale bevolking nog verergert.

4) De principiële strenge houding van ons land inzake mensenrechten moet ook in de praktijk tot een ondubbelzinnig standpunt leiden, ondanks de casuïstiek waarin men noodzakelijkerwijze vervalt, indien :

— de regeringen in de geholpen landen of te helpen landen zelf aansprakelijk kunnen worden gemaakt voor de schending van fundamentele mensenrechten, als het recht op leven, vrijheid en onschendbaarheid van de persoon

lence structurelle, dictature brutale). La violation des droits de l'homme ne peut être éclipsée par l'argument de la nécessité d'acquérir le progrès économique dans ces pays à l'aide de « mesures dures ». A fortiori, l'assistance ne peut être maintenue en invoquant son utilité pour notre propre progrès économique;

- l'aide contribue de façon directe à la perpétuation de la répression;
- l'aide crée dans la communauté internationale l'impression que nous couvrons moralement le régime des pays aidés.

5) Outre la suspension de l'aide bilatérale et même au préalable, il faut que tous les autres moyens de pression politique, diplomatiques, économiques, nationaux et internationaux soient mis en œuvre afin de forcer le gouvernement du pays où les droits sont violés à mener une autre politique. La suspension de l'aide doit rester une mesure exceptionnelle (Chili, Uruguay, Argentine, Vietnam, Ouganda, l'Empire Centrafricain). En tous cas, il y a lieu, dans le cadre de la coopération au développement de bien formuler notre aide d'une façon conditionnelle et prudente, toujours en fonction du respect ou du non-respect des droits de l'homme. Lorsque, pour ces raisons, il devient difficile ou même impossible pour la Belgique de poursuivre sa coopération au développement, il faut agir au maximum par le biais des projets et des activités des O. N. G., qui peuvent elles aussi mener une politique plus active, orientée sur la prise de conscience des groupes de base dans les pays en voie de développement.

4. Concentration de l'aide - Classement

L'analyse des composantes de l'aide bilatérale de l'A. G. C. D. réalisée en 1978 fait l'objet des tableaux figurant dans l'annexe I.

Les pays bénéficiaires ont été répartis en quatre groupes selon le nombre de modes d'intervention directe dont ils bénéficient. Au sein de chaque groupe, ils ont ensuite été classés selon l'ordre croissant de leur P. N. B.

Les 17 pays du groupe I sont manifestement des pays privilégiés. Ils bénéficient de 3 modes d'intervention directe (personnel, projets et bourses) et absorbent quelque 88 % des contributions bilatérales de l'A. G. C. D.

Les 11 pays du groupe II sont des « pays de coopération moyenne » dans la mesure où ils bénéficient de 2 des 3 modes d'intervention directe : bourses (dans tous les cas), personnel ou projets. Ces 11 pays absorbent environ 3,3 % des contributions bilatérales de l'A. G. C. D.

Les 43 pays du groupe III où l'aide directe se limite en général aux bourses ainsi que les 24 pays du groupe IV qui ne font l'objet d'aucune intervention directe peuvent être considérés comme des pays où nous sommes « simplement » présents.

Le cofinancement concerne 44 pays et 33 % seulement des dépenses ont été effectuées en faveur de 11 des 17 pays privilégiés.

La conclusion principale que l'on peut tirer de ce tableau des contributions bilatérales de l'A. G. C. D. réalisées en 1978 est qu'au niveau des projets, de l'assistance en personnel et de la coopération universitaire, il existe une certaine concentration assortie toutefois d'une répartition assez équilibrée à l'échelle mondiale dans le domaine des bourses et d'une dissémination en ce qui concerne le volontariat, le cofinancement et les experts-assistants; ces trois programmes bénéficient d'une intervention de l'A. G. C. D. et résultent d'initiatives prises par des tiers.

(Staatsterrorisme, structureel geweld, brutale dictatuur). De schending van deze mensenrechten kan niet zwichten voor het argument van de noodzaak van het bereiken van economische vooruitgang in die landen dankzij « harde maatregelen ». A fortiori kan de hulpverlening niet worden gehandhaafd met het argument dat ze nuttig is voor onze economische vooruitgang;

— de hulpverlening een rechtstreekse bijdrage levert tot de bestendiging van de repressie;

— de hulpverlening in de internationale gemeenschap de indruk verwekt dat men het regime van het geholpen land moreel dekt.

5) Naast de opschorting van de bilaterale ontwikkelingshulp en zelfs voorafgaandelijk moeten alle andere politieke, diplomatische, economische, nationale en internationale drukkingsmiddelen worden uitgeoefend om de regering van het land, dat de mensenrechten overtreedt, tot een ander beleid te dwingen. De opschorting van de hulpverlening blijft een uitzonderlijke stap (Chili, Uruguay, Argentinië, Vietnam, Oeganda, Centraal-Afrikaans Keizerrijk,...). In elk geval moet de ontwikkelingssamenwerking toch zeer duidelijk onze steun voorwaardelijk en voorzichtig formuleren, in functie van de al dan niet eerbiediging van de mensenrechten. Als het om die redenen voor de Belgische regering moeilijk of onmogelijk wordt nog aan ontwikkelingssamenwerking te doen, moet maximaal worden overgeschakeld op de projecten en activiteiten van de N. G. O.'s, die eveneens een meer actief beleid kunnen voeren, gericht op de bewustmaking van de basisgroepen in de ontwikkelingslanden.

4. Concentratie van de hulp - Ranglijst

De analyse van de componenten van de bilaterale hulp A. B. O. S. in 1978 heeft geleid tot de tabellen in bijlage I.

De begunstigde landen werden in 4 groepen gerangschikt volgens het aantal wijzen van rechtstreekse tussenkomst die ze genieten. In iedere groep worden ze dan nog eens gerangschikt in stijgende orde van het B. N. P.

De 17 landen van groep I zijn duidelijk bevoordeerde landen. Ze genieten 3 wijzen van rechtstreekse tussenkomst (personeel, projecten en beurzen) en slorpen zowat 88 % op van de bilaterale A. B. O. S.-bijdragen.

De 11 landen van groep II zijn « landen van middelmatige samenwerking » in de mate dat zij 2 van de 3 wijzen van rechtstreekse tussenkomst genieten : beurzen (in alle gevallen) en personeel of projecten. Deze 11 landen slorpen zowat 3,3 % op van de bilaterale A. B. O. S.-bijdragen.

De 43 landen van groep III, waar de rechtstreekse tussenkomst zich in het algemeen beperkt tot de beurzen en de 24 landen van groep IV die geen enkele rechtstreekse tussenkomst genieten, kunnen aanzien worden als landen waar we « slechts » aanwezig zijn.

De cofinanciering gaat naar 44 landen en slechts 33 % van de uitgaven werden verricht ten voordele van 11 van de 17 bevoordeerde landen.

De belangrijkste conclusie die men kan trekken uit deze foto van de bilaterale bijdragen van A. B. O. S. in 1978, is dat er een zekere concentratie bestaat op het vlak van de projecten, de personeelsbijstand en de universitaire samenwerking, maar een relatief wereldwijde verspreiding op het gebied van de beurzen en een versnippering op het vlak van het voluntariaat, de cofinanciering en de assistent-deskundigen; dit zijn drie programma's waarvoor het A. B. O. S. financieel tussenkomst en die ontstaan ten gevolge van initiatieven, genomen door derden.

Cette classification peut se compléter par une autre liste faisant apparaître les dépenses de l'A. G. C. D. par tête d'habitant dans chaque pays en voie de développement.

Cette liste permet de se faire une meilleure idée de l'effort relatif que la Belgique déploie en faveur de la population locale.

Elle doit cependant être interprétée avec prudence lorsqu'il s'agit de pays où le nombre d'habitants est peu important.

C'est ainsi que la Belgique « donne » :

- F 65,23 à chacun des 390 000 habitants des Comores;
- F 36,60 à chacun des 77 000 habitants de l'Ile Dominique;
- F 4,72 à chacun des 250 000 habitants des Barbades;

mais qu'elle ne « donne » que :

- F 0,95 à chacun des 83,6 millions d'habitants du Bangladesh;
- F 0,60 à chacun des 36,6 millions de Coréens;
- F 5,53 à chacun des 17,7 millions d'Algériens.

Les résultats pour les pays avec lesquels la Belgique a une coopération intensive s'élèvent à :

- F 214,38 à chacun des 4,514 millions de Rwandais;
- F 172,80 à chacun des 4,271 millions d'habitants du Burundi;
- F 130,77 à chacun des 26,410 millions de Zaïrois;
- F 68,32 à chacun des 6,050 millions de Tunisiens.

La liste de tous les pays avec lesquels la Belgique coopère est reprise à l'annexe II.

5. Coopération multilatérale ou bilatérale ?

Le budget de 1980 présente une augmentation de la part affectée à l'aide multilatérale qui est passée de 24,8 % en 1970 à 27,55 % en 1980. Cette augmentation est due essentiellement à la contribution de la Belgique au Fonds européen de la Coopération au développement dont le crédit a été porté à 1 800 millions en 1980, alors que le crédit ajusté de 1979 s'élevait à 1 154 millions. Les crédits affectés aux contributions et participations financières de la Belgique à des actions multilatérales de coopération au développement (art. 53.08) ont augmenté de 10,5 %. L'aide bilatérale passe de 72,45 % en 1979 à 69,60 % en 1980. Dans l'ensemble, l'aide multilatérale absorbe quelque 80 % de l'augmentation du budget initial de 1980. La situation défavorable de l'aide bilatérale est due essentiellement au fait que la majeure partie des crédits affectés à cette aide sont inscrits dans les dépenses courantes dont on sait qu'elles sont soumises à des normes de croissance très strictes.

La répartition de l'enveloppe globale entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale indique qu'une plus grande importance a été accordée à l'aide multilatérale en 1980 qu'en 1979.

	1980	1979
Enveloppe globale (= 100 %) :	—	—
— Aide bilatérale	64,9 %	66,2 %
— Aide multilatérale	35,1 %	33,8 %
	100,0 %	100,0 %

Deze rangschikking kan aangevuld worden door een andere lijst, waarbij de A. B. O. S.-uitgaven per inwoner in elk ontwikkelingsland gegeven wordt.

Deze lijst laat toe een beter inzicht te krijgen van de relatieve inspanning die door België voor de plaatselijke bevolking gedaan wordt.

Zij dient nochtans met voorzichtigheid geïnterpreteerd te worden voor de landen waar de bevolking beperkt is.

Zo « geeft » België :

- F 65,23 aan elk van de 390 000 inwoners van de Comoren;
- F 36,60 aan elk van de 77 000 inwoners van het Dominique-eiland;
- F 4,72 aan elk van de 250 000 inwoners van Barbados;

maar het « geeft » slechts :

- F 0,95 aan elk van de 83,6 miljoen inwoners van Bangladesh;
- F 0,60 aan elk van de 6,6 miljoen inwoners van Korea;
- F 5,53 aan elk van 17,7 miljoen inwoners van Algerië.

De resultaten van de landen waarmee België intensieve samenwerkingsbanden onderhoudt, belopen :

- F 214,38 aan elk van de 4,514 miljoen inwoners van Ruanda;
- F 172,80 aan elk van de 4,271 miljoen inwoners van Burundi;
- F 130,77 aan elk van de 26,410 miljoen inwoners van Zaïre;
- F 68,32 aan elk van de 6,050 inwoners van Tunesië.

De lijst van alle landen waarmee België samenwerkt is in bijlage II weergegeven.

5. Multilaterale of bilaterale samenwerking ?

De begroting 1980 vertoont een versterking van de groei van het deel, bestemd voor multilaterale hulp, m.n. van 24,8 % in 1970 naar 27,55 % in 1980. Deze groei is vooral te wijten aan de bijdrage van België aan het Europees Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking waarvan het krediet in 1980 op 1 800,0 miljoen werd gebracht, te vergelijken met het aangepast krediet 1979 van 1 154,0 miljoen. De kredieten voor de financiële bijdragen en deelnemingen van België aan de multilaterale acties voor ontwikkelingssamenwerking (art. 53.08) stegen met 10,5 %. Wat de bilaterale hulp betreft, deze gaat van 72,45 % in 1979 naar 69,60 % in 1980. In het algemeen slorpt de multilaterale hulp 80 % op van de verhoging van de oorspronkelijke begroting 1980. De ongunstige behandeling van de bilaterale hulp is hoofdzakelijk te wijten aan het feit dat het grootste deel van haar kredieten ingeschreven staat bij de lopende uitgaven die, zoals men weet, onderworpen werden aan zeer strenge groeinormen.

Uit de verdeling van de globale enveloppe tussen de bilaterale hulp en de multilaterale hulp blijkt dat in 1980 de multilaterale sector sterker benadrukt wordt dan in 1979.

	1980	1979
Globale enveloppe (= 100 %) :	—	—
— Bilaterale hulp	64,9 %	66,2 %
— Multilaterale hulp	35,1 %	33,8 %
	100,0 %	100,0 %

B. Pacte de croissance solidaire

1. Mécanismes de redistribution

1. Le pacte de croissance solidaire constitue-t-il un impôt frappant la croissance de certains pays industriels ? Pourquoi ne pas plaider en faveur d'un impôt direct ? Il existe sans doute une possibilité réelle d'instaurer cet impôt.

2. Ce pacte de croissance solidaire ne tient-il pas en quelque sorte de l'hypocrisie à un moment où l'on n'enregistre plus de croissance dans les pays occidentaux ? Le pacte est-il destiné à se transformer en un véritable mécanisme de redistribution ?

Le Ministre répond ce qui suit :

1. *Le Pacte de croissance solidaire est-il un impôt sur la croissance de pays industrialisés déterminés ?*

Dans la mesure où les pays souscrivant au Pacte s'engagent fermement à en respecter les règles, leurs contributions prendraient effectivement les allures d'un transfert automatique de ressources vers les pays en voie de développement, assimilable à une sorte d'impôt direct international de type progressif, lié au niveau et au taux de croissance des économies des pays donateurs.

2. *Le Pacte de croissance solidaire n'a-t-il pas un but hypocrite à un moment où il n'y a plus de croissance au niveau des pays de l'Ouest ?*

Nullement. Il s'agit précisément de tenir compte de manière rationnelle et prévisible de l'influence que peut exercer l'état de santé économique des pays donateurs sur le volume de l'aide qu'ils sont capables ou disposés à transférer vers les pays en voie de développement.

Il est normal que la croissance de l'aide au développement tienne compte et soit directement proportionnelle à la croissance économique des pays riches. Plus la croissance de leur économie est rapide et plus elle permet une croissance de l'aide. Inversément, si la croissance se ralentit ou devient négative, il est logique que cette situation se répercute sur l'évolution de l'aide au développement. Politiquement, dans la plupart des pays industrialisés, il ne saurait en être autrement compte tenu des exigences des opinions publiques. De ce point de vue, en liant l'aide à un certain « flow back » cohérent et organisé de manière à soutenir également l'activité économique des pays donateurs, le Pacte contribuerait :

1° à diminuer les risques de crise ou, à tout le moins, en atténuer la gravité au niveau des pays donateurs;

2° à justifier aux yeux de l'opinion publique des pays riches le maintien d'une aide élevée même en période de ralentissement ou de crise économique compte tenu des effets positifs pouvant en résulter pour la santé économique du pays donneur.

En l'absence d'un tel Pacte, on s'expose à des mouvements d'opinion et à des réflexes égoïstes susceptibles de provoquer une diminution drastique de l'aide aux pays en voie de développement en cas de crise économique;

3° à inciter certains pays riches de l'Est comme de l'Ouest, dont les contributions sont restées jusqu'ici très faibles comparées à leur P. N. B., à augmenter fortement leur aide sur base de critères objectifs qui auraient été internationalement admis au moment de la définition et de la négociation du Pacte.

B. Pact voor solidaire groei

1. Herverdelingsmechanismen

1. Is het pact voor solidaire groei een belasting op de groei in bepaalde industrielanden ? Waarom niet pleiten voor een rechtstreekse belasting. Er bestaat wellicht een reële kans deze belasting in te voeren ?

2. Is het pact voor solidaire groei niet enigszins hypocriet op een ogenblik dat er geen groei meer is in het Westen. Heeft dit pact tot doel een echt herverdelingsmechanisme te worden ?

De Minister antwoordt als volgt :

1. *Betekent het Pact voor solidaire groei een belasting van de groei in bepaalde geïndustrialiseerde landen ?*

Naarmate de landen die het Pact onderschrijven zich stellig ertoe zou len kunnen verbinden om de regels ervan na te leven, zou hun bijdrage inderdaad beschouwd kunnen worden als een automatische overdracht van rijkdom naar de ontwikkelingslanden, vergelijkbaar met een soort internationale rechtstreekse belasting van progressieve aard, die gebonden is aan het niveau en de groei van de economie van de donorlanden.

2. *Is het doel van het Pact voor solidaire groei niet schijnheilig, nu de westerse landen geen groei meer kennen ?*

Geenzins. Het gaat er wel degelijk om dat men rationeel voorziet welke invloed de economische gezondheidstoestand van de landen kan uitoefenen op de omvang van de hulp die zij kunnen of willen geven aan de ontwikkelingslanden.

Het is normaal dat de toename van de ontwikkelingshulp berekend wordt in verhouding tot de economische groei van rijke landen. Hoe sneller hun economie groeit, des te sterker kan de hulp toenemen. Indien de groei daarentegen vertraagt of negatief wordt spreekt het vanzelf dat zulks de evolutie van de ontwikkelingshulp beïnvloedt. Vanuit politiek oogpunt kan men daar in de meeste geïndustrialiseerde landen niet buiten, rekening houdend met de eisen van de publieke opinie. Hiervan uitgaande kan men de hulp koppelen aan een samenhangende en georganiseerde flow back waardoor ook de economische bedrijvigheid in de donorlanden wordt ondersteund; zo zou het Pakt mede :

1° het gevaar voor een crisis doen afnemen of althans de ernst ervan voor de donorlanden verzachten;

2° bij de publieke opinie in de rijke landen het idee aanvaardbaar maken dat de officiële ontwikkelingshulp, ook in tijden van vertraging van de economische groei of van economische crisis op een hoog peil gehandhaafd blijft, indien men maar ermee rekening houdt dat de economische gezondheid van de donorlanden er wel kan bij varen.

Indien een dergelijk pact er niet komt, kan men te maken krijgen met egoïstische strekkingen en reflexen waardoor de hulp aan de ontwikkelingslanden in geval van economische crisis drastisch zou kunnen afnemen.

3° sommige rijke landen van het Oosten en het Westen die tot nog toe in verhouding tot hun B. N. P. zeer weinig aan ontwikkelingshulp hebben besteed, ertoe aan te zetten om hun hulp fors te verhogen, volgens objectieve criteria welke internationaal zouden zijn aanvaard op het ogenblik dat het Pact werd opgesteld en dat erover werd onderhandeld.

La mise sur pied d'un tel Pacte sert donc les intérêts tant des pays riches que des pays pauvres et contribuerait globalement à garantir à ces derniers un volume sensiblement accru d'aide au développement ainsi qu'en attestent d'ailleurs des calculs récemment effectués par l'O. C. D. E. sur base des propositions belges. Alors que l'aide au développement de l'ensemble des pays C. A. D. durant la décennie 70 n'a atteint qu'à peine 0,7 % de l'objectif fixé pour la première stratégie du développement, les calculs de l'O. C. D. E. montrent que si le modèle de répartition proposé par la Belgique avait été appliqué depuis 1970, ce volume aurait été de 0,97 % du P. I. B. des donateurs en 1978 tandis que la croissance annuelle moyenne de l'aide sur toute la décennie aurait été de 17,6 %, soit plus de trois fois ce qu'elle a effectivement été pour la période concernée. Pour 1985, en supposant cette fois à une mise en œuvre du Pacte à partir de 1978 et une très faible croissance du P. I. B. des pays donateurs, le volume de l'aide au développement atteindrait 0,49 % de leur P. I. B. et le taux de progression annuelle serait de 11,8 %, soit de toute manière des performances très supérieures aux résultats actuels et à ceux qui seront vraisemblablement réalisés en 1985. En plus de l'amélioration de l'aide des pays du C. A. D. s'ajouteraient, dans le cadre du Pacte, les contributions des pays de l'Est et celles des pays en voie de développement ayant dépassé le seuil des 3 000 \$ de revenu par tête. Il en résulterait pour les pays du tiers monde, malgré la crise actuelle, un accroissement très important d'aide publique susceptible de permettre à la troisième stratégie du développement des Nations Unies d'atteindre effectivement les objectifs ambitieux qui seront les siens, alors qu'au stade actuel, cette stratégie est au départ hypothéquée par des perspectives globales peu encourageantes en matière d'aide au développement.

2. Association pour l'étude de la division internationale du travail (Commission Vandeputte)

Au cours des derniers mois, plusieurs études partielles ont été menées à bonne fin. Les conclusions qui peuvent en être tirées en matière de politique seront, comme convenu, discutées avec les représentants du Conseil central de l'économie.

Il n'est pas possible de résumer ces études partielles. L'une d'entre elles concerne les critères à appliquer à la politique de développement. Il y est précisé que les critères humanitaires doivent avoir la priorité, mais qu'on ne peut ignorer davantage les critères économiques et politiques. En ce qui concerne les critères humanitaires, la distinction est faite entre une approche tactique et une approche stratégique. L'approche tactique se rapporte à l'aide d'urgence qui, pour ce qui est de notre pays, s'organise trop lentement et parvient parfois sur place alors que la situation de crise est déjà passée. Du point de vue stratégique, une approche humanitaire de l'aide au développement doit se situer dans le cadre des besoins fondamentaux de la population locale. Sur le plan géographique, l'attention s'oriente immédiatement vers les pays les plus pauvres bien que l'on ne puisse négliger les zones de pauvreté situées dans des pays plus riches. En outre, l'attention doit être consacrée, poursuit cette étude partielle, à la façon dont le pays assisté aligne sa politique économique et sociale sur l'aide au développement.

En ce qui concerne plus particulièrement le textile, on peut noter ce qui suit : en 1976, les dix exportateurs les plus importants dans le domaine du textile et de l'habillement étaient l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, le Japon, Hong-Kong, la France, la Belgique, la Corée du Sud, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Entre 1963 et 1976, la Corée du Sud est passée de la 27^e à la 7^e place et Hong-Kong de la 10^e à la 4^e place. Entre 1963 et 1976, la Bel-

Het is dus zowel in het belang van de rijke als van de arme landen om een dergelijk pact op touw te zetten en in het algemeen zouden de arme landen daardoor ook veel meer ontwikkelingshulp krijgen, zoals trouwens blijkt uit recente berekeningen die de O. E. S. O. aan de hand van Belgische voorstellen heeft uitgevoerd. Hoewel de ontwikkelingshulp van alle D. A. C.-landen in de jaren 70 nauwelijks het voor het eerste ontwikkelingsplan gestelde doel van 0,7 % heeft bereikt, blijkt uit de berekeningen van de O. E. S. O. dat indien men sinds 1970 het door België voorgestelde verdelingsmodel had toegepast, men 0,97 % van het bruto binnenlands produkt van de donorlanden had gehaald in 1978 en dat de gemiddelde jaarlijkse groei van de hulp over het hele decennium 17,6 % was geweest, of drie keer meer dan wat in werkelijkheid gedurende die periode werd gegeven. Indien men veronderstelt dat het Pact vanaf 1978 was uitgevoerd en dat het B. B. P. van de donorlanden slechts lichtjes was toegenomen, dan zou hun ontwikkelingshulp in 1985 0,49 % van het B. B. P. bereiken en zou de jaarlijkse groei gelijk zijn aan 11,8 %; de resultaten zouden in elk geval hoger liggen dan thans en dan de resultaten die men waarschijnlijk in 1985 zal hebben bereikt. Naast de toenemende hulp van de D. A. C.-landen zou er in het raam van het Pact ook nog de bijdrage zijn van de landen van het oostblok en van de ontwikkelingslanden die de drempel van 3 000 dollar inkomen per hoofd hebben overschreden. Ondanks de huidige crisis zouden de landen van de derde wereld veel meer officiële hulp krijgen zodat de ambitieuze doelstellingen van het derde ontwikkelingsplan van de Verenigde Naties inderdaad zouden zijn bereikt, terwijl die strategie thans van bij de start bezwaard is door de weinig bemoedigende algemene vooruitzichten inzake ontwikkelingshulp.

2. Vereniging voor de studie van de internationale arbeidsverdeling (Commissie Vandeputte)

Tijdens de afgelopen maanden zijn verschillende deelstudies klaargekomen. De beleidsconclusies, die er kunnen uitgetrokken worden, zullen, zoals is overeengekomen, besproken worden met de vertegenwoordigers van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

Het is onmogelijk de klaargekomen deelstudies samen te vatten. Eén betreft de criteria in verband met het ontwikkelingsbeleid. Gesteld wordt dat de humanitaire criteria moeten primeren, maar dat ook aan economische en politieke criteria niet kan worden voorbijgegaan. Wat de humanitaire criteria betreft, wordt een onderscheid gemaakt tussen een tactische en een strategische benadering. De tactische benadering betreft de noodhulp, die, wat ons land betreft, veel te traag van de grond komt en soms ter plaatse komt op het ogenblik dat de krisissituatie reeds voorbij is. Strategisch gezien moet een humanitaire benadering van de ontwikkelingshulp worden gesitueerd in het kader van de basisbehoeften van de plaatselijke bevolking. Meteen gaat de geografische aandacht naar de armste landen, ofschoon in meer rijke landen de armoedezones niet mogen over het hoofd gezien worden. Bovendien moet aandacht worden besteed, steeds volgens deze deelstudie, aan de wijze waarop het geholpen land, door zijn economisch en sociaal beleid, inspeelt op de ontwikkelingshulp.

Wat meer bepaald de textiel betreft, kan het volgende worden genoteerd. In 1976, waren de tien belangrijkste exporteurs van textiel en kleding de volgende : West-Duitsland, Italië, Japan, Hong-Kong, Frankrijk, België, Zuid-Korea, U. S. A., Verenigd Koninkrijk en Nederland. Tussen 1963 en 1976 verschuift Zuid-Korea van de 27^e naar de 7^e plaats en Hong-Kong van de 10^e naar de 4^e plaats. België is er tussen 1963 en 1976 nagenoeg in geslaagd zijn

gique est parvenue à conserver plus ou moins sa part du marché (7,4 % des exportations mondiales en 1963 et 7,1 % en 1976). Il se peut évidemment qu'au cours des trois dernières années, cette situation ait subi des modifications.

La conclusion suivante est importante : « En ce qui concerne plus particulièrement la place occupée par le textile belge, celui-ci était déjà pour 80 % orienté vers le marché européen en 1963, pourcentage qui ne s'est pas modifié entre 1963 et 1976. La part des pays asiatiques en voie de développement dans les importations des pays de la C. E. E. s'est réduite de 7 % en 1963 à 5 % en 1976. La part de ces pays dans les exportations de la C. E. E., considérée dans l'ensemble et à l'exclusion du commerce interne, s'est réduite de 28 % à 18 %. La modification structurelle majeure qui est intervenue sur le marché européen n'est dès lors pas constituée par l'entrée de nouveaux concurrents du Tiers-Monde mais par la modification des rapports de force entre les entreprises textiles européennes et américaines. »

Pour ce qui est plus particulièrement de la Belgique, celle-ci ne résiste plus suffisamment à la concurrence de l'Allemagne pour des motifs économiques et de politique générale et également en raison de l'absence d'une politique de restructuration efficace. En d'autres termes, les problèmes de restructuration du textile belge, et cela vaut également pour la sidérurgie, sont, dans leur ensemble, attribués à tort au dumping social pratiqué par les pays textiles asiatiques. Il est dès lors évident que la limitation des importations textiles en provenance des pays asiatiques ne peut apporter une solution structurelle au problème du textile belge. Une partie de la solution réside dans la création d'une infrastructure économique et dans l'élaboration d'une politique économique alignées sur celles de nos concurrents au sein de la C. E. E. »

Il est en effet impossible de mener dans notre pays une politique similaire à celle de la Corée du Sud. Il est par contre possible de pratiquer une politique belge se rapprochant autant que possible de celles des pays de la C. E. E. qui ont offert la meilleure résistance à la crise. A l'égard des pays en voie de développement, il y a lieu d'exploiter au maximum les avantages comparatifs ainsi que les complémentarités, ce qui est absolument incompatible avec une politique protectionniste.

Une autre conclusion résultant d'une étude partielle est que « l'importation de textiles favorise indirectement l'exportation de machines et de biens d'équipement vers les pays du Tiers-monde ».

Le rapport complet de la Commission est attendu vers la fin de cette année.

C. Aide multilatérale au développement

1. Flow-back

a) A. G. C. D.

En gros, les activités multilatérales du budget pour 1979 peuvent être résumées comme suit :

1. Experts assistants auprès des organismes internationaux	... 300 millions de FB
2. Aide alimentaire	... 345 millions de FB
3. F. E. D.	... 1 154 millions de FB
4. U. N. D. P.	... 490 millions de FB
5. Autres organismes internationaux	... 635 millions de FB
6. Sahel	... 90 millions de FB
7. Fonds commun	... 110 millions de FB
8. Contribution spéciale en faveur des pays en voie de développement les plus touchés	... 225 millions de FB
	<hr/>
	± 3 350 millions de FB

marktaandeel te behouden (7,4 % van de wereldexport in 1963 en 7,1 % in 1976). Het is natuurlijk mogelijk dat de jongste drie jaar in deze situatie wijzigingen zijn gekomen.

Belangrijk is volgende conclusie : « Wat meer in het bijzonder de plaats van de Belgische textiel betreft, was deze reeds voor 80 % gericht op de Europese markt in 1963 en dit percentage is tussen 1963 en 1976 niet gewijzigd. Het aandeel van de Aziatische ontwikkelingslanden in de invoer van de E. E. G.-landen is gedaald van 7 % in 1963 tot 5 % in 1976. Het aandeel van deze landen in de uitvoer van de E. E. G. als geheel, intrahandel uitgesloten, is gedaald van 28 % tot 18 %. De belangrijkste structuurwijziging op de Europese markt is derhalve niet de intrede van nieuwe concurrenten uit de Derde Wereld, maar de veranderde machtsverhoudingen tussen Europese en Amerikaanse textielbedrijven. »

Meer bepaald is België, omwille van algemeen politiek-economische redenen en wegens het ontbreken van een doeltreffende restructureringspolitiek, tegen de concurrentie van Duitsland niet meer voldoende opgewassen. Met andere woorden, de restructureringsproblemen in de Belgische textiel, en dit geldt eveneens voor het staal, worden ten onrechte in hun geheel aan de sociale dumping uit de Aziatische textiellanden toegeschreven. Het is dan ook duidelijk dat de beperking van de textielinvoer uit de Aziatische landen het Belgisch textielprobleem niet structureel kan oplossen. Een deel van de oplossing ligt in het scheppen van een economische infrastructuur en een economisch beleid, die geallineerd zijn op deze van onze concurrenten binnen de E. E. G. »

Het is inderdaad onmogelijk in ons land bijvoorbeeld een Zuid-Koreaans beleid te gaan voeren. Maar wat wel mogelijk is, is een Belgisch beleid te voeren dat zo nauw mogelijk aansluit bij dat van deze E. E. G.-landen die het best aan de krisis hebben weerstand geboden. Ten aanzien van de ontwikkelingslanden moeten de comparatieve voordelen en de complementariteiten maximaal worden benut, en dit is volkomen onverenigbaar met een politiek van protectionisme.

Een andere conclusie, die uit een deelstudie volgt, is « dat de invoer van textiel onrechtstreeks de export van machines en uitrustingsgoederen naar landen van de Derde Wereld bevordert ».

Het volledige verslag van de Commissie zal tegen het einde van het jaar klaar zijn.

C. Multilaterale ontwikkelingshulp

1. Flow-back

a) A. B. O. S.

De multilaterale activiteiten van de begroting van 1979 kunnen grosso modo als volgt worden geresumeerd :

1. Assistant deskundigen bij de internationale instellingen	... 300 miljoen BF
2. Voedselhulp	... 345 miljoen BF
3. E. O. F.	... 1 154 miljoen BF
4. U. N. D. P.	... 490 miljoen BF
5. Andere internationale instellingen	... 635 miljoen BF
6. Sahel	... 90 miljoen BF
7. Common Fund	... 110 miljoen BF
8. Speciale bijdrage aan de meest getroffen ontwikkelingslanden	... 225 miljoen BF
	<hr/>
	± 3 350 miljoen BF

Parmi ces 8 postes, il en est au moins un dont le « flow back » s'élève à 100 %, à savoir le poste des experts assistants, lequel profite entièrement aux experts de nationalité belge.

En ce qui concerne l'aide alimentaire, aucun calcul précis n'a encore été effectué au sujet du « flow back ». Pour cette activité, nous sommes en effet soumis aux règles du Marché commun en matière d'adjudications publiques. Ce respect des règles communautaires joue au demeurant dans deux sens, la Belgique pouvant également participer à la fourniture d'aide alimentaire émanant d'autres pays européens et de la Communauté européenne elle-même. Quant à cette dernière, la Belgique lui fournit d'ailleurs une contribution plus que proportionnelle.

Pour ce qui est du Fonds européen de développement, les calculs font apparaître que notre pays a emporté 8,25 % des marchés alors que sa contribution n'est que de 6,25 % (pour le IV^e F. E. D.).

Cela représente un « flow back » de 132 %. Ce pourcentage doit cependant être relativisé, étant donné que les entreprises des pays de l'A. C. S. emportent eux-mêmes 30 % des marchés.

Par ailleurs, des calculs ont été effectués récemment à propos du « flow back » de la contribution belge au programme de développement des Nations Unies. Les résultats en sont les suivants :

	« flow back » relatif	« flow back » absolu
—	—	—
pour la période 1972-1976 ...	178 %	128 %
pour l'année 1977	106 %	66 %
pour l'année 1978	94 %	67 %
pour l'année 1979	79 %	63 %

La Belgique se situe de la sorte sensiblement au-dessus de la moyenne des pays occidentaux dont le « flow-back » relatif est de 70 % environ.

La régression constatée est due à deux facteurs : d'une part, l'évolution normale qui fait que l'on a toujours davantage recours à des experts et à du matériel en provenance du Tiers-Monde; d'autre part, la hausse relativement forte de la contribution à court terme de la Belgique au P. N. U. D.

Pour ce qui est de nos contributions à d'autres organismes internationaux, il est impossible de communiquer des chiffres précis. En règle générale, ces programmes sont établis en fonction de certaines spécialisations belges qui doivent être valorisées au niveau international. En tout état de cause, ces programmes sont conçus et exécutés en fonction des desiderata des autorités belges de sorte que le « flow back » se situe généralement à un niveau très élevé.

Le programme du Sahel est également soumis à la règle qui veut que les projets retenus cadrent autant que possible avec les possibilités belges en ce domaine. Des calculs précis n'ont pas encore été faits à ce propos.

Pour ce qui est des contributions au Fonds commun, il est évidemment encore trop tôt pour parler de « flow back ». Ce Fonds n'est en effet pas encore opérationnel.

Enfin, quant à la participation belge à l'action spéciale en faveur des pays en voie de développement qui ont été les plus atteints par la crise énergétique, le Ministre souligne que la contribution de l'A. G. C. D. dans le cadre de la C. E. E. a été transférée à l'A. I. D.

Van deze acht posten is er alvast één waar de flow back 100 % bedraagt, namelijk de post van de assistent-deskundigen die volledig ten goede komt aan deskundigen van Belgische nationaliteit.

Wat de voedselhulp betreft werden nog geen preciese berekeningen gemaakt over de flow back. Hier moeten inderdaad de regels van de Gemeenschappelijke Markt wat de openbare aanbestedingen betreft worden in acht genomen. Dit speelt overigens in twee richtingen, vermits België ook deel kan nemen in de uitvoering van de voedselhulp van andere Europese landen en de Europese Gemeenschap zelf. Wat deze laatste betreft, levert België trouwens een meer dan evenredig aandeel.

Wat het Europees Ontwikkelingsfonds betreft blijkt uit berekeningen dat ons land 8,25 % van de markten bekwaam in verhouding tot een bijdragesleutel van 6,25 % (voor het IV^e F. O. F.).

Dit komt neer op een flow back van 132 %. Dit cijfer moet echter gerelativeerd worden, vermits de ondernemingen van de A. C. S.-landen zelf 30 % van de markten voor hun rekening nemen.

Er werden onlangs ook berekeningen gemaakt over de flow back uit de Belgische bijdrage aan het Ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties. De resultaten daarvan zijn de volgende :

	relatieve flow back	absolute flow back
—	—	—
voor de periode 1972-1976 ...	178 %	128 %
voor het jaar 1977	106 %	66 %
voor het jaar 1978	94 %	67 %
voor het jaar 1979	79 %	63 %

Hiermede staat België beduidend boven het gemiddelde van de westerse landen waarvan de relatieve flow back ongeveer 70 % bedraagt.

De teruggang die wordt vastgesteld is aan 2 factoren te wijten : enerzijds de normale evolutie die maakt dat meer en meer beroep wordt gedaan op deskundigen en materiaal afkomstig uit de derde wereld; anderzijds de relatief sterke stijging van de Belgische bijdrage tot U. N. D. P. op korte termijn.

Voor wat onze bijdragen tot andere internationale instellingen betreft is het onmogelijk om preciese cijfers mede te delen. Over het algemeen echter worden deze programma's opgezet in functie van bepaalde Belgische kundigheden die op internationaal vlak moeten gevaloriseerd worden. Zij worden in elk geval opgevat en uitgevoerd rekening houdend met de desiderata van de Belgische autoriteiten, zodat de flow back over het algemeen zeer hoog ligt.

Ook voor het Sahelprogramma geldt dat de uitgekozen projecten zoveel mogelijk inspelen op de Belgische mogelijkheden terzake. Preciese berekeningen hierover werden nog niet gemaakt.

Voor de bijdragen aan het Common Fund is het uiteraard nog te vroeg om flow back ter sprake te brengen. Dit fonds is immers nog niet operationeel.

Wat ten slotte de Belgische bijdrage betreft voor de speciale actie ten voordele van de ontwikkelingslanden die het ergst werden getroffen door de energiecrisis wijst de Minister erop dat de bijdrage van het A. B. O. S. in het kader van de E. E. G. werd overgemaakt aan de I. D. A.

b) *Banques et Fonds de développement internationaux*

1) *Fonds africain de développement (F. A. D.)*

0,85 %, soit 9,9 millions de dollars, des contributions au Fonds africain de développement sont fournies par la Belgique, tandis que notre pays a emporté 6,3 % des adjudications-F. A. D. Il s'agit là donc d'une performance très élevée. En chiffres absolus, le flow back correspond à 250 millions de F (situation au 31 décembre 1979).

2) *Banque africaine de développement*

Nonobstant que la Belgique — en tant que pays non africain — ne participe pas à la Banque africaine de développement, 5,5 % des fonds investis vont aux entreprises belges, ce qui correspond à 700 millions de F. A noter également qu'au cours de ces dernières années, 50 millions F ont été inscrits au budget de l'A. G. C. D. au profit du Fonds d'assistance technique de la Banque. Le « flow back » de ce montant est pratiquement complet étant donné qu'il s'agit d'une ligne de crédit que la Banque ne peut utiliser qu'au profit de bureaux belges.

La tradition africaine de la Belgique joue dès lors très nettement en sa faveur auprès de ces deux organisations africaines de développement.

3) *La Banque interaméricaine offre l'image opposée*

En dépit de participations à concurrence de 0,12 % au capital de la Banque (12,5 milliards dollars) et de 0,21 % au « Fund for Special Operations » la Belgique ne joue pas de rôle appréciable, ni dans l'exécution des contrats, ni auprès du personnel de la Banque. Pourtant, il n'y a pas que des ombres au tableau : en 1979, la Belgique a pu livrer des biens d'équipement pour un montant de 120 millions de F.

4) La part belge à la Banque asiatique de développement s'élève, elle, à 0,43 %, soit 38,7 millions de dollars. Parmi les adjudications internationales, la Belgique en a emporté 0,59 % pour un montant (jusqu'à présent) de 13,9 millions de dollars.

A noter également que le budget de l'A. G. C. D. avait prévu, pour 1975 et 1979, un crédit en faveur du Fonds d'assistance technique de cette banque. Ce montant de 35 millions de F est affecté exclusivement au paiement des conseillers et bureaux d'études belges.

5) En revanche, la part belge au Fonds asiatique de développement s'élève à 0,90 %. Sur les adjudications internationales qui en résultent, la Belgique en a emporté 0,81 %, soit 6 millions de dollars.

Il est frappant de constater qu'en Asie le « flow back » belge se fait presque exclusivement sous forme de fournitures. La position des bureaux d'études y est très faible.

6) Au 30 juin 1979, la part souscrite par la Belgique au capital de la Banque mondiale s'élevait, à 938 millions de dollars, soit 2,5 % du total. Pendant la période 1969-1979, la Belgique est parvenue à prendre pour son compte des dépenses de 405,8 millions, soit 2,1 % du total.

7) En ce qui concerne l'A. I. D. les proportions sont sensiblement meilleures, étant donné que la Belgique, avec 1,7 % des ressources (soit 335 millions de dollars) prend à son compte 2,4 % des adjudications (jusqu'à présent 159 millions de dollars).

b) *Internationale Ontwikkelingsbanken en Fondsen*

1) *Afrikaans Ontwikkelingsfonds (F. A. D.)*

0,85 % of 9,9 miljoen \$ van de bijdragen aan het Afrikaans Ontwikkelingsfonds worden geleverd door België, terwijl 6,3 % van de F. A. D.-aanbestedingen naar België ging. Dit is dus een zeer hoge score. In absolute cijfers komt de flow back overeen met 250 miljoen F (toestand op 31 december 1979).

2) *Afrikaanse Ontwikkelingsbank*

Hoewel België — als niet Afrikaans land — geen participatie heeft in de Afrikaanse Ontwikkelingsbank vloeien 5,5 % van de bestede gelden naar Belgische ondernemingen. Dit stemt overeen met een bedrag van 700 miljoen F. Verder dient vermeld dat op de A. B. O. S.-begroting de jongste jaren ± 50 miljoen F werd ingeschreven voor het Technisch Bijstandsfonds van de Bank. De flow back hiervan is praktisch volledig ve mits het gaat om een kredietlijn die door de Bank enkel kan gebruikt worden ten voordele van Belgische bureaus.

De Afrikaanse traditie van België speelt dus zeer duidelijk in zijn voordeel bij deze twee Afrikaanse Ontwikkelingsorganisaties.

3) *De Inter-amerikaanse bank biedt het tegenovergestelde beeld*

Ondanks participaties ten belope van 0,12 % in het kapitaal van de Bank (= 12,5 miljard dollar) en van 0,21 % in het « Fund for Special Operations » speelt België geen grote rol in de uitvoering van de contracten, noch bij het personeel van de Bank. Toch is er een lichtpunt, vermits België in 1979 uitrustingsgoederen kon leveren voor 128 miljoen F.

4) In de Asian Development Bank bedraagt het aandeel van België 0,43 % of 38,7 miljoen dollar. Van de internationale aanbestedingen verwierf België er 0,59 % voor een bedrag (tot nu toe) van 13,9 miljoen dollar.

Het weze verder nog opgemerkt dat op de begroting van het A. B. O. S. in 1975 en 1979 een krediet werd ingeschreven voor het Fund for Technical Assistance van deze bank. Dit bedrag van 35 miljoen F wordt uitsluitend gebruikt voor de betaling van Belgische Consultants en studiebureaus.

5) Het Belgische aandeel in het Asian Development Fund daarentegen bedraagt 0,90 %. Van de hieruit resulterende internationale aanbestedingen verwierf België er 0,81 % voor een bedrag van 6 miljoen dollar.

Het is opvallend dat in de Aziatische regio de Belgische flow back bijna uitsluitend geschiedt in de vorm van leveringen. De positie van de studiebureaus is er uitgesproken zwak.

6) Het door België onderschreven deel van het kapitaal van de Wereldbank bedroeg op 30 juni 1979 938 miljoen dollar of 2,5 % van het totaal. Gedurende de periode 1969-1979 wist België 405,8 miljoen dollar van uitgaven in de wacht te slepen of 2,1 % van het totaal.

7) Wat I. D. A. betreft liggen de verhoudingen beduidend gunstiger, vermits België met 1,7 % van de middelen (dit is 335 miljoen dollar) 2,4 % van de bestedingen in de wacht sleept (tot nu toe 159 miljoen dollar).

8) Pour ce qui est enfin de l'« International Finance Corporation », une filiale de la Banque mondiale, la Belgique détenait une participation de 1,68 % dans le capital souscrit de 6,98 milliards de dollars. A ce jour, les tentatives qui ont été effectuées afin d'intensifier la coopération entre les entreprises belges et l'I. F. C. n'ont cependant abouti à aucun résultat notable.

2. Crédits U. N. I. C. E. F. pour le Sahel

Les crédits de 300 millions destinés au Sahel sont répartis entre trois postes budgétaires. On peut se demander si ce fractionnement ne nuit pas au financement des projets.

Le Ministre répond ce qui suit :

1) en dehors des programmes bilatéraux avec le Sénégal, le Mali et le Niger, concrétisés par des crédits inscrits aux postes budgétaires 53.01, 34.07, 34.19 et 66.57;

2) un crédit est prévu à l'article 53.10 (Comité international de l'Aide au Sahel) qui permet à la fois des actions spécifiques bilatérales et multilatérales et à l'article 53.08 (F. A. O. et programme alimentaire mondial);

3) un financement important se fait par la voie des organisations non gouvernementales (Ile de Paix à Tombouctou).

D. Aide bilatérale au développement

1. Interférence entre le Commerce extérieur et la Coopération au développement

Dans toute la mesure du possible, la Belgique s'efforce de combiner tous les moyens financiers dont elle dispose en vue de la réalisation de grands projets : aide technique sous la forme de dons, crédits d'Etat à Etat et crédits à l'exportation. On permet ainsi aux effets multiplicateurs de jouer outre-mer tout en accordant l'attention voulue à l'incidence de ceux-ci sur l'emploi dans notre propre pays.

Cette solution peut s'appliquer dans des pays de concentration générale ou spéciale qui bénéficient de l'aide de l'A. G. C. D. ainsi que dans les pays qui figurent sur la liste des pays auxquels sont destinés les crédits d'Etat à Etat.

On s'assure également à cette occasion que le projet s'intègre effectivement dans les priorités définies par le plan du pays concerné ainsi que dans l'approche sectorielle envisagée dans le cadre de la coopération au développement belge.

Une telle approche ne peut évidemment aboutir à une politique du guichet ouvert. Le secteur privé présente régulièrement des projets qui ne peuvent toutefois être retenus sur la base de critères géographiques et sectoriels. Cette sélection s'opère par des contacts téléphoniques, des entretiens directs avec l'Administration et le Cabinet et sur une base écrite. Les propositions ainsi rejetées au stade embryonnaire ne font pas l'objet d'un inventaire tenu à jour.

2. Coopération Belgique-Equateur

Compte tenu de la marginalité des flux économiques que nous avons avec ce pays, de la faiblesse de notre coopéra-

8) Wat ten slotte de « International Finance Corporation », filiale van de Wereldbank, betreft had België een aandeel van 1,68 % in het onderschreven kapitaal van 6,98 miljard dollar. Tot nog toe werden echter geen noemenswaardige resultaten geboekt bij de pogingen om een grotere samenwerking tussen Belgische ondernemingen en het I. F. C. tot stand te brengen.

2. U. N. I. C. E. F.-Kredieten voor de Sahel

De kredieten van 300 miljoen voor de Sahel, zijn over drie begrotingsposten verspreid. De vraag rijst of deze versnippering geen nadelig effect heeft op de financiering van de projecten.

De Minister antwoordt wat volgt :

1) buiten de bilaterale programma's met Senegal, Mali en Niger, die geconcretiseerd zijn door de onder de begrotingsposten 53.01, 34.07, 34.19 en 66.57 opgenomen kredieten;

2) bij artikel 53.10 (Internationaal Comité voor hulp aan Sahel), dat tegelijkertijd specifieke bilaterale en multilaterale acties mogelijk maakt, en onder artikel 53.08 (F. A. O. en programma i.v.m. de voeding in de wereld) is een krediet uitgetrokken;

3) een belangrijke financiering gebeurt via de niet-gouvernementele organisaties (Vredeseiland in Tomboektoe).

D. Bilaterale ontwikkelingshulp

1. Interferentie Buitenlandse Handel-ontwikkelingssamenwerking

Ten einde grote projecten te verwesenlijken, wordt in de mate van het mogelijke gestreefd naar een combinatie van alle middelen die België in zijn financieringsinstrumentarium ter beschikking heeft : technische hulp onder de vorm van giften, kredieten van staat tot staat en exportkredieten. Aldus komt men tot multiplicatoreffecten overzee, terwijl de weerslag op de tewerkstelling in eigen land mede de nodige aandacht krijgt.

Een dergelijke aanpak is mogelijk in algemene of speciale concentratielanden die A. B. O. S.-hulp genieten, alsmede in landen die voorkomen op de lijst van de bestemmingslanden inzake kredieten van Staat tot Staat.

Daarbij wordt ook nagegaan of het project past in de planprioriteiten van het betrokken land, alsmede in de sectoriële benadering van de Belgische ontwikkelingssamenwerking.

Dergelijke approach mag natuurlijk niet vervallen in een open loket-politiek. Regelmäßig worden door de particuliere sector projectvoorstellingen gedaan, die evenwel niet kunnen in aanmerking komen op grond van geografische en sectoriële criteria. Dit gebeurt op grond van telefonische contacten, van rechtstreekse gesprekken met de administratie of het Kabinet, alsmede op schriftelijke basis. Van de aldus afgewezen projectvoorstellingen in het embryonair stadium wordt uiteraard geen inventaris bijgehouden.

2. Samenwerking België-Ecuador

Welke redenen hebben de Minister ertoe aangezet een zo belangrijke samenwerkingsovereenkomst met Ecuador te

tion (2 volontaires, 5 bourses, etc.) et d'une présence belge confidentielle dans ce pays, quelles sont les raisons objectives qui ont poussé le Ministre à signer une aussi importante convention de coopération avec l'Equateur, décision qui renforce encore l'inutile et inefficace saupoudrage de l'aide ?

Est-il utile de rappeler ici qu'en matière de coopération, les Anglais concentrent leurs efforts sur leurs anciennes colonies et qu'il en est exactement de même pour les Français. Ni l'Angleterre ni la France ne s'éparpillent dans des régions qui ne sont pas directement des prolongements naturels d'ordre économique et historique. Avons-nous tant de milliards à gaspiller en Amérique latine et dans le sud-est asiatique ?

Le Ministre répond ce qui suit :

I. La coopération belgo-équatorienne est basée sur une Convention générale de coopération dont les caractéristiques sont les suivantes :

- a) durée déterminée de 5 ans;
- b) basée sur un programme quinquennal qui respecte le plan de développement quinquennal du gouvernement équatorien;
- c) participation belge limitée à certains secteurs prioritaires dudit plan :
 - développement rural;
 - enseignement technique et,
 - secteur minier (prospection et formation);
- d) enveloppe quinquennale de 1 milliard de FB comprenant :
 - les dépenses fixes correspondantes aux projets déjà en cours, dont essentiellement le développement rural intégré de Pisque, la prospection minière du cuivre de Chaucha;
 - le prêt d'Etat à Etat de 100 millions de FB accordé à l'Equateur et les éventuels prêts qui lui seraient affectés dans l'avenir;
 - les bourses A. G. C. D. d'études et de stage dont la plupart sont liées aux projets en cours ou à approuver éventuellement.

II. Programme présenté à titre de première « mouture » par le Gouvernement équatorien et qui comprend :

- a) développement rural intégral :
 - production de semences sélectionnées;
 - fermes expérimentales d'élevage de porcins (avec formation du petit paysan et distribution à celui-ci d'animaux sélectionnés);
 - fermes expérimentales d'élevage de basse-cour (idem);
 - conservation et commercialisation de la production agricole des populations marginales;
 - agro-industries : assistance technique pour l'amélioration de la petite industrie du cuir;
- b) secteur minier :
 - prospection de métaux non ferreux de la zone de Santiago et Mira;
 - formation de diverses disciplines;

sluiten hoewel de wederzijdse handelsbetrekkingen tussen beide landen uiterst gering zijn, onze samenwerking erg zwak is (twee vrijwilligers, vijf bursalen, enz.) en gezien een vertrouwelijke Belgische aanwezigheid in dat land ? Een dergelijke beslissing vergroot nog de overbodige en ondoeltreffende versnippering van onze bijstand.

Hoeft het nog onderstreept te worden dat de Engelsen inzake samenwerking hun inspanningen concentreren op hun gewezen kolonies en dat de Fransen juist hetzelfde doen ? Engeland noch Frankrijk houden zich bezig met werdedelen die niet onmiddellijk de natuurlijke verlengstukken van hun historisch gegroeide economisch bestel zijn. Hebben wij dan zoveel miljarden in Latijns-Amerika en in Zuid-Oost-Azië te vergooien ?

De Minister antwoordt als volgt :

I. De Belgisch-Ecuadoriaanse samenwerking is gebaseerd op een algemene samenwerkingsovereenkomst met volgende kenmerken :

- a) een welbepaalde looptijd van 5 jaar;
- b) gesteund op een vijfjarenprogramma dat het vijfjarenontwikkelingsplan van de Ecuadoriaanse regering eerbiedigt;
- c) de Belgische inbreng is beperkt tot bepaalde prioritaire sectoren van het plan :
 - plattelandsontwikkeling;
 - technisch onderwijs;
 - mijnbouwsector (prospectie en opleiding);
- d) een totaal bedrag van 1 miljard BF over vijf jaar omvattende :
 - de vaste posten betreffende de reeds lopende projecten, waaronder hoofdzakelijk de geïntegreerde plattelandsontwikkeling te Pisque, de kopermijnprospectie te Chaucha;
 - een lening van Staat tot Staat van 100 000 000 BF aan Ecuador en mogelijke leningen in de toekomst;
 - A. B. O. S.-studie- en stagebeurzen waarvan het merendeel verbonden zijn aan lopende of eventueel nog goed te keuren projecten.

II. Het programma dat de Ecuadoriaanse regering als voorontwerp heeft voorgelegd omvat :

- a) integrale plattelandsontwikkeling :
 - produktie van geselecteerde zaden;
 - experimentele varkensfokkerijen (met opleiding van kleine boeren en uitdeling van geselecteerde dieren);
 - experimentele hoenderkwekerijen (idem);
 - bewaring en commercialisering van de landbouwproductie der marginale bevolkingsgroepen;
 - landbouwnijverheid : technische bijstand voor de verbetering van de kleine ledendustrie;
- b) mijnbouwsector :
 - prospectie van non-ferrometalen in de streek van Santiago en Mira;
 - opleiding voor diverse mijnbouwdisciplines.

c) enseignement technique :

- formation de cadres moyens.

En outre, projets de reforestation et de pisciculture.

*3. Indonésie**Projet de construction d'une usine pour la fabrication de tours*

L'attention est attirée sur les complications administratives qui entravent l'exécution du projet de construction en Indonésie d'une usine pour la fabrication de tours. Il s'agit, selon le Ministre, d'un dossier de coopération qui fait l'objet de négociations en cours avec le Gouvernement indonésien et sur lequel les instances ministérielles belges ont déjà marqué leur accord. Sa réalisation donne cependant lieu à certaines difficultés.

Ce dossier illustre clairement la difficulté de mettre en œuvre des projets de coopération quand il n'y a pas d'accord complet avec le pays intéressé. Les retards ne sont en effet pas toujours imputables à la Belgique; ils résultent souvent aussi des procédures administratives à suivre dans les pays en voie de développement.

Projets relatifs à l'enseignement spécial

Le projet de fourniture de matériel didactique et de formation d'éducateurs dans diverses écoles pour enfants handicapés en Indonésie fait l'objet de l'accord spécial conclu avec l'Indonésie le 31 août 1978.

Il prévoyait :

- la formation en Belgique de quatre professeurs indonésiens sur la base d'une bourse de stage de trois mois;
- l'envoi en Indonésie de quatre professeurs belges spécialisés dans l'enseignement pour handicapés, et ce, pour une période de trois mois chacun;
- la fourniture de matériel didactique.

Actuellement, le projet peut pour ainsi dire être considéré comme terminé. En effet, à part quelques biens d'équipement moins importants et quelques livres, tout le matériel prescrit par le dossier technique a été expédié et est parvenu à destination.

Par ailleurs, les stages se sont déroulés avec fruit en Belgique.

A la fin du mois d'avril 1980, les quatre professeurs belges sont revenus d'Indonésie après y avoir accompli leur mission.

L'ambassade de Belgique à Djakarta a écrit au sujet du projet que les autorités indonésiennes s'étaient félicitées en termes élogieux de son bon déroulement.

* * *

Dans le domaine spécifique des enfants handicapés, un certain nombre de projets émanant d'O. N. G. (Rwanda, Burundi, Philippines, Zaïre ...) ont été approuvés.

c) technisch onderwijs :

- opleiding van lager leidinggevend personeel.

Bovendien ontwerpen van herbebossing en viskweek.

*3. Indonesië**Project-draaibankenfabriek*

De aandacht werd gevestigd op de administratieve verwickelingen van het project draaibankenfabriek in Indonesië. Volgens de Minister betreft het een samenwerkingsdossier dat het ontwerp uitmaakt van onderhandelingen met de Indonesische Regering en waarvoor langs Belgische zijde een akkoord bestaat van de Ministeriële instanties. Bij de uitvoering blijken nochtans bepaalde moeilijkheden te bestaan.

Dit dossier is een goed voorbeeld, hoe ontwikkelingsprojecten moeilijk kunnen uitgevoerd worden zonder dat er een volledige overeenkomst bestaat met het betrokken land, zodat de vertragingen niet altijd toe te schrijven zijn aan België maar dikwijls eveneens het gevolg zijn van de administratieve procedures in ontwikkelingslanden.

Project buitengewoon onderwijs

Het project tot levering van didactisch materiaal en opleiding van opvoeders aan diverse scholen voor gehandicapte kinderen in Indonésie maakt het voorwerp uit van het bijzonder akkoord afgesloten met Indonésie op 31 augustus 1978.

Het voorzag in :

- de opleiding in België van 4 Indonesische leraars aan de hand van een stagebeurs van 3 maanden;
- het uitsturen naar Indonésie van 4 Belgische leraars gespecialiseerd in het onderwijs voor gehandicapten, gedurende elk 3 maanden;
- het leveren van didactisch materiaal.

Vandaag kan het project worden beschouwd als zijnde nog enkele kleinere uitrustingsoederen en enkele boeken, is al het materiaal door het technisch dossier voorgeschreven, verstuurd en aangekomen.

Verder zijn de stages in België met goed gevolg doorlopen.

Tenslotte keerden eind april 1980 de 4 Belgische leraars van hun opdracht in Indonésie terug.

Over het project werd door de Belgische Ambassade in Djakarta geschreven dat de Indonesische overheden zich met de grootste lof over de goede afloop van het project hebben uitgesproken.

* * *

Op het specifieke domein van gehandicapte kinderen werden een aantal O.N.G.-projekten goedgekeurd (Rwanda, Burundi, Filippijnen, Zaïre, enz.).

4. Vietnam — Problème des réfugiés

Quel est l'état de la situation quant au problème des réfugiés et plus spécialement en ce qui concerne les points suivants :

- 1) difficultés d'intégration des familles de réfugiés en Belgique;
- 2) actions entreprises pour y remédier;
- 3) mesures prises pour favoriser la réunification des familles.

Le Ministre déclare qu'il y a effectivement des difficultés, quelques-unes du moins, mais qu'elles ne sont ni plus importantes ni plus nombreuses que les difficultés d'intégration que connaît notre propre population. On pourrait peut-être faire une exception pour les Khmers, les Cambodgiens qui sont restés privés de contact avec l'Occident et donc avec des langues étrangères.

1. Sur les 2 000 personnes qui pouvaient être accueillies dans le cadre du contingent gouvernemental pour 1980, 1 650 sont déjà arrivées. A la fin de mars, des statistiques ont été établies au sujet de l'accueil et de la répartition des réfugiés ainsi que du travail procuré à ceux-ci. Ces données démontrent que 77 % des chefs de famille ont trouvé du travail.

2. L'intégration peut toutefois être améliorée. L'institution d'une assistance sociale constitue un des moyens d'y parvenir. Les organismes d'accueil tels que Caritas, la Croix-Rouge, etc... souhaitent que ce service soit davantage élargi et qu'il bénéficie en outre de subsides de l'Etat. Mais on peut légitimement se demander si l'on peut raisonnablement établir de pareilles structures pour résoudre un problème envisagé pour une période d'un an. Il serait plus facile de susciter de l'intérêt de la part des particuliers, de clubs, d'organismes établis dans un village ou une commune donnés de façon à ce qu'une action commune offre des garanties aux efforts d'intégration. L'organisation de rencontres à l'usage de ces groupes constitue une autre possibilité dont un merveilleux exemple de celle-ci nous est donné par la célébration du Nouvel-An vietnamien. On se heurte certes à des oppositions internes qui divisent ces groupes; elles sont par exemple d'ordre idéologique, culturel et psychologique ou elles tiennent au degré d'acculturation, à l'expérience subie, à la vie dans les camps et à la lutte continue qui se poursuit encore actuellement après avoir commencé pendant la guerre et persisté dans les camps.

3. La réunification des familles est un problème majeur. Il est difficile d'apprécier avec exactitude l'attitude du Vietnam à l'égard de cette préoccupation du Haut Commissariat aux réfugiés qui veut réunir les familles. S'agit-il ici de forcer certaines exigences? S'agit-il d'une extorsion pure et simple pratiquée surtout par des fonctionnaires d'un rang inférieur?

S'agit-il d'une véritable épuration? Nourrit-on certains préjugés vis-à-vis de certaines familles? Craint-on quelque peu une nouvelle fuite, par la mer, de certaines familles et les conséquences que cela implique pour le Vietnam quant à son prestige interne?

En tout cas, l'envoyé de la Belgique à Hanoï s'efforce, cas par cas, de présenter le nom des personnes pour lesquelles une émigration en Belgique s'avère très difficile.

Une difficulté supplémentaire résulte du fait que la Justice n'a jusqu'à présent pas encore autorisé la réunification de familles dont les membres ont été accueillis ici dans le cadre du contingent du Gouvernement.

4. Vietnam — Vluchtelingenprobleem

Wat is de stand van zaken i.v.m. het vluchtelingenprobleem en meer in het bijzonder betreffende volgende punten :

- 1) integratiemoeilijkheden van de families van vluchtelingen in België;
- 2) wat kan hiervoor gedaan worden;
- 3) wat wordt er gedaan om de familiehereniging te bevorderen?

Volgens de Minister zijn er wel moeilijkheden, enkele althans, maar die zijn niet groter noch veelvuldiger dan de integratiemoeilijkheden die onze eigen bevolking kent. Wellicht kan een uitzondering gemaakt worden voor de Khmers, de Cambodjanen die verstoken bleven van contacten met het Westen, dus van vreemde talen.

1. Op 2 000 personen, die binnen het kader van regeringsquota 1980 ontstaald konden worden, zijn er nu ongeveer 1 650 aangekomen. Einde maart werden statistieken opgemaakt betreffende onthaal, spreiding en werkverschaffing aan vluchtelingen. Deze tonen aan dat 77 % van de familiehoofden werk vonden.

2. De integratie kan wel verbeterd worden. Mogelijke middelen zijn o.m. het inrichten van sociale assistentie. De onthaalorganismen zoals Caritas, Rode Kruis enz. wensen deze dienst nog uitgebreider te zien en bovendien gedragen door staatssubsidies. Maar de vraag is gewettigd of men voor een probleem, dat is opgevat voor 1 jaar, zodanige structuren redelijkerwijze kan opzetten. Een gemakkelijker middel zou zijn het verwekken van belangstelling vanwege privé-personen, clubs, organismen in een bepaald dorp of gemeente, zodanig dat een gemeenschappelijke actie waarborgen biedt aan integratiepogingen. Andere mogelijkheid is het organiseren van ontmoetingen voor deze groepen. Een prachtig voorbeeld is de viering van het Vietnamese Nieuwjaar. Wel heeft men dan af te rekenen met verschillen die deze groepen inwendig verdelen, bv. ideologische, culturele, psychologische, graad van acculturatie, verleden ervaring, het kampleven en de gedurige bekamping die, vanaf de oorlog, doorheen de kampen, tot nog toe, voortleeft.

3. Familiehereniging is een voornaam probleem. Het is moeilijk om een juist appréciation te geven van de houding van Vietnam ten opzichte van deze bekommernis van het Hoog Comité voor Vluchtelingen om families opnieuw verenigd te krijgen. Gaat het hier om het afdwingen van bepaalde eisen? Gaat het om gewone aftrogeling vooral vanwege lagere ambtenaren?

Gaat het om een werkelijke epuratie? Heeft men bepaalde vooroordelen ten overstaan van bepaalde families? Zit er ergens de vrees in van een nieuwe vlucht per boot vanwege bepaalde families en de gevolgen voor Vietnam op het gebied van intern prestige?

In elk geval probeert het Belgische gezantschap in Hanoi keer op keer de namen vooruit te schuiven van personen voor wie een uitwijkking naar België zeer moeilijk blijkt.

Een bijkomende moeilijkheid is het feit dat familiehereniging tot nog toe door Justitie niet werd toegestaan voor familieleden van mensen die binnen het regeringsquota hier werden onthaald.

Des démarches ont cependant été entreprises par les O. N. G. concernées en vue d'amener la Justice à reconstruire son attitude.

Il se peut que le Ministre y donne suite et que la réunification des familles soit autorisée pour 10 % de l'ensemble des personnes faisant partie du contingent mais reste limitée aux parents, aux enfants non accompagnés et aux conjoints.

L'arrivée au compte-gouttes des réfugiés depuis le début de 1980 entraîne cependant un problème beaucoup plus grave. Cette situation dénote un état de stupéfaction découlant du rassemblement de centaines de milliers de personnes en un laps de temps très bref et du désir de ces personnes placées dans des camps de quitter ceux-ci. C'est ainsi que des visas ont été sollicités simultanément pour de nombreux pays, et ce n'est que beaucoup plus tard que l'on apprend que les personnes qui avaient également demandé de venir en Belgique sont parties depuis longtemps vers un autre pays. Notre pays n'applique aucun système de sélection particulière. Les O. N. G. se laissent guider par les relations qui existent entre certains réfugiés déjà installés en Belgique et leurs connaissances ou parents restés là-bas.

5. Projets destinés à permettre le retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine

L'idée de tels projets est née aux Pays-Bas et consiste à donner aux travailleurs étrangers une formation telle qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine dans le cadre de projets de développement.

Le cabinet du Ministre examine actuellement la possibilité de réaliser de semblables projets en Belgique. Des contacts seront d'ailleurs pris avec les Pays-Bas, puisque ce pays a déjà acquis une certaine expérience en la matière.

6. Contradiction entre la politique en matière de développement et celle en matière de livraisons d'armes

Un membre attire l'attention du Ministre sur l'anomalie qui consiste en ce que, d'une part, l'aide officielle au développement dont bénéficient certains Etats à régime dictatorial est suspendue, tandis que, d'autre part, la Belgique livre des armes à ces pays.

Le Ministre est conscient du fait que, dans le passé, la coordination en ce domaine entre les ministres concernés laissait beaucoup à désirer. A l'avenir, les politiques menées par les différents ministres seront harmonisées.

La déclaration gouvernementale prévoit pour la première fois une procédure de concertation.

Le problème sera discuté prochainement au niveau du Gouvernement.

Le Ministre de la Coopération est concerné lorsqu'il s'agit de pays avec lesquels nous avons une coopération significative : il ne l'est que par son représentant au Ducroire.

Il ne participe pas aux décisions concernant les licences de vente d'armes.

E. Situation budgétaire

1. Réduction du budget

Incidence sur les projets O. N. G.

En réponse à des questions posées à ce sujet, le Ministre précise que les économies à réaliser sur le budget n'auront aucune incidence sur les projets qui émanent des O. N. G.

Toch werden stappen gedaan door de betrokken N. G. O.'s om Justitie er toe te brengen zijn houding te herzien.

Er is een kans dat de Minister hierop ingaat en dat familiehereniging wordt toegestaan voor 10 % van het geheel van het quota en dit beperkt tot ouders, niet-vergezelde kinderen en tot echtgenoten.

Een veel groter probleem is echter de druppelsgewijze aankomst van de vluchtelingen sinds begin 1980. Dit wijst op een toestand van overrompeling, gevolg van het bijeenkomen van honderdduizenden mensen op zeer korte tijd en van het verlangen van mensen in kampen om er uit weg te komen. Zodoende werden visa aangevraagd voor heel wat landen tegelijkertijd en werd pas zeer laat bekend dat mensen die ook België hadden aangevraagd reeds lang vertrokken waren naar een ander land. Ons land houdt er geen bepaald selectiesysteem op na. De N. G. O.'s laten zich leiden door de relaties die bestaan tussen bepaalde vluchtelingen reeds in België en hun bekenden of familieleden ginds gebleven.

5. Terugkeerprojecten

De idee van terugkeerprojecten komt uit Nederland en bestaat erin om gastarbeiders een dergelijke opleiding te bezorgen dat zij in het kader van ontwikkelingsprojecten, naar hun land van herkomst kunnen terugkeren.

De mogelijkheid om dit in België te verwesenlijken wordt thans door het kabinet van de Minister onderzocht. Er zal trouwens contact opgenomen worden met Nederland dat reeds ervaring terzake heeft opgedaan.

6. Tegenstelling met wapenleveringen

De aandacht van de Minister wordt gevestigd op de anomalie die er enerzijds in bestaat dat de officiële ontwikkelingshulp met bepaalde dictoriaal geregeerde staten wordt opgeschorst, maar dat er anderzijds wel wapenleveringen aan deze landen gebeuren.

De Minister is er zich van bewust dat de coördinatie terzake tussen de betrokken ministers in het verleden te wensen overliet. In de toekomst zal het beleid van de unterschieden ministers op elkaar worden afgestemd.

Voor de eerste keer voorziet de regeringsverklaring in een overlegprocedure.

Dit probleem wordt binnenkort op regeringsvlak behandeld.

Voor de landen waarmee wij een vrij belangrijke samenwerking onderhouden, is de Minister van Ontwikkelings-samenwerking daarbij betrokken. Hij is echter alleen betrokken via zijn vertegenwoordiger in de Delcredere dienst.

Hij heeft geen inspraak in de beslissingen betreffende de vergunningen voor de verkoop van wapens.

E. Budgettaire toestand

1. Begrotingsvermindering

Invloed op N. G. O.-projecten

De Minister verklaart op vragen hieromtrent, dat de besparingen op de begroting geen weerslag zullen hebben op de projecten die door de N. G. O. worden opgezet.

Comment la réduction de 300 millions (dépenses courantes) + 700 millions (dépenses de capital) de la dernière tranche sera-t-elle opérée ?

Le Ministre répond que les économies, c'est-à-dire 166 + 700 millions de la dernière tranche, seront réparties de la façon suivante :

Titre I :

Fonctionnement A. G. C. D.	5,0
Art. 34.06 (experts juniors - seniors)	10,0
Art. 34.07.1 (C. T. B.)	113,0
Art. 34.07.2 et 3 (C. T. B. : voyages et logement)	4,0
Art. 34.10 (volontariat)	5,0
Art. 34.19 (C. T. U.)	29,0
Total	166,0

Titre II :

Art. 53.01 (projets)	130,0
Art. 53.04 (F. E. D.)	150,0
Art. 53.06 (cofinancement)	80,0
Art. 53.07 (aides d'urgence)	210,0
Art. 53.08 (actions multilatérales)	40,0
Art. 53.10 (Sahel)	70,0
Art. 53.13 (Fonds matières premières)	20,0
Total	700,0

2. Dépenses effectuées par le département de la Défense nationale

Les dépenses que le département de la Défense nationale affecte à la coopération au développement ont doublé en cinq ans et sont passées à 468,8 millions. A quoi cette augmentation est-elle due ?

Le Ministre rappelle que ces dépenses sont prévues au budget du Département de la Défense nationale et qu'elles relèvent du Ministre de la Défense nationale.

Il croit toutefois savoir que la majoration est due à l'augmentation du nombre de conseillers militaires au Zaïre. Ce pays en a effet connu de nombreuses crises depuis son indépendance.

L'augmentation des dépenses relatives à la coopération militaire est la conséquence de cet état de choses. Cela signifie qu'environ 120 militaires belges ont été mis au service de l'armée zaïroise en vue d'accomplir des tâches d'intendance telles que le versement de la solde aux militaires et la distribution des rations.

F. Communautarisation de la politique en matière de développement

1. Réforme de l'A. G. C. D. — Cadre linguistique

La déclaration gouvernementale prévoit que « pour le personnel de l'O. S. S. O. M. et les coopérants dans les pays en voie de développement, la législation linguistique sera appliquée ».

Hoe zal de vermindering van 300 (lopende uitgaven) + 700 miljoen (kapitaalsuitgaven) van de laatste schijf worden doorgevoerd ?

De Minister antwoordt dat de besparingen, d.w.z. 166 + 700 miljoen (kapitaaluitgaven) van de laatste schijf worden doorgevoerd ?

Titel I :

Werking A. B. O. S.	5,0
Art. 34.06 (junior- en seniorexperts)	10,0
Art. 34.07.1 (C. T. B.)	113,0
Art. 34.07.02 en 3 (C. T. B. : reizen en huisvesting)	4,0
Art. 34.10 (voluntariaat)	5,0
Art. 34.19 (C. T. U.)	29,0
Totaal	166,0

Titel II :

Art. 53.01 (projecten)	130,0
Art. 53.04 (E. O. F.)	150,0
Art. 53.06 (cofinanciering)	80,0
Art. 53.07 (dringende hulpverlening)	210,0
Art. 53.08 (multilaterale acties)	40,0
Art. 53.10 (Sahel)	70,0
Art. 53.13 (Fonds inzake grondstoffen)	20,0
Totaal	700,0

2. Uitgaven door het departement van Landsverdediging

De uitgaven aan ontwikkelingssamenwerking van het departement Landsverdediging zijn op vijf jaar tijd verdubbeld en opgelopen tot 468,8 miljoen. Waaraan is deze stijging te wijten ?

De Minister herinnert er aan dat deze uitgaven ingeschreven staan op de begroting van het Departement van Landsverdediging en dat zij ook tot de bevoegdheid van de Minister van Landsverdediging behoren.

Nochtans meent hij te weten dat deze stijging te wijten is aan de verhoging van het aantal militaire adviseurs in Zaïre, een land dat talrijke krisissen heeft gekend sinds zijn onafhankelijkheid.

De stijging van de uitgaven voor de militaire coöperatie is een gevolg van deze redenering. Dit betekent dat er een 120-tal Belgische militairen in het Zaïrese leger werden ingezet om intendance-taken te vervullen, zoals de uitbetaling van soldij en de uitdeling van rantsoenen.

F. Communautarizing van het ontwikkelingsbeleid

1. Hervorming van A. B. O. S. — Taalkader

In de regeringsverklaring staat dat « voor het personeel van de D. O. S. Z. en voor de coöperanten in de ontwikkelingslanden zal de taalwetgeving worden toegepast ».

Que signifie l'application de la législation linguistique ? Quelle est la signification de l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique ?

En exécution de la déclaration gouvernementale selon laquelle « la parité linguistique au niveau de l'A. G. C. D., de l'O. B. C. E. et des sections de coopération sera consacrée par un cadre linguistique », un arrêté royal a été pris pour l'O. B. C. D. le 4 juin 1980. Quand en sera-t-il de même pour l'O. S. S. O. M. ?

Les membres néerlandophones s'opposent à l'exécution de l'arrêté royal concernant l'O. B. C. E. aussi longtemps que n'est pas intervenu un arrêté analogue pour l'A. G. C. D. et les sections de coopération.

Le Ministre répond ce qui suit :

L'accord de gouvernement précise aux pages 14 et 15 que « dans les domaines qui relèvent de la compétence nationale et, plus particulièrement, dans les matières suivantes : la coopération au développement, ..., des dispositions légales et réglementaires seront prises en vue d'assurer l'équilibre des influences et l'égalité de participation des deux Communautés ainsi que d'empêcher toute discrimination ».

Afin de concrétiser le principe ci-dessus, l'accord de gouvernement annonce notamment les dispositions ci-après :

— en ce qui concerne l'A. G. C. D. un cadre linguistique paritaire sera prochainement fixé par voie d'arrêté royal, après la fusion des cadres définitif et transitoire; la proposition du Ministre a déjà été adoptée par les deux chambres de la Commission permanente de Contrôle linguistique (leur avis est joint en annexe au présent rapport);

— les sections de la Coopération au développement auprès de nos ambassades seront composées paritairement — ce qui est déjà le cas — et cette parité doit être maintenue;

— pour ce qui est du personnel de l'O. S. S. O. M., la législation linguistique sera appliquée. Un cadre linguistique est en préparation;

— la législation linguistique sera également appliquée en ce qui concerne les coopérants; le Conseil d'Etat et la Commission permanente de Contrôle linguistique se sont prononcés pour une réalisation progressive de la parité linguistique;

— afin de réaliser cet objectif, un certain nombre de services ont été réorganisés, de sorte que les agents sont affectés au traitement administratif des dossiers conformément à la législation linguistique.

2. Fonds de coopération au développement

La déclaration gouvernementale prévoit ce qui suit : « Les deux Communautés seront associées à la politique de coopération au développement. Un Fonds de Coopération au Développement sera créé. La concertation entre le Ministre de la Coopération et les Communautés interviendra dans les organes de direction du Fonds. En attendant que ce Fonds soit créé, la concertation sera confiée à un Comité ministériel ad hoc ».

Un projet portant création d'un Fonds de la coopération au développement est pratiquement prêt. Il sera soumis pour avis au Conseil d'Etat avant les vacances parlementaires encore. Il entre dans les intentions du Ministre de la Coopération au Développement de soumettre le projet à l'approbation du Gouvernement au cours du mois de septembre de façon à pouvoir le déposer au Parlement au début de la nouvelle session parlementaire.

Wat betekent de toepassing van de taalwetgeving ? Welk is de betekenis van het adres van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht ?

In uitvoering van de regeringsverklaring dat « de taalpariteit in de schoot van A. B. O. S. en B. D. B. H. en de secties van ontwikkelingssamenwerking zal worden vastgelegd », werd op 4 juni 1980 een Koninklijk Besluit uitgevaardigd voor de B. D. B. H. Wanneer zal dit gebeuren voor de D. O. S. Z. ?

De Nederlandstalige commissieleden verzetten zich tegen de uitvoering van het Koninklijk Besluit over de B. D. B. H. zolang een gelijkaardig Koninklijk Besluit voor A. B. O. S. en de secties van ontwikkelingssamenwerking niet werd uitgevaardigd.

De Minister antwoordt als volgt :

De Regeringsverklaring zegt op pagina 15, paragraaf 4 : « In de domeinen die onder de nationale bevoegdheden vallen en meer in het bijzonder in de volgende aangelegenheden : de ontwikkelingssamenwerking, ..., zullen wettelijke en verordenende bepalingen worden genomen, ten einde het evenwicht van de invloeden en de gelijkheid van inspraak van de twee gemeenschappen te bewaren, alsmede elke discriminatie te voorkomen ».

Ten einde bovenstaand beginsel te verwezenlijken, wordt o.m. door de Regeringsverklaring het volgende aangekondigd :

— voor het A. B. O. S. zal eerlang bij koninklijk besluit een paritair taalkader worden uitgevaardigd en dit na fusie van het vast- en het overgangskader; het voorstel van de Minister werd reeds door de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (zie advies in bijlage) in beide kamers aanvaard;

— de secties van de ontwikkelingssamenwerking bij onze ambassades in het buitenland zullen paritair worden samengesteld — wat reeds het geval is — en deze pariteit moet worden bestendigd;

— voor het personeel van de D. O. S. Z. zal de taalwetgeving worden toegepast. Een taalkader is in voorbereiding;

— voor de coöperanten zal eveneens de taalwet worden toegepast. Zowel de Raad van State als de Vaste Commissie voor Taaltoezicht hebben zich uitgesproken voor een geleidelijke verwezenlijking van de taalpariteit;

— ten einde hieraan tegemoet te komen werden een aantal diensten gereorganiseerd zodat de ambtenaren conform aan de taalwetgeving, ingeschakeld worden bij de administratieve afhandeling.

2. Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking

De regeringsverklaring luidt als volgt : « ... de beide gemeenschappen zullen betrokken worden bij het ontwikkelingsbeleid. Een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking zal worden opgericht. In de schoot van de beheersorganen van dit Fonds zal het overleg tussen de Minister van Ontwikkelingssamenwerking en de gemeenschappen worden ingebouwd. In afwachting dat dit Fonds wordt opgericht, zal dit overleg worden toevertrouwd aan een Ministerieel Comité ad hoc ».

Een ontwerp houdende oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking is virtueel klaar. Het zal nog voor het reces voor advies aan de Raad van State worden overgelegd. De Minister van Ontwikkelingssamenwerking heeft de bedoeling het ontwerp voor goedkeuring aan de Regering over te leggen in de maand september, zodat het bij het Parlement kan worden ingediend bij het begin van de nieuwe parlementaire zittijd.

La façon concrète dont la coopération des communautés sera organisée au sein du Fonds de la Coopération au Développement précité, les domaines de cette concertation et ses conséquences budgétaires doivent encore faire l'objet de négociations entre les partis de la majorité.

En attendant la création de ce Fonds, un comité ministériel ad hoc assumera la concertation entre les communautés en matière de coopération au développement. En réponse à une question posée à ce sujet, le Ministre déclare que ce comité ministériel sera encore constitué avant les vacances parlementaires.

3. Coopération universitaire

La loi du 27 juillet 1971 modifiée par les lois du 17 janvier 1974 et du 5 janvier 1976 prévoit que les Universités perçoivent une subvention émanant du budget de la Coopération au développement afin de leur permettre de couvrir les frais de formation des étudiants originaires des pays en voie de développement.

En 1976, le Ministre fixait à 600 dollar la limite supérieure du revenu par tête d'habitant des pays dont les ressortissants pouvaient bénéficier de cette mesure. Il y ajoutait 7 pays : Algérie, Chili, Iran, Liban, Malaisie, Pérou, Surinam. En 1978, M. Outers reprenait cette liste en remplaçant l'Iran par le Gabon.

A partir de l'année académique prochaine, de nouvelles mesures seront d'application :

1) la liste des pays dont les ressortissants peuvent bénéficier des subsides est modifiée : elle comprend 41 pays dont 31 reconnus comme P. M. A. (pays les moins avancés) et 10 pays dont le revenu par tête est inférieur à 200 dollars.

2) le montant maximum du budget annuellement consacré à ces subsides sera dorénavant bloqué à 800 millions par an. (Art. 34.32 du budget : 1978 : 620; 1979 : 784; 1980 : 800).

3) pour les ressortissants des pays non repris dans la nouvelle liste, l'année académique 80-81 sera une année de transition: 65 % de la moyenne arithmétique des étudiants inscrits au cours des 3 dernières années académiques dans les universités francophones seront encore subsidiés; ce pourcentage est de 100 % dans les universités néerlandophones.

Le problème se situe selon un membre au plan de l'application de cette mesure :

— les critères de sélection sont arbitraires : à titre d'exemple, plus aucun pays latino-américain n'est repris dans la nouvelle liste, ce qui risque de poser de graves problèmes à de nombreux réfugiés politiques originaires de ces pays;

— au-delà de la seule année de transition, que vont devenir les étudiants non subsidiés qui auront entamé, en toute bonne foi, un cycle d'études sans pouvoir le terminer ?

— nos postes diplomatiques sont-ils informés de la mesure et à même de l'appliquer : il semble en effet que de nombreux étrangers subsidiables selon les anciens critères arriveraient en Belgique munis des traditionnels visas touristiques, ce qui poserait des problèmes aux individus eux-mêmes mais également aux institutions qui s'en occupent;

— plus que le subside aux étudiants étrangers, c'est en fait le subside aux universités francophones qui est particulièrement visé. La mesure discriminatoire qui les frappe

Over de concrete wijze waarop de gemeenschappen, in de schoot van het op te richten Fonds voor Ontwikkelings-samenwerking, inspraak zullen krijgen en in verband met de domeinen van deze inspraak en de budgettaire consequenties hiervan, zal nog tussen de meerderheidspartijen worden onderhandeld.

In afwachting dat dit Fonds wordt opgericht, zal een Ministerieel Comité ad hoc het overleg tussen de gemeenschappen inzake ontwikkelingssamenwerking behartigen. Op een vraag terzake verklaart de Minister dat dit Ministerieel Comité nog vóór het reces zal worden opgericht.

3. Universitaire samenwerking

De wet van 27 juli 1971, gewijzigd door de wetten van 17 januari 1974 en 5 januari 1976 bepaalt dat de universiteiten ten laste van de begroting voor Ontwikkelingssamenwerking een toelage ontvangen om hen in staat te stellen de opleidingskosten te dekken van de studenten die uit ontwikkelingslanden afkomstig zijn.

In 1976 heeft de Minister het inkomenplafond per inwoner, voor de landen waarvan de ingezetenen die maatregel zouden kunnen genieten, op 600 dollar vastgesteld. Hij heeft er zeven landen aan toegevoegd : Algerije, Chili, Iran, Libanon, Maleisië, Peru, Suriname. In 1978 heeft de heer Outers deze lijst bijgewerkt en Iran vervangen door Gabon.

Vanaf het volgende academiejaar zijn nieuwe maatregelen van toepassing :

1) de lijst van de landen waarvan de ingezetenen aanspraak kunnen maken op een toelage werd gewijzigd. Zij telt nu 41 landen waarvan 31 erkend zijn als minst ontwikkelde landen en 10 landen waarvan het inkomen per inwoner lager ligt dan 200 dollar.

2) het maximumbedrag van de begroting dat jaarlijks aan die toelagen wordt besteed, is voortaan geblokkeerd op 800 miljoen per jaar. (Art. 34.32 van de begroting : 1978 : 620; 1979 : 784; 1980 : 800).

3) voor de ingezetenen van de landen die niet op deze lijst voorkomen, zal het academiejaar 80-81 een overgangsjaar zijn : 65 % van het rekenkundig gemiddelde van de in de loop van de laatste drie academiejaren in de Franstalige universiteiten ingeschreven studenten zullen nog gesubsidieerd worden; dit percentage bedraagt 100 % in de Nederlandstalige universiteiten.

Volgens een lid zal de toepassing van die maatregel problemen doen rijzen :

— de selectiecriteria zijn willekeurig gekozen : zo komt b.v. geen enkel land uit Latijns-Amerika in de nieuwe lijst voor, wat ernstige problemen dreigt mee te brengen voor heel wat politieke vluchtelingen welke uit die landen afkomstig zijn;

— wat zal er na dat ene overgangsjaar, gebeuren met de studenten die geen subsidies kunnen krijgen en die, volkomen te goeder trouw, een studiecyclus aangevangen hebben en die niet kunnen beëindigen ?

— zijn onze diplomatieke vertegenwoordigers op de hoogte van de genomen maatregel en zijn zij in staat die toe te passen ? Het blijkt immers dat heel wat vreemdelingen die volgens de vroegere criteria toelagen zouden kunnen ontvangen hebben, in België aankomen met traditionele toerismevisa, wat niet alleen problemen schept voor de betrokken zelf maar ook voor de instellingen die er zich mee bezighouden;

— meer dan de toelage aan de buitenlandse studenten is het in feite voornamelijk de toelage aan de Franstalige universiteiten die bedreigd wordt. De discriminatoire maatregel

(65 % contre 100 % pour les universités néerlandophones) est révélatrice à cet égard.

Enfin, la mesure ne l'étonne pas puisqu'elle s'inscrit dans la logique de la politique délibérément anti francophone menée par le titulaire du département depuis avril 1979.

Du « rééquilibrage » entrepris au niveau des experts associés (où le recrutement de candidats francophones a été pratiquement bloqué pendant des mois), aux objectifs proclamés de parité au niveau des coopérants en passant par la parité décidée dans l'octroi des bourses A. G. C. D. et dans l'envoi de professeurs universitaires visiteurs et permanents, sans oublier les subsides de 200 000 et de 1 500 000 F versés au Vlaamse Interuniversitaire Raad pour promouvoir les universités néerlandophones dans les P. V. D., le Ministre entreprend systématiquement le transfert vers la Communauté flamande des ressources budgétaires de la Coopération dont les retombées ont bénéficié jusqu'ici pour une large part à la Communauté française.

La Communauté flamande doit, elle aussi, pouvoir participer à la coopération et s'exprimer au travers de celle-ci. Comprendons-nous bien cependant : la philosophie de la coopération ici importe peu, les pays bénéficiaires encore moins. Seuls comptent les retombées. Le caractère abrupt des mesures le prouve à loisir.

Ceci dit, que la Communauté flamande soit largement bénéficiaire au plan des retombées dans le secteur de la Coopération économique n'inspire pas du tout la même volonté de rééquilibrage en faveur de la Communauté francophone cette fois.

On a en outre demandé quelle était la procédure d'intervention dans les frais d'études des étudiants étrangers des universités, avant et après le Conseil des ministres de mars 1980.

Le Ministre fournit la réponse suivante au sujet des crédits affectés aux subventions de fonctionnement des institutions universitaires pour les étudiants originaires des pays en voie de développement.

A la suite d'une discussion au sein du Cabinet restreint de politique générale du 6 mars 1980, le Conseil des ministres du 7 mars 1980 a pris la décision suivante :

I. Affectation des 800 millions pour 1980 (art. 34.32 du budget de la Coopération au Développement)

Afin de pouvoir respecter la décision d'affecter les 800 millions prévus dans le projet de loi-programme pour l'année budgétaire 1980 (décision confirmée à nouveau lors de la réunion du Cabinet restreint de politique générale du lundi 3 mars 1980), les établissements d'enseignement universitaire recevront, à titre de subsides, une quotité au prorata des dépenses ordinaires de fonctionnement, pour les étudiants qui étaient régulièrement inscrits au 1^{er} février 1979 et qui, d'après la liste de pays en vigueur, sont pris en considération pour l'octroi de subsides. S'il s'avérait que les universités devaient obtenir 1,2 milliard de F dans le cas où aucune décision n'aurait été prise en ce qui concerne le plafonnement à 800 millions, elles ne recevront effectivement que les 2/3 par étudiant.

II. A partir de l'année académique 1980-81

Des étudiants de nationalité étrangère, originaires de pays en voie de développement, pourront, aux conditions suivantes, être pris en considération pour l'octroi de subsides destinés à couvrir les frais de fonctionnement :

die tegenover deze laatste wordt genomen (65 % tegenover 100 % voor de Nederlandstalige universiteiten), is dienaanstaande betekenisvol.

Ten slotte moet die maatregel ons niet verwonderen daar zij in de lijn ligt van het anti-francophone beleid dat door de Minister sinds april 1979 gevoerd wordt.

Het « herstel van het evenwicht » op het niveau van de geassocieerde experten (waar de aanwerving van Franstalige kandidaten gedurende maanden vrijwel geblokkeerd werd), de nagestreefde pariteit op het niveau van de samenwerkingsagenten, de pariteit waartoe beslist wordt bij de toekenning van de A. B. O. S.-beurzen en het zenden van universitaire professoren, als gastprofessor of als permanent professor, zonder dan nog te spreken van de toelagen van 200 000 en 1 500 000 F die betaald werden aan de Vlaamse Interuniversitaire Raad om de Nederlandstalige universiteiten in de ontwikkelingslanden te bevorderen zijn zoveel tekenen die erop wijzen dat de Minister systematisch de budgettaire middelen van de ontwikkelingssamenwerking, die tot nog toe ruimschoots aan de Franse gemeenschap ten goede kwamen, naar de Vlaamse gemeenschap aan het overhevelen is.

Ook de Vlaamse gemeenschap moet aan de ontwikkelingssamenwerking deelnemen en er haar stempel kunnen op drukken. Maar laten wij elkaar goed verstaan : de filosofie van de ontwikkelingssamenwerking is hier van weinig belang, de landen die ervan genieten nog minder. Alleen de weerslag ervan telt; het bruiske karakter van de genomen maatregelen bewijst zulks ten overvloede.

Dit gezegd zijnde, het feit dat de Vlaamse gemeenschap ruimschoots haar deel krijgt van de geldmiddelen in de sector van de economische samenwerking brengt geenszins mede dat nu eenzelfde wil aanwezig is om het evenwicht, ditmaal in het voordeel van de Franse gemeenschap, te herstellen.

Er werd bovendien gevraagd naar de procedure van de tussenkomst in de studiekosten van de buitenlandse studenten van de universiteiten vóór en na de Ministerraad van maart 1980.

De Minister antwoordt als volgt over de subsidiëring van de werkingstoelagen van universitaire instellingen voor studenten uit ontwikkelingslanden.

De Ministerraad van 7 maart 1980 heeft, aansluitend op een besprekking tijdens het Kernkabinet van Algemeen Beleid dd. 6 maart 1980, volgende beslissing genomen :

I. Besteding van de 800 miljoen voor 1980 (art. 34.32 van de begroting voor Ontwikkelingssamenwerking)

Ten einde de beslissing om voor het begrotingsjaar 1980 de in het ontwerp-programmawet voorziene 800 miljoen te kunnen respecteren (herbevestigd door de vergadering van het Kernkabinet, maandag 3 maart 1980) zullen de universitaire onderwijsinstellingen voor de studenten welke op 1 februari 1979 regelmatig waren ingeschreven en voor subsidiëring in aanmerking komen volgens de vigerende landenlijst, pro rata een deel van de gewone werkingsuitgaven betoelaagd krijgen. Indien bijvoorbeeld zou blijken dat de universiteiten 1,2 miljard F zouden ontvangen in de veronderstelling dat geen beslissing zou genomen zijn m.b.t. de plafonnering tot 800 miljoen, zullen zij nu, per student, slechts de 2/3 daarvan ontvangen.

II. Vanaf het academiejaar 1980-81

Studenten van vreemde nationaliteit, afkomstig uit ontwikkelingslanden, zullen kunnen aangerekend worden voor betoelaging van de werkingskosten van de universitaire instellingen, onder volgende voorwaarden :

1. Pour les 1^{er} et 2^e cycles :

Etre originaire d'un des pays les moins développés ou d'un pays ayant un P. N. B. inférieur à 200 dollars par tête (Publication « World Development Report, 1979 », août 1979). La liste des 31 pays les moins développés (voir annexe IV) est reconnue internationalement. Les dix pays ayant un P. N. B. inférieur à 200 dollars par tête et qui ne font pourtant pas partie des pays les moins développés sont tirés de la publication la plus récente de la Banque Mondiale sur ce sujet (le critère de ce point 1 ne vaut pas pour les étudiants visés sous le point 4).

2. Pour le 3^e cycle :

Les subventions ordinaires de fonctionnement continueront à être accordées aux étudiants de formation post-graduate (3^e cycle) pour autant qu'ils soient originaires de pays en voie de développement figurant sur la liste des pays en vigueur en 1979-80 (annexe V). En d'autres termes, pour les étudiants du 3^e cycle, les critères de subvention restent inchangés.

3. Les étudiants qui ont obtenu une bourse de l'Administration Générale de la Coopération au Développement (A. G. C. D.) ne sont pas visés par les critères précités en ce qui concerne les subventions aux universités. En d'autres termes, en ce qui concerne les boursiers de l'A. G. C. D., les universités restent subventionnées comme pour les années académiques précédentes.

4. Pour les pays qui ne sont pas classés parmi les moins développés et pour les pays qui ont un P. N. B. supérieur à 200 dollars par tête et qui figurent cependant sur la liste des pays en vigueur à ce jour (voir annexe V), le règlement suivant est adopté pour l'année académique 1980-81 en ce qui concerne les étudiants des 1^{er} et 2^e cycles :

a) les étudiants des établissements universitaires francophones ne seront pris en considération, dans le chef de ces établissements et par orientation d'études (groupes A, B, C, D et E de la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, art. 86) qu'à concurrence de 65 % de la moyenne arithmétique des étudiants subsidiables originaires de ce groupe de pays en voie de développement et régulièrement inscrits pour les années académiques 1976-1977, 1977-1978 et 1978-1979. Les étudiants dont le nombre dépasserait le contingent ainsi fixé ne seraient désormais plus subsidiables.

b) les étudiants des établissements universitaires néerlandophones seront pris en considération dans le chef de ces établissements et par orientation d'études (groupes A, B, C, D et E de la loi du 5 janvier 1976, art. 86) à concurrence de 100 % de la moyenne arithmétique des étudiants subsidiables originaires de ce groupe de pays en voie de développement et régulièrement inscrits pour les années académiques 1976-1977, 1977-1978 et 1978-1979. Les étudiants dont le nombre dépasserait le contingent ainsi fixé ne seraient désormais plus subsidiables.

Afin que la Coopération au Développement belge n'accorde pas, en même temps, une aide aux universités dans les pays en voie de développement mêmes et ne doive, en outre, payer des subsides pour des étudiants en provenance des pays en voie de développement qui viennent étudier dans notre pays, il est conseillé aux établissements univer-

1. Voor de 1^{ste} en 2^e cyclus :

Afkomstig zijn van een M. O. L.-land (minst ontwikkelde Landen) of uit een land met een B. N. P. per capita lager dan 200 dollar (publicatie « World Development Report, 1979 » van augustus 1979). De lijst van de 31 M. O. L.-landen (zie bijlage IV) is internationaal als dusdanig erkend. De tien landen met een B. N. P. per capita lager dan 200 dollar, en welke nochtans geen M. O. L.-landen zijn, is gehaald uit de recentste publicatie van de Wereldbank terzake (het criterium van dit punt 1 geldt niet voor de studenten geviseerd onder punt 4).

2. Voor de 3^{de} cyclus :

De gewone werkingstoelagen zullen verleend blijven voor studenten van de post-graduate opleiding of 3^{de} cyclus voor zover zij afkomstig zijn van ontwikkelingslanden die voorkomen op de in 1979-80 van kracht zijnde landenlijst (bijlage V). M.a.w. voor de 3^{de} cyclus-studenten blijven de subsidiërsriteria onveranderd.

3. Studenten die een beurs hebben gekomen van het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking (A. B. O. S.), vallen niet onder bovenstaande criteria wat betreft de betoelaging aan de universiteiten. M.a.w. voor de A. B. O. S.-bursalen blijven de universiteiten gesubsidieerd zoals vorige academiejaren het geval was.

4. Voor de niet-M. O. L.-landen en voor de landen welke een B. N. P. per capita hebben van meer dan 200 dollar, en welke toch voorkomen op de tot op dit ogenblik van kracht zijnde landenlijst (zie bijlage V) wordt voor het academiejaar 1980-81 m.b.t. de 1^{ste} en 2^{de} cyclusstudenten, volgende regeling getroffen :

a) de studenten zullen voor Rijksbetoelaging in hoofde van de franstalige universitaire instellingen, en voor het academiejaar 1980-1981, slechts dan in aanmerking komen voor zover hun aantal beperkt blijft per Franstalige universitaire instelling, en per studierichting (de groepen A, B, C, D en E van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, art. 86) tot 65 % van het rekenkundig gemiddelde van het aantal subsidieerbare studenten uit deze groep ontwikkelingslanden afkomstig, en regelmatig ingeschreven voor de academiejaren 1976-1977, 1977-1978 en 1978-1979. De studenten, die in aantal het aldus bepaalde contingent zouden overschrijden, zijn niet langer subsidiebaar.

b) de studenten zullen voor Rijksbetoelaging in hoofde van de Nederlandstalige universitaire instellingen, en voor het academiejaar 1980-1981, slechts dan in aanmerking komen voor zover hun aantal beperkt blijft per Nederlandstalige universitaire instelling, en per studierichting (de groepen A, B, C, D en E van de wet van 5 januari 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1975-1976, art. 86) tot 100 % van het rekenkundig gemiddelde van het aantal subsidieerbare studenten uit deze groep ontwikkelingslanden afkomstig, en regelmatig ingeschreven voor de academiejaren 1976-1977, 1977-1978 en 1978-1979. De studenten, die in aantal het aldus bepaalde contingent zouden overschrijden zijn niet langer subsidiebaar.

Opdat de Belgische ontwikkelingssamenwerking niet terzelfder tijd steun zou verlenen aan universiteiten in de ontwikkelingslanden zelf, en daarenboven subsidies zou moeten betalen voor studenten uit ontwikkelingslanden die hier in ons land komen studeren, wordt aan onze Belgische universitaire onderwijsinstellingen de raad gegeven voor de

sitaires belges d'établir d'une manière sélective le nombre des inscriptions d'étudiants en provenance des pays en voie de développement pour les 1^{er} et 2^e cycles. Les universités francophones ont déjà élaboré des critères et se sont, selon certains bruits, concertées pour appliquer, d'une façon générale, leurs critères à l'occasion des inscriptions pour la prochaine année académique.

G. Programme d'action pour les années quatre-vingt

1. Politique en matière de développement pour les années quatre-vingt

Au seuil de la troisième décennie de la politique de développement, il est nécessaire que le Ministre soumette un plan pour cette période. Le Ministre peut-il prévoir des mesures concrètes pour 1980-1990 en tenant compte d'une part, de la différenciation sans cesse croissante entre les pays du Tiers-Monde eux-mêmes et l'opposition toujours plus importante entre le Nord et le Sud et d'autre part, l'interdépendance symétrique et asymétrique de plus en plus évidente ?

Le Ministre commente son programme d'action pour les années 1980 :

1) La Belgique doit poursuivre ses efforts pour débloquer le dialogue Nord-Sud et prendre des initiatives qui peuvent contribuer à l'instauration graduelle d'un nouvel ordre économique mondial. Une approche progressive constitue à cet égard la meilleure voie. L'expérience acquise grâce à la Convention de Lomé peut sans aucun doute être mise à profit en vue d'une application plus large. Le système-Stabex pour les produits agricoles, l'extension de celui-ci à certaines matières premières, le fonds des matières premières de la C.N.U.C.E.D., la réforme du système monétaire international, les actions du F. M. I. et de la Banque mondiale, le code de bonne conduite destiné aux entreprises multinationales, les garanties accordées aux investissements étrangers, la lutte contre le protectionnisme, — sont autant de terrains où la Belgique peut se distinguer.

2) Il est essentiel de mettre sur pied un dispositif permettant de transférer le pouvoir d'achat d'une façon plus systématique vers les pays en voie de développement. Un Pacte de croissance solidaire orienté vers les pays industriels occidentaux, les pays de l'Est, les pays producteurs de pétrole et les nouveaux pays industriels peut rétablir la crédibilité des pays plus riches, inciter les pays occidentaux à abandonner leur position défensive et également apporter une contribution positive à la solution de la crise économique et au chômage dans les pays industriels mêmes.

3) Des actions triangulaires associant des pays industriels occidentaux, des pays en voie de développement et certains pays producteurs de pétrole peuvent également créer un modèle de coopération intéressant.

4) La politique bilatérale menée par la Belgique en matière de développement doit s'inscrire avec plus de consistance dans la nouvelle stratégie de développement. Cette exigence implique concrètement la nécessité de donner la priorité aux pays les plus pauvres ainsi qu'à la satisfaction des besoins fondamentaux de tous les pays en voie de développement. Cela implique également qu'il y a lieu d'accorder principalement notre aide au développement rural et à la promotion de l'agriculture.

5) La satisfaction de besoins fondamentaux dans les pays en voie de développement peut parfaitement s'assortir d'un

1^{ste} en 2^e cyclus het aantal inschrijvingen van studenten uit ontwikkelingslanden selectief te verrichten. De Franstalige universiteiten hebben reeds criteria uitgewerkt en zijn naar verluidt gezamenlijk overeengekomen hun criteria algemeen toe te passen vanaf de inschrijvingen voor het eerstvolgend academiejaar.

G. Actieprogramma voor de jaren tachtig

1. Ontwikkelingsbeleid voor de jaren 80

Bij de aanvang van het derde decennium van het ontwikkelingsbeleid is het noodzakelijk dat de Minister een plan voor dit derde decennium voorlegt. Kan de Minister, rekening houdend met de groeiende differentiatie binnen de derde wereldlanden en de steeds groter wordende tegenstellingen tussen Noord en Zuid enerzijds en met een steeds duidelijker wordende symmetrische en asymmetrische interdependent anderzijds, concrete maatregelen voor 1980-1990 voorleggen ?

De Minister licht zijn actieprogramma voor de jaren tachtig als volgt toe :

1) België moet zich blijven inspannen om de Noord-Zuid-dialoog te deblokkeren en initiatieven nemen, die kunnen bijdragen tot de geleidelijke uitbouw van een nieuwe economische wereldorde. Hierbij is een stapsgewijze aanpak de beste. De ervaringen met de Lomé-Convention kunnen zeer ten nutte worden gemaakt met het oog op een ruimere toepassing. Het Stabex-systeem voor landbouwproducten, de uitbreiding hiervan tot bepaalde grondstoffen, het grondstoffenfonds van de UNCTAD, de hervorming van het internationaal muntstelsel, de acties van het I. M. F. en de Wereldbank, de gedragscode voor multinationale ondernemingen, garanties voor buitenlandse investeringen, de bestrijding van het protectionisme, ..., zijn zovele terreinen waarop België zich kan onderscheiden.

2) Essentieel is het tot stand brengen van een stelsel waardoor op een meer systematische wijze koopkracht naar de ontwikkelingslanden zou worden getransfereerd. Een Pact van Solidaire Groei, gericht tot de Westerse industrielanden, tot de landen van het Oostblok, tot de olieproducerende landen en tot de nieuwe industrielanden, kan de geloofwaardigheid van de rijkere landen herstellen, de Westerse landen uit het defensief halen en ook positief bijdragen tot het oplossen van de economische crisis en de werkloosheid in de industrielanden zelf.

3) Triangulaire acties tussen Westerse industrielanden, ontwikkelingslanden en bepaalde olieproducerende landen kunnen eveneens een interessant samenwerkingsmodel opleveren.

4) Het Belgisch bilateraal ontwikkelingsbeleid moet zich op een meer consistente wijze inschrijven in de nieuwe ontwikkelingsstrategie. Dit betekent in concreto dat de prioritaire zorg moet gaan naar de armste landen en dat ten aanzien van alle ontwikkelingslanden de bevrediging van de basisbehoeften vooraan moet worden geplaatst. Dit betekent ook dat vooral steun moet worden verleend aan de plattelandsontwikkeling en de promotie van de landbouw.

5) Het behartigen van de basisbehoeften in de ontwikkelingslanden kan perfect gepaard gaan met een belangrijke

« flow back » important en faveur des économies occidentales et donc également de l'emploi dans nos pays. L'apport des petites et moyennes entreprises dans les pays en voie de développement, notamment comme instrument de transfert de la technologie adaptée, est également très important. Pour l'exploitation des réserves de matières premières, on ne peut échapper à un certain gigantisme, mais on doit avoir les garanties nécessaires pour que la valeur ajoutée reste essentiellement dans le pays en voie de développement même et qu'elle soit mise à la disposition des populations locales.

6) Dans les pays en voie de développement où les revenus atteignent déjà un niveau moyen par tête d'habitant, l'attention doit se porter vers les zones de pauvreté géographique ou sociologique et les accords généraux de développement doivent être remplacés par des projets de développement plus spécifiques. Dans ces pays, une plus grande place doit être réservée aux formes plus classiques de coopération commerciale, industrielle et financière.

7) En ce qui concerne le respect des droits de l'Homme, il y a lieu de préciser qu'il s'agit là d'un critère de valeur essentiel à appliquer à l'élaboration de la politique belge de développement. Dans ce sens, notre coopération au développement, nonobstant les accords bilatéraux, est toujours conditionnelle et sujette à révision bien que la suspension ou la suppression de l'aide au développement ne puissent être utilisées que comme moyens de pression s'il s'avère que la situation de la population locale ne s'en trouve pas aggravée.

8) Les organisations non gouvernementales jouent un rôle stratégique dans la politique de développement, car elles peuvent intervenir sans passer par les négociations bilatérales inévitables entre les gouvernements. Elles peuvent souvent s'aligner plus rapidement et plus efficacement sur les besoins fondamentaux.

Le Gouvernement belge a doublé en deux ans les crédits destinés aux O.N.G. et les a portés, pour 1980, à 800 millions. Les organisations des partenaires sociaux peuvent également être associées plus étroitement à la politique de développement, même par le biais de formules de sous-traitances. Cela vaut également pour la coopération au développement universitaire dont l'intérêt est vital pour certains pays en voie de développement dans des disciplines soigneusement sélectionnées.

9) Les compressions budgétaires, nécessaires dans tous les départements, doivent être appliquées dans le domaine de la coopération au développement de façon à concerner essentiellement les frais de fonctionnement et de compromettre au minimum la qualité des projets de développement à réaliser sur place.

10) Les prêts d'Etat à Etat doivent également pouvoir être utilisés en faveur des projets de développement et ne doivent pas uniquement être considérés comme des instruments de promotion aux exportations belges. Il y a lieu également de rechercher de nouvelles méthodes de financement pour les prêts d'Etat à Etat.

11) Le contenu de la politique belge en matière de développement doit faire l'objet d'une réorientation et sa répartition géographique doit être soumise à une adaptation. Au point de vue du contenu, l'accent doit être mis davantage sur les besoins fondamentaux et le développement des campagnes en évitant tous les projets prestigieux. La répartition géographique doit permettre d'accorder également de l'attention à certains pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud et du Sud-Est.

flow-back ten gunste van de Westerse economieën en dus ook van de werkgelegenheid in onze landen. Zeer belangrijk ook is de aanbreng van kleine en middelgrote ondernemingen in de ontwikkelingslanden, als instrument o.m. van overdracht van aangepaste technologie. Voor het exploiteren van de grondstoffenvoorraden is een bepaalde grootschaligheid onvermijdelijk, maar de waarborgen moeten worden gegeven opdat de toegevoegde waarde hoofdzakelijk in het ontwikkelingsland zelf zou blijven en ter beschikking gesteld worden van de lokale bevolkingen.

6) Voor ontwikkelingslanden met reeds middelmatige inkomen per hoofd moet de aandacht gaan naar de geografische of sociologische armoedezones en moeten de algemene ontwikkelingsaccoorden worden vervangen door meer specifieke ontwikkelingsprojecten. In deze landen moet meer ruimte worden gecreëerd voor de meer klassieke commerciële, industriële en financiële samenwerkingsvormen.

7) Wat de eerbiediging van de mensenrechten betreft, moet duidelijk worden gemaakt dat dit een essentiële waardestandaard is bij het uitstippelen van het Belgisch ontwikkelingsbeleid. In die zin is onze ontwikkelingssamenwerking, ondanks de bilaterale akkoorden, ook altijd voorwaardelijk en herzienbaar, ofschoon het opschorten of afbreken van de ontwikkelingshulp maar als drukkingsmiddel kan worden gehanteerd, indien blijkt dat de toestand van de lokale bevolking hierdoor nog niet wordt verergerd.

8) De niet-gouvernementele organisaties vervullen een strategische rol in het ontwikkelingsbeleid omdat zij kunnen optreden zonder de onvermijdelijkheid van bilaterale onderhandelingen tussen de regeringen. Vaak kunnen zij zich ook vlugger en efficiënter afstemmen op de basisbehoeften.

De Belgische regering heeft de kredieten voor de N.G.O.'s in twee jaar tijd verdubbeld en voor 1980 op 800 miljoen gebracht. Ook de organisaties van de sociale gesprekspartners kunnen eveneens nauwer worden betrokken bij het ontwikkelingsbeleid, ook via formules van onder-aanneming. Dit geldt ook voor de universitaire ontwikkelingssamenwerking, die voor bepaalde ontwikkelingslanden in wel uitgekozen disciplines, van vitaal belang is.

9) De begrotingsbesnoeiingen, die in alle departementen noodzakelijk zijn, moeten inzake ontwikkelingssamenwerking zo worden doorgevoerd dat zij essentieel de werkingskosten betreffen, maar zo weinig mogelijk de kwaliteit van de ontwikkelingsprojecten ter plaatse zouden in het gedrang brengen.

10) De leningen van Staat tot Staat moeten ook kunnen worden gebruikt voor ontwikkelingsprojecten en niet enkel worden gezien als instrument tot promotie van de Belgische export. Ook moet worden uitgekeken naar nieuwe financieringsmethoden voor de leningen van Staat tot Staat.

11) Het Belgisch ontwikkelingsbeleid moet inhoudelijk worden geheroriënteerd en ook geografisch worden bijgestuurd. Inhoudelijk, door meer de klemtouw te leggen op basisbehoeften en plattelandsontwikkeling en alle prestige-projecten te vermijden. Geografisch, door ook aandacht te besteden aan bepaalde landen in Latijns-Amerika en Zuid-en Zuid-Oost-Azië.

12) La politique du personnel en matière de coopération au développement doit tenir compte des nouveaux grands objectifs de la stratégie du développement. Les coopérants, les volontaires, les experts et les techniciens se verront confier de plus en plus de tâches dans le domaine des besoins fondamentaux. En mettant davantage l'accent sur le financement de projets, les coopérants au développement de tout bord devront aussi être plus mobiles et dans une certaine mesure plus polyvalents. Un certain nombre de modifications statutaires doivent également être effectuées, notamment pour faciliter le détachement et la réintégration.

13) La politique de développement ne peut garder sa crédibilité en Belgique que si elle est aussi assumée par les deux Communautés culturelles. C'est dans ce sens que les différents points figurant dans la déclaration gouvernementale doivent être réalisés. La création d'un Fonds de coopération et de développement constitue, sans aucun doute, à cet égard l'intervention structurelle la plus importante.

14) Des efforts constants doivent être déployés pour sensibiliser notre opinion publique à la problématique du Tiers-Monde en soulignant que la solution de nos problèmes structurels dépend dans une large mesure dans la façon dont la communauté internationale parviendra à apporter une solution aux problèmes du Tiers-Monde.

2. Plan quinquennal et annualité du budget

A la question de savoir si la planification quinquennale et l'annualité budgétaire sont compatibles, le Ministre a répondu que des programmes de coopération au développement sont conclus pour une période de cinq ans avec un certain nombre de pays en voie de développement.

Eu égard au principe de l'annualité budgétaire, un accord spécial qui constitue la base exacte de ces actions de coopération au développement est toujours prévu pour un projet exécuté sous réserve de pouvoir disposer des crédits budgétaires.

Ce moyen technique permet de réaliser des projets et des programmes à plus long terme.

Il ne serait par ailleurs pas possible de réaliser des projets de coopération au développement d'une durée d'un an, car ce faisant, on n'aurait pas un impact suffisant.

3. Enseignement

La Commission estime que, d'une part, l'enseignement reçoit des crédits trop importants et que, d'autre part, l'enseignement dispensé manque d'efficacité. A ce propos, l'attention est attirée sur l'importance énorme qui est accordée à la formation universitaire, tandis que le chaînon de l'enseignement moyen est négligé.

Le Ministre fait observer que la prise de conscience culturelle des pays en voie de développement, leur désir ardent d'autonomie et l'affirmation de leurs propres cadres nous obligent à réorienter sans ambiguïté notre politique de coopération en matière d'enseignement et de formation. Le principe de l'envoi de personnel enseignant, surtout aux niveaux où nos partenaires disposent de plus en plus de personnel propre, doit être relativisé. Il faut, par le biais d'une assistance au niveau de la planification de l'enseignement dans les pays qui sont nos partenaires, veiller à utiliser de manière optimale les collaborateurs locaux qui sont compétents et déjà disponibles.

12) Het personeelsbeleid inzake ontwikkelingssamenwerking moet rekening houden met de nieuwe grote objectieven van de ontwikkelingsstrategie. Coöperanten, vrijwilligers, experts, technici zullen meer en meer taken te vervullen krijgen in het domein van de basisbehoeften. Door meer de klemtoon te leggen op projectfinanciering, zullen de ontwikkelingshelpers van allerlei slag ook meer mobiel moeten worden en tot op zekere hoogte meer polyvalent. Ook moeten er een aantal statutaire wijzigingen worden doorgevoerd die o.m. de detachering en de reintegratie vergemakkelijken.

13) Het ontwikkelingsbeleid kan in België slechts zijn geloofwaardigheid behouden indien het ook door de beide cultuurgemeenschappen wordt gedragen. Het is in deze zin dat de verschillende punten, opgenomen in de regeringsverklaring, moeten worden uitgevoerd. Hierbij is de oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking ongetwijfeld de belangrijkste structurele ingreep.

14) Er moet een blijvende inspanning gedaan worden om onze publieke opinie te sensibiliseren voor de problematiek van de Derde Wereld, erop wijzend dat de oplossing van onze eigen structurele problemen in grote mate afhangt van de wijze waarop de internationale gemeenschap er zal in slagen de problemen van de Derde Wereld een oplossing te geven.

2. Vijfjarenplan en begrotingsannualiteit

Op de vraag of de vijf-jaren planning en de begrotingsannualiteit samen kunnen gaan heeft de Minister geantwoord dat met een aantal ontwikkelingslanden ontwikkelings-samenwerkingsprogramma's worden afgesloten voor 5 jaar.

Gezien de annualiteit van de begroting wordt een bijzonder vergelijk, dat de juiste basis vormt voor deze ontwikkelings-samenwerkingsacties, steeds gesteld voor een project dat uitgevoerd wordt onder voorbehoud van het ter beschikking hebben van de budgettaire kredieten.

Dit technisch middel laat toe om projecten en programma's op langere termijn te realiseren.

Het zou ten andere niet mogelijk zijn samenwerkings-projecten met een looptijd van 1 jaar te realiseren omdat men als dusdanig niet voldoende impact zou hebben.

3. Onderwijs

Vanuit de Commissie wordt gesteld dat er enerzijds te veel geld wordt uitgetrokken voor onderwijs en dat anderzijds het verstrekte onderwijs niet doelmatig is. In dit verband wordt er gewezen op het te grote belang dat aan universitaire opleiding wordt gegeven, terwijl de schakel van het middelbaar onderwijs wordt verwaarloosd.

De Minister verklaart dat de culturele bewustwording van de ontwikkelingslanden, de drang naar self-reliance en het aantreden van eigen kaders ons nopen tot een duidelijke heroriëntering van onze samenwerking op het stuk van onderwijs en vorming. Het uitzenden van onderwijszend personeel, vooral in de niveaus waar onze partnerlanden meer en meer over eigen personeel beschikken, moet gerelateerd. Door middel van bijstand voor de onderwijsplanning in de partnerlanden, dient men er voor te zorgen dat optimaal gebruik wordt gemaakt van de reeds beschikbare plaatselijke bevoegde medewerkers.

Dans l'enseignement général, l'aide devrait être axée sur le perfectionnement et le recyclage du personnel enseignant.

Les modalités relatives à l'envoi de personnel de remplacement dans l'enseignement général, que la charge en incombe directement ou non au Ministère de la Coopération au Développement, doivent être revues.

Les instituts de formation pour adultes méritent aussi de bénéficier de notre coopération. Ces instituts contribuent d'ordinaire de façon plus directe et efficace au développement que les établissements classiques d'enseignement destinés aux jeunes, étant donné que leur programme est conçu de manière à combler les lacunes laissées par l'enseignement général.

En outre, l'accent sera mis sur la formation du personnel de direction, sur l'adaptation des structures d'enseignement et des méthodes pédagogiques, ainsi que sur les diverses formations techniques et professionnelles.

4. O. N. G. : Cofinancement

Il n'est pas possible pour l'instant de donner une suite favorable à la proposition tendant à porter le cofinancement de l'Etat à 85 % pour les projets répondant aux conditions fixées dans la note de politique du Ministre.

Les propositions existantes (75 - 25 %) ont été fixées par arrêté royal. La situation budgétaire exclut une modification à brève échéance.

5. Mesures destinées à promouvoir les projets P. M. E.

A l'occasion d'une mission en Indonésie, un rapport a été rédigé et a servi de base à la note de politique en la matière.

Selon le Ministre, les P. M. E., d'une part, souhaitent jouer un rôle effectif dans la politique de développement, mais, d'autre part, elles voudraient s'entourer de toutes les garanties possibles afin de limiter les risques autant que faire se peut. A ce propos, le Ministre pense à l'intervention de l'Office du Ducroire en faveur des P. M. E., telle qu'elle existe déjà à l'usage des grandes entreprises.

H. Autres problèmes

1. Non-recrutement de jeunes diplômés

Le Ministre de la Coopération, par la voie du Ministère de l'Emploi et du Travail, a fait deux appels publics pour le recrutement de jeunes diplômés. Un membre apprend que sur 1 550 demandeurs, on n'a engagé que 4 candidats. Il se demande quels critères ont été appliqués pour arriver à un résultat pareil.

Le Ministre répond que les pays en voie de développement se sont montrés très réticents en ce qui concerne le recrutement de jeunes diplômés.

On a commis une erreur en lançant cette formule parce que déjà à l'heure actuelle les pays en voie de développement connaissent un chômage de jeunes universitaires.

Un crédit de 50 millions fut prévu au département du Travail.

In het algemeen onderwijs zou de bijstand moeten gericht worden op verdere opleiding en hercycling van het onderwijzend personeel.

De modaliteiten ter uitzending van vervangingspersoneel in het algemeen onderwijs, of dit nu al dan niet rechtstreeks ten laste valt van het Ministerie van Ontwikkelingssamenwerking, moeten worden herzien.

Ook de vormingsinstituten voor volwassenen verdienen onze samenwerking. Vormingsinstituten voor volwassenen hebben veelal een directer ontwikkelingseffect dan de klassieke instellingen van onderwijs voor de jeugd, daar het curriculum van eerstgenoemde vaak beantwoordt aan leemten gelaten door het algemeen onderwijs.

Bovendien zal de klemtoon worden gelegd op de vorming van leidinggevend personeel, op de aanpassing van de onderwijsstructuren en pedagogische methodes, op de verschillende technische- en beroepsopleidingen.

4. N. G. O. : Medefinanciering

Op het voorstel om de medefinanciering van de Staat op te drijven tot 85 % voor projecten die aan voorwaarden van de beleidsnota van de Minister beantwoorden, kan op dit ogenblik niet worden ingegaan.

De bestaande verhoudingen (75 - 25 %) werden bij koninklijk besluit vastgesteld. Wegens de begrotingstoestand is een wijziging op korte termijn uitgesloten.

5. Stimulering van K.M. O.-projecten

Naar aanleiding van een zending naar Indonesië werd er een rapport opgesteld dat tot basis heeft gediend voor de beleidsnota terzake.

Volgens de Minister wensen de K. M. O.'s enerzijds wel een rol te spelen in het ontwikkelingsbeleid, maar anderzijds zouden zij zich met alle mogelijke waarborgen willen omringen ten einde de risico's tot een minimum te herleiden. In dit verband denkt de Minister aan de tussenkomst van de Delcrederedienst voor de K. M. O.'s zoals die nu reeds bestaat voor de grote ondernemingen.

H. Andere problemen

1. Niet aanwerving van jonge gediplomeerden

Via de Minister van Tewerkstelling en Arbeid heeft de Minister van Ontwikkelingssamenwerking twee maal een publieke oproep gedaan om jonge gediplomeerden aan te werven. Een lid heeft vernomen dat men op 1 550 aanvragen slechts vier kandidaten in dienst heeft genomen. Hij vraagt zich af aan de hand van welke criteria men een dergelijk resultaat heeft gekomen.

De Minister antwoordt dat de ontwikkelingslanden zeer terughoudend stonden tegenover de aanwerving van jonge gediplomeerden.

Die regeling was een vergissing want in de ontwikkelingslanden heerst thans reeds werkloosheid onder de jonge universitairen.

Op het Departement van Arbeid werd een krediet van 50 miljoen uitgetrokken.

Il n'a pu être utilisé pour des raisons de procédure.

De fait il n'y eut que 4 jeunes diplômés engagés sous un régime de type contractuel.

On préfère, à l'heure actuelle, la formation de jeunes par la voie du volontariat et du système d'expert associé qui permet d'assurer la formation de jeunes universitaires sur une période de 3 ans.

Les jeunes ont la faculté d'être recruté dans le statut de 1967.

La coopération n'est qu'une source d'emploi réduite : le total des coopérants bilatéraux se monte à 1 564.

**2. Conférence mondiale de la décennie de l'O.N.U.
pour la femme
Copenhague — 14 - 30 juillet 1980**

A. Thèmes à l'ordre du jour

1. L'incidence de l'« apartheid » sur la femme en Afrique du Sud (analyse de la situation + propositions d'action).

2. Evaluation des progrès enregistrés et des obstacles rencontrés dans la poursuite des objectifs proposés par la décennie de l'ONU pour la femme, 1975-1980, en matière d'égalité, de développement et de paix.

3. La proposition d'un plan d'action pour la deuxième moitié de la décennie 1981-1985, avec une insistance sur l'« emploi, la santé et la formation de la femme » tant sur le plan national — régional — qu'international.

4. L'examen sommaire de la situation des femmes réfugiées dans le monde entier.

5. L'incidence de l'occupation israélienne sur la situation socio-économique des femmes palestiniennes à l'intérieur et en dehors des territoires occupés, et les possibilités d'aide.

B. Politique de la Belgique

Pour le moment, le Ministre de la Coopération au Développement se préoccupe de cette problématique à l'occasion de la Conférence mondiale de Copenhague.

Il est convaincu que le problème du développement de la femme doit être abordé dans sa dimension humaine et sociale. Le Ministre est d'avis qu'une meilleure interprétation de la situation de la femme dans les pays en voie de développement peut permettre de mener en la matière une politique de développement plus efficace prenant en compte l'emploi, la santé et la formation, tous les aspects, de la femme.

Actuellement, le Ministre est en possession d'un document émanant de la commission « Coopération au Développement » du Conseil national des femmes de Belgique, section néerlandophone, et dans lequel un certain nombre de propositions ont été formulées en vue d'assurer une meilleure participation de la femme à son développement.

En outre, le Ministre rencontrera la semaine prochaine une délégation du Conseil des femmes précité.

Enfin, le Ministre souhaite associer à la promotion de la femme dans les pays en voie de développement tant la femme belge que la femme du Tiers-Monde.

Om redenen van procedure kon het niet worden aangewend.

In werkelijkheid werden slechts vier jonge gediplomeerden in dienst genomen, met contract.

Thans verkiest men jongeren op te leiden door ze vrijwillig in dienst te laten treden of via de regeling van het geassocieerd deskundige waardoor jonge universitairen over een periode van drie jaar kunnen worden opgeleid.

De jongeren hebben de mogelijkheid om volgens het statut van 1967 te worden aangeworven.

Ontwikkelingssamenwerking biedt slechts weinig werkgelegenheid : het totale aantal bilaterale ontwikkelingshelpers bedraagt 1 564.

**2. Wereldconferentie van het UNO-Decennium
voor de vrouw
Kopenhagen — 14-30 juli 1980**

A. Thema's aan de orde

1. De weerslag van de « apartheid » op de vrouw in Zuid-Afrika (analyse van de situatie + voorstellen tot actie).

2. De evaluatie van de geboekte vooruitgang en hinderissen bij het bereiken van de doelstellingen door het UNO-decennium voor de vrouw 1975-1980 vooropgesteld inzake gelijkheid, ontwikkeling en vrede.

3. Het voorstellen van het actieplan voor de 2^e helft van het decennium 1981-1985 met speciale aandacht voor « de Werkgelegenheid — de Gezondheid en de Vorming van de vrouw » zowel op nationaal — regionaal als internationaal vlak.

4. Het overlopen van de situatie van de vrouwelijke vluchtelingen over gans de wereld.

5. De weerslag van de Israëlische bezetting op de socio-economische situatie van de Palestijnse vrouwen, binnen en buiten de bezette gebieden en de mogelijkheden tot hulpverlening.

B. Belgisch beleid

Op dit ogenblik, naar aanleiding van de Wereldconferentie van Kopenhagen, is de Minister van Ontwikkelingssamenwerking begaan met deze problematiek.

Hij is ervan overtuigd dat het ontwikkelingsvraagstuk van de vrouw in haar menselijke en sociale dimensie moet aangevat worden. De Minister is de mening toegedaan dat door een betere interpretatie van de situatie van de vrouw in ontwikkelingslanden, een doelgerichter ontwikkelingsbeleid terzake kan gevoerd worden, waarbij Werkgelegenheid — Gezondheid — Vorming, alle aspecten van de vrouw, aan bod komen.

Op het huidig ogenblik is de Minister in het bezit van een document van de Commissie Ontwikkelingssamenwerking van de Nationale Vrouwenraad van België, Nederlands-talige Afdeling, waarin een aantal voorstellen geformuleerd werden voor een betere deelname van de vrouw aan haar ontwikkelingsgebeuren.

Tevens zal de Minister volgende week een delegatie van vermelde vrouwenraad ontmoeten.

Het is tenslotte de wens van de Minister zowel de vrouw in België als de vrouw in de Derde Wereld, bij de promotie van de vrouw in ontwikkelingslanden te betrekken.

*3. Rapport numérique entre le personnel de l'A. G. C. D.
et le personnel de coopération d'outre-mer*

En juin 1980, ce rapport était le suivant :

Personnel de l'A. G. C. D. :

Statutaires	320
Contractuels	3
Temporaires	3
Chômeurs	68
Chargés de mission	29
Moniteurs de boursiers	18
	441

Personnel de la coopération d'outre-mer :

C. T. B.	1 570
Coopérants univers.	232
Ecoles belges	224
Experts assistants	195
Experts seniors	5
Volontaires	883
	3 109

1. Zaïre

Différents membres interrogent le Ministre sur la politique de développement à l'égard du Zaïre.

Le Gouvernement est fortement préoccupé par ce qui se passe en ce moment dans ce pays.

Etant donné que 40 % de notre coopération bilatérale sont toujours destinés au Zaïre, il est nécessaire que l'on ait quelque idée de la manière dont évolue le développement de la population zaïroise.

Des rapports tels que ceux d'Amnesty International, ainsi que les témoignages de Belges qui se trouvent sur place et de l'Eglise zaïroise parlent d'une situation très précaire.

Les membres de la Commission sont convaincus du fait que la Belgique a une mission importante à accomplir au Zaïre et porte une grande responsabilité à l'égard de la population. Toutefois, ils expriment le vœu que l'aide accordée au Zaïre profite à la population au travers de projets ruraux, de projets « d'autosuffisance » et de projets alimentaires et sanitaires.

Vu nos relations particulières avec le Zaïre, notre assistance doit se poursuivre à trois niveaux :

— déployer des actions de développement orientées directement vers les populations locales et confiées à des organisations non gouvernementales et à l'Etat lui-même. Notre responsabilité particulière nous oblige, si le bien-être de la population zaïroise l'exige, à nous occuper de problèmes plus larges, notamment en ce qui concerne l'infrastructure, l'habitat, etc...;

— apporter une aide militaire limitée en vue de sauvegarder la sécurité intérieure. Ces mesures doivent être de nature préventive et l'aide militaire doit se borner à une assistance technique et porter sur la formation et la gestion des forces armées zaïroises;

— contribuer à un plan de redressement du Zaïre dans le but de relancer l'économie du pays. La situation économique du Zaïre est désastreuse et la population zaïroise se trouve dans le besoin. La Belgique doit continuer à jouer un rôle stimulant à la stricte condition toutefois

3. Verhouding personeel A. B. O. S. — personeel overzee

In juni 1980 zag deze verhouding er als volgt uit :

Personneel A. B. O. S. :

Statutair	320
Contractueel	3
Tijdelijken	3
Werklozen	68
Zendingsgelastigden	29
Begeleiders bursalen	18
	441

Personneel Overzee :

B. T. S.	1 570
Univ. Coop.	232
Belgische Scholen	224
Assistant Deskundigen	195
Senior deskundigen	5
Vrijwilligers	883
	3 109

1. Zaïre

Verscheidene leden hebben de Minister ondervraagd over het ontwikkelingsbeleid in Zaïre.

Er bestaat een grote bekommernis voor wat zich op dit ogenblik in Zaïre afspeelt.

Vermits nog steeds 40 % van onze bilaterale samenwerking naar Zaïre gaat is het noodzakelijk dat men enig inzicht heeft in de evolutie van de ontwikkeling van de bevolking.

Rapporten als deze van Amnesty International, getuigenissen van Belgen en van de kerk ter plaatse, spreken over een zeer benarde situatie.

De commissieleden zijn ervan overtuigd dat België een belangrijke opdracht in Zaïre te vervullen heeft en een grote verantwoordelijkheid draagt t.o.v. de bevolking. Zij drukken echter de wens uit dat de hulp die verleend wordt aan Zaïre, de bevolking moet ten goede komen via plattelandsprojecten, projecten van self reliance en voedsel- en gezondheidsprojecten.

Gezien onze bijzondere relatie met Zaïre moet onze hulp drievoudig blijven :

— ontwikkelingsacties ontplooien die rechtstreeks afgestemd zijn op de plaatselijke bevolkingen, toevertrouwd aan niet-gouvernementele organisaties en aan de Staat zelf. Omwille van onze bijzondere verantwoordelijkheid, moeten wij, indien zulks nodig is voor het welzijn van de Zaïrese bevolking, ons tevens inlaten met ruimere problemen o.m. met infrastructuur, woongelegenheid, enz.;

— een beperkte militaire hulp ter vrijwaring van de interne veiligheid. Deze maatregelen moeten preventief zijn en de militaire hulp moet beperkt blijven tot technische bijstand en afgestemd zijn op de opleiding en het beheer van de Zaïrese strijdkrachten;

— bijdragen tot een herstelplan voor Zaïre met het doel de economie van het land opnieuw op gang te brengen. De economische toestand van Zaïre is erbarmelijk en de Zaïrese bevolking is in nood. België moet blijvend een stimulerende rol spelen onder de strenge voorwaarde dat

que le régime prouve qu'il œuvre en faveur d'une évolution positive de la gestion et que le sort de la population zaïroise s'en trouve amélioré.

1. Coopération avec l'INERA

Il a été décidé de revoir notre intervention en faveur de l'INERA, de l'ISAR et de l'ISABU.

Au lieu d'une « subvention » globale qui se dilue sans aucune efficacité dans les multiples recherches de ces trois instituts de recherches agronomiques, l'intervention belge intervient pour un montant identique dans des actions spécifiques, limitées dans le temps, choisies de commun accord.

Ce mode d'intervention permettra une plus grande efficience et répondra aux objectifs prioritaires du développement agricole de ces pays.

Il est en cours d'application à l'ISAR et à l'ISABU. Le contexte zaïrois n'a pas encore permis de négocier des interventions dans des actions spécifiques.

Les priorités déjà retenues et en cours de négociations sont :

- la relance de la recherche sur l'élaïs limitée à des thèmes bien précis;
- la maintenance de l'exploitation de la station de Bongabo;
- la création de deux cacaoyères pilotes à l'Equateur (Tshuapa) et dans le Maniema;
- la multiplication de semences de coton (à Boketa et ailleurs);
- la recherche agrostologique à N'Vuazi.

Pour les autres secteurs non retenus il est fait appel aux institutions internationales de recherches agronomiques et aux autres aides bilatérales.

Le Ministre répond par la négative à la question de savoir si, au Zaïre, certaines stations ont été confiées à des particuliers.

2. Infrastructure

1) Le IV^e F. E. D. (1975-1980) a programmé un montant de 96,5 millions d'unités de compte (m. u. c.) pour le Zaïre.

Les projets directs à caractère d'infrastructure couvrent :

- a) les routes et ports : 20,4 m. u. c. (1);
- b) adduction d'eau à Kinshasa : 5,0 m. u. c. (1).

A ces projets directs, il faut ajouter des réalisations d'infrastructure dans le domaine de l'agriculture (programme global : 39,7 m. u. c.) et dans celui de la formation-éducation (programme global : 22,9 m. u. c.) sans qu'il soit cependant possible de fixer l'enveloppe réservée à ces projets.

Actuellement, les engagements sur ces programmes s'élèvent à 85 % de l'enveloppe et les paiements à 10 %.

2) Viennent s'ajouter à ces projets, des projets de coopération régionale qui concernent surtout l'infrastructure et en particulier les transports d'exportation pour l'Afrique de l'Est. L'enveloppe s'élève à 30,4 m. u. c.

het regime het bewijs levert dat het ijvert voor een positieve evolutie in het beheer en dat het lot van de Zaïrese bevolking verbetert.

1. Coöperatie met INERA

Er werd besloten om onze bijdrage aan de INERA, de ISAR, en de ISABU te herzien.

In plaats van een algemene « subsidie » die zonder resultaat verdwijnt in de talloze onderzoeken van die drie instituten voor Landbouwonderzoek, besteedt België eenzelfde bedrag aan specifieke projecten die beperkt zijn in de tijd en in onderling overleg worden gekozen.

Op die manier zal men efficiënter te werk kunnen gaan en de voornaamste doelstellingen van die landen inzake landbouwontwikkeling kunnen realiseren.

Dit gebeurt reeds bij de ISAR en de ISABU. Wegens de toestand in Zaïre kon nog niet worden onderhandeld over bijdragen voor specifieke projecten.

Een aantal projecten met voorrang liggen reeds vast of worden besproken :

- het onderzoek inzake elaeispalmen moet worden hervat, met betrekking tot duidelijk omschreven thema's;
- het station van Bongabo moet in bedrijf blijven;
- twee model-cacaoplantages op de evenaar (Tshuapa) en in Maniema moeten worden opgericht;
- er moet meer katoen worden gezaaid (te Boketa en elders);
- het agrostologisch onderzoek in N'Vuazi.

Voor de andere bedrijfstakken die niets krijgen, wordt een beroep gedaan op internationale instellingen voor landbouwonderzoek en op andere vormen van bilaterale hulp.

Op de vraag of in Zaïre bepaalde stations werden opgedragen aan privé-personen antwoordt de Minister ontkenend.

2. Infrastructuur

1) Het vierde E. O. F. (1975-1980) heeft een bedrag van 96,5 miljoen rekeneenheden (m. r. e.) voor Zaïre uitgetrokken.

De rechtstreekse projecten inzake infrastructuur hebben betrekking op :

- a) wegen en havens : 20,4 m. r. e. (1);
- b) watertoever naar Kinshasa : 5,0 m. r. e. (1).

Naast die rechtstreekse projecten zijn er nog de infrastructuurwerken inzake landbouw (algemene programma : 39,7 m. r. e.) en inzake vorming en onderwijs (algemeen programma : 22,9 m. r. e.); men kan echter nog niet bepalen hoeveel voor die projecten moet worden uitgetrokken.

Thans belopen de vastleggingen voor die programma's 85 % en de betalingen 10 % van het krediet.

2) Naast die projecten zijn er nog projecten van regionale samenwerking, die vooral betrekking hebben op de infrastructuur en in het bijzonder op de verkeersmiddelen voor de uitvoer naar Oost-Afrika. Het krediet bedraagt 30,4 m. r. e.

(1) 1 u. c. = ± 40 F.

(1) 1 r. e. = ± 40 F.

3) Les projets dont il a été question ci-dessus n'épuisent pas toute la contribution du F. E. D. au Zaïre puisqu'il faut y ajouter notamment les aides exceptionnelles, les actions spéciales et les aides alimentaires, aides qui, le plus souvent, ne concernent pas l'infrastructure.

3. Production agricole

La production alimentaire des pays en voie de développement doit être stimulée. Il ressort de l'exposé du Ministre qu'en ce qui concerne le Zaïre, la majeure partie de l'aide est consacrée à des travaux d'infrastructure, ce qui, selon un membre, profite essentiellement aux pouvoirs économiques et non à la population locale. Il en va de même pour les projets à grande échelle.

Le Ministre réfute cette affirmation en déclarant que la programmation prévoit pour le Zaïre une masse budgétaire destinée à des projets agricoles.

La section belge à Kinshasa a été chargée de faire une étude préparatoire qui est actuellement analysée par l'A. G. C. D.

La programmation vise à mettre sur pied des projets à petite et moyenne échelle destinés en particulier à répondre aux besoins fondamentaux de la population locale. Les projets à grande échelle tels que celui de Kaniama Kasese ne seront plus retenus, eu égard aux difficultés.

4. Section de coopération au développement

Un membre estime que le parc automobile de cette section est disproportionné. La section de coopération au développement de Kinshasa compte actuellement 32 agents qui ont le statut de coopérant.

En ce qui concerne plus spécialement le parc automobile, les renseignements suivants ont été donnés :

- 1) Agents faisant partie de la section : 15;
- 2) Transport du personnel et des marchandises : 5;
- 3) Accueil à Kinshasa : 1;
- 4) Soutien logistique individuel à Kinshasa : 13;
- 5) Visiting prof U. N. A. S. A. à Kinshasa : 1;
- 6) Bureau de la coopération à Lubumbashi : 5;
- 7) Visiting prof à Lubumbashi : 1;
- 8) Salaires à Boma : 4.

Ces données font apparaître que la section dispose d'un certain nombre de véhicules destinés à un usage commun et à un certain nombre de projets.

5. Commissions d'évaluation

1) Commissions mixtes

En dehors des « grandes commissions mixtes » tenues par les Affaires étrangères et qui ne sont pas reprises ci-dessous, il faut distinguer pour la coopération proprement dite :

- 1) les « Grandes Commissions Mixtes »;
- 2) les commissions techniques mixtes (par secteur).

La dernière grande commission mixte avant celle tenue le 28 mars 1976 a eu lieu du 22 au 25 octobre 1973 à Kinshasa.

Entre 1974 et 1976, il n'y en a plus eu en raison de la détérioration des relations entre les deux Etats.

3) De projecten waarvan hierboven sprake is, omvatten niet de hele bijdrage van het E. O. F. aan Zaïre, omdat men daar met name de buitengewone hulp, de bijzondere projecten en de voedselhulp nog moet bijrekenen; die vormen van hulp hebben meestal niets met infrastructuur te maken.

3. Landbouwproductie

De voedselproductie in de ontwikkelingslanden dient gestimuleerd te worden. Uit de uiteenzetting van de Minister blijkt, wat Zaïre betreft, dat het grootste deel van de hulp naar infrastructuurwerken gaat, hetgeen, volgens een lid, hoofdzakelijk ten goede komt aan de economische machten en niet aan de lokale bevolking. Hetzelfde geldt voor de grootschalige projecten.

De Minister weerlegt deze bewering door te verklaren dat in de programmatie voor Zaïre een begrotingsmassa is voorzien voor landbouwprojecten.

De Belgische sectie in Kinshasa werd gevraagd in dit verband een voorbereidende studie te maken die thans door A. B. O. S. wordt onderzocht.

Het doel van de programmatie is projecten op kleine of middelgrote schaal op te zetten. Daarbij wordt voornamelijk tegemoet gekomen aan de basisbehoeften van de lokale bevolking. De grootschalige projecten zoals Kaniama Kasese zullen, gezien de moeilijkheden, niet meer worden weerhouden.

4. Ontwikkelingssectie

Er wordt gewag gemaakt van een overdreven wagenpark. De sectie voor Ontwikkelingssamenwerking in Kinshasa bestaat momenteel uit 32 personeelsleden die statutair coöperant zijn.

Wat meer speciaal het wagenpark betreft, worden volgende inlichtingen verstrekt :

- 1) Agenten sectie : 15;
- 2) Transport personeel en goederen : 5;
- 3) Onthaal Kinshasa : 1;
- 4) Individuele logistieke steun Kinshasa : 13;
- 5) Visiting prof U. N. A. Z. A. Kinshasa : 1;
- 6) Bureau samenwerking Lubumbashi : 5;
- 7) Visiting prof Lubumbashi : 1;
- 8) Loonswezen te Boma : 4.

Uit deze gegevens blijkt dat de sectie een aantal wagens heeft die voor gemeenschappelijk gebruik en een aantal projecten bestemd zijn.

5. Evaluatiecommissies

1) Gemengde Commissies

Naast de « grote gemengde commissies » die onder buitenlandse zaken ressorteren en hieronder niet worden vermeld, moet men voor de eigenlijke ontwikkelingssamenwerking een onderscheid maken tussen :

- 1) de « Grote Gemengde Commissies »;
- 2) de gemengde technische commissies (per sector).

De laatste grote gemengde commissies welke vóór die van 28 maart 1976 werd bijeengeroepen, hield zitting van 22 tot 25 oktober 1973 in Kinshasa.

Van 1974 tot 1976 waren er geen commissies meer, omdat de betrekkingen tussen beide Staten waren verslechterd.

Toutefois, des commissions techniques ont été tenues chaque année pour l'enseignement (en avril ou mai) et plus sporadiquement pour d'autres secteurs :

- du 28 novembre au 4 décembre 1975 à Kinshasa : Commission technique « Agriculture »;
- 28 mars 1976 à Kinshasa : Grande Commission mixte;
- mai 1976 à Bruxelles : Commission mixte « Enseignement »;
- 17 et 18 juin 1976 à Bruxelles : Grande Commission mixte;
- 17 et 18 janvier 1977 à Bruxelles : Grande Commission mixte;
- avril 1977 à Bruxelles : Commission technique « Enseignement »;
- 24 au 29 mai 1977 à Kinshasa : Commission technique « Transports »;
- 5 au 8 juillet 1977 à Kinshasa : Commission technique « Transports »;
- 7 et 8 juillet 1977 à Kinshasa : Grande Commission mixte;
- 22 au 24 mars 1978 à Kinshasa : Commission technique « médicale »;
- 20 au 22 mars 1978 à Kinshasa : Commission technique « Agriculture »;
- avril 1978 à Kinshasa : Commission technique « Enseignement »;
- 2, 3 et 5 mai 1978 à Bruxelles : Grande Commission mixte;
- 24 au 30 avril 1979 à Kinshasa : Commission technique « Enseignement »;
- 2 au 4 juillet 1979 à Kinshasa : Commission technique « Energie »;
- 2 au 4 juillet 1979 à Kinshasa : Commission technique « médicale »;
- 4 au 7 juillet 1979 à Kinshasa : Commission technique « Transports »;
- 6 et 7 novembre 1979 à Kinshasa : Commission technique « Agriculture »;
- 9 au 14 novembre 1979 à Kinshasa : Grande Commission mixte.

2) Plan Mobutu

1. Conférence de Bruxelles, juin 1978.
 2. Conférence de Bruxelles, novembre 1978.
 3. Conférence de Bruxelles, novembre 1979.
- Groupe consultatif, Banque mondiale, Paris, mai 1980.

3) Evaluations

Les seules évaluations au Zaïre sont relatives à Kaniama Kasese (en 1974 d'abord, en 1976 ensuite).

Le volume de notre aide bilatérale au Zaïre est évidemment important.

Toutefois, cette aide a consisté essentiellement en une aide de fonctionnement ou de substitution.

Une telle aide (où la notion d'objectif à atteindre est très diffuse) se prête mal à une évaluation véritable.

Actuellement, l'A. G. C. D. envisage de procéder à l'évaluation du secteur de l'enseignement.

* * *

Les missions d'inspection et d'évaluation de la Coopération au Développement au Zaïre depuis 1976 ont été reprises à l'annexe VI.

Toch werden elk jaar technische commissies bijeengeroepen inzake onderwijs (in april of mei), en meer sporadisch inzake andere sectoren :

- van 28 november tot 4 december 1975 in Kinshasa : technische Commissie « Landbouw »;
- op 28 maart 1976 in Kinshasa : grote Gemengde Commissie;
- mei 1976 in Brussel : Gemengde Commissie « Onderwijs »;
- 17 en 18 juni 1976 in Brussel : Grote Gemengde Commissie;
- 17 en 18 januari 1977 in Brussel : Grote Gemengde Commissie;
- april 1977 in Brussel : Technische Commissie « Onderwijs »;
- 24 tot 29 mei 1977 in Kinshasa : Technische Commissie « Vervoer »;
- 5 tot 8 juli 1977 in Kinshasa : Technische Commissie « Vervoer »;
- 7 en 8 juli 1977 in Kinshasa : Grote Gemengde Commissie;
- 22 tot 24 maart 1978 in Kinshasa : « Medisch »-Technische Commissie;
- 20 tot 22 maart 1978 in Kinshasa : Technische Commissie « Landbouw »;
- april 1978 in Kinshasa : Technische Commissie « Onderwijs »;
- 2, 3 en 5 mei 1978 in Brussel : Grote Gemengde Commissie;
- 24 tot 30 april 1979 in Kinshasa : Technische Commissie « Onderwijs »;
- 2 tot 4 juli 1979 in Kinshasa : Technische Commissie « Energie »;
- 2 tot 4 juli 1979 in Kinshasa : « Medisch »-Technische Commissie;
- 4 tot 7 juli 1979 in Kinshasa : Technische Commissie « Vervoer »;
- 6 en 7 november 1979 in Kinshasa : Technische Commissie « Landbouw »;
- 9 tot 14 november 1979 in Kinshasa : Grote Gemengde Commissie.

2) Plan Mboetoe

1. Conferentie te Brussel, juni 1978.
 2. Conferentie te Brussel, november 1978.
 3. Conferentie te Brussel, november 1979.
- Adviserende groep, Wereldbank, Parijs, mei 1980.

3) Evaluatie

De enige evaluatie inzake Zaïre heeft betrekking op het project Kaniama Kasese (eerst in 1974, daarna in 1976).

Onze bilaterale hulp aan Zaïre blijft vanzelfsprekend aanzienlijk.

Die hulp was echter hoofdzakelijk een werkings- of vervangingshulp.

Over een dergelijke hulp kan moeilijk een echte evaluatie worden gehouden, omdat het te bereiken doel zeer vaag is.

Op dit ogenblik overweegt het A. B. O. S. een evaluatie van de sector Onderwijs.

* * *

De inspectie- en evaluatieopdrachten van de Ontwikkelingssamenwerking in Zaïre sinds 1976 werden opgenomen in bijlage VI.

III. — VOTES

Les crédits afférents à la Coopération au Développement et figurant au budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1980 sont adoptés par 13 voix contre 2.

Le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1980 est adopté par 13 voix contre 1 et 1 abstention.

Le Rapporteur,

Wivina DEMEESTER-DE MEYER

Le Président,

F. GROOTJANS

III. — STEMMINGEN

De kredieten betreffende de Ontwikkelingssamenwerking opgenomen in de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor het begrotingsjaar 1980, worden met 13 tegen 2 stemmen aangenomen.

De begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking voor het begrotingsjaar 1980, wordt met 13 tegen 1 stem en 1 onthouding aangenomen.

De Rapporteur,

Wivina DEMEESTER-DE MEYER

De Voorzitter,

F. GROOTJANS

ANNEXE I

Dépenses réelles pour 1979 au titre de l'A. P. D.
(aide publique au développement).

A. Avant-propos

1 : Le présent document contient essentiellement des chiffres.

2 : Les chiffres sont donnés en millions de FB, afin de faciliter la lecture des tableaux, et ont donc été arrondis. Ceci a pour conséquence :

- qu'il existe, par montant, une marge d'approximation qui ne dépasse pas 60 000 F;
- que les totaux (arrondis) ne correspondent pas toujours à la somme des montants (arrondis) additionnés.

B. De l'A. P. D. totale

1 : Résultat global

1.1 : En 1979, le montant total de l'A. P. D. de la Belgique s'est élevé à 18 493 millions de FB (U.S. \$ 630,8 millions), soit 0,56 % du P. N. B.

1.2 : A titre d'information :

1^o Les autorités belges maintiennent leur intention de porter les dépenses de l'A. P. D. à un montant équivalent à 0,70 % du P. N. B.

2^o Le tableau ci-après indique, en fonction du P. N. B., la performance de la Belgique d'abord, de l'ensemble des pays du C. A. D. ensuite.

	Belgique (%)	Moyenne (%)	C. A. D. (%)
1967-1969	0,46	0,38	
1970	0,46	0,34	
1975	0,59	0,35	
1976	0,51	0,33	
1977	0,46	0,31	
1978	0,55	0,32	
1979	0,56	(0,34) (*)	

3^o Trois pays du C. A. D. ont atteint et dépassé l'objectif de 0,70 % : la Suède (depuis 1974), les Pays-Bas (depuis 1975) et la Norvège (depuis 1976).

2 : Des conditions et des canaux

L'A. P. D. peut être dispensée :

- sous forme de dons ou de prêts;
- par le canal bilatéral ou multilatéral.

Le tableau ci-après ventile, sous ces angles, les dépenses de l'A. P. D. belge 1979.

1979	Prêts	Dons	Total
Bilatéral	2 732,9	9 954,7	12 687,6
Multilatéral	559,8	5 245,6	5 805,4
Total	3 292,7	15 200,3	18 493,0

3 : Des sources budgétaires

Le budget de l'A. G. C. D. n'est pas le seul à financer les dépenses au titre de l'A. P. D. D'autres départements interviennent également, notamment le Ministère des Finances (pour ce qui est des souscriptions au capital de banques de développement et des prêts d'Etat à Etat, l'Education nationale, etc ...

(*) A confirmer.

BIJLAGE I

Reële uitgaven voor 1979 uit hoofde van O. O. H.
(overheidsontwikkelingshulp)

A. Woord vooraf.

1 : Dit stuk bevat voornamelijk cijfers.

2 : De cijfers worden uitgedrukt in miljoenen BF ten einde de lezing van de tabellen te vergemakkelijken en zij werden dus afgerond. Een en ander heeft tot gevolg :

- dat er per bedrag een benaderingsmarge bestaat die niet hoger is dan 60 000 F;
- dat de (afgeronde) totalen niet altijd overeenstemmen met de som van de opgetelde (afgeronde) bedragen.

B. De totale O. O. H.

1 : Globaal resultaat

1.1 : In 1979 bedroeg de totale Belgische O. O. H. 18 493 miljoen BF (U.S. \$ 630,8 miljoen), of 0,56 % van het B. N. P.

1.2 : Ter inlichting :

1^o Het ligt nog altijd in de bedoeling van de Belgische overheid de O. O. H.-uitgaven op te trekken tot een bedrag gelijk aan 0,70 % van B. N. P.

2^o De onderstaande tabel vermeldt, in verhouding tot het B. N. P., eerst wat België en vervolgens wat alle landen van het C. A. D. hebben gerealiseerd.

	België (%)	Gemiddelde C. A. D. (%)
1967-1969	0,46	0,38
1970	0,46	0,34
1975	0,59	0,35
1976	0,51	0,33
1977	0,46	0,31
1978	0,55	0,32
1979	0,56	(0,34) (*)

3^o Drie landen van het C. A. D. hebben het streefcijfer 0,70 % bereikt en overschreden : Zweden (sedert 1974), Nederland (sedert 1975) en Noorwegen (sedert 1976).

2 : De voorwaarden en de wijzen van tegemoetkoming

De O. O. H. kan verstrekt worden :

- in de vorm van giften of leningen;
- langs bilaterale of multilaterale weg.

De onderstaande tabel geeft uit dat oogpunt de uitgaven weer van de Belgische O. O. H. voor 1979.

1979	Leningen	Giften	Totaal
Bilateraal	2 732,9	9 954,7	12 687,6
Multilateraal	559,8	5 245,6	5 805,4
Totaal	3 292,7	15 200,3	18 493,0

3 : De budgettaire bronnen

De A. B. O. S.-begroting is niet de enige die de O. O. H.-uitgaven financier. Ook andere departementen zijn daarbij betrokken, met name het Ministerie van Financiën (voor de inschrijvingen op het kapitaal van ontwikkelingsbanken en de leningen van Staat tot Staat), Nationale Opvoeding enz ...

(*) Te bevestigen.

Le tableau ci-après ventile les dépenses par canal (bi ou multi) et par source budgétaire (A. G. C. D. ou autres départements).

1979	A. G. C. D.	Autres	Total
Bilatéral	8 808,1	3 879,5	12 687,6
Multilatéral	2 908,7	2 896,7	5 805,4
Total	11 716,8	6 776,2	18 493,0

C. De l'A. P. D. multilatérale

Les dépenses effectuées se décomposent comme suit :

	(en millions de FB)	
1. Dons à des organismes multi		
— dans le cadre des Nations Unies	1 073,9	
— dans le cadre de la C. E. E.	2 399,6	
— autres	167,6	
	<u>3 641,1</u>	
	(US \$ 124,17)	
2. Souscription au capital		
— groupe de la B. I. R. D.	1 593,0	
— banques régionales	—	
— fonds spéciaux	11,6	
	<u>1 604,6</u>	
	(US \$ 54,74)	
3. Prêts à des organismes multi	559,8	
	(US \$ 19,10)	

D. De l'A. D. P. bilatérale totale

1. Ventilation des dépenses 1979, A. G. C. D. et totales (tous budgets), par région

	A. G. C. D.	Totales
Europe	0,6	181,7 (\$ 6,19)
Afrique		
— Nord Sahara	984,2	1 038,0
— Zaïre, Rwanda et Burundi	5 159,3	6 282,6
— Autres Sud Sahara	1 401,9	1 754,4
Total Afrique	7 545,4	9 075,0 (\$ 309,54)
Amérique		
— Nord et Centre	141,0	244,8
— Sud	329,0	486,8
Total	470,0	731,6 (\$ 24,95)
Asie		
— Moyen-Orient	44,2	52,8
— Asie du Sud	151,3	1 318,7
— Extrême-Orient	490,3	1 054,8
Total	685,8	2 426,3 (\$ 82,76)
Non ventilé	106,3	273,0 (\$ 9,32)
Grand total	8 808,1 (\$ 300,43)	12 687,6 (\$ 432,76)

De onderstaande tabel geeft de uitgaven weer volgens de wijze van tegemoetkoming (bi- of multi-) en per budgettaire bron (A. B. O. S. of andere departementen).

1979	A. B. O. S.	Andere	Totaal
Bilateraal	8 808,1	3 879,5	12 687,6
Multilateraal	2 908,7	2 896,7	5 805,4
Totaal	11 716,8	6 776,2	18 493,0

C. Multilaterale O. O. H.

De gedane uitgaven worden als volgt onderverdeeld :

	(in miljoenen BF)
1. Giften aan multi-organismen	
— in het raam van de Verenigde Naties	1 073,9
— in het raam van de E. E. G.	2 399,6
— varia	167,6
	<u>3 641,1</u>
	(US \$ 124,17)
2. Kapitaalinschrijvingen	
— I. B. W. O.-groep	1 593,0
— gewestelijke banken	—
— bijzondere fondsen	11,6
	<u>1 604,6</u>
	(US \$ 54,74)
3. Leningen aan multi-organismen	559,8
	(US \$ 19,10)
D. Totale bilaterale O. O. H.	
1. Omslag van de uitgaven voor 1979, A. B. O. S.- en totale uitgaven (alle begrotingen) per streek	
	A. B. O. S.
	Totalen
Europa	0,6
	181,7 (\$ 6,19)
Afrika	
— Noord Sahara	984,2
— Zaïre, Rwanda en Boeroendi	5 159,3
— Andere landen Zuid Sahara	1 401,9
Total Afrika	7 545,4
	9 075,0 (\$ 309,54)
Amerika	
— Noord- en Centraal-	141,0
— Zuid-	329,0
Total	470,0
	731,6 (\$ 24,95)
Azië	
— Midden-Oosten	44,2
— Zuid-Azië	151,3
— Verre Oosten	490,3
Total	685,8
	2 426,3 (\$ 82,76)
Niet omgeslagen	106,3
	273,0 (\$ 9,32)
Algemeen totaal	8 808,1 (\$ 300,43)
	12 687,6 (\$ 432,76)

2. Les dépenses 1979, A. G. C. D. et totales (tous budgets)
dans les pays à convention

Date de la convention	Pays	A. G. C. D.	Totales
13.10.1962	Rwanda	967,7	1 040,3
29.07.1963	Burundi	738,0	738,0
15.07.1964	Tunisie	413,3	463,3
22.01.1965	Pérou	58,6	109,9
28.04.1965	Maroc	457,5	457,6
02.12.1966	Malaisie	77,5	77,5
07.06.1968	Côte d'Ivoire	246,8	346,8
23.08.1968	Zaïre	3 453,6	4 504,3
16.06.1969	Indonésie	160,0	474,8
24.06.1969	Chili	20,5	20,8
24.02.1970	Cameroun	93,0	93,1
10.05.1971	Niger	194,2	194,2
19.10.1971	Colombie	37,6	63,6
30.06.1972	Algérie	97,8	99,9
28.02.1975	Sénégal	224,5	225,6
05.09.1977	Seychelles	2,5	2,5
11.10.1977	Vietnam	186,6	437,2
31.07.1979	Surinam	2,7	2,7
10.03.1980	Équateur	67,8	68,1
	Total	7 500,2	9 420,2

(*) Soit 85 % des dépenses bilatérales A. G. C. D.

(**) Soit 74 % des dépenses bilatérales totales.

2. De uitgaven voor 1979 van het A. B. O. S. en totalen (alle begrotingen) in de verdragsluitende landen

Datum van het verdrag	Landen	A. B. O. S.	Totalen
13.10.1962	Rwanda	967,7	1 040,3
29.07.1963	Boeroendi	738,0	738,0
15.07.1964	Tunesië	413,3	463,3
22.01.1965	Peru	58,6	109,9
28.04.1965	Marokko	457,5	457,6
02.12.1966	Maleisië	77,5	77,5
07.06.1968	Ivoorkust	246,8	346,8
23.08.1968	Zaïre	3 453,6	4 504,3
16.06.1969	Indonesië	160,0	474,8
24.06.1969	Chili	20,5	20,8
24.02.1970	Kameroen	93,0	93,1
10.05.1971	Niger	194,2	194,2
19.10.1971	Columbië	37,6	63,6
30.06.1972	Algerië	97,8	99,9
28.02.1975	Senegal	224,5	225,6
05.09.1977	Seychellen	2,5	2,5
11.10.1977	Vietnam	186,6	437,2
31.07.1979	Suriname	2,7	2,7
10.03.1980	Ecuador	67,8	68,1
	Totaal	7 500,2	9 420,2

(*) Of 85 % van de bilaterale A. B. O. S.-uitgaven.

(**) Of 74 % van de totale bilaterale uitgaven.

3. Les dépenses 1979 dans les pays sans convention,
d'un montant supérieur à 25 millions de FB

P. N. B./habitant 1978 (en \$)	Pays	Dépenses 1979 (en millions de F. B.)	
		A. G. C. D.	Total
90	Bangladesh	79,8	430,8
120	Mali	85,6	85,6
160	Haute-Volta	63,2	63,2
160	Cap Vert	48,1	48,1
180	Comores	25,4	25,4
180	Inde	44,7	718,8
230	Tanzanie	56,4	156,4
230	Pakistan	8,5	150,8
260	Haïti	67,8	67,8
270	Mauritanie	30,5	30,5
300	Angola	16,9	116,9

3. Uitgaven 1979 in de landen zonder verdrag,
uitgaven waarvan het bedrag hoger is dan 25 miljoen

B. N. P./inwoner 1978 (in \$)	Landen	Uitgaven 1979 (in miljoenen B. F.)	
		A. B. O. S.	Totaal
90	Bangladesh	79,8	430,8
120	Mali	85,6	85,6
160	Opper-Volta	63,2	63,2
160	Kaapverdische eilanden	48,1	48,1
180	Comoren	25,4	25,4
180	India	44,7	718,8
230	Tanzanië	56,4	156,4
230	Pakistan	8,5	150,8
260	Haïti	67,8	67,8
270	Mauritanië	30,5	30,5
300	Angola	16,9	116,9

P. N. B./habitant 1978 (en \$)	Pays	Dépenses 1979 (en millions de F. B.)		B. N. P./inwoner 1978 (in \$)	Landen	Uitgaven 1979 (in miljoenen B. F.)	
		A. G. C. D.	Total			A. B. O. S.	Totaal
320	Soudan	36,4	36,4	320	Soedan	36,4	36,4
320	Kenya	66,2	116,2	320	Kenya	66,2	116,2
480	Zambie	61,4	61,4	480	Zambië	61,4	61,4
510	Bolivie	67,3	143,0	510	Bolivië	67,3	143,0
810	Cuba	2,3	102,3	810	Cuba	2,3	102,3
840	Nicaragua	26,8	26,9	840	Nicaragua	26,8	26,9
1 210	Turquie	—	176,6	1 210	Turkije	—	176,6
1 570	Brésil	30,3	32,2	1 570	Brazilië	30,3	32,2
2 910	Venezuela	25,7	26,1	2 910	Venezuela	25,7	26,1
	Total ...	(*) 843,3	2 615,4		Totaal ...	(*) 843,3	2 615,4

(*) Soit 9,6 % des dépenses bilatérales A. G. C. D.

(**) Soit 20,6 % des dépenses bilatérales totales.

(*) Of 9,6 % van de bilaterale A. B. O. S.-uitgaven.

(**) Of 20,6 % van de totale bilaterale uitgaven.

4. Les dépenses bilatérales dans les P. M. A.

Pays (1)	A. G. C. D.	Totaux
Rwanda	967,7	1 040,3
Burundi	738,0	738,0
Niger	194,2	194,2
Afghanistan	1,3	1,3
Bangladesh	79,9	430,8
Benin	15,3	15,3
Cap Vert	48,1	48,1
Centrafrique	14,8	14,8
Comores	25,4	25,4
Ethiopie	5,8	5,9
Gambie	0,1	0,1
Guinée	5,0	5,1
Haïti	67,8	67,8
Haute-Volta	63,3	63,3
Laos	5,1	5,1
Lesotho	4,7	4,7
Malawi	1,1	1,1
Mali	85,6	85,6
Népal	1,5	1,5
Ouganda	1,2	1,2
Somalie	10,2	10,2
Soudan	36,4	36,4
Tanzanie	56,4	156,4
Tchad	4,9	4,9
Total ...	2 433,6 (2)	2 957,4 (3)

(1) 24 des 31 P. M. A. bénéficient d'une intervention.

(2) Soit 27,6 % de dépenses bilatérales A. G. C. D.

(3) Soit 23,3 % des dépenses bilatérales totales.

4. Bilaterale uitgaven in de A. L. M.

Landen (1)	A. B. O. S.	Totalen
Rwanda	967,7	1 040,3
Boeroendi	738,0	738,0
Niger	194,2	194,2
Afghanistan	1,3	1,3
Bangladesh	79,9	430,8
Benin	15,3	15,3
Kaapverdische eilanden	48,1	48,1
Centraal-Afrika	14,8	14,8
Comoren	25,4	25,4
Ethiopië	5,8	5,9
Gambia	0,1	0,1
Guinea	5,0	5,1
Haïti	67,8	67,8
Opper-Volta	63,3	63,3
Laos	5,1	5,1
Lesotho	4,7	4,7
Malawi	1,1	1,1
Mali	85,6	85,6
Nepal	1,5	1,5
Oeganda	1,2	1,2
Somalië	10,2	10,2
Socdan	36,4	36,4
Tanzanië	56,4	156,4
Tsjaad	4,9	4,9
Totaal ...	2 433,6 (2)	2 957,4 (3)

(1) 24 van de 31 A. L. M. genieten een tegemoetkoming.

(2) Of 27,6 % van de bilaterale A. B. O. S.-uitgaven.

(3) Of 23,3 % van de totale bilaterale uitgaven.

5. Les dépenses bilatérales dans les A. C. P.

La plupart des pays d'Afrique et quelques-uns des pays des Caraïbes et du Pacifique, associés à la C. E. E., ont bénéficié en 1979 :

— au titre de l'A. P. D. bilatérale de l'A. G. C. D., de FB 6 541 millions (ce qui représente 74,2 % des dépenses bilatérales A. G. C. D.);

— au titre de l'A. P. D. bilatérale totale, de FB 7 917 millions (ce qui représente 62,4 % des dépenses bilatérales totales).

E. De l'A. P. D. bilatérale A. G. C. D.**1. Ventilation des dépenses A. G. C. D. 1979 par région et par mode d'intervention**

Cfr. tableau ci-après.

2. Evolution des dépenses bilatérales A. G. C. D. par région

	1970	1973	1976	1979
Afrique du Nord	8,5 %	8,2 %	11,1 %	11,2 %
Zaïre, Rwanda et Burundi	77,4 %	74,0 %	69,9 %	58,6 %
Autres Afrique	3,0 %	5,7 %	8,2 %	15,9 %
Amérique	6,0 %	4,1 %	5,0 %	5,3 %
Asie	3,0 %	5,1 %	5,4 %	7,8 %

3. Les dépenses bilatérales A. G. C. D. en fonction des pays en voie de développement classés par P. N. B. / habitant**S. De bilaterale uitgaven in de A. C. P.-landen**

De meeste Afrikaanse landen en enkele landen uit de Caraïben en de Stille Oceaan die met de E. E. G. geassocieerd zijn, hebben in 1979 het volgende gekregen :

— 6 541 miljoen F aan bilaterale O. O. H. van het A. B. O. S. (wat overeenstemt met 74,2 % van de bilaterale uitgaven van het A. B. O. S.);

— 7 917 miljoen F aan totale bilaterale O. O. H. (wat overeenstemt met 62,4 % van de totale bilaterale uitgaven).

E. De bilaterale O. O. H. van het A. B. O. S.**1. Verdeling van de uitgaven van het A. B. O. S. voor 1979 over de verschillende streken en volgens de wijze waarop steun wordt verleend**

Zie tabel hieronder.

2. Evolutie van de bilaterale uitgaven van het A. B. O. S. per streek

	1970	1973	1976	1979
Noord Afrika	8,5 %	8,2 %	11,1 %	11,2 %
Zaïre, Rwanda en Boeroendi ...	77,4 %	74,0 %	69,9 %	58,6 %
Andere Afrikaanse landen	3,0 %	5,7 %	8,2 %	15,9 %
Amerika	6,0 %	4,1 %	5,0 %	5,3 %
Azië	3,0 %	5,1 %	5,4 %	7,8 %

3. Bilaterale uitgaven van het A. B. O. S. volgens de ontwikkelingslanden, gerangschikt volgens B. N. P. / inwoner

P. N. B. / habitant B. N. P. / inwoner	Nombre de pays Aantal landen	dont pays à convention générale waaronder volgende landen waarmee een algemene overeenkomst is gesloten	% de dépenses A. G. C. D. % uitgaven A. B. O. S.
moins de \$ 200 minder dan \$ 200	18	dont : Rwanda, Burundi et Vietnam waaronder : Rwanda, Boeroendi en Viëtnam	26,1 %
de \$ 200 à 400 van \$ 200 tot 400	23	dont : Zaïre, Niger, Sénégal et Indonésie waaronder : Zaïre, Niger, Senegal en Indonesië	49,9 %
de \$ 400 à 600 van \$ 400 tot 600	14	dont : Cameroun, waaronder : Kameroen	3,2 %
de \$ 600 à 800 van \$ 600 tot 800	3	dont : Maroc, Pérou et Colombie waaronder : Marokko, Peru en Columbia	6,3 %
de \$ 800 à 1 000 van \$ 800 tot 1 000	12	dont : Tunisie, Côte d'Ivoire et Équateur waaronder : Tunisie, Ivoorkust en Ecuador	9,4 %
de \$ 1 000 à 1 200 van \$ 1 000 tot 1 200	3	dont : Seychelles et Malaisie waaronder : Seychellen en Maleisië	0,9 %
de \$ 1 200 à 2 000 van \$ 1 200 tot 2 000	12	dont : Chili et Algérie waaronder : Chili en Algerië	2,2 %
plus de \$ 2 000 meer dan \$ 2 000	9	dont : Surinam waaronder : Suriname	0,4 %

Dépenses 1979 en millions de FB arrondis (en millions U. S. \$)	Personnel C. T. B. Personnel B. T. S.	Projets Projecten	Bourses d'études Studiebeurzen	Bourses de stage Stagebeurzen	Aide alimentaire Voedselhulp
Uitgaven 1979 in miljoen BF, afgerond (in miljoen U. S. \$)					
Europe. — Europa	—	—	—	0,1	—
Afrique. — Afrika					
Nord du Sahara. — Noord Sahara	360,8	172,5	87,7	28,2	—
Zaïre, Rwanda et Burundi. — Zaïre, Rwanda en Boeroendi	2 311,5	1 165,3	162,5	73,8	105,2
Autres Sud Sahara. — Andere landen ten zuiden van de Sahara ...	279,4	393,0	55,8	27,4	141,6
Total. — Totaal.	2 951,7	1 730,8	306,0	129,4	246,8
Amérique. — Amerika					
du Nord et du Centre. — Noord- en Centraal-Amerika	—	—	0,9	3,8	—
du Sud. — Zuid-Amerika	15,9	64,8	38,4	7,2	—
Total. — Totaal.	15,9	64,8	39,3	11,0	—
Asie. — Azië					
Moyen-Orient. — Midden-Oosten	—	—	5,4	1,7	—
du Sud. — Zuid-Azië	—	10,7	6,8	2,2	47,3
Extrême-Orient. — Verre Oosten	25,8	135,5	36,3	33,2	26,9
Total. — Totaal.	25,8	146,2	48,5	37,1	74,2
Non ventilé. — Niet verdeeld	42,0	1,2	0,1	—	—
Total général. — Algemeen totaal	3 035,4 (\$ 103,53)	1 943,0 (\$ 66,27)	394,0 (\$ 13,44)	177,7 (\$ 6,06)	321,0 (\$ 10,96)

Secours d'urgence Dringende hulpverlening	Ecole belges Belgische scholen	Experts associés Geassocieerde deskundigen	Volontariat Voluntariaat	Cofinancement projets O.N.G. Cofinanciering projecten N.G.O.	Coopération universités Samenwerking universiteiten	Subventions aux universités Toelagen aan universiteiten	Divers Diversen	Total — Totaal
0,4	—	—	—	—	—	—	—	0,6 (\$ 0,02)
—	—	11,5	4,3	26,3	79,7	208,0	5,2	984,2
34,0	427,1	21,7	64,9	202,2	293,8	229,5	67,8	5 159,3
27,0	—	126,4	18,3	142,6	32,0	142,3	16,0	1 401,9
61,0	427,1	159,6	87,5	371,1	405,5	579,8	89,0	7 545,4 (\$ 257,36)
26,0	—	16,2	13,2	47,2	—	29,8	3,9	141,0
—	—	12,0	26,1	131,0	—	24,0	9,6	329,0
26,0	—	28,2	39,3	178,2	—	53,8	13,5	470,0 (\$ 16,03)
—	—	1,9	1,0	9,7	—	23,9	0,5	44,2
32,2	—	3,8	3,7	23,0	—	17,9	3,7	151,3
34,3	—	13,5	4,1	55,2	1,6	107,1	16,8	490,3
66,5	—	19,2	8,8	87,9	1,6	148,9	21,0	685,8 (\$ 23,39)
—	—	6,5	—	1,5	2,3	2,4	50,3	106,3 (\$ 3,63)
153,9 (\$ 5,25)	427,1 (\$ 14,57)	213,5 (\$ 7,28)	135,6 (\$ 4,63)	638,7 (\$ 21,79)	409,4 (\$ 13,96)	784,9 (\$ 26,77)	173,8 (\$ 5,92)	8 808,1 (\$ 300,43)

ANNEXE II

BIJLAGE II

Dépenses A. G. C. D. 1979 per capita

	Dépenses A. G. C. D. (en mil- liers F. B.)	Population 1978 (*) (en mil- liers hab.)	Montants per capita (en F. B.)
Afghanistan	1 253	14 616	0,09
Algérie	97 825	17 701	5,53
Angola	16 931	6 739	2,51
Antilles néerlandaises	315	246	1,28
Argentine	5 740	26 371	0,22
Bangladesh	79 820	83 641	0,95
Barbade	1 180	250	4,72
Benin	15 304	3 326	4,60
Bolivie	67 325	5 290	12,73
Brésil	30 299	119 430	0,25
Burundi	738 036	4 271	172,80
Cameroun	92 980	8 065	11,53
Cap Vert	48 132	319	150,88
Centrafrlique	14 825	1 909	7,77
Chili	20 494	10 734	1,91
Colombie	37 654	25 136	1,50
Comores	25 439	390	65,23
Congo	9 357	1 460	6,41
Corée	22 070	36 616	0,60
Costa Rica	2 956	2 110	1,40
Côte d'Ivoire	246 837	7 836	31,50
Cuba	2 349	9 718	0,24
Dominicaine (Rép.)	4 094	5 128	0,80
Dominique (Ile)	2 818	77	36,60
Egypte	14 248	38 686	0,37
El Salvador	4 639	4 382	1,06
Equateur	67 790	7 550	8,98
Ethiopie	5 814	31 011	0,19
Gabon	4 970	539	9,22
Gambie	126	570	0,22
Ghana	5 004	10 972	0,46
Guatemala	10 963	6 627	1,65
Guinée	5 027	5 133	0,98
Guinée-Bissau	5 076	762	6,66
Guyane	942	836	1,13
Haïti	67 839	4 831	14,04
Haute-Volta	63 265	5 553	11,39
Honduras	3 086	3 441	0,90
Hong-Kong	525	4 622	0,11
Inde	44 699	643 896	0,07
Indonésie	160 054	135 993	1,18
Irak	4 081	12 216	0,33
Iran	960	35 849	0,03
Israël	911	3 716	0,25
Jamaïque	270	2 131	0,13
Jordanie	3 899	2 985	1,31
Kampuchea	10 338	— (**)	—

(*) Cf. Atlas B. I. R. D. 1979.

(**) Chiffre non communiqué par B. I. R. D.

A. B. O. S.-uitgaven 1979 per capita

	Uitgaven A. B. O. S. (in duizend- den B. F.)	Bevolking 1978 (*) (in duizend- den inw.)	Bedragen per hoofd (in B. F.)
Afghanistan	1 253	14 616	0,09
Algerië	97 825	17 701	5,53
Angola	16 931	6 739	2,51
Nederlandse Antillen	315	246	1,28
Argentinië	5 740	26 371	0,22
Bangladesh	79 280	83 641	0,95
Barbados	1 180	250	4,72
Benin	15 304	3 326	4,60
Bolivië	67 325	5 290	12,73
Brazilië	30 299	119 430	0,25
Boeroendi	738 036	4 271	172,80
Kameroen	92 980	8 065	11,53
Kaapverdische eilanden	48 132	319	150,88
Certraalafrikaanse Republiek	14 825	1 909	7,77
Chili	20 494	10 734	1,91
Columbië	37 654	25 136	1,50
Comoren	25 439	390	65,23
Kongo	9 357	1 460	6,41
Korea	22 070	36 616	0,60
Costa Rica	2 956	2 110	1,40
Ivoorkust	246 837	7 836	31,50
Cuba	2 349	9 718	0,24
Dominikaanse Republiek	4 094	5 128	0,80
Dominica (Eiland)	2 818	77	36,60
Egypte	14 248	38 686	0,37
El Salvador	4 639	4 382	1,06
Ecuador	67 790	7 550	8,98
Ethiopië	5 814	31 011	0,19
Gabon	4 970	539	9,22
Gambia	126	570	0,22
Ghana	5 004	10 972	0,46
Guatemala	10 963	6 627	1,65
Guinée	5 027	5 133	0,98
Guinée-Bissau	5 076	762	6,66
Guyana	942	836	1,13
Haïti	67 839	4 831	14,04
Opper-Volta	63 265	5 553	11,39
Honduras	3 086	3 441	0,90
Hong-Kong	525	4 622	0,11
India	44 699	643 896	0,07
Indonesië	160 054	135 993	1,18
Irak	4 081	12 216	0,33
Iran	960	35 849	0,03
Israël	911	3 716	0,25
Jamaïque	270	2 131	0,13
Jordanië	3 899	2 985	1,31
Kampuchea	10 338	— (**)	—

(*) Zie Atlas I. B. W. O. 1979.

(**) Niet door de I. B. W. O. verstrekt getal.

	Dépenses A. G. C. D. (en mil- liers F. B.)	Population 1978 (*) (en mil- liers hab.)	Montants per capita (en F. B.)		Uitgaven A. B. O. S. (in duizend- en B. F.)	Bevolking 1978 (*) (in duizend- en inw.)	Bedragen per hoofd (in B. F.)
Kenya	66 221	15 187	4,36	Kenia	66 221	15 187	4,36
Laos	5 071	3 300	1,54	Laos	5 071	3 300	1,54
Lesotho	4 701	1 279	3,68	Lesotho	4 701	1 279	3,68
Liban	12 007	3 011	3,99	Libanon	12 007	3 011	3,99
Libéria	1 513	1 742	0,87	Liberia	1 513	1 742	0,87
Libye	1 193	2 745	0,43	Libië	1 193	2 745	0,43
Madagascar	9 626	8 298	1,16	Madagascar	9 626	8 298	1,16
Malaisie	77 542	13 300	5,83	Maleisië	77 542	13 300	5,83
Malawi	1 095	5 780	0,19	Malawi	1 095	5 780	0,19
Mali	85 595	6 297	13,59	Mali	85 595	6 297	13,59
Maroc	457 537	18 914	24,19	Marokko	457 537	18 914	24,19
Maurice (Ile)	9 142	918	9,96	Mauritius (Eiland)	9 142	918	9,96
Mauritanie	30 544	1 545	19,77	Mauritanië	30 544	1 545	19,77
Mexique	9 231	65 470	0,14	Mexico	9 231	65 470	0,14
Montserrat	1 381	— (**)	—	Montserrat	1 381	— (**)	—
Mozambique	8 150	9 945	0,82	Mozambique	8 150	9 945	0,82
Nepal	1 539	13 627	0,11	Nepal	1 539	13 627	0,11
Nicaragua	26 817	2 490	10,77	Nicaragua	26 817	2 490	10,77
Niger	194 232	5 005	38,81	Niger	194 232	5 005	38,81
Nigeria	15 940	81 039	0,20	Nigeria	15 940	81 039	0,20
Ouganda	1 222	12 421	0,10	Oeganda	1 222	12 421	0,10
Pakistan	8 518	77 337	0,11	Pakistan	8 518	77 337	0,11
Panama	2 528	1 826	1,38	Panama	2 528	1 826	1,38
Paraguay	1 930	2 893	0,67	Paraguay	1 930	2 893	0,67
Pérou	58 553	16 820	3,48	Peru	58 553	16 820	3,48
Philippines	8 968	45 639	0,20	Filippijnen	8 968	45 639	0,20
Portugal	554	9 653	0,06	Portugal	554	9 653	0,06
Rwanda	967 714	4 514	214,38	Rwanda	967 714	4 514	214,38
Sao Tome et Principe	992	85	11,67	Sao Tome en Principe	992	85	11,67
Sénégal	224 497	5 377	41,75	Senegal	224 497	5 377	41,75
Seychelles	2 470	63	39,21	Seychellen	2 470	63	39,21
Sierra Leone	1 216	3 296	0,37	Sierra Leone	1 216	3 296	0,37
Somalie	10 233	3 743	2,73	Somalia	10 233	3 743	2,73
Soudan	36 410	17 390	2,09	Soedan	36 410	17 390	2,09
Sri Lanka	15 480	14 350	1,08	Sri Lanka	15 480	14 350	1,08
Surinam	2 679	389	6,89	Suriname	2 679	389	6,89
Syrie	22 322	8 088	2,76	Syrië	22 322	8 088	2,76
Swaziland	2 125	526	4,04	Swaziland	2 125	526	4,04
Taiwan	887	17 139	0,05	Taiwan	887	17 139	0,05
Tanzanie	56 447	16 871	3,35	Tanzanië	56 447	16 871	3,35
Tchad	4 887	4 320	1,13	Tsjaad	4 887	4 320	1,13
Thaïlande	10 205	44 345	0,23	Thailand	10 205	44 345	0,23
Togo	11 152	2 418	4,61	Togo	11 152	2 418	4,61
Tunisie	413 311	6 050	68,32	Tunesië	413 311	6 050	68,32
Uruguay	3 210	2 892	1,11	Uruguay	3 210	2 892	1,11
Venezuela	25 749	13 965	1,84	Venezuela	25 749	13 965	1,84
Vietnam	186 597	52 179	3,58	Vietnam	186 597	52 179	3,58
Zaïre	3 453 590	26 410	130,77	Zaïre	3 453 590	26 410	130,77
Zambie	61 447	5 295	11,60	Zambië	61 447	5 295	11,60

(*) Cf. Atlas B. I. R. D. 1979.

(**) Chiffre non communiqué par B. I. R. D.

(*) Zie Atlas I. B. W. O. 1979.

(**) Niet door de I. B. W. O. verstrekt getal.

ANNEXE III

Enveloppe globale de la Coopération au développement pour 1980

(En millions de francs)

I — Autres Départements

I/1 — Ministère des Finances.

	Initial	F. A.
Charges de succession	—	—
Prêts d'Etat à Etat	3 500,0	3 225,0
A. I. D.	2 125,0	1 914,6
B. I. R. D. Souscription au capital	—	—
B. I. R. D. Bonification d'intérêts	—	—
B. E. I. Grèce	5,7	5,7
B. E. I. Turquie	—	—
Banque Asiatique Fonds spécial	141,7	141,7
Part congolaise Fonds Belgo-congolais	565,0	565,0
Banque Africaine Fonds spécial	144,0	144,0
Banque Interaméricaine Fonds spécial	145,0	145,0
F. M. I.	40,0	40,0
Banque Asiatique de Développement — Augmentation de capital	20,6	20,6
Société Financière Internationale — Augmentation de capital	78,7	78,7
Total	6 765,7	6 280,3
I/2 — Ministère de la Défense nationale		
Total	468,8	468,8
I/3 — Ministère de l'Education nationale		
Total	166,5	166,5
I/4 Ministère des Affaires étrangères		
Total	186,5	186,5
I/5 — Ministère de l'Emploi et du Travail		
Total	—	—
Total I	7 587,5	7 102,1

II — Actions par l'intermédiaire des Communautés européennes

Total II	1 312,0	1 312,0

III — A. G. C. D.

a) Dépenses courantes	7 447,3	7 164,1
b) Section particulière	1 760,0	1 760,0
c) Dépenses de capital	4 952,6	4 182,6
— Dépenses, en Belgique, afférentes à la diffusion et à l'application de la technologie adaptée aux besoins des pays en voie de développement	(30,0)	42,0
— Réalisation de projets (Ordonnancements)	(300,0)	100,0
— Quote-part de la Belgique au Fonds International pour le Développement Agricole	(200,0)	200,0
— Dotation au Fonds conçu dans le cadre de l'aide alimentaire en céréales	(—)	—

BIJLAGE III

Globale enveloppe Ontwikkelingssamenwerking 1980

(In miljoenen frank)

I — Andere Departementen

I/1 — Ministerie van Financiën.

	Initiaal	F. A.
Staatsopvolgingslasten	—	—
Leningen van Staat tot Staat	3 500,0	3 225,0
I. D. A.	2 125,0	1 914,6
I. B. R. D. Kapitaalonderschrijving	—	—
I. B. R. D. Rentebonificatie	—	—
E. I. B. Griekenland	5,7	5,7
E. I. B. Turkije	—	—
Aziatische Bank Special Fund	141,7	141,7
Kongolees aandeel in het Belgisch-Kongolees Delingsfonds	565,0	565,0
Afrikaanse Bank Special Fund	144,0	144,0
Interamerikaanse Bank Special Fund	145,0	145,0
I. M. F.	40,0	40,0
Aziatische Ontwikkelingsbank — Kapitaalverhoging	20,6	20,6
Internationale Financieringsmaatschappij — Kapitaalverhoging	78,7	78,7
Totaal	6 765,7	6 280,3
I/2 — Ministerie van Landsverdediging		
Totaal	468,8	468,8
I/3 — Ministerie van Nationale Opvoeding		
Totaal	166,5	166,5
I/4 — Ministerie van Buitenlandse Zaken		
Totaal	186,5	186,5
I/5 — Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid		
Totaal	—	—
Totaal I	7 587,5	7 102,1

II — Acties door tussenkomst van de Europese Gemeenschap

Totaal II	1 312,0	1 312,0

III — A. B. O. S.

a) Lopende uitgaven	7 447,3	7 164,1
b) Afzonderlijke sectie	1 760,0	1 760,0
c) Kapitaaluitgaven	4 952,6	4 182,6
— Uitgaven, in België, met betrekking tot de verspreiding en de toepassing van de technologie aangepast aan de behoeften van de ontwikkelingslanden	(30,0)	42,0
— Verwezenlijking van projecten (Ordonnanceringen)	(300,0)	100,0
— Bijdrage van België in het Internationaal Fonds voor Landbouwontwikkeling	(200,0)	200,0
— Dotatie aan het Fonds geopend in het kader van de voedselhulp in graangewassen	(—)	—

— Quote-part aux Fonds de la C. E. E.	(1 800,0)	1 650,0	— Aandeel in de Fondsen van de E. E. G.	(1 800,0)	1 650,0
— Subventions aux O. N. G.	(800,0)	713,6	— Toelagen aan N. G. O.	(800,0)	713,6
— Aides spéciales d'urgence	(300,0)	33,4	— Dringende, bijzondere hulpverleningen	(300,0)	33,4
— Contributions et participations financières de la Belgique dans des actions multilatérales de coopération au développement	(1 243,7)	1 207,6	— Geldelijke bijdragen en deelnamen van België in de multilaterale ontwikkelingssamenwerkingsacties	(1 243,7)	1 207,6
— Programmes internationaux en faveur du Sahel	(100,0)	30,0	— Internationale programma's ten gunste van de Sahel	(100,0)	30,0
— Dépenses, à l'étranger, afférentes à la diffusion et à l'application de la technologie adaptée aux besoins des pays en voie de développement	(25,0)	69,6	— Uitgaven, in het buitenland, met betrekking tot de verspreiding en de toepassing van de technologie aangepast aan de behoeften van de ontwikkelingslanden	(25,0)	69,6
— Participation au Fonds commun pour les matières premières	(50,0)	30,0	— Deelname aan een Gemeenschappelijk Fonds inzake grondstoffen	(50,0)	30,0
— Machines, mobilier, matériel	(3,9)	6,4	— Machines, meubilair, materieel	(3,9)	6,4
— Achat d'immeubles pour les S. B. C. (Ordonnements)	(30,0)	30,0	— Aankoop van gebouwen voor Belgische samenwerkingssecties (ordonnanceringen)	(30,0)	30,0
— Contributions spéciales de la Belgique à des banques de développement multilatérales (art. 53.15 nouveau)	(70,0)	70,0	— Speciale bijdragen van België in multilaterale Ontwikkelingsbanken (art. 53.15 nieuw)	(70,0)	70,0
Total III	14 159,9	13 106,7	Totaal III	14 159,9	13 106,7
Total I à III	23 059,4	21 520,8	Totaal I tot en met III	23 059,4	21 520,8
Frais de fonctionnement A. G. C. D.	404,3	385,5	Werkingskosten A. B. O. S.	404,3	385,5
Total	22 655,1	21 135,3	Totaal	22 655,1	21 135,3
Réalisation de projets (53.01) (Engagements) ...	1 100,0	900,0	Verwezenlijking van projecten (53.01) (Vastleggingen)	1 100,0	900,0
Immeubles S. B. C. (83.01) (Engagements)	30,0	30,0	Gebouwen B. S. S. (83.01) (Vastleggingen)	30,0	30,0
Total A. P. D.	22 655,1 + 800,0 (C. E.)	21 135,3 + 800,0 (C. E.)	Totaal A. P. D.	22 655,1 + 800,0 (C. E.)	21 135,3 + 800,0 (C. E.)
	<u>23 455,1</u> <u>= 0,65 % P. N. B.</u>	<u>21.935,3</u> <u>= 0,61 % P. N. B.</u>		<u>23 455,1</u> <u>= 0,65 % B. N. P.</u>	<u>21.935,3</u> <u>= 0,61 % B. N. P.</u>

ANNEXE IV

*31 pays les moins développés
10 pays à P. N. B. per capita inférieur à 200 dollars
sans être des pays moins développés*

Afghanistan	P. M. A.
Bangladesh	P. M. A.
Bénin	P. M. A.
Bhutan	P. M. A.
Birmanie	140 \$
Botswana	P. M. A.
Burundi	P. M. A.
Cambodge	(- de 100 \$)
Cap Vert	P. M. A.
Centrafrique	P. M. A.
Comores	P. M. A.
Ethiopie	P. M. A.
Gambie	P. M. A.
Guinée	P. M. A.
Guinée-Bissau	180 \$
Haïti	P. M. A.
Haute-Volta	P. M. A.
Inde	150 \$
Laos	P. M. A.
Lesotho	P. M. A.
Malawi	P. M. A.
Maldives	P. M. A.
Mali	P. M. A.
Mozambique	160 \$
Népal	P. M. A.
Niger	P. M. A.
Ouganda	P. M. A.
Pakistan	190 \$
Rwanda	P. M. A.
Samoa occidental	P. M. A.
Sierra Leone	190 \$
Sikkim	P. M. A.
Somalie	P. M. A.
Soudan	P. M. A.
Sri Lanka	200 \$
Tanzanie	P. M. A.
Tchad	P. M. A.
Vietnam	160 \$
Yémen (R. A.)	P. M. A.
Yémen (R. D.)	P. M. A.
Zaïre	130 \$

BIJLAGE IV

*31 M. O. L.-landen
10 landen met B. N. P. per capita lager dan 200 dollar
maar geen M. O. L.-landen*

Afghanistan	P. M. A.
Bangladesh	P. M. A.
Benin	P. M. A.
Bhoetan	P. M. A.
Birma	140 \$
Botswana	P. M. A.
Boeroendi	P. M. A.
Cambodja	(- dan 100 \$)
Kaapverdische Eilanden	P. M. A.
Centraalafrikaanse Republiek	P. M. A.
Comoren	P. M. A.
Ethiopië	P. M. A.
Gambia	P. M. A.
Guinea	P. M. A.
Guinea-Bissau	180 \$
Haïti	P. M. A.
Opper-Volta	P. M. A.
India	150 \$
Laos	P. M. A.
Lesotho	P. M. A.
Malawi	P. M. A.
Malediven	P. M. A.
Mali	P. M. A.
Mozambique	160 \$
Nepal	P. M. A.
Niger	P. M. A.
Oeganda	P. M. A.
Pakistan	190 \$
Rwanda	P. M. A.
West Samoa	P. M. A.
Sierra Leone	190 \$
Sikkim	P. M. A.
Somalia	P. M. A.
Soedan	P. M. A.
Sri Lanka	200 \$
Tanzanië	P. M. A.
Tsjaad	P. M. A.
Vietnam	160 \$
Yemen (A. R.)	P. M. A.
Yemen (D. R.)	P. M. A.
Zaïre	130 \$

ANNEXE V

Pays en voie de développement dont les étudiants dans les universités belges ont été pris en considération pour le subside de fonctionnement 1979-1980

Afghanistan	Guyane	Rwanda
Albanie	Haïti	Iles Salomon
Angola	Haute-Volta	Samoa Occ.
Antigua	Sainte-Hélène	San Salvador
Bangladesh	Honduras	Sao Tomé & Principe
Benin	Inde	Sénégal
Bhutan	Indonésie	Seychelles
Birmanie	Jordanie	Sierra Leone
Burundi	Kenya	Somalie
Bolivie	St. Kitts Nevis Anguil	Soudan
Botswana	Laos	Sri Lanka
Iles Caïman	Lesotho	Swaziland
Cambodge	Libéria	Syrie
Cameroun	Sainte-Lucie	Tanzanie
Iles du Cap Vert	Macao	Tchad
Rép. Centrafricaine	Madagascar	Thailande
Chine Rép. Pop.	Malawi	Timor
Colombie	Iles Maldives	Togo
Comores	Mali	Iles Tokélaou
Congo	Maroc	Iles Tonga
Archipel Cook	Mauritanie	Tunisie
Corée Rép.	Iles Maurice	Turks
Corée Dém. Rép.	Montserrat	Uganda
Corfou	Mozambique	Iles Vierges
Côte d'Ivoire	Nauru	Vietnam Dém. Rép.
Dominica	Noué	Vietnam Rép.
Rép. Dominicaine	Nouvelles-Hébrides	St-Vincent
Egypte	Népal	Yemen
Équateur	Niger	Yemen Dém.
Ethiopie	Nigeria	Yallis
Iles Falkland	Ouganda	Zaïre
Gambie	Iles du Pacifique	Zambie
Ghana	(USA)	Pérou
Iles Gilbert et Ellice	Pakistan	Algérie
Grenada	Papouasie & Nouvelle-	Suriname
Guatemala	Guinée	Malaisie
Guinée	Paraguay	Chili
Guinée-Bissau	Philippines	Gabon
Guinée Equatoriale	Rhodésie	Liban

BIJLAGE V

Ontwikkelingslanden waarvan de studenten in de Belgische universiteiten in aanmerking genomen werden voor de werkingstoelage 1979-1980

Afghanistan	Guyana	Rwanda
Albanië	Haïti	Salomon eil.
Angola	Opper-Volta	West Samoa
Antigua	Sint-Helena	San Salvador
Bangladesh	Honduras	Sao Tomé & Principe
Benin	India	Senegal
Bhutan	Indonesië	Seychellen
Birmanie	Jordanië	Sierra Leone
Burundi	Kenya	Somalië
Bolivie	St. Kitts Nevis Anguil	Soedan
Botswana	Laos	Si. Lanka
Iles Caïman	Lesotho	Swaziland
Cambodge	Liberia	Syrië
Cameroun	Santa Lucia	Tanzanië
Iles du Cap Vert	Kaapverdische eil.	Tsjaad
Rép. Centrafricaine	Centraalafrik. Rep.	Thailand
Chine Rép. Pop.	Chinese Volksrep.	Timor
Colombie	Columbië	Togo
Comores	Comoren	Tokelau eil.
Congo	Kongo	Tonga eil.
Archipel Cook	Cook Archipel	Tunesië
Corée Rép.	Rep. Korea	Turks
Corée Dém. Rép.	Montserrat	Oeganda
Corfou	Corfou	Maagdenilanden
Côte d'Ivoire	Ivoorkust	Dem. Rep. Vietnam
Dominica	Dominica	Rep. Vietnam
Rép. Dominicaine	Dom. Rep.	St-Vincent
Egypte	Egypte	Yemen
Équateur	Ecuador	Dem. Yemen
Ethiopie	Ethiopië	Jallis
Iles Falkland	Falkland eil.	Zaïre
Gambie	Gambia	Stille-Zuidzee eilanden
Ghana	Ghana	Zambië
(USA)	(USA)	Peru
Iles Gilbert et Ellice	Gilbert- en Ellice eil.	Algerie
Grenada	Granada	Suriname
Guatemala	Guatemala	Maleisië
Guinée	Guinea	Chili
Guinée-Bissau	Paraguay	Gabon
Guinée Equatoriale	Guinea Bissau	Rhodesië
	Filippijnen	Libanon
	Equat. Guinea	

ANNEXE VI

BIJLAGE VI

Inspection et évaluation de la coopération au développement
au Zaïre depuis 1976

Secteur agricole - Industrie

Infrastructure et administrations publiques

Inspectie en evaluatie van de ontwikkelingssamenwerking
in Zaïre sinds 1976

Sector Landbouw - Industrie

Infrastructuur en openbare besturen

Date — Datum	Durée — Duur	Chargés de mission — Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation — Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
D 24 — 91		<i>Secteur de développement agricole. — Sector Landbouwontwikkeling.</i>	
03.76	20 jours/dagen	Gosse	Identification hydrobiologie et possibilités de pêches. — Indentificatie hydrobiologie en mogelijkheden inzake visserij.
02.78	12 jours/dagen	Sijs C.	Projet Kaniama Kasese - Analyse des sols. — Project Kaniama Kasese - Onderzoek gronden.
03.78	10 jours/dagen	Dauby J.	Commission technique mixte « Agriculture ». — Gemengde technische commissie « Landbouw ».
11.79	10 jours/dagen	Dauby J.	Projet Kaniama Kasese et Ubangi. — Project Kaniama Kasese en Ubangi.
11.79	22 jours/dagen	Bergen Louffiaux Guldentops	Indentification recherche palmier et huile. — Identificatie onderzoek palmbomen en olie.
01.80	15 jours/dagen	Focan Jansen S.	Kaniama Kasese - Evolution projet. — Kaniama Kasese - Evolutie project.
05.80	15 jours/dagen	Van Durme	Kaniama Kasese - Etude sur la protection des plantes. — Kaniama Kasese - Studie plantenbescherming.
D 24 — 92		<i>Coopération industrielle. — Industriële samenwerking.</i>	
04.76	10 jours/dagen	Delvingt	Constitution dossier technique. — Opstelling technisch dossier.
10.78 11.78	24 jours/dagen	Delvingt	Mise en place projet I.Z.C.N., établissement plan opérationnel. — Uitvoering project I.Z.C.N., opstelling operationeel plan.
12.78	4 jours/dagen	De Vooght	Mission de supervision, conseil et contrôle CREN-K. — Opdracht inzake supervisie, raad en toezicht CREN-K.
D 24 — 93		<i>Administrations. — Administraties.</i>	
09.77	23 jours/dagen	Waterinckx R. Saville J. Verschueren V.	Mission préparatoire et exploratoire en vue de la mise sur pied du projet « Douanes ». — Voorbereidende opdracht met het oog op de uitvoering van het project « Doeane ».
02.78	7 jours/dagen	Waterinckx R. Saville J.	Deuxième mission préparatoire en vue de délimiter les objectifs du projet « Douanes ». — Tweede voorbereidende opdracht met het oog op de omschrijving van de doelstellingen van het project « Doeane ».
08.78 09.78	21 jours/dagen	Waterinckx R. Saville J. Van Wichelen M. Behagel J.	Troisième mission préparatoire en vue de forcer les statuts de l'Office Zaïrois des Douanes et Accises et de préparer le dossier technique de l'A.P. — Derde voorbereidende opdracht om de statuten van de Zaïrese Dienst van Doeanen en Accijnzen en het technisch dossier van de A.P. voor te bereiden.
01.79 02.79	13 jours/dagen	Waterinckx R. Zecca A. Vansteekelman L.	Quatrième mission préparatoire. — Vierde voorbereidende opdracht. — arrêter l'organigramme de l'Office Zaïrois des Douanes et Accises. — het organigram van de Zaïrese Dienst van Doeanen en Accijnzen vaststellen. — évoquer la participation zaïroise au fonctionnement de l'Office. — de deelname van Zaïrese aan de werking van de Dienst onderzoeken. — analyser le projet de décret présidentiel instituant l'Office des Douanes et Accises.

Date — Datum	Durée — Duur	Chargés de mission — Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation — Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
			— het ontwerp van presidentieel decreet tot instelling van de Dienst voor Doeannen en Accijnzen onderzoeken. — préparer l'organisation et le fonctionnement des futurs bureaux de l'Office à Kinshasa Est et Kinshasa-Ndjili. — Voorbereiding van de organisatie en de werking van de toekomstige bureaus van de Dienst te Oost-Kinshasa en te Kinshasa-Ndjili.
07.79	10 jours/dagen	Dubru M.	Mission préparatoire au projet « Aide logistique aux Tribunaux de Paix ». Prendre contact avec les autorités judiciaires zaïroises pour établir la liste des ouvrages à commander pour les Tribunaux de Paix du Zaïre. — Voorbereidende zending voor het project « Logistieke hulp aan de Vrederechten ». Contactnamen met de Zaïrese juridische autoriteiten om de lijst op te stellen van de werken die besteld moeten worden voor de Vrederechten van Zaïre.
D 24 — 94		Infrastructure. — Infrastruc-tuur.	
06.78	14 jours/dagen	Lipinski Z.	Examen des besoins de la Régie des Voies Fluviales (R.V.F.) pour ses activités relatives à l'entretien des voies d'eau navigables. — Onderzoek van de behoeften van de Régie der Waterwegen (R.W.W.) voor haar activiteiten in verband met het onderhoud van de bevaarbare waterwegen.
07.78	5 jours/dagen	Van den Bergh H.	Participation à la Commission technique mixte. Transport - projets en cours. Contrôle d'exécution + amélioration de la situation. — Deelname aan de Gemengde Technische Commissie. Transport - lopende projecten. Uitvoeringscontrole + verbetering van de toestand.
02.79	28 jours/dagen	Lipinski Z.	Achat de deux nouveaux baliseurs. Transformation du baliseur I en bateau-école. — Aankoop van twee nieuwe bakenschepen. Omvorming van één bakenschip tot schoolschip.
02.79	15 jours/dagen	Van den Bergh H.	Collecte et mise au point de données techniques en vue de la réalisation d'actions de coopération dans le cadre du projet « Assistance technique à l'ONATRA et à la S.N.C.Z. Réorganisation de la comptabilité et des finances de l'ONATRA, formation des cadres et classification professionnelle à la S.N.C.Z. — Inwinning en bijwerking van technische gegevens voor de uitvoering van samenwerkingsacties in het kader van het project « Technische bijstand aan ONATRA en S.N.C.Z. ». Reorganisatie boekhouding en financiën ONATRA, vorming kaderpersoneel en beroepenclassificatie S.N.C.Z.
10.79	13 jours/dagen	Van Moer T. Vervoort	Conversion de 14 grues au port de Matadi. Inspection du chantier et réception provisoire des grues. — Ombouwen van 14 kranen in de haven van Matadi. Inspectie werf en voorlopige oplevering van de kranen.
1980	7 jours/dagen	Van Moer T. Vervoort Thues	Idem.

Coopération universitaire

Universitaire samenwerking

Date — Datum	Durée — Duur	Chargés de mission — Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation — Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
02/03.76	± 3 semaines/weken	Prof Frenkiel Feldheim Carlier Vandekerckhoven : I.V.O. Leroy M. : A.G.C.D./ A.B.O.S.	Programme de coopération universitaire 1976-1981. — Programma universitaire samenwerking 1976-1981.
02.77	± 1 semaine/week	Prignon Santkin	Information concernant les nouveaux contrats U.T.S. Inspection des projets (entretien sur place avec les directeurs de projet). — Voorlichting inzake nieuwe U.T.S. contracten. Inspectie projecten (onderhoud met projectleiders ter plaatse).
03.78	± 2 semaines/weken	Leroy Decoster : I.V.O.	Actualisation du programme universitaire U.N.A.Z.A. — Actualisatie universitair programma U.N.A.Z.A.
10.79	± 2 semaines/weken	Leroy Schamp	Inspection des projets U.N.A.Z.A., en vue de la préparation G.M. 79. — Inspectie projecten U.N.A.Z.A. met het oog op de voorbereiding G.M. 79.

Missions de coordination U. N. A. Z. A. — Chaires

Coördinatieopdrachten U. N. A. Z. A. — Leerstoelen

Date	Durée	Chargés de mission	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation	Datum	Duur	Zendings-gelastigden	Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
1976 :				1976 :			
Mars	1 mois	Winand (U. L. B.)	Projet 2	Maart	1 maand	Winand (U. L. B.)	Project 2
1977 :				1977 :			
Janvier	± 1 mois	Charette (U. C. L.)	Projet 10	Januari	± 1 maand	Charette (U. C. L.)	Project 10
Janvier	± 6 semaines	Alexandre (U. L. G.)	Projet 8	Januari	± 6 weken	Alexandre (U. L. G.)	Project 8
Janvier	3 semaines	Carlier (K. U. L.)	Projet 14	Januari	3 weken	Carlier (K. U. L.)	Project 14
Janvier	± 3 semaines	Borghgraef (K. U. L.)	Projet 1	Januari	± 3 weken	Borghgraef (K. U. L.)	Project 1
Février	± 3 semaines	Winand (U. L. B.)	Projet 2	Februari ...	± 3 weken	Winand (U. L. B.)	Project 2
Février Mars	± 1 mois	Fierens (Mons)	Projet 3	Februari-maart	± 1 maand	Fierens (Bergen)	Project 3
Janvier-février ...	± 3 semaines	Van Risseghem (R. U. G.)	Projet 5	Januari-februari ...	± 3 weken	Van Risseghem (R. U. G.)	Project 5
Janvier-février ...	± 3 semaines	Van Buggenhout (V. U. B.)	Projet 11	Januari-februari ...	± 3 weken	Van Buggenhout (V. U. B.)	Project 11
Janvier	± 3 semaines	Ruwet (U. L. G.)	Projet 13	Januari	± 3 weken	Ruwet (U. L. G.)	Project 13
Janvier	± 1 mois	De Hoffmann (U. C. L.)	Projet 12	Januari	± 1 maand	De Hoffmann (U. C. L.)	Project 12
Mai	± 1 mois	Leroy (Mons)	Projet 7	Mei	± 1 maand	Leroy (Bergen)	Project 7
Mai	± 1 mois	De Crombrugghe (K. U. L.)	Projet 4	Mei	± 1 maand	De Crombrugghe (K. U. L.)	Project 4
Mai	2 semaines	Bezy (U. C. L.)	Projet 16	Mei	2 weken	Bezy (U. C. L.)	Project 16
Mai	1 semaine	Poncelet (U. L. B.)	Projet 6	Mei	1 week	Poncelet (U. L. B.)	Project 6
Novembre ...	± 6 semaines	Alexandre (U. L. G.)	Projet 8	November ...	± 6 weken	Alexandre (U. L. G.)	Project 8
Novembre ...	± 1 mois	Van Buggenhout (V. U. B.)	Projet 11	November ...	± 1 maand	Van Buggenhout (V. U. B.)	Project 11
Novembre ...	± 1 mois	De Hoffmann (U. C. L.)	Projet 12	November ...	± 1 maand	De Hoffmann (U. C. L.)	Project 12
1978 :				1978 :			
Janvier	± 1 mois	De Crombrugghe (K. U. L.)	Projet 4	Januari	± 1 maand	De Crombrugghe (K. U. L.)	Project 4
Janvier	± 1 mois	Van Risseghem (R. U. G.)	Projet 5	Januari	± 1 maand	Van Risseghem (R. U. G.)	Project 5
Janvier	2 semaines	Carlier (K. U. L.)	Projet 14	Januari	2 weken	Carlier (K. U. L.)	Project 14
Janvier	3 semaines	Borghgraef (K. U. L.)	Projet 1	Januari	3 weken	Borghgraef (K. U. L.)	Project 1
Janvier-février ...	1 mois	Bezy (U. C. L.)	Projet 16	Januari-februari ...	1 maand	Bezy (U. C. L.)	Project 16
Février-mars .	± 1 mois	Charette (U. C. L.)	Projet 10	Februari-maart	± 1 maand	Charette (U. C. L.)	Project 10
Avril	3 semaines	Winand (U. L. B.)	Projet 2	April	3 weken	Winand (U. L. B.)	Project 2
Avril-mai ...	± 1 mois	Poncelet (U. L. B.)	Projet 6	April-meい ...	± 1 maand	Poncelet (U. L. B.)	Project 6
Avril-mai ...	± 2 semaines	Schamp (R. U. G.)	Projet 9	April-meい ...	± 2 weken	Schamp (R. U. G.)	Project 9
Mai	± 5 semaines	Leroy (Mons)	Projet 7	Mei	± 5 weken	Leroy (Bergen)	Project 7

Date	Durée	Chargés de mission	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation	Datum	Duur	Zendings-gelastigden	Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
Novembre-décembre .	± 5 semaines	Van Buggenhout (V. U. B.)	Projet 11	November-december .	± 5 weken	Van Buggenhout (V. U. B.)	Project 11
Novembre ...	± 3 semaines	Schamp (R. U. G.)	Projet 9	November ...	± 3 weken	Schamp (R. U. G.)	Project 9
Novembre-décembre .	± 3 semaines	De Hoffmann (U. C. L.)	Projet 12	November-december .	± 3 weken	De Hoffmann (U. C. L.)	Project 12
Décembre ...	± 3 semaines	Fierens (Mons)	Projet 3	December ...	± 3 weken	Fierens (Bergen)	Project 3
1979 :				1979 :			
Janvier	± 1 mois	Van Risseghem (R. U. G.)	Projet 5	Januari	± 1 maand	Van Risseghem (R. U. G.)	Project 5
Janvier	± 2 semaines	De Crombrugge (K. U. L.)	Projet 4	Januari	± 2 weken	De Crombrugge (K. U. L.)	Project 4
Janvier	± 2 semaines	Borghgraef (K. U. L.)	Projet 1	Januari	± 2 weken	Borghgraef (K. U. L.)	Project 1
Janvier	± 2 semaines	Carlier (K. U. L.)	Projet 14	Januari	± 2 weken	Carlier (K. U. L.)	Project 14
Février	± 3 semaines	Leroy (Mons)	Projet 7	Februari ...	± 3 weken	Leroy (Bergen)	Project 7
Mars	± 2 semaines	Alexandre (U. L. G.)	Projet 8	Maart	± 2 weken	Alexandre (U. L. G.)	Project 8
Mars	± 2 semaines	Bezy (U. C. L.)	Projet 16	Maart	± 2 weken	Bezy (U. C. L.)	Project 16
Mars	± 3 semaines	Poncelet (U. L. B.)	Projet 6	Maart	± 3 weken	Poncelet (U. L. B.)	Project 6
Juin	± 2 semaines	Winand (U. L. B.)	Projet 2	Juni	± 2 weken	Winand (U. L. B.)	Project 2
Décembre ...	± 3 semaines	Van Buggenhout (V. U. B.)	Projet 11	December ...	± 3 weken	Van Buggenhout (V. U. B.)	Project 11
1980 :				1980 :			
Janvier	± 1 mois	Van Risseghem (R. U. G.)	Projet 5	Januari	± 1 maand	Van Risseghem (R. U. G.)	Project 5
Janvier-février ...	± 2 semaines	Fierens (Mons)	Projet 3	Januari-februari ...	± 2 weken	Fierens (Bergen)	Project 3
Janvier-février ...	± 3 semaines	Alexandre (U. L. G.)	Projet 8	Januari-februari ...	± 3 weken	Alexandre (U. L. G.)	Project 8
Février-mars .	± 1 mois	Macq (U. C. L.)	Projet 10	Februari-maart	± 1 maand	Macq (U. C. L.)	Project 10
Février	2 semaines	Borghgraef (K. U. L.)	Projet 1	Februari ...	2 weken	Borghgraef (K. U. L.)	Project 1
Février	2 semaines	Winand (U. L. B.)	Projet 2	Februari ...	2 weken	Winand (U. L. B.)	Project 2
Mars	± 3 semaines	Leroy (Mons)	Projet 7	Maart	± 3 weken	Leroy (Bergen)	Project 7
Avril	1 semaine	Bezy (U. C. L.)	Projet 16	April	1 week	Bezy (U. C. L.)	Project 16
Mars-avril ...	2 semaines	Carlier (K. U. L.)	Projet 14	Maart-april ..	2 weken	Carlier (K. U. L.)	Project 14
Avril-mai ...	± 3 semaines	Poncelet (U. L. B.)	Projet 6	April-meい ...	± 3 weken	Poncelet (U. L. B.)	Project 6

Inspection de l'enseignement

Onderwijsinspectie

Date Datum	Durée Duur	Chargés de mission Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
12 au/tot 23.3.78	12 jours/dagen	Prignon Silvestre	Examen - bilan des arrangements particuliers 1974-78 relatifs aux I.S.P. — Onderzoek - balans van de bijzondere regelingen 1974-78 betreffende de I.S.P. Préparation des nouveaux textes d'arrangement particulier 1978-82 en vue de la préparation de la commission technique mixte pour l'enseignement (Kinshasa du 17.4.78 au 20.4.78). — Voorbereiding van de nieuwe teksten m.b.t. de bijzondere regeling 1978-82 met het oog op de voorbereiding van de gemengde technische onderwijscommissie (Kinshasa van 17.4.78 tot 20.4.78).

Ecole belges

Belgische scholen

Date — Datum	Durée — Duur	Chargés de mission — Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation — Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
1976			
février/februari	3 semaines/weken	Guyaut José	Inspection écoles belges primaires. — Inspectie Belgische lagere scholen
février/februari	2 semaines/weken	Rombaut August	Inspection écoles belges primaires. — Inspectie Belgische lagere scholen
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Tavernier	Inspection de sciences écoles belges secondaires. — Inspectie wetenschappen Belgische secundaire scholen.
1977			
avril/april	3 semaines/weken	Ravez Jean	Inspection de français F. — Inspectie Frans.
avril/april	3 semaines/weken	Courtois Sylvain	Inspection de mathématiques F. — Inspectie wiskunde.
avril/april	3 semaines/weken	Peiffer Jean	Inspection écoles primaires F. — Inspectie lagere scholen.
avril/april	3 semaines/weken	Rombaut August	Inspection écoles primaires N. — Inspectie lagere scholen.
mars/maart	3 semaines/weken	Aertsens Gérard	Inspection de langues germaniques N. — Inspectie Germaanse talen.
mars/maart	3 semaines/weken	Gevers Gérard	Inspection de sciences N. — Inspectie wetenschappen.
1978			
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Boutriau Jacques	Inspection de mathématiques F. — Inspectie wiskunde.
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Freson Mme	Inspection de langues germaniques F. — Inspectie Germaanse talen.
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Boucart	Guidance enseignement rénové F. — Leiding vernieuwd onderwijs.
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Kogier Armand	Guidance enseignement rénové F. — Leiding vernieuwd onderwijs.
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Van Derroost	Inspection écoles primaires N. — Inspectie lagere scholen.
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Laumen	Guidance enseignement rénové N. — Leiding vernieuwd onderwijs.
2e tr./2e kw.	3 semaines/weken	Van Haute	Inspection de français N. — Inspectie Frans.
1979			
février/februari	3 semaines/weken	Rogier Armand	Guidance rénové F. — Leiding vernieuwd.
février/februari	3 semaines/weken	Boucart	Guidance rénové F. — Leiding vernieuwd.
mars/maart	3 semaines/weken	Dighaye	Inspection de sciences F. — Inspectie wetenschappen.
mars/maart	3 semaines/weken	Ravez Jean	Inspection de français F. — Inspectie Frans.
mars/maart	3 semaines/weken	Demedts	Inspection écoles primaires N. — Inspectie lagere scholen.
mars/maart	3 semaines/weken	De Herdt	Inspection de langues germaniques N. — Inspectie Germaanse talen.
mars/maart	3 semaines/weken	Van Puyvelde	Inspection de sciences N. — Inspectie wetenschappen.
avril/april	3 semaines/weken	Guyaut José	Inspection écoles primaires F. — Inspectie lagere scholen.
septemb./septemb. octobre/oktober	2 semaines/weken	Verzyck Rudy Bastiaensen Guy Nason François Wilkin Jacques	Mission de contrôle financier et évaluation du fonctionnement des écoles belges. — Opdracht inzake financiële controle en evaluatie van de werking van de Belgische scholen.
1980			
février/februari	2 semaines/weken	Bontemps	Inspection de sciences F. — Inspectie wetenschappen.
mars/maart	2 semaines/weken	Van Rompu	Inspection écoles primaires N. — Inspectie lagere scholen.
mars/maart	2 semaines/weken	Van den Branden	Inspection de sciences N. — Inspectie wetenschappen.
mars/maart	2 semaines/weken	Pels Maekers	Inspectie de mathématiques N. — Inspectie wiskunde.
avril/april	2 semaines/weken	Boutriau	Inspection de mathématiques F. — Inspectie wetenschappen.
avril/april	3 semaines/weken	Ravet	Inspection écoles primaires F. — Inspectie lagere scholen.

Enseignement technique

Technisch onderwijs

Date — Datum	Durée — Duur	Chargés de mission — Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation — Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
15.1 au/tot 4.2.77	21 jours/dagen	Ouwertx De Vleeschouwer Evrard Deheyn	Evaluation enseignement technique. — Evaluatie technisch onderwijs.
09.77	8 jours/dagen	Van Wambeke Westerlinck K.	Identification école de navigation. — Identificatie zeevaartschool.
12.77	8 jours/dagen	De Vleeschouwer Sandron	Evaluation projet Institut Supérieur Pédagogique Technique de Kinshasa (code 3063232). — Evaluatie project Hoger Technisch Pedagogisch Instituut van Kinshasa.
10.78	8 jours/dagen	Sandron Leurquin	Inspection et évaluation même projet I.S.P.T. — Inspectie en evaluatiezelfde project H.T.P.I.
03.80	8 jours/dagen	Sandron	Inspection et évaluation même projet I.S.P.T. — Inspectie en evaluatiezelfde project H.T.P.I.

Coopération médicale

Medische samenwerking

Date — Datum	Durée — Duur	Chargés de missions — Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation — Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
5.1.76	6 jours/dagen	Foucart	Commission mixte du secteur médical. — Gemengde commissie medische sector.
6.1.76	27 jours/dagen	Dr. Burke	Commission mixte du secteur médical. Evaluation de divers projets. — Gemengde commissie medische sector. Evaluatie van verschillende projecten.
6.1.76	10 jours/dagen	Dr. Kivits	Commission mixte. — Gemengde commissie.
6.1.76	6 jours/dagen	Dr. Halter	Seminaire sur le goître. — Seminaire kropgezwel.
20.5.76	7 jours/dagen	Foucart	Laboratoire de fabrication de médicaments D.C.M.P. — Laboratorium fabrikatie geneesmiddelen D.C.M.P.
20.5.76	5 jours/dagen	Ume	Laboratoire de fabrication de médicaments D.C.M.P. — Laboratorium fabrikatie geneesmiddelen D.C.M.P.
20.5.76	5 jours/dagen	Nieuwenhuyse	Laboratoire de fabrication de médicaments D.C.M.P. — Laboratorium fabrikatie geneesmiddelen D.C.M.P.
3.10.76	58 jours/dagen	Dr. Burke	Epidémie Yambuku (virus Ebola). — Epidemie Yambuku (Ebola-virus).
17.10.76	7 jours/dagen	Prof. Pattijn	Epidémie Yambuku. — Epidemie Yambuku.
3.12.76	11 jours/dagen	Prof. Pattijn	Epidémie Yambuku. — Epidemie Yambuku.
17.10.76	62 jours/dagen	Dr. Piot	Epidémie Yambuku. — Epidemie Yambuku.
22.10.76	58 jours/dagen	Dr. Vandergroen	Epidémie Yambuku. — Epidemie Yambuku.
7.2.77	19 jours/dagen	Dr. Piot	Epidémie Yambuku - follow-up. — Epidemie Yambuku - follow-up.
7.2.77	15 jours/dagen	Dr. Darras	Evaluation de la tuberculose. — Evaluatie van de tuberculose.
3.4.77	9 jours/dagen	Dr. Burke	Commission mixte du secteur médical. — Gemengde commissie medische sector.
3.4.77	9 jours/dagen	Foucart	Follow-up du Fonds d'urgence Yambuku. — Follow-up noofonds Yambuku.
9.9.77	4 jours/dagen	Dr. Burke	A l'occasion d'une mission à l'Assemblée de la Commission Régionale W.G.O.-Brazzaville - Inspection du projet relatif à la maladie du sommeil. — N.a.v. zending vergadering Regionale Commissie W.G.O.-Brazzaville - Inspectie slaapziektesproject.
2.2.78	6 jours/dagen	Dr. Le Ray	Séminaire : journées de la médecine (U.N.A.Z.A.). — Seminaire : Dagen der geneeskunde (U.N.A.Z.A.).
2.2.78	6 jours/dagen	Dr. Yourassowski	Séminaire : journées de la médecine (U.N.A.Z.A.). — Seminaire : Dagen der geneeskunde (U.N.A.Z.A.).

Date — Datum	Durée — Duur	Chargés de missions — Zendingsgelastigden	Objet de l'inspection et/ou de l'évaluation — Voorwerp van de inspectie en/of evaluatie
2.2.78	13 jours/dagen	Dr. Burke	Séminaire : journées de la médecine (U.N.A.Z.A.). — Seminaire : Dagen der geneeskunde (U.N.A.Z.A.).
9.3.78	6 jours/dagen	Foucart	Commission mixte du secteur médical + Cons. Commission Clinique Ngaliema. — Gemengde commissie medische sector + Cons. Commissie Kliniek Ngaliema.
9.3.78	13 jours/dagen	Dr. Burke	Commission mixte du secteur médical + Cons. Commission Clinique Ngaliema. — Gemengde commissie medische sector + Cons. Commissie Kliniek Ngaliema.
3.6.78	32 jours/dagen	Dr. Colaert	Epidémie de cholera. — Cholera-epidemie.
9.2.79	7 jours/dagen	Foucart	Laboratoire de fabrication de médicaments D.C.M.P. — Laboratorium fabricatie geneesmiddelen D.C.M.P.
9.2.79	15 jours/dagen	Dr. Burke	Laboratoire de fabrication de médicaments D.C.M.P. + Inspection de l'hôpital Badulite dans la région d'Ubangi. — Laboratorium fabricatie geneesmiddelen D.C.M.P. + Inspectie hospitaal Badulite in de streek van Ubangi.
7.6.79	8 jours/dagen	Foucart	Commission mixte du secteur médical. — Gemengde commissie medische sector.
7.6.79	13 jours/dagen	Dr. Burke	Commission mixte du secteur médical + inspection du projet Bandundi. — Gemengde commissie medische sector + inspectie project Bandundi.

ANNEXE VII

Avis de la Commission permanente de contrôle linguistique

Sections réunies

SEANCE DU 27 MARS 1980

Présents : M. Fleerackers, président.

Section néerlandaise : M. Vanhee, vice-président; MM. Declerck, Vandenberghe, Van Impe et Van Leuven, membres permanents.

Section française : M. Plonus, vice-président; MM. Bertouille, Busine, Jacobs et Fautre, membres permanents.

Secrétaires : M. Desmet, conseiller; M. Pirard, inspecteur général ff.

Nº 11.146/I/P

RP/GDN

Par lettre du 21 août 1979, le Ministre de la Coopération au Développement a demandé l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique (C. P. C. L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Administration générale de la Coopération au Développement (A. G. C. D.).

Conformément aux articles 43, § 3, cinquième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des lois coordonnées au 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, les sections réunies ont examiné le projet précité en leurs séances des 18 octobre et 8 novembre 1979 et du 21 février 1980 et ont rendu l'avis suivant en séance du 27 mars 1980 :

* * *

Le projet de cadres linguistiques qui est présenté est basé sur un projet de cadre comportant 367 emplois, dont 32 appartenant aux degrés 1 et 2 de la hiérarchie.

Le Ministre propose que tous les emplois des degrés 1 à 12 soient répartis par moitié entre les cadres linguistiques.

Cette proposition a été soumise pour avis aux organisations syndicales reconnues et représentées au sein de l'A. G. C. D.

Remarque d'ordre général

Le Ministre signale que la procédure est engagée en vue de fusionner le cadre existant des agents nommés à titre définitif et le cadre transitoire en un cadre unique de 367 unités. Si ce projet était modifié au cours de la procédure d'approbation, le Ministre soumettrait un nouveau projet de cadres linguistiques à l'avis de la C. P. C. L.

Le cadre sur lequel sont basés les cadres linguistiques proposés n'ayant pas encore été approuvé par arrêté royal, la C. P. C. L. attribue au présent avis un caractère provisoire et conditionnel. Il incomberait au Ministre de présenter un nouveau projet de cadres linguistiques si l'arrêté royal portant fixation du cadre différait du projet pour lequel la procédure d'approbation est actuellement engagée.

Emplois aux degrés 1 et 2 de la hiérarchie

Le Ministre propose la répartition suivante :

	F	N	Bil. F	Bil. N
Premier degré	4	4	1	1
Deuxième degré	9	9	2	2

La Commission permanente de contrôle linguistique marque son accord unanime sur cette proposition qui est conforme aux prescriptions de l'article 43, § 3, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Emplois aux degrés 3 à 12 de la hiérarchie

Le Ministre a joint à sa demande d'avis une note justificative dans laquelle il motive sa proposition de cadre paritaire sur la base des considérations émises par le Conseil d'Etat dans l'arrêt qui a annulé les cadres linguistiques antérieurs de l'A. G. C. D. aux degrés 3 à 12 (arrêt n° 16.342 du 2 avril 1974).

BIJLAGE VII

Advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht

Vergadering van de verenigde afdelingen

ZITTING VAN 27 MAART 1980

Aanwezig : de heer Fleerackers, voorzitter.

Nederlandse Afdeling : de heer Vanhee, ondervoorzitter; de heren Declerck, Vandenberghe, Van Impe en Van Leuven, vaste leden.

Franse Afdeling : de heer Plonus, ondervoorzitter; de heren Bertouille, Busine, Jacobs en Fautre, vaste leden.

Secretariessen : de heer Desmet, adviseur; de heer Pirard, wnd. inspecteur-generaal.

Nº 11.146/I/P

RP/GDN

Bij brief van 21 augustus 1979 heeft de Minister van Ontwikkelings samenwerking de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (V. C. T.) om advies gevraagd over een ontwerp van koninklijk besluit houdende vaststelling van de taalkaders van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking (A. B. O. S.).

Op grond van de artikelen 43, § 3, vijfde lid, 60, § 1, en 61, § 5, van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken (S. W. T.), heeft de vergadering van de verenigde afdelingen van de V. C. T. dit ontwerp ter zittingen van 18 oktober en 8 november 1979 en 21 februari 1980 onderzocht en heeft ter zitting van 27 maart 1980 het volgende advies uitgebracht :

* * *

Het voorgelegd ontwerp van taalkaders steunt op een ontwerp van personeelsformatie dat voorziet in 367 betrekkingen, waarvan er 32 behoren tot de eerste en de tweede trap van de hiérarchie.

De Minister stelt voor alle betrekkingen van de eerste tot de twaalfde trap numeriek gelijk te verdelen over de taalkaders.

Over dit voorstel werden de bij A. B. O. S. erkende syndicale organisaties geraadpleegd.

Algemene opmerking

Naar de Minister mededeelt is de procedure ingezet om de huidige vaste personeelsformatie en de overgangsformatie samen te smelten tot één personeelsformatie van 367 eenheden. Moest dat ontwerp tijdens de procedure van goedkeuring gewijzigd worden dan zal de Minister een nieuw ontwerp van taalkaders aan het advies van de V. C. T. voorleggen.

Gezien de personeelsformatie, waarop de voorgestelde taalkaders steunen, nog niet bij koninklijk besluit is goedgekeurd, geeft de V. C. T. aan dit advies een voorlopig en voorwaardelijk karakter. De Minister zal een nieuw ontwerp van taalkaders moeten voorleggen indien het te treffen koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie verschilt van het ontwerp dat momenteel aan de goedkeuringsprocedure is onderworpen.

Betrekkings op de eerste en de tweede trap van de hiérarchie

De Minister stelt de volgende verdeling voor :

	N	F	N Twt	F Twt
Eerste trap	4	4	1	1
Tweede trap	9	9	2	2

De V. C. T. gaat eenparig akkoord met dit voorstel dat conform de voorschriften van artikel 43, § 3, van de S. W. T. gesteld is.

Betrekkings op de derde tot de twaalfde trap van de hiérarchie

Bij zijn vraag om advies heeft de Minister een rechtvaardigingsnota gevoegd waarin hij zijn 50/50 voorstel motiveert, uitgaande van de overwegingen die door de Raad van State werden aangehaald in het arrest dat de vorige taalkaders van A. B. O. S. op de trappen 3 tot 12 vernietigde (arrest n° 16.342 van 2 april 1974).

Le Ministre se fonde ainsi sur un critère qu'il considère comme sûr et qu'il expose en trois points :

1. Les affaires localisées ou localisables dans une région linguistique et celles qui sont soumises par des particuliers ne représentent même pas 3 % de l'ensemble des affaires que l'A. G. C. D. est appelée à traiter. Cette situation est la conséquence directe de l'orientation internationale des missions confiées à l'A. G. C. D.

2. Les effectifs réels des coopérants (en ce qui concerne les questions de personnel) se composent d'environ 68 % de francophones et 32 % de néerlandophones. Cette situation, explique le Ministre, n'est pas conforme aux lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative et doit être corrigée de manière à réaliser la parité.

3. Les affaires non localisées ou non localisables représentent environ 60 % du volume des dossiers; elles sont traitées dans la langue de l'agent à qui l'affaire est confiée.

La Commission permanente de contrôle linguistique a invité les délégués du Ministre en vue d'obtenir un complément d'informations au sujet des aspects techniques de la politique de coopération en dehors de la Belgique. Leur exposé oral a été entendu en séance du 8 novembre 1979.

A la suite de cet exposé oral, la Commission permanente de contrôle linguistique a soumis au Ministre un questionnaire auquel il a donné une réponse écrite qui visait principalement à confirmer la note justificative au moyen de données chiffrées afin d'étayer la proposition de cadre paritaire.

Après avoir examiné toutes ces données et vu le caractère essentiellement international des missions de l'A. G. C. D., d'où découle une part négligeable d'affaires localisées ou localisables en Belgique, vu également la part de travail qui incombe à l'administration centrale dans l'examen des affaires concernant les membres du personnel des services extérieurs, et compte tenu enfin des affaires de caractère général, la Commission permanente de contrôle linguistique estime qu'une répartition paritaire des emplois des degrés 3 à 12 permet à l'administration centrale de l'A. G. C. D. de faire en sorte que les affaires soient traitées conformément aux prescriptions des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Pour ces motifs, la Commission permanente de contrôle linguistique émet, par 5 voix de la section néerlandaise et 4 voix de la section française, contre 1 voix de la section française, un avis favorable sur la proposition de créer des cadres linguistiques paritaires aux degrés 3 à 12.

* * *

Cet avis est transmis au Ministre de la Coopération au Développement. Conformément à l'article 61, § 3, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, le Ministre est prié d'aviser la Commission permanente de contrôle linguistique de la suite qu'il entend réservé à cet avis.

Fait à Bruxelles, le 27 mars 1980.

Les Secrétaires,

A. DESMET
R. PIRARD

Le Président,

J. FLEERACKERS

De Minister gaat also uit van een volgens hem betrouwbare maatstaf die hij in drie punten uiteenzet.

1. De in een van de taalgebieden gelocaliseerde of localiseerbare zaken en die ingediend door particulieren vertegenwoordigen nog geen 3 % van het geheel van de zaken bij A. B. O. S. te behandelen. Dit is een rechtstreeks gevolg van de internationaal gerichte opdrachten.

2. De feitelijke toestand van de coöperanten (personeelsaangelegenheden) is ongeveer 68 % Franstaligen en 32 % Nederlandstaligen. Die toestand, verklaart de Minister, is niet in overeenstemming met de S. W. T. en moet correcties ondergaan in de zin van een pariteit.

3. De niet gelocaliseerde of localiseerbare zaken vertegenwoordigen ongeveer 60 % van het volume der dossiers; ze worden behandeld in de taal van de ambtenaar aan wie de zaak wordt toevertrouwd.

Met het oog op bijkomende inlichtingen over de technische aspecten van het samenwerkingsbeleid buiten België, nodigt de V. C. T. de afgevaardigden van de Minister uit. Zij werden gehoord in hun mondelinge uiteenzetting ter zitting van 8 november 1979.

Aansluitend aan die mondelinge toelichting legde de V. C. T. de Minister een vragenlijst voor, waarop deze een schriftelijk antwoord bezorgde dat er in hoofdzaak toe streekt de rechtvaardigheidsnota met cijfergegevens te bevestigen ter ondersteuning van het 50/50 voorstel.

Na onderzoek van al die gegevens en gelet op de voornamelijk internationaal gerichte opdrachten, waaruit een te verwaarlozen deel van in België gelocaliseerde of localiseerbare zaken voortspruit, gelet op het werkzaamdeel dat aan het hoofdbestuur toekomt in de behandeling der aangelegenheden die betrekking hebben op de personeelsleden van de buitendiensten en tenslotte rekening houdende met de zaken van algemene aard, is de V. C. T. van oordeel dat een numeriek gelijke verdeling van de betrekkingen op de derde tot de twaalfde trap, het hoofdbestuur van A. B. O. S. in staat stelt om de behandeling van de zaken mogelijk te maken met inachtneming van de voorschriften van de S. W. T.

Om die redenen adviseert de V. C. T. met vijf stemmen van de Nederlandse afdeling en vier stemmen van de Franse afdeling, tegen één stem van de Franse afdeling, gunstig over het voorstel van paritaire taalkaders op de trappen 3 tot 12.

* * *

Dit advies wordt gezonden aan de Minister van Ontwikkelings-samenwerking. Overeenkomstig artikel 61, § 3, tweede lid, van de S. W. T. wordt de Minister verzocht de V. C. T. mede te delen welk gevolg eraan zal worden gegeven.

Gedaan te Brussel, 27 maart 1980.

De Secretarissen,

A. DESMET
R. PIRARD

De Voorzitter,

J. FLEERACKERS